

Annexes au Chapitre VI

La révolution contre “Le Capital” (A. Gramsci)

(article non présent dans le texte italien, ajouté dans la traduction française parue dans “programme communiste”)

La révolution des bolcheviks s'est définitivement greffée sur la révolution générale du peuple russe. Les maximalistes (130), qui ont été jusqu'à il y a deux mois le ferment nécessaire pour empêcher les événements de stagner, pour que la marche vers l'avenir ne s'arrête pas en donnant naissance à un arrangement sous une forme définitive — qui aurait été un arrangement bourgeois — se sont emparés du pouvoir, ont établi leur dictature, et sont en train d'élaborer les formes socialistes dans lesquelles la révolution devra finalement s'installer pour continuer à se développer harmonieusement, sans de trop grandes secousses, à partir des grandes conquêtes désormais réalisées.

La révolution des bolcheviks est faite d'idéologie plus que de faits. (C'est pourquoi il nous importe peu, au fond, d'en savoir plus que ce que nous en savons.) C'est la révolution contre “Le Capital” de Karl Marx. En Russie, “Le Capital” de Marx était le livre des bourgeois plus que des prolétaires. C'était la démonstration critique de la nécessité inéluctable qu'une bourgeoisie se forme en Russie, qu'une ère capitaliste y commence, qu'une civilisation de type occidental s'y instaure, avant que le prolétariat puisse ne serait-ce que songer à son propre soulèvement, à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont dépassé les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels, selon les canons du matérialisme historique, l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler. En reniant Karl Marx, les bolcheviks prouvent par l'action qu'ils ont menée, par les conquêtes qu'ils ont réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi rigides qu'on pouvait le croire et qu'on l'a cru.

Il y a cependant une nécessité même dans ces événements, et si les bolcheviks nient certaines affirmations du “Capital”, ils ne renient pas la pensée qu'il contient et qui l'anime. Ils ne sont pas “marxistes”, voilà tout; ils n'ont pas cherché dans les œuvres du Maître une doctrine extérieure, des affirmations dogmatiques et indiscutables. Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, qui est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande, et qui, chez Marx, s'était entachée d'incrustations positivistes et naturalistes. Cette pensée considère toujours comme facteur essentiel de l'histoire non les faits économiques, bruts, mais l'homme, la société des hommes, des hommes qui sont en contact les uns avec les autres, qui se comprennent, qui développent à travers ces contacts (civilisation) une volonté sociale, collective; qui comprennent et jugent les faits économiques et les adaptent à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci devienne le moteur de l'économie, la force façonnant la réalité objective qui vit, et bouge, et devient comme de la matière tellurique en ébullition — pouvant être canalisée où il plaît à la volonté, comme il plaît à la volonté.

Marx a prévu ce qui était prévisible. Il ne pouvait pas prévoir la guerre européenne, ou plutôt, il ne pouvait prévoir que cette guerre aurait la durée et les effets qu'elle a eus. Il ne pouvait prévoir que cette guerre, par trois années de souffrances indicibles, de misères indicibles, susciterait en Russie la volonté populaire collective qu'elle a suscité. Normalement, une telle volonté a besoin pour se former d'un long processus d'infiltrations capillaires, d'une série d'expériences de classe. Les hommes sont paresseux; pour s'organiser, d'abord extérieurement en corporations, ligues, puis intérieurement dans la pensée, dans les volontés, ils ont besoin de stimulations extérieures incessantes, continues et multiples. Voilà pourquoi, normalement, les canons de la critique marxiste de l'histoire collent à la réalité, la saisissent, la rendent évidente et nette. Normalement, c'est à travers la lutte de classe toujours plus intense que les deux classes du monde capitaliste créent l'histoire. Le prolétariat sent sa misère

présente, il est continuellement dans un état de gêne, il exerce une pression sur la bourgeoisie pour améliorer ses conditions. Il lutte, il oblige la bourgeoisie à améliorer la technique de la production, à rendre la production plus utile afin de rendre possible la satisfaction de ses besoins les plus pressants. C'est une course haletante vers le mieux-être, qui accélère le rythme de la production, qui fait croître constamment la quantité de biens qui serviront à la collectivité. Dans cette course il y en a beaucoup qui tombent et rendent plus pressantes les aspirations de ceux qui restent; et la masse est toujours en effervescence, et de peuple-chaos devient toujours plus ordre dans la pensée, devient toujours plus consciente de sa propre puissance, de sa propre capacité à assumer la responsabilité de la société, à devenir l'arbitre de son propre destin.

Tout ceci, normalement. Quand les événements se déroulent à un certain rythme. Quand l'histoire se développe par une succession de moments toujours plus complexes et riches de signification et de valeur, mais de même qualité. Mais en Russie, la guerre a servi à secouer les volontés. Celles-ci, à travers les souffrances accumulées en trois années, se sont trouvées très rapidement à l'unisson. La famine était imminente, la faim, la mort par inanition pouvait frapper tout le monde, massacrer d'un coup des dizaines de milliers d'hommes. Les volontés se sont mises à l'unisson, mécaniquement d'abord, puis activement, spirituellement, après la première révolution.

La prédication socialiste a mis le peuple russe en contact avec les expériences des autres prolétariats. La prédication socialiste fait vivre dramatiquement en un instant l'histoire du prolétariat, ses luttes contre le capitalisme, la longue série des efforts qu'il doit faire pour s'émanciper idéalement des liens de la servilité qui le rendent abject, pour devenir une conscience neuve, témoignant aujourd'hui d'un monde à venir. La prédication socialiste a créé la volonté sociale du peuple russe. Pourquoi devrait-il attendre que l'histoire de l'Angleterre se répète en Russie, qu'une bourgeoisie se forme en Russie, que la lutte des classes y soit suscitée, pour que naisse la conscience de classe et qu'on arrive finalement à la catastrophe du monde capitaliste? Le peuple russe est passé par ces expériences en pensée, même si c'est seulement la pensée d'une minorité. Il a dépassé ces expériences. Il s'en sert pour s'affirmer maintenant, comme il se servira des expériences capitalistes occidentales pour se mettre en un court laps de temps au niveau de la production du monde occidental. Le capitalisme est plus avancé en Amérique du Nord qu'en Angleterre, parce qu'en Amérique du Nord les Anglo-saxons sont partis d'emblée du niveau que l'Angleterre avait atteint après une longue évolution. Le prolétariat russe, ayant reçu une éducation socialiste, commencera son histoire à partir du niveau le plus élevé de production atteint par l'Angleterre aujourd'hui; car, devant commencer au début, il partira de ce qui a déjà été perfectionné ailleurs, et cette base perfectionnée lui donnera l'impulsion pour atteindre cette maturité économique qui est selon Marx la condition nécessaire du collectivisme. Les révolutionnaires créeront ainsi eux-mêmes les conditions nécessaires pour la réalisation complète et entière de leur idéal. Ils les créeront en moins de temps qu'il n'en a fallu au capitalisme.

Les critiques que les socialistes ont adressé au système bourgeois, mettant en évidence son gaspillage de richesses, ses imperfections, serviront aux révolutionnaires pour faire mieux, pour éviter ces gaspillages, ne pas tomber dans ces défauts.

Ce sera au début le collectivisme de la misère, de la souffrance. Mais un régime bourgeois hériterait des mêmes conditions de misère et de souffrance. En Russie, le capitalisme ne pourrait immédiatement faire plus que le collectivisme. Aujourd'hui il ferait beaucoup moins, parce qu'il aurait immédiatement contre lui un prolétariat mécontent, agité, incapable désormais de supporter d'autres années encore les douleurs et les amertumes que provoqueraient les restrictions économiques.

Même d'un point de vue absolu, humain, le socialisme immédiat est justifié en Russie. Les souffrances qui viendront avec la paix ne pourront être supportées que si les prolétaires sentent

qu'il dépend de leur volonté, de leur acharnement au travail, de les supprimer le plus rapidement possible.

On a l'impression que les maximalistes ont été en ce moment l'expression spontanée, biologiquement nécessaire pour que l'humanité russe ne tombe pas dans la ruine la plus horrible, pour que l'humanité russe, se consacrant au travail gigantesque, autonome, de sa propre régénération, sente moins les impulsions de loup affamé, et que la Russie ne devienne pas un énorme charnier de fauves se dévorant l'un l'autre.

Les leçons de l'histoire récente

(article non présent dans le texte italien, ajouté dans la traduction française parue dans “programme communiste”)

Cet article, écrit par un camarade de la Gauche alors mobilisé, a paru dans “l'Avanti!” du 16-2-1918 dans une version littéralement charcutée par la censure. Fort heureusement, le camarade chargé de le transmettre à “l'Avanti!” avait conservé l'original, et l'article complet a pu paraître dans “Stato Operaio”, organe du PC d'Italie, le 3-4 -1924.

La première partie de l'article traite surtout de la question de la guerre, de la rupture du front impérialiste par la révolution d'Octobre, de la signification de la paix de Brest-Litovsk. Ici, c'est la deuxième partie qui nous intéresse plus particulièrement.

[...] Il a semblé à certains que la consolidation de la révolution socialiste précisément dans le pays d'Europe où l'évolution des conditions sociales était la plus arriérée constituait un grave démenti aux prévisions et aux schémas du marxisme. Cela a donné l'occasion à A.G. (Antonio Gramsci) d'écrire [...] un article qui présente la révolution russe comme une défaite de la méthode du matérialisme historique et, par contre, une affirmation de valeurs “idéalistes”. La “Critica Sociale”, de son côté, s'en est pris aux révolutionnaires qui applaudissent Lénine et les siens, les accusant les uns et les autres de “volontarisme”, et... ordonnant à la révolution russe de s'arrêter; ainsi l'exigerait cette caricature du déterminisme économique qu'est le réformisme, évolutionniste et bourgeois jusqu'à la moelle. Rappelons les opportunes réfutations de ces thèses respectivement par le camarade Belloni dans “l'Avanti!” des 2 et 16 janvier, et par Enrico Leone dans “Guerra di classe”, bien que pour ce dernier nous ferons plus loin quelques réserves. De notre côté, ajoutons quelques remarques polémiques.

Même si on voulait limiter tout le “communisme critique”, doctrine de l'émancipation du prolétariat que le prolétariat lui-même élabore continuellement et “représente” dans l'histoire, aux résultats atteints par Marx et Engels à l'époque du “Manifeste”, nous pourrions rappeler qu'ils considéraient la révolution communiste comme possible dans l'Allemagne de 1847, socialement et politiquement quasi-féodale et attendant encore une révolution bourgeoise. Les conditions techniques de l'économie socialiste, représentées par un certain degré de développement des moyens de production, existaient donc d'après le marxisme classique dans l'Europe de 1848; ce qui manquait, c'était le développement politique des énergies de classe du prolétariat que, selon les schémas bien connus, l'évolution du capitalisme devait provoquer toujours plus. Pourquoi donc dénier à la Russie de 1917 les conditions technico-économiques de l'Allemagne de 1848, et pourquoi discuter sur les conditions politiques de la conquête du pouvoir par le prolétariat, alors que le succès a montré à l'évidence leur maturité?

Le “Manifeste” affirme de la façon la plus claire — et le passage est aussi élémentaire que décisif:

“Les communistes tournent leur attention principale vers l'Allemagne, parce qu'elle est à la veille d'une révolution bourgeoise et qu'elle accomplit cette révolution dans des conditions plus avancées de la civilisation européenne en général, et avec un prolétariat bien plus développé

que l'Angleterre au XVII^{ème} et la France au XVIII^{ème} siècles; la révolution bourgeoise en Allemagne ne peut donc être que le prélude immédiat d'une révolution prolétarienne.

En un mot, les communistes soutiennent partout tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique établi. Dans tous ces mouvements, ils mettent en évidence comme le problème fondamental du mouvement, la question de la propriété, quel que soit le degré de développement qu'elle ait pu atteindre”.

Ce qui, pour des raisons complexes, ne s'est pas produit en Allemagne en 1848, s'est par contre produit en Russie en 1917. On n'a donc pas le droit de déclarer anti-marxiste le fait que la révolution socialiste commence précisément dans le pays où la révolution bourgeoise n'avait pas encore été accomplie.

•••

Mais le système du communisme critique doit naturellement être compris comme intégrant l'expérience historique postérieure au Manifeste et à Marx, et parfois même en un sens opposé à certaines attitudes tactiques de Marx et Engels qui se sont montrées erronées.

Primitivement, le schéma de l'œuvre colossale de Marx, restée malheureusement inachevée, était le suivant: Capital; propriété foncière; salaire; Etat; commerce extérieur; marché mondial.

Les derniers stades de cette étude et du développement de la critique historique mènent au seuil de la grande conflagration de 1914. La catastrophe de la bourgeoisie, dont Marx voyait l'imminence dans la répétition des crises commerciales, a été retardée par la politique consciente des Etats bourgeois et par l'extension des marchés. De là est né l'impérialisme militaire, voie fatale dans laquelle la bourgeoisie s'est précipitée pour échapper à la catastrophe de la production capitaliste. Le socialisme international d'aujourd'hui, qui a assisté à l'énorme tragédie de la guerre, doit analyser collectivement ce formidable développement historique.

Cependant, la solution préparée par la guerre n'est pas moins catastrophique que celle entrevue par Marx, et tout aussi opposée aux aberrations optimistes, progressistes, évolutionnistes, du réformisme socialiste, cette doctrine avancée par la classe bourgeoise à la veille de sa mort, cette falsification éhontée du communisme critique, qui a culminé dans le national-socialisme (131).

Il y a quelqu'un qui au début de la guerre a senti que les faits confirmaient la thèse selon laquelle, même dans le domaine de l'histoire, la nature procède “par bonds”; mais il a perdu ensuite la boussole de la dialectique marxiste et s'est mis à dérailler: la guerre me donne raison, donc je m'associe à la bourgeoisie qui fait la guerre. Alors que le marxisme conduit à une solution toute différente, celle appelée “défaitisme”. La guerre, c'est la “crise”, puisqu'elle condense tragiquement tout le processus d'exploitation et de misère des classes laborieuses, et elle est l'occasion pour que celles-ci s'insurgent contre celui qui mène la guerre; et le succès d'un tel soulèvement est d'autant plus probable que l'opposition du mouvement socialiste à la politique de guerre de la bourgeoisie a été plus intransigeante.

Les réformistes ont le droit de condamner le “volontarisme” du guignol évoqué plus haut, mais la “Critica Sociale” ne devrait pas confondre le mouvement d'idées et la tendance dont dérive l'attitude actuelle de notre parti avec les lubies d'un imbécile et vendu. La thèse d'un développement graduel, sans heurts ni secousses, de la société bourgeoise vers le collectivisme est désormais si bien liquidée par les faits, qu'il est dérisoire de s'y référer pour diffamer, sur la foi de documents qu'un enfant reconnaîtrait pour apocryphes, l'avancée révolutionnaire du socialisme russe.

•••

Un autre point particulièrement intéressant, et sur lequel nous n'avons que des renseignements incomplets et peu nombreux, est la dissolution de l'Assemblée constituante par le gouvernement des Commissaires du peuple. Les réformistes protestent au nom de la démocratie violée, et soutiennent que la révolution sociale doit être un processus électif et majoritaire; le plus curieux c'est que même les anarchistes (voir un article de Quand-même dans "l'Avvenire" du 25 janvier) s'inquiètent de la dictature "léniniste" en assimilant le socialisme à un principe de liberté... C'est énorme, mais les uns et les autres ont tendance à voir dans la révolution maximaliste non pas une consciente affirmation de classe du prolétariat russe, mais la révolte informe d'une soldatesque fatiguée de la guerre, la domination d'une espèce de dictature militaire.

Du point de vue du marxisme intransigeant par contre, les choses apparaissent très claires et limpides. Les Commissaires du peuple détiennent le pouvoir par délégation du Congrès des Soviets, représentant les classes prolétariennes russes, qui les désigne, suit et contrôle toute leur action. Au cours de neuf mois de propagande politique assidue les Soviets ont été gagnés aux directives maximalistes, et ont réussi à conquérir le pouvoir politique dans la révolution de novembre. Ce pouvoir est passé dans les mains de la classe prolétarienne socialiste, qui l'utilise pour procéder à la réalisation du programme communiste, donc à la suppression de la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ce processus ne pouvait pas ne pas être autoritaire — d'où les critiques libertaires.

La conquête du pouvoir politique peut être obtenue rapidement par une guerre de classe — qui aujourd'hui n'est pas encore terminée en Russie — mais la transformation effective des institutions sociales exige une longue période d'exercice d'une véritable dictature de classe, qui supprime par la violence les obstacles contre-révolutionnaires, de même que c'est par la violence qu'elle a abattu les défenses de l'ancien pouvoir. La transformation de l'économie bourgeoise en économie communiste conduit — c'est là le couronnement du grandiose édifice marxiste — à la suppression des antagonismes de classe, à la véritable égalité, à la complète liberté sociale de l'individu. Du point de vue du résultat final, la révolution socialiste est donc faite par une classe qui est la majorité de l'humanité, dans l'intérêt de l'humanité entière. Mais le processus de la conquête révolutionnaire du pouvoir, et l'expropriation de la bourgeoisie qui s'ensuit, se déroulent à travers une opposition permanente des classes possédantes, et aussi de la partie du prolétariat qui n'adhère pas encore à la politique de classe.

En Russie, la classe ouvrière avait déjà réussi à conquérir et à exercer le pouvoir, alors que dans l'Assemblée constituante, convoquée avant la révolution maximaliste, risquaient de prévaloir des courants plus ou moins consciemment contre-révolutionnaires. Au nom de la démocratie, les réformistes auraient voulu que les Soviets renoncent au pouvoir conquis par le prolétariat au prix de son sang, et le remettent aux manœuvres de couloir d'une caricature du parlementarisme occidental.

Il est indéniable que Marx et Engels, tout en démolissant toute l'idéologie démocratique bourgeoise, attribuaient encore une importance excessive à la démocratie, et croyaient le suffrage universel riche de potentialités non encore discréditées.

Mais le "Manifeste" parle clairement de "prolétariat organisé en classe dominante", d'"interventions despotiques dans le droit de propriété et dans les rapports de production bourgeois", et décrit ensuite de façon lapidaire comment la domination du prolétariat conduira "au cours de l'évolution" à l'abolition de tout pouvoir politique, jusqu'à la nouvelle association sociale dans laquelle "le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous".

Le déroulement de la révolution en Russie balaye l'illusion d'une pacifique révolution démocratique, et dément en même temps de la façon la plus criante les schémas utopistes de la révolution, l'illusion des syndicalistes et des anarchistes qui croient qu'il suffirait d'abattre l'Etat pour que la nouvelle économie, basée sur une libre et automatique "association des

producteurs”, apparaisse par enchantement, et que cesse la nécessité de tout “pouvoir” et de toute violence.

Dire comme *Quand-même que le socialisme est un problème de liberté, pour en tirer une condamnation indignée des fusillades et arrestations de Petrograd, c'est donner dans la métaphysique de l'utopisme; alors que le socialisme, qui ignore les impératifs moraux, est un problème historique de forces réelles la dynamique de l'action prolétarienne de classe, qui ne connaît ni préjugés ni fétiches mais tend par tous les moyens à la victoire de classe, à la conquête du pouvoir politique, et qui est animée par la conscience historique de préparer l'avènement, fût-ce après quelques générations, de la société des hommes libres et égaux.*

•••

Enrico Leone veut voir dans la révolution russe et dans les organes qu'elle a créé un principe syndicaliste; nous ne partageons pas cette opinion. Les Soviets ont bien peu de choses à voir avec le syndicalisme — ce sont des organismes politiques et non syndicaux; les ouvriers y sont représentés selon un critère numérique et indépendant de leur profession. Les soldats, ouvriers retirés de la vie de salariés, y sont représentés aussi. Il est par ailleurs certain que les syndicats de métiers continuent à exister indépendamment et à agir dans leur domaine spécifique, en s'occupant des rapports de travail avec les capitalistes non encore expropriés mais déjà soumis au contrôle du pouvoir politique ouvrier. Les schémas syndicalistes de l'émancipation du prolétariat et de l'organisation de la nouvelle société sont donc très loin de se refléter dans la réalité de la situation russe.

[...] Les nouvelles qui — malgré tout — nous arrivent de Russie, sont comme des rayons de lumière éblouissante au milieu des profondes ténèbres. Les socialistes de tous les coins du monde qui n'ont ni désespéré ni abjuré, mais qui ont tenu tête à la tempête sans remettre en doute la force grandiose de la critique et de la prévision socialiste, voient maintenant avec une joie indicible monter à l'Est les lueurs de cette radieuse aurore.

Les philistins, ceux qui se croyaient les fossoyeurs du socialisme, ceux qui font profession de défendre l'ordre constitué, sentent la terre trembler sous leurs pieds, car de la libre Russie les avant-gardes victorieuses du prolétariat proclament: La Révolution Sociale Internationale est à l'ordre du jour de l'Histoire.

Le système de représentation communiste

(“Il Soviet”, IIème année, Nr. 38, 13-11-1919)

Lorsque nous avons lancé notre programme communiste, qui contenait les réponses à de nombreux problèmes vitaux concernant le mouvement révolutionnaire du prolétariat, nous nous attendions à ce que d'amples discussions soient soulevées sur tous ses points.

Au lieu de cela, nous n'avons que des discussions acharnées concernant l'incompatibilité de ce programme avec la participation aux élections. Les maximalistes électoralistes, bien qu'indiquant que pour eux la participation aux élections est une question secondaire, ont écrit une avalanche d'articles contre les quelques lignes de notre programme s'opposant à la participation aux élections.. De notre côté, en dehors du long article que nous avons consacré pour expliquer les raisons de notre abstentionnisme, nous n'avons fait que commencer à répondre, sur l'“Avanti !”, au déluge des objections électoralistes.

Nous sommes donc heureux de constater que “l'Ordine Nuovo” de Turin demande des explications à propos du point du programme communiste qui déclare “les élections des Conseils locaux des ouvriers sont organisées indépendamment des catégories professionnelles auxquelles ils appartiennent, suivant des circonscriptions délimitées par villes et provinces”.

L'auteur de l'article [A.Viglongo, Verso nuove istituzioni, Nr. 16 du 30-8-1919 de "l'Ordine Nuovo"], le camarade Andrea Viglongo se demande si on a voulu ainsi nier que le pouvoir des Soviets doit provenir de la masse consultée et votant sur les lieux mêmes du travail: dans les usines, les ateliers, les mines, les villages.

Voici quelle était l'idée des rédacteurs du programme. Le système des Soviets est une représentation politique de la classe ouvrière, dont la caractéristique fondamentale est l'exclusion du droit de vote de tous ceux qui n'appartiennent pas au prolétariat.

On a cru que le Soviet était la même chose que le syndicat économique: rien de plus faux. Il a pu arriver que, dans les premiers moments de la révolution, les organismes soviétiques aient été constitués dans divers pays à partir d'une représentation des organisations de métiers, mais ceci ne fut qu'un repli momentané.

Alors que le syndicat économique a pour objectif la défense des intérêts de catégorie du travailleur en tant que membre d'une profession ou d'une industrie donnée, dans le Soviet le prolétaire figure comme membre d'une classe sociale qui conquiert et exerce le pouvoir politique et la direction de la société, dans la mesure où il défend des intérêts communs à tous les travailleurs de tous les métiers. Dans le Soviet central, nous avons une représentation politique de la classe ouvrière par les députés des circonscriptions locales. Il n'y figure absolument pas de représentants nationaux des diverses catégories professionnelles; ceci rejette aussi bien les interprétations dans le sens syndicaliste, que la parodie réformiste qui présente d'hypothétiques regroupements professionnels comme des institutions ayant quelque chose de soviétiste.

Comment, dans les soviets locaux, de villes ou de villages ruraux, doit se constituer le mécanisme de représentation ?

Nous nous référons au système russe, exposé dans les chapitres XI, XII, XIII et XIV de la constitution de la République des Soviets pour en conclure qu'il doit y avoir un délégué pour 1000 habitant dans les villes et un pour 100 dans les campagnes, et que les élections doivent avoir lieu (art. 66) suivant les habitudes des soviets locaux.

Il n'y a donc pas de liens entre le nombre de délégués à élire et le nombre des usines ou unités de travail, et nous ne savons pas si les élections sont faites en réunissant les électeurs pour chaque poste de représentant, et selon quel critère.

Mais si nous nous référons aux programmes des communistes d'autres pays il nous semble pouvoir conclure que la nature de l'unité électorale de base, bien que liée à de nombreuses considérations, n'est pas le problème fondamental de l'organisation soviétiste.

Le mécanisme des Soviets a indubitablement une double nature: politique, révolutionnaire, d'une part; et économique, constructive, de l'autre.

Dans les premiers moments c'est la première fonction qui est prédominante, et avec le développement de l'expropriation de la bourgeoisie elle cèdera progressivement la place à la seconde.

Les organismes techniquement adaptés à cette deuxième tâche se préciseront progressivement à l'école de la nécessité, et dans ce domaine surgiront et s'entrecroiseront des formes de délégation des catégories de syndiqués et des unités de production, en particulier en ce qui concerne la technique et la discipline du travail.

Mais la fonction fondamentale, politique, du réseau des Conseils découle du concept historique de la dictature: ce qui doit avoir libre jeu, ce sont les intérêts prolétariens qui concernent toute la classe par-delà les catégories, et tout le développement historique de son mouvement d'émancipation.

Les conditions qui le permettent sont en substance l'exclusion des bourgeois de toute participation à l'activité politique, et la répartition convenable des électeurs dans les circonscriptions locales dont partent les délégations au Congrès des Soviets, qui nomme le Comité Exécutif Central et a pour tâche de promulguer les décisions de socialisation progressive des diverses branches de l'économie.

Il nous semble que, face à cette définition historique du système représentatif communiste, l'«Ordine Nuovo» insiste un peu trop sur la définition formelle du mécanisme de cette représentation.

Savoir où et dans quels regroupements auront lieu les votes n'est pas un problème fondamental: il pourra trouver des solutions nationales et régionales diverses.

C'est seulement jusqu'à un certain point qu'on peut reconnaître des germes de Soviets dans les commissions internes d'usine: plus exactement, nous pensons que ces dernières sont destinées à engendrer les Conseils d'usine, chargés d'attributions techniques et disciplinaires pendant et après la socialisation de l'usine; et il reste entendu que le Soviet politique local pourra être élu là où ce sera le plus commode, et probablement sur la base de divisions pas tellement différentes des actuelles circonscriptions électorales.

Les listes électorales elles-mêmes devront être différentes de celles des Conseils d'usine. Viglango se demande si ce sont tous les ouvriers ou seulement les organisés qui voteront dans les usines. Nous lui rappelons que tout ouvrier, même organisé, pourra être exclu des listes électorales du Soviet politique de la ville si, en plus de travailler dans l'usine, il vit des revenus d'un petit capital financier ou foncier. Ce cas n'est pas rare chez nous, et c'est la Constitution russe qui le prévoit dans l'article 65. Les chômeurs et ceux qui sont inaptes au travail devront voter eux aussi.

Ce qui caractérise le système communiste est donc la définition du droit à être électeur, qui ne dépend pas de l'appartenance à une catégorie professionnelle, mais de savoir si un individu est de par l'ensemble de ses rapports sociaux intéressé à la réalisation rapide du communisme, ou un non-prolétaire lié d'une façon ou d'une autre à la conservation des rapports économiques de la propriété privée.

Ces simples conditions garantissent le fonctionnement politique de la représentation soviétiste. A son côté se multiplieront de nouvelles organisations technico-économiques toujours subordonnées à celle-ci. Elle seule établira les grandes lignes des réalisations à effectuer car seule la pure représentation politique, tant que l'abolition des classes n'aura pas été totalement réalisée, pourra assumer celle des intérêts collectifs du prolétariat.

Nous nous occuperons ultérieurement du problème de la possibilité de construction des Soviets politiques avant la bataille révolutionnaire pour la conquête du pouvoir.

Formons les «soviets»?

(«Il Soviet», IIème année, Nr. 39 du 21-9-1919)

Nous concluons deux de nos articles parus dans le numéro précédent, l'un dédié à l'analyse du système de représentation communiste, l'autre à l'éposé des buts actuels de notre parti, en posant la question de la possibilité et de l'intérêt de constituer les conseils ouvriers et paysans alors que le pouvoir de la bourgeoisie est toujours sur pied.

Le camarade Ettore Croce, dans un article de l'«Avanti!», en discutant de nos positions abstentionnistes, demande à ce qu'avant de se débarrasser de l'arme vieillissante de l'activité parlementaire on en trouve rapidement une nouvelle, et souhaite la formation des Soviets.

Dans le précédent numéro nous avons éclairci la distinction entre les tâches technico-économiques et la tâche politique de la représentation soviétique, en montrant que les véritables organes de la dictature prolétarienne sont les Soviets politiques locaux et centraux dans lesquels les ouvriers ne figurent pas d'après des divisions en catégories professionnelles.

À côté de ces organes, dont l'autorité suprême est le comité central exécutif, qui nomme les Commissaires du peuple, se place tout l'entrelacs des organes économiques fondés sur les conseils d'usine et les syndicats professionnels, qui nomment les membres du Conseil Central de l'Economie.

En Russie, répétons-le, alors qu'il n'y a pas de représentants des professions au CCE et au Soviet Suprême, mais seulement ceux des districts territoriaux, les fédérations de métiers et les conseils économiques locaux figurent au Conseil de l'Economie nationale qui applique techniquement les décisions de socialisation adoptées par l'assemblée politique.

L'“Ordine Nuovo” du 16 août comprenait un article intéressant sur le mécanisme soviétiste de socialisation.

Il était exposé dans cet article que dans une première phase, définie comme anarcho-syndicaliste, les conseils d'usine prendraient en main la gestion de la production, mais que, dans la phase de centralisation suivante, ils auraient perdu de leur importance jusqu'à devenir une simple représentation des intérêts du travail, de société d'assistance mutuelle et d'éducation des ouvriers d'une même usine.

Si nous nous tournons vers le mouvement communiste allemand, nous voyons que dans le programme de la Ligue Spartacus les COS (Conseils d'ouvriers et soldats), organes qui se substituent aux parlements et conseils communaux bourgeois, sont quelque chose de tout à fait différent des conseils d'usine qui (article 7 du chapitre III) d'accord avec les Conseils ouvriers règlent les conditions de travail et contrôlent la production pour assumer finalement la direction de l'entreprise.

Dans la pratique russe, la direction des usines a été ensuite constituée seulement pour un tiers par les représentants du conseil d'usine, un tiers revenant à la représentation du Conseil de l'Economie nationale et un tiers à la Fédération centrale d'industrie (intérêts du personnel — intérêts généraux de la société — intérêts de la technique industrielle de la branche).

En Allemagne, les élections des COS se font suivant ce mécanisme : un membre du conseil est élu pour 1000 ouvriers de petites entreprises et de chômeurs – les grandes entreprises de plus de 1000 ouvriers ayant leur propre corps électoral – et le vote est réalisé selon les modalités des commissions électorales en accord avec les différentes organisations professionnelles.

Il nous semble que cela suffit pour revendiquer un système de représentation nettement séparé en deux réseaux économique et politique.

Pour les fonctions économiques, chaque usine aura son conseil d'usine élu par les ouvriers et qui, selon des critères convenables, interviendra dans la socialisation et ensuite dans la gestion de l'entreprise.

Pour la fonction politique, c'est-à-dire pour la formation des organes locaux et centraux du pouvoir, les élections des Conseils prolétariens seront faites à partir de listes où — les bourgeois, c'est-à-dire ceux qui d'une façon ou d'une autre vivent du travail d'autrui, étant rigoureusement exclus — tous les prolétaires figurent au même titre, quelle que soit leur profession, et même si, pour des raisons valables, ils sont chômeurs ou inaptes au travail.

Ceci bien établi, peut-on, doit-on former les Soviets?

En ce qui concerne les conseils d'usine, ils sont déjà en train de se répandre sous la forme de commissions internes, du système anglais des Shop Stewards; et, puisque ce sont des

organismes qui représentent les intérêts du personnel, ils peuvent se former alors même que l'usine appartient encore au capital privé; il sera même certainement utile d'encourager la constitution de ces conseils d'usine, sans cependant se faire des illusions excessives sur leur capacité révolutionnaire intrinsèque.

Venons-en alors au problème plus important: celui des Soviets politiques.

Le Soviet politique représente les intérêts collectifs de la classe travailleuse, dans la mesure où elle ne partage pas le pouvoir avec la classe bourgeoise mais a réussi à la renverser et à l'éliminer du pouvoir.

Toute la valeur et la force du Soviet ne résident donc pas dans une structure spéciale, mais dans le fait qu'il est l'organe d'une classe qui s'adjuge entièrement la direction de l'administration de la société. Chaque membre du Soviet est un prolétaire conscient d'exercer la dictature ensemble avec sa classe.

Même si, la classe bourgeoise étant encore au pouvoir, on avait la possibilité de convoquer les électeurs prolétariens pour qu'ils élisent leurs délégués (puisque'il n'y a lieu de passer ni par les syndicats ni par les commissions internes existantes), on ne réaliserait qu'une imitation formelle d'une institution future, à qui manquerait son caractère révolutionnaire fondamental.

Ceux qui peuvent aujourd'hui représenter le prolétariat qui assumera le pouvoir demain, ce sont les ouvriers conscients de cette perspective historique, c'est-à-dire les ouvriers membres du Parti Communiste.

Le prolétariat qui lutte contre le pouvoir bourgeois est représenté par son parti de classe, même si celui-ci n'en constitue qu'une minorité audacieuse.

Les Soviets de demain doivent avoir leur source dans les Sections locales du Parti Communiste. Celles-ci auront préparé les éléments qui, dès la victoire révolutionnaire, seront proposés au vote de la masse des électeurs prolétariens pour constituer les Conseils locaux des délégués ouvriers.

Pour pouvoir assumer ces fonctions le Parti communiste doit abandonner sa participation aux élections des organes de la démocratie bourgeoise. Les raisons en sont évidentes.

Le Parti ne doit être composé que d'individus prêts à affronter les dangers de la lutte et à prendre leurs responsabilités pendant l'insurrection et ensuite pendant celle de réorganisation sociale. Conclure que nous n'abandonnerons le terrain des élections que lorsque nous serons prêts à constituer les soviets n'est pas juste. Un examen plus précis de cette question nous conduit au contraire à cette conclusion : tant qu'existe le pouvoir bourgeois, l'organe de la révolution est le parti de classe ; après sa destruction, c'est le réseau des conseils ouvriers.

Le parti de classe ne peut être lui-même ni se mettre en état de donner l'assaut au pouvoir bourgeois pour substituer au système de la démocratie parlementaire celui du système soviétiste sans renoncer à l'envoi de représentants dans les organismes bourgeois.

Cette renonciation, formellement négative, est la condition première pour mobiliser les forces du prolétariat communiste.

Ne pas vouloir cette renonciation veut dire considérer qu'il est inutile de se mettre en état de profiter de la première occasion pour déclarer la guerre de classe.

Pour la constitution des conseils ouvriers en Italie

I

(“Il Soviet”, IIIème année, Nr. 1 du 4-1-1920)

A propos des propositions et des initiatives prises pour la constitution des Soviets en Italie, nous avons recueilli du matériel que nous voulons exposer dans l'ordre. Pour l'instant nous ferons quelques considérations d'ordre général, considérations que nous avons déjà exposé dans les numéros précédents.

Le système de représentation prolétarien, qui a été introduit pour la première fois en Russie, exerce des fonctions de deux ordres politique et économique.

Les fonctions politiques consistent dans la lutte contre la bourgeoisie jusqu'à son élimination totale. Les fonctions économiques consistent dans la création de tout le nouveau mécanisme de la production communiste.

Avec le développement de la révolution, avec l'élimination graduelle des classes parasites, les fonctions politiques deviennent toujours moins importantes par rapport aux fonctions économiques mais dans un premier temps, et surtout lorsqu'il s'agit encore de lutter contre le pouvoir bourgeois, l'activité politique est au premier plan.

Le véritable instrument de la lutte de libération du prolétariat, et avant tout de la conquête du pouvoir politique, c'est le parti de classe communiste.

Sous le pouvoir bourgeois, les conseils ouvriers ne peuvent être que des organismes dans lesquels travaille le parti communiste, moteur de la révolution. Dire qu'ils sont les organes de libération du prolétariat sans parler de la fonction du parti, comme dans le programme approuvé par le Congrès de Bologne, nous semble une erreur. Soutenir, comme le font les camarades de "l'Ordine Nuovo" de Turin, qu'avant même la chute de la bourgeoisie les conseils ouvriers sont déjà des organes non seulement de lutte politique mais aussi de préparation économique-technique du système communiste, est un pur et simple retour au gradualisme socialiste celui-ci, qu'il s'appelle réformisme ou syndicalisme, est défini par l'idée fausse que le prolétariat peut s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques alors que le capitalisme détient encore, avec l'Etat, le pouvoir politique.

Nous développerons la critique des deux conceptions que nous avons indiquées.

•••

Le système prolétarien de représentation doit adhérer à tout le processus technique de production.

Ce critère est exact, mais correspond au stade où le prolétariat, déjà au pouvoir, organise la nouvelle économie. Transposez-le tout bonnement en régime bourgeois, et vous n'aurez rien fait de révolutionnaire.

Même dans la période dans laquelle se trouve la Russie, la représentation politique soviétique — c'est-à-dire l'échafaudage qui culmine dans le gouvernement des commissaires du peuple — ne prend pas son départ dans les équipes de travail ou les ateliers des usines, mais dans le Soviet administratif local, élu directement par les travailleurs (regroupés, si possible, par communautés de travail).

Pour fixer les idées, le Soviet de Moscou est élu par les prolétaires de Moscou, à raison de un délégué pour 1.000 ouvriers. Entre ceux-ci et le délégué il n'y a aucun organe intermédiaire. De cette première désignation partent les suivantes, jusqu'au Congrès des Soviets, au Comité Exécutif, au Gouvernement des Commissaires.

Le conseil d'usine prend place dans un engrenage bien différent: celui du contrôle ouvrier de la production.

Par conséquent, le conseil d'usine, formé d'un représentant par atelier, ne désigne pas de représentant de l'usine au Soviet communal, politico-administratif ce représentant est élu directement et indépendamment.

En Russie, les conseils d'usine sont le point de départ d'un autre système de représentation, toujours subordonné au réseau politique des Soviets: celui du contrôle ouvrier de l'économie populaire. La fonction de contrôle dans l'usine n'a une valeur révolutionnaire et expropriatrice qu'une fois le pouvoir central passé dans les mains du prolétariat. Quand la protection étatique bourgeoise est encore debout, le conseil d'usine ne contrôle rien; les rares fonctions qu'il accomplit sont le résultat de la pratique traditionnelle a) du réformisme parlementaire, b) de l'action syndicale de résistance, qui reste un gradualisme réformiste.

En conclusion nous ne nous opposons pas à la constitution des conseils internes d'usine si leur personnel ou ses organisations le demandent. Mais nous affirmons que l'activité du Parti Communiste doit s'orienter suivant un axe différent la lutte pour la conquête du pouvoir politique.

Cette lutte peut trouver un terrain favorable dans la création d'une représentation ouvrière: mais celle-ci doit consister dans les conseils ouvriers de ville ou de district rural, directement élus par les masses pour être prêts à remplacer les conseils municipaux et les organes locaux du pouvoir étatique au moment de la chute des forces bourgeoises. [...]

II

(“Il Soviet”, IIIème année, Nr. 2 du 11-1-1920)

Avant de commencer çà discuter du problème pratique de la constitution des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, et après les considérations générales de l'article du numéro précédent, nous voulons examiner les lignes programmatiques du système des Soviets telles qu'elles ressortent des documents de la révolution russe, et des déclarations de principe de quelques courants maximalistes italiens, comme le programme approuvé au Congrès de Bologne, la motion présentée à ce Congrès par Leone et d'autres camarades, les publications de “l'Ordine Nuovo” au sujet du mouvement turinois des Conseils d'usine.

Les conseils et le programme bolchevique

Dans les documents de la IIIème Internationale et du Parti Communiste Russe, dans les exposés magistraux de ces formidables théoriciens que sont les chefs du mouvement révolutionnaire russe, Lénine, Zinoviev, Radek, Boukharine, on retrouve l'idée que la révolution n'a pas inventé des formes nouvelles et imprévues, mais a confirmé les prévisions du processus révolutionnaire par la théorie marxiste.

Ce qui est essentiel dans le grandiose développement de la révolution russe, c'est la conquête du pouvoir politique par les masses ouvrières à travers une véritable guerre de classe, et l'instauration de leur dictature.

Les Soviets — faut-il rappeler que le mot soviétique signifie simplement conseil, et peut être utilisé pour désigner n'importe quel corps représentatif — sont, c'est là leur signification historique, le système de représentation de classe du prolétariat parvenu à la possession du pouvoir.

Ce sont les organes qui remplacent le parlement et les assemblées administratives bourgeoises, et se substituent progressivement à tous les autres engrenages de l'Etat.

Pour employer les termes du dernier congrès communiste russe, cités par le camarade Zinoviev, les Soviets sont les organisations d'Etat de la classe ouvrière et des paysans pauvres, qui réalisent la dictature du prolétariat durant la phase dans laquelle s'éteignent toutes les vieilles formes d'Etat.

Le système de ces organisations d'Etat tend à donner la représentation à tous les producteurs en tant que membres de la classe ouvrière, mais non en tant que participants à une branche d'industrie ou une catégorie professionnelle: selon le récent manifeste de la IIIème Internationale, les Soviets sont un nouveau type d'organisation vaste, qui embrasse toutes les

masses ouvrières indépendamment de leur métier et du degré de leur culture politique. Le réseau administratif des Soviets a comme organismes de base les conseils de ville ou de district rural, et culmine dans le gouvernement des commissaires.

Il est certes vrai que d'autres organes surgissent à côté de ce système dans la phase de la transformation économique, tel le système du contrôle ouvrier de l'économie populaire; il est vrai aussi, nous l'avons souvent répété, que ce système tendra à absorber le système politique quand l'expropriation de la bourgeoisie sera complète et que cessera la nécessité d'un pouvoir étatique.

Mais dans la période révolutionnaire, comme il résulte de tous les documents des Russes, le problème essentiel est de subordonner dans l'espace et dans le temps, les exigences et les intérêts locaux et de catégorie à l'intérêt général du mouvement révolutionnaire.

Quand la fusion des deux organismes sera advenue, alors le réseau de la production sera complètement communiste et alors le critère — dont on exagère, nous semble-t-il, l'importance — d'une parfaite articulation de la représentation avec tous les mécanismes du système productif se réalisera.

Mais auparavant, quand la bourgeoisie résiste encore, et surtout quand elle est encore au pouvoir, le problème est d'avoir une représentation dans laquelle prévale le critère de l'intérêt général; et quand l'économie est encore celle de l'individualisme et de la concurrence la seule forme dans laquelle l'intérêt collectif supérieur peut se manifester est une forme de représentation politique dans laquelle agit le parti politique communiste.

En reparlant de cette question nous montrerons que trop vouloir concrétiser et techniciser la représentation soviétique, surtout là où la bourgeoisie est encore au pouvoir, revient à mettre la charrue avant les bœufs et à retomber dans les vieilles erreurs du syndicalisme et du réformisme.

Pour l'instant, citons les paroles sans équivoque de Zinoviev: Le parti communiste regroupe cette avant-garde du prolétariat qui lutte en connaissance de cause pour la réalisation pratique du programme communiste. Il s'efforce en particulier d'introduire son programme dans les organisations d'Etat, les Soviets, et d'y obtenir une complète domination.

En conclusion, la république soviétique russe est dirigée par les Soviets qui regroupent en leur sein dix millions de travailleurs, sur quelque quatre-vingt millions d'habitants. Mais, substantiellement, les désignations pour les comités exécutifs des Soviets locaux et centraux se font dans les sections et dans les congrès du grand parti communiste qui domine dans les Soviets. Ceci correspond à la vibrante défense des fonctions révolutionnaires des minorités, faite par Radek. Il sera bon de ne pas créer un fétichisme ouvrier-majoritaire, qui serait tout à l'avantage du réformisme et de la bourgeoisie.

Le parti est, dans la révolution, en première ligne, puisqu'il est potentiellement constitué d'hommes qui pensent et agissent comme membres de la future humanité travailleuse dans laquelle tous seront des producteurs harmonieusement insérés dans un engrenage de fonctions et de représentations.

Le Programme de Bologne et les Conseils

Il est regrettable que dans le programme actuel du parti [voir chap. III point 6] on ne reprenne pas l'affirmation marxiste selon laquelle le parti de classe est l'instrument de l'émancipation prolétarienne. Et qu'il n'y ait que l'anodin codicille : "décide (qui ? Même la grammaire n'a pas été sauvée dans la hâte de délibérer en faveur... des élections) d'informer l'organisation du Parti Socialiste italien à ses principes".

Mais nous sommes encore plus en désaccord avec le programme quand il dit que les nouveaux organes prolétariens fonctionneront d'abord, sous la domination bourgeoise, comme

instruments de la lutte violente de libération, et deviendront ensuite des organismes de transformation sociale et économique, puisqu'on inclut parmi ces organes non seulement les conseils de paysans travailleurs et de soldats, mais jusqu'aux conseils de l'économie publique, organes inconcevables en régime bourgeois.

Les conseils politiques ouvriers eux-mêmes doivent être considérés plutôt comme des institutions au sein desquelles se développe l'action des communistes pour la libération du prolétariat.

Mais récemment encore, le camarade Serrati a déprécié, à la barbe de Marx et de Lénine, le rôle du parti de classe dans la révolution.

“Avec les masses ouvrières – dit Lénine – le parti politique, marxiste, centralisé, avant-garde du prolétariat, guidera le peuple sur la juste voie, pour la victoire de la dictature du prolétariat, pour la démocratie prolétarienne à la place de la démocratie bourgeoise, pour le pouvoir des conseils, pour l'ordre socialiste.”

L'actuel programme du parti se ressent de scrupules libertaires et d'impréparation doctrinale.

Les Conseils et la motion Leone

[voir chap. III point 6]

Cette motion se résume en quatre points, exposés dans le style suggestif de son auteur.

Le premier de ces points est admirablement inspiré par la constatation que la lutte de classe est le moteur réel de l'histoire, et qu'elle a brisé les unions social-nationales.

Mais ensuite, la motion exalte dans les Soviets les organes de la synthèse révolutionnaire, qu'ils auraient la vertu de faire naître presque par le mécanisme même de leur constitution, et affirme que seuls les Soviets peuvent faire triompher les grandes initiatives historiques, par-delà les écoles, les partis, les corporations.

Cette conception de Leone, et des nombreux camarades qui ont signé sa motion, est très différente de la nôtre, déduite du marxisme et des directives de la révolution russe. On surestime ici une forme au lieu d'une force, tout comme les syndicalistes le font pour le syndicat, en attribuant à sa pratique minimaliste la vertu miraculeuse de se fondre dans la révolution sociale.

De même que le syndicalisme a été démolé d'abord par la critique des marxistes véritables, puis par l'expérience des mouvements syndicaux qui, partout, ont collaboré avec le monde bourgeois et lui ont fourni des instruments de conservation, la conception de Leone s'écroule face à l'expérience des conseils ouvriers sociaux-démocrates contre-révolutionnaires, qui sont précisément ceux dans lesquels il n'y a pas eu une pénétration victorieuse du programme politique communiste.

Seul le parti peut condenser en son sein les énergies dynamiques révolutionnaires de la classe. Inutile d'objecter que les partis socialistes ont, eux aussi, transigé, car nous n'exaltons pas la vertu de la forme parti, mais celle du contenu dynamique qui réside dans le seul parti communiste.

Chaque parti est défini par son programme, et ses fonctions n'ont pas de dénominateur commun avec celles des autres partis; tandis que leurs fonctions rapprochent nécessairement tous les syndicats et, dans le sens technique, tous les conseils ouvriers aussi.

Le malheur des partis social-réformistes ne fut pas d'être des partis, mais de ne pas être communistes et révolutionnaires.

Ces partis ont dirigé la contre-révolution, tandis que les partis communistes, en les combattant, dirigent et nourrissent l'action révolutionnaire.

Il n'existe donc pas d'organismes qui seraient révolutionnaires grâce à leur forme; seules existent des forces sociales qui sont révolutionnaires de par la direction dans laquelle elles agissent, et ces forces s'ordonnent dans un parti qui lutte avec un programme.

Les Conseils et l'initiative de l'“Ordine Nuovo” de Turin

D'après nous, les camarades de “l'Ordine Nuovo” vont encore plus loin. Même la formulation du programme du parti ne les satisfait pas, parce qu'ils prétendent que les Soviets, y compris ceux de nature technico-économique (les conseils d'usine) non seulement existent et sont dans le régime bourgeois les organes de la lutte de libération prolétarienne, mais qu'ils sont déjà les organes de la reconstruction de l'économie communiste.

Ils citent en effet un passage du programme du parti en omettant certains mots, de façon à tirer le sens vers leur point de vue:

“Il faut leur opposer de nouveaux organes prolétariens (conseils d'ouvriers, paysans et soldats, conseils de l'économie publique, etc.)... organismes de transformation sociale et économique et de reconstruction du nouvel ordre communiste”.

Mais l'article est déjà long et nous renvoyons au prochain numéro l'exposé de notre profond désaccord avec ce critère, qui à notre avis présente le danger de se résoudre en une simple expérience réformiste par la modification de certaines fonctions des syndicats et peut-être la promulgation d'une loi bourgeoise instituant les conseils ouvriers.

III

(“Il Soviet”, IIIème année, Nr. 4 du 1-2-1920)

En conclusion du second article sur la Constitution des Soviets en Italie, nous avons évoqué le mouvement turinois pour la constitution des conseils d'usine.

Nous ne partageons pas le point de vue qui inspire les camarades de “l'Ordine Nuovo” et, tout en appréciant leur travail tenace pour une meilleure conscience des points fondamentaux du communisme, nous pensons qu'ils sont tombés dans des erreurs de principe et de tactique qui n'ont rien de bénin.

Selon eux, le fait essentiel de la révolution réside précisément dans la constitution des nouveaux organes prolétariens de représentation, destinés à la gestion directe de la production, et dont le caractère fondamental réside dans l'adhésion étroite au processus productif.

Nous avons déjà dit qu'à notre avis on insiste trop sur cette idée de la coïncidence formelle entre les représentations de la classe ouvrière et les divers agrégats du système technico-économique de production. Cette coïncidence tendra à se réaliser à un stade très avancé de la révolution communiste, lorsque la production sera socialisée et que toutes les activités particulières qu'elle comprend seront harmonieusement subordonnées aux intérêts généraux et collectifs, et inspirées par eux.

Auparavant, et pendant la période de transition de l'économie capitaliste à l'économie communiste, les regroupements de producteurs traversent une période de transformation permanente, et leurs intérêts peuvent heurter les intérêts généraux collectifs du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Celui-ci trouvera son véritable instrument dans une représentation de la classe ouvrière dans laquelle chacun entre en tant que membre de cette classe, intéressé à un changement

radical des rapports sociaux, et non en tant que composante d'une catégorie professionnelle, d'une usine ou d'un quelconque groupe local.

Tant que le pouvoir politique se trouve encore dans les mains de la classe capitaliste, on ne peut obtenir une représentation des intérêts généraux révolutionnaires du prolétariat que sur le terrain politique, dans un parti de classe auquel adhèrent individuellement ceux qui, pour se vouer à la cause de la révolution, ont dépassé la vision étroite de leur intérêt égoïste, de leur intérêt de catégorie, et parfois même de leur intérêt de classe, ce qui signifie que le parti admet aussi dans ses rangs les déserteurs de la classe bourgeoise qui revendiquent le programme communiste.

C'est une grave erreur de croire qu'en transplantant dans l'ambiance prolétarienne actuelle, parmi les salariés du capital, les structures formelles dont on pense qu'elles pourront se former pour la gestion de la production communiste, on crée des forces révolutionnaires par elles-mêmes et par vertu intrinsèque.

Ce fut l'erreur des syndicalistes, et c'est aussi l'erreur des zéloteurs trop ardents des conseils d'usine.

Le camarade C. Niccolini a fort opportunément rappelé dans un article de "Comunismo" (132) qu'en Russie, même après le passage du pouvoir au prolétariat, les conseils d'usine ont souvent fait obstacle aux mesures révolutionnaires, opposant encore davantage que les syndicats la pression d'intérêts limités au développement du processus communiste.

Les conseils d'usine ne sont même pas les gérants principaux de la production dans le système de l'économie communiste.

Parmi les organes qui participent à cette tâche (Conseils de l'économie populaire) la représentation des conseils d'usine a moins de poids que celle des syndicats professionnels et que celle, prédominante, du pouvoir étatique prolétarien qui, avec son organisation politique centralisée, est l'instrument et l'agent principal de la révolution, non seulement en ce qui concerne la lutte contre la résistance politique de la classe bourgeoise, mais aussi en ce qui concerne le processus de socialisation de la richesse.

Au stade où nous en sommes, c'est-à-dire quand l'Etat du prolétariat est encore une aspiration programmatique, le problème fondamental est celui de la conquête du pouvoir par le prolétariat ou mieux encore, par le prolétariat communiste, c'est-à-dire par les travailleurs organisés en parti politique de classe et décidés à réaliser la forme historique du pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat.

• • •

Le camarade A. Tasca lui-même expose clairement son désaccord avec le programme de la majorité maximaliste du Congrès de Bologne, et plus encore avec nous, abstentionnistes, dans le numéro 22 de "l'Ordine Nuovo", dont le passage suivant vaut la peine d'être reproduit:

"Un autre point du nouveau programme du parti mérite d'être examiné: les nouveaux organes prolétariens (conseils d'ouvriers, paysans et soldats, conseils de l'économie publique, etc.) fonctionnant d'abord (sous la domination bourgeoise) comme instruments de la lutte violente de libération, deviennent ensuite des organes de transformation sociale et économique, de reconstruction du nouvel ordre communiste. Nous avons insisté en commission sur l'erreur d'une telle formulation, qui confie aux nouveaux organes des fonctions différentes suivant un d'abord et un ensuite, séparés par la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Gennari avait promis de corriger en "d'abord essentiellement comme instruments...", mais on voit qu'ensuite il y a renoncé; et comme, pour des raisons de force majeure, j'ai été absent à la séance finale, je n'ai pas pu le lui faire remettre.

Il y a pourtant dans cette formulation un véritable point de divergence qui, s'il rapproche Gennari, Bombacci, etc., des abstentionnistes, les éloigne de ceux qui croient que les nouveaux organes prolétariens ne peuvent être "instruments de la lutte violente de libération" que dans la mesure où ils sont tout de suite (en non ensuite) des "organes de transformation sociale et économique". La libération du prolétariat se réalise précisément à travers le développement de sa capacité à gérer de façon autonome et originale les fonctions de la société créée par lui et pour lui: la libération réside dans la création d'organes tels que, s'ils vivent et fonctionnent, ils provoquent par là même la transformation sociale et économique qui constitue leur but. Il ne s'agit pas là d'une question de forme, mais d'une question essentielle de contenu. Dans la formulation actuelle, redisons-le, les rédacteurs en arrivent à adhérer à la conception de Bordiga, qui donne plus d'importance à la conquête du pouvoir qu'à la formation des Soviets, auxquels il reconnaît pour l'instant une fonction davantage "politique" stricto sensu, plutôt qu'une fonction organique de "transformation économique et sociale". De même que Bordiga considère que le Soviet intégral ne sera créé que durant la période de la dictature du prolétariat, Gennari, Bombacci, etc., considèrent que seule la conquête du pouvoir (qui prend donc un caractère politique, ce qui nous ramène aux "pouvoirs publics", déjà dépassés) peut donner aux Soviets leur fonction véritable et entière. Selon nous c'est précisément là le point central qui devra conduire, tôt ou tard, à une nouvelle révision du programme voté récemment".

Selon Tasca, la classe ouvrière peut donc construire les étapes de sa libération avant même d'arracher le pouvoir politique à la bourgeoisie.

Plus loin, Tasca laisse entendre que cette conquête pourra même avoir lieu sans violence, quand le prolétariat aura développé cette œuvre de préparation technique et d'éducation sociale qu'est censée représenter précisément la méthode révolutionnaire concrète préconisée par les camarades de "l'Ordine Nuovo".

Nous ne nous étendons pas sur la démonstration du fait que cette conception tend vers celle du réformisme, et s'éloigne des points fondamentaux du marxisme révolutionnaire pour qui la révolution n'est pas déterminée par l'éducation, la culture, la capacité technique du prolétariat, mais par les crises inhérentes au système capitaliste de production.

Tout comme Enrico Leone, Tasca et ses amis surestiment l'apparition dans la révolution russe d'une nouvelle représentation sociale, le Soviet, censé constituer, par la vertu même de sa formation, une solution historique originale de la lutte de classe prolétarienne contre le capital.

Mais les Soviets — fort bien définis par le camarade Zinoviev comme les organisations d'Etat de la classe ouvrière — ne sont rien d'autre que les organes du pouvoir prolétarien qui exercent la dictature révolutionnaire de la classe ouvrière, pivot du système marxiste, dont la première expérience positive fut la Commune de Paris de 1871.

Les Soviets sont la forme, non la cause de la révolution.

•••

En dehors de cette divergence, un autre point nous sépare des camarades turinois.

Les Soviets, organes d'Etat du prolétariat victorieux, sont bien autre chose que les conseils d'usine, et ces derniers ne constituent pas le premier échelon du système politique soviétique. En réalité, cette équivoque se retrouve dans la déclaration de principe votée à la première assemblée des Commissaires d'atelier des usines turinoises, qui commence ainsi:

"Les commissaires d'usine sont les seuls et véritables représentants sociaux (économiques et politiques) de toute la classe prolétarienne, parce que élus au suffrage universel par tous les travailleurs sur le lieu même du travail.

Aux divers échelons de leurs constitution, les commissaires représentent l'union de tous les travailleurs telle qu'elle se réalise dans les organismes de production (équipe - atelier - usine - union des usines d'une industrie donnée - union des entreprises de production de l'industrie mécanique et agricole d'un district, d'une province, d'une nation, du monde) dont les conseils et le système des conseils représentent le pouvoir et la direction sociale”.

Cette déclaration est inacceptable, puisque le pouvoir prolétarien se forme directement dans les Soviets municipaux des villes et des campagnes, sans passer par l'intermédiaire des conseils et comités d'usine, ainsi que nous l'avons dit à plusieurs reprises, et comme cela ressort de la claire présentation du système soviétique russe publiée par “l'Ordine Nuovo” lui-même.

Les Conseils d'usine sont des organismes destinés à représenter les intérêts de groupes d'ouvriers pendant la période de la transformation révolutionnaire de la production, et ils représentent non seulement l'aspiration de tel ou tel groupe à se libérer du capitaliste privé par la socialisation de la production, mais également la préoccupation sur la manière dont les intérêts de ce groupe se feront valoir lors du processus de socialisation, discipliné par la volonté organisée de toute la collectivité des travailleurs.

Les intérêts des travailleurs, pendant la période où le système capitaliste est stable et où il ne s'agit que de pousser à des améliorations salariales, ont été représentés par les syndicats de métiers. Ils continuent à exister pendant la période révolutionnaire, et il est naturel qu'ils se confrontent aux conseils d'usine qui surgissent lorsque se rapproche l'abolition du capitalisme privé, comme c'est advenu à Turin.

Ce n'est donc pas une question de principes révolutionnaires que de savoir si les ouvriers non organisés doivent ou non participer aux élections.

Si il est logique que ceux ci y participent, étant donné la nature même des conseils d'usine, il ne sous paraît pas logique de mélanger, comme on l'a fait à Turin, les organisations et fonctions des syndicats et des conseils, en imposant aux sections de Turin de la Fédération de la métallurgie d'élire leur propre conseil de direction des assemblées des commissaires d'ateliers.

De toute manière, les rapports entre conseils et syndicats, qui sont les représentants d'intérêts particuliers de groupes d'ouvriers, continueront à être complexes. Nous ne pourrons les harmoniser qu'à une étape très avancée de l'économie communiste, lorsque la possibilité d'opposition entre les intérêts d'un groupe de producteurs et l'intérêt général de la marche de la production sera fortement réduite.

•••

Ce qu'il nous importe d'établir, c'est que la révolution communiste est conduite et dirigée par une représentation politique de la classe ouvrière, qui, avant le renversement du pouvoir bourgeois, est un parti politique; ensuite, c'est le réseau du système des Soviets politiques, élus directement par les masses auxquelles on propose de désigner des représentants ayant un programme politique général bien défini, au lieu d'exprimer les intérêts limités d'une catégorie ou d'une usine.

Le système russe est arrangé de façon à former le Soviet municipal d'une ville avec un délégué pour chaque regroupement de prolétaires qui votent pour un seul nom. Mais ces délégués sont proposés aux électeurs par le parti politique, et il en va de même pour les représentants du deuxième et troisième échelon dans les organismes supérieurs du système étatique.

C'est donc toujours un parti politique — le parti communiste — qui sollicite et obtient des électeurs le mandat d'administrer le pouvoir.

Nous ne disons certes pas que les schémas russes doivent être adoptés tels quels partout, mais nous pensons qu'il faut tendre à se rapprocher, plus même qu'en Russie, du principe

directeur de la représentation révolutionnaire: le dépassement des intérêts égoïstes et particuliers dans l'intérêt collectif.

Peut-il être opportun pour la lutte révolutionnaire de constituer dès à présent les rouages d'une représentation politique de la classe ouvrière ? C'est le problème que nous aborderons dans le prochain article, en discutant du projet élaboré par la direction du parti à ce propos, restant bien clair qu'ainsi qu'on le reconnaît partiellement dans ce projet, cette représentation serait bien autre chose que le système des conseils et comités d'entreprises qui ont commencé à se former à Turin.

IV

(“Il Soviet”, IIIème année, Nr. 5 du 8-2-1920)

Nous croyons avoir suffisamment insisté sur la différence entre Conseils d'usine et Conseils politico-administratifs des ouvriers et paysans. Le Conseil d'usine est la représentation des intérêts des ouvriers limités au cercle restreint d'une entreprise. En régime communiste, c'est le point de départ du système du “contrôle ouvrier” qui représente une partie du système des “Conseils de l'économie” destinés à la direction technique et économique de la production.

Mais les Conseils d'usine n'ont aucune influence sur le système des Soviets politiques, dépositaires du pouvoir prolétarien.

En régime bourgeois, on ne peut donc voir dans le conseil d'usine — pas plus qu'on ne peut le voir dans le syndicat professionnel — un organe pour la conquête du pouvoir politique.

Si on veut y voir un organe tendant à émanciper le prolétariat par une autre voie que celle de la conquête révolutionnaire du pouvoir, on retombe dans l'erreur syndicaliste — et les camarades de “l'Ordine Nuovo” n'ont guère de raisons pour soutenir, dans leur polémique avec “Guerra di Classe”, que le mouvement des Conseils d'usine tel qu'ils le théorisent n'est pas en un certain sens du syndicalisme.

Le marxisme se caractérise par la répartition anticipée de la lutte d'émancipation du prolétariat en grandes phases historiques, dans lesquelles les activités politique et économique ont respectivement des poids extrêmement différents lutte pour le pouvoir - exercice du pouvoir (dictature du prolétariat) dans la transformation de l'économie - société sans classes et sans Etat politique.

Vouloir faire coïncider dans la fonction des organes de libération du prolétariat les moments du processus politique avec ceux du processus économique, c'est ajouter foi à cette caricature petite-bourgeoise du marxisme qu'on peut appeler économisme, et qui relève du réformisme et du syndicalisme — et la surestimation du Conseil d'usine n'est qu'une autre incarnation de cette vieille erreur qui rattache le petit-bourgeois Proudhon aux nombreux révisionnistes qui ont cru dépasser Marx.

En régime bourgeois, le Conseil d'usine est donc un représentant des intérêts des ouvriers d'une entreprise, tout comme il le sera en régime communiste. Il surgit lorsque les circonstances l'exigent, à travers les modifications de l'organisation économique prolétarienne. Mais, peut-être encore plus que le syndicat, il prête le flanc aux diversions du réformisme.

La vieille tendance minimaliste à l'arbitrage obligatoire, à l'intéressement des ouvriers aux profits du capital, et donc à leur intervention dans la direction et l'administration de l'usine, pourrait trouver dans les Conseils d'usine une base pour l'élaboration d'une législation sociale anti-révolutionnaire.

C'est ce qui se produit actuellement en Allemagne malgré l'opposition des Indépendants, qui ne contestent cependant pas le principe mais seulement des modalités de cette loi — à l'inverse des communistes, pour qui le régime démocratique ne peut donner vie à un quelconque contrôle du prolétariat sur les fonctions capitalistes.

Il reste donc clair qu'il est insensé de parler de contrôle ouvrier tant que le pouvoir politique n'est pas dans les mains de l'Etat prolétarien, au nom et par la force duquel un tel contrôle pourra être exercé, comme prélude à la socialisation des entreprises et à leur administration par les organes adéquats de la collectivité.

• • •

Les Conseils de travailleurs – ouvriers, paysans et, lorsque c'est le cas, soldats – sont, c'est bien clair, les organes politiques du prolétariat, les bases de l'Etat prolétarien.

Les Conseils locaux de ville et de campagne prennent la place des conseils municipaux du régime bourgeois. Les Soviets provinciaux et régionaux prennent la place des conseils régionaux actuels, à la différence que les premiers sont désignés par des élections de second degré des Soviets locaux. Le Congrès des Soviets d'un Etat et le Comité Exécutif Central se substituent au parlement bourgeois mais sont élus par des élections de troisième et quatrième degré, et non directement.

Il n'est pas question d'insister ici sur les autres différences, dont une des principales est le droit de révocation des délégués par les électeurs à tout moment.

La nécessité d'avoir un mécanisme facile pour ces révocations fait que les élections ne sont pas des élections de liste mais l'élection d'un délégué par un groupe d'électeurs vivant, si possible, réunis par leurs conditions de travail.

Mais la caractéristique fondamentale de tout le système ne réside pas dans cette modalité, qui n'a pas de vertu miraculeuse, mais dans le critère établissant le droit électoral, actif et passif, aux seuls travailleurs, et le niant aux bourgeois.

En ce qui concerne la formation des Soviets municipaux, on tombe souvent dans deux erreurs.

L'une, c'est de penser que les délégués à ces Soviets doivent être élus par les conseils d'usine ou les comités d'usine (commissions exécutives des commissaires d'ateliers) alors qu'au contraire (c'est volontairement que nous répétons certains points) ces délégués sont élus directement par la masse des électeurs. Cette erreur se retrouve dans le projet de Bombacci pour la constitution des Soviets en Italie au paragraphe 6.

L'autre erreur, c'est de penser que le Soviet est un organisme constitué avec des représentants désignés tout simplement par le Parti socialiste, par les syndicats et les conseils d'entreprise. Les propositions du camarade Ambrosini, par exemple, tombent dans cette erreur.

Une telle méthode peut à la rigueur servir à former rapidement et provisoirement les Soviets, si c'est nécessaire, mais ne correspond pas à leur structure définitive.

En Russie, un petit pourcentage de délégués aux Soviets vient ainsi s'ajouter à ceux élus directement par les prolétaires électeurs.

Mais en réalité, le Parti Communiste et d'autres partis obtiennent leurs représentants en proposant aux électeurs des membres éprouvés de leurs organisations et en agitant face aux électeurs leur programme.

Un Soviet, selon nous, n'est révolutionnaire que lorsque la majorité de ses membres est inscrite au Parti Communiste.

Tout ceci, bien entendu, se réfère à la période de la dictature prolétarienne. Et surgit donc la question : quelle utilité, quelles fonctions, quels caractéristiques doivent avoir les conseils ouvriers, alors qu'existe encore la dictature de la bourgeoisie ?

• • •

En Europe centrale, les Conseils ouvriers coexistent actuellement avec l'Etat démocratique bourgeois, d'autant plus contre-révolutionnaire qu'il est républicain et social-démocrate. Quelle valeur a cette représentation du prolétariat, quand elle n'est pas le dépositaire du pouvoir et la base de l'Etat? Agit-elle au moins comme un organe de lutte efficace pour la réalisation de la dictature prolétarienne?

Un article du camarade autrichien Otto Maschl (133) dans "Nouvelle Internationale" de Genève répond à cette question.

Il affirme qu'en Autriche les Conseils se sont paralysés eux-mêmes, qu'ils ont abdiqué et remis le pouvoir dans les mains de l'assemblée nationale bourgeoise.

En Allemagne, au contraire, après que, selon Maschl, les majoritaires et les indépendants en soient sortis, ceux-ci devinrent de véritables centres de bataille pour l'émancipation prolétarienne, et Noske dut les écraser pour que la social-démocratie puisse gouverner.

En Autriche, toujours selon Maschl, l'existence des Conseils au milieu de la démocratie, ou plutôt l'existence de la démocratie malgré les conseils, prouve que ces Conseils ouvriers sont loin d'être ce qui, en Russie, s'appelle Soviet. Et il émet des doutes sur la possibilité de surgissement, au moment de la révolution, de Soviets véritablement révolutionnaires, qui deviennent les dépositaires du pouvoir prolétarien, à la place des conseils actuels domestiqués.

•••

Le programme du Parti approuvé à Bologne déclare que les Soviets doivent être constitués en Italie comme organes de la lutte révolutionnaire. Le projet Bombacci tend à développer cette proposition de formation des Soviets de façon concrète.

Avant de nous occuper des aspects particuliers, nous discuterons les concepts généraux dont le camarade Bombacci s'est inspiré.

Tout d'abord, nous demandons — et qu'on ne nous traite pas de pédants — un éclaircissement. Dans la phrase: "c'est seulement une institution nationale plus large des Soviets qui pourra canaliser la période actuelle vers la lutte révolutionnaire finale contre le régime bourgeois et sa fausse illusion démocratique: le parlementarisme", faut-il comprendre que le parlementarisme est cette institution plus large, ou cette illusion démocratique?

Nous craignons que la première interprétation soit à retenir, car elle correspond au chapitre traitant du programme d'action des Soviets, qui est un étrange mélange des fonctions de ceux-ci avec l'activité parlementaire du Parti.

Si c'est sur ce terrain équivoque que les Conseils à constituer doivent agir, il vaut certainement mieux ne rien constituer du tout.

Que les Soviets servent à élaborer des projets de législation socialiste et révolutionnaire que les députés socialistes proposeront à l'Etat bourgeois, voilà en effet une proposition qui fait la paire avec celle relative au soviétisme communal-électorale de notre D.L. (134).

Pour l'instant, nous nous bornons à rappeler à nos camarades, auteurs de tels projets, une des conclusions de Lénine qui figure dans la déclaration approuvée au Congrès de Moscou: "Il faut rompre avec ceux qui trompent le prolétariat en proclamant qu'il peut réaliser ses conquêtes dans le cadre bourgeois, ou en proposant une combinaison ou une collaboration entre les instruments de domination de la bourgeoisie et les nouveaux organes prolétariens".

Si les premiers visés sont les sociaux-démocrates — qui ont encore droit de cité dans notre parti — ne faut-il pas reconnaître dans les seconds les maximalistes électoralistes, préoccupés de justifier l'activité parlementaire et municipale par de monstrueux projets pseudo-soviétistes?

Nos camarades de la fraction qui l'a emporté à Bologne ne voient-ils pas qu'ils sont bien en dehors même de cet électoralisme communiste qu'on pourrait opposer — avec les arguments de

Lénine et de certains communistes allemands — à notre irréductible abstentionnisme de principe?

V

(Il Soviet, IIIème année, Nr. 7 du 22-2-1920)

Avec cet article nous voulons conclure notre exposé, quitte à reprendre la discussion lors de polémiques avec les camarades qui, sur d'autres journaux, ont effectué des observations sur notre point de vue.

La discussion s'est désormais généralisée à toute la presse socialiste. Ce que nous avons lu de meilleur sont les articles de C. Niccolini sur l'"Avanti!", écrits avec une grande clarté et pourvus d'une véritable conception communiste, et avec lesquels nous sommes parfaitement d'accord.

Les Soviets, les conseils d'ouvriers, paysans (et soldats), sont la forme que prend la représentation du prolétariat dans l'exercice du pouvoir après le renversement de l'Etat capitaliste.

Avant la conquête du pouvoir, quand la bourgeoisie domine encore politiquement, il peut arriver que certaines conditions historiques, qui correspondent probablement à de sérieuses convulsions de l'organisation institutionnelle de l'Etat bourgeois et de la société, provoquent l'apparition des Soviets, et il peut être tout à fait opportun que les communistes poussent et aident à la naissance de ces nouveaux organes du prolétariat.

Il doit cependant rester bien clair que leur formation ne peut pas résulter d'un procédé artificiel ou de l'application d'une recette — et que de toute façon, le fait que les conseils ouvriers, qui seront la forme de la révolution prolétarienne, se soient constitués ne signifie pas que le problème de la révolution ait été résolu, ni même que les conditions infaillibles de la révolution aient été réalisées. Elle peut faillir — nous en donnerons des exemples — même là où les conseils existent, s'ils ne sont pas imprégnés de la conscience politique et historique communiste, condensés, dirais-je, dans le parti politique communiste.

Le problème fondamental de la révolution est donc celui de la tendance du prolétariat à abattre l'Etat bourgeois et à prendre en main le pouvoir. Cette tendance existe dans les vastes masses de la classe ouvrière en tant que résultat direct des rapports économiques d'exploitation par le capital qui détermine, pour le prolétariat, une situation intolérable, et le poussent à dépasser les formes sociales existantes.

Mais le but des communistes est de diriger cette violente réaction des foules et de lui donner une meilleure efficacité. Les communistes — comme le disait déjà le "Manifeste" — connaissent mieux que le reste du prolétariat les conditions de la lutte des classes et de l'émancipation du prolétariat ; la critique qu'ils font de l'histoire et de la constitution de la société leur donnent la possibilité de prévoir avec une assez grande exactitude le développement du processus révolutionnaire. C'est pourquoi les communistes construisent le parti politique de classe qui se propose l'unification des forces prolétariennes, l'organisation du prolétariat en classe dominante à travers la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Quand la révolution est proche et que dans la réalité de la vie sociale ses conditions sont mûres, il faut qu'existe un fort parti communiste, qui doit avoir une conscience extrêmement précise des événements qui se préparent.

Les organes révolutionnaires qui, après la chute de la bourgeoisie, exercent le pouvoir prolétarien et représentent les bases de l'Etat révolutionnaire, sont ce qu'ils doivent être dans la mesure où ils sont dirigés par les travailleurs conscients de la nécessité de la dictature de leur

classe — c'est-à-dire par les travailleurs communistes. Là où cela ne serait pas le cas, ces organes céderaient le pouvoir conquis et la contre-révolution triompherait.

Voilà pourquoi, si ces organes doivent surgir et si les communistes doivent à un moment donné s'occuper de leur formation, il ne faut pas croire qu'ils constituent un moyen de contourner les positions de la bourgeoisie et de venir à bout facilement, presque automatiquement, de sa résistance et de sa défense du pouvoir.

Les soviets, organes d'Etat du prolétariat victorieux, peuvent-ils être des organes de la lutte révolutionnaire du prolétariat lorsque le capitalisme domine encore dans l'Etat? Oui, mais au sens qu'ils peuvent constituer, à un certain stade, un terrain adéquat pour la lutte révolutionnaire que mène le parti. Et à ce stade, le parti tend à se constituer ce terrain, ce regroupement de forces.

En sommes-nous, aujourd'hui en Italie, à ce stade de la lutte?

Nous pensons que nous en sommes très proches, mais qu'il y a un stade préalable qu'il faut dépasser d'abord.

Le parti communiste, qui devrait agir dans les Soviets, n'existe pas encore, Nous ne disons pas que les Soviets l'attendront pour surgir: il pourra se faire que les événements se présentent autrement. Mais alors, un grave danger se dessinera: l'immaturité du parti fera tomber ces organismes dans les mains des réformistes, des complices de la bourgeoisie, des saboteurs ou des falsificateurs de la révolution.

Et alors nous pensons que le problème de constituer en Italie un véritable parti communiste est beaucoup plus urgent que celui de créer les Soviets.

On peut également accepter d'étudier ensemble ces deux problèmes, et poser les conditions pour les affronter ensemble sans retard, mais sans fixer une date schématique pour une inauguration quasi officielle des Soviets en Italie.

Déterminer la formation d'un parti véritablement communiste signifie sélectionner les communistes, les séparer des réformistes et sociaux-démocrates. Certains camarades pensent que la proposition même de former les Soviets peut offrir le terrain de cette sélection. Nous ne le croyons pas — précisément parce que le Soviet n'est pas, d'après nous, un organe révolutionnaire par essence.

De toute façon, si la naissance des soviets doit être une source de clarification politique, nous ne voyons pas comment on pourrait y arriver sur la base d'une entente — comme dans le projet Bombacci — entre réformistes, maximalistes, syndicalistes et anarchistes

Par contre, le fait de mettre au premier plan de nouveaux organismes anticipant sur les formes futures, tels les conseils d'usine, ou les Soviets, ne pourra jamais créer un mouvement révolutionnaire sain et efficace en Italie; c'est une tentative aussi illusoire que celle de soustraire l'esprit révolutionnaire au réformisme en le transportant dans les syndicats, considérés comme noyaux de la société future.

Cette sélection, nous ne la réaliserons pas grâce à une nouvelle recette, qui ne fait peur à personne, mais bien par l'abandon des vieilles "recettes", des méthodes pernicieuses et fatales. Pour les raisons bien connues, nous pensons que cette méthode à abandonner, en faisant en sorte qu'avec elle les non-communistes soient éliminés de nos rangs, c'est la méthode électorale — nous ne voyons pas d'autre voie pour la naissance d'un parti communiste digne d'adhérer à Moscou.

Travaillons dans ce sens — en commençant, comme dit très justement Niccolini, par élaborer une conscience, une culture politique parmi les chefs, à travers une étude sérieuse des problèmes de la révolution, non entravée par la bâtarde activité électorale, parlementaire, minimaliste.

Travaillons dans ce sens-là — faisons davantage de propagande pour la conquête du pouvoir, pour la conscience de ce que sera la révolution, de ce que seront ses organes, de l'action véritable des Soviets — et nous aurons véritablement travaillé pour constituer les conseils du prolétariat et conquérir en eux la direction révolutionnaire qui ouvrira les voies lumineuses du communisme.

Thèses sur la constitution des conseils ouvriers proposées par le CC de la fraction communiste abstentionniste du PSI

(article non présent dans le texte italien, ajouté dans la traduction française parue dans “programme communiste”)

Ces thèses ont été publiées dans “Il Soviet”, III^{ème} année, Nr. 11, du 11-4-1920. Pour voir la complète convergence entre les positions qu'elles expriment et celles des bolcheviks, il suffit de les comparer aux thèses qui seront adoptées quelques mois plus tard par le II^{ème} Congrès de l'IC.

1) Les Soviets ou Conseils d'ouvriers et paysans (et soldats) sont les organes par lesquels la classe ouvrière exerce le pouvoir politique après avoir abattu par la révolution le pouvoir de l'Etat bourgeois et supprimé ses organes représentatifs (parlements, conseils municipaux, etc.). Ils sont les “organes d'Etat” du prolétariat.

2) Les Soviets sont élus exclusivement par les travailleurs, en excluant du droit d'électeur tous ceux qui profitent d'une main-d'œuvre salariée et exploitent les prolétaires d'une façon quelconque. C'est là leur caractéristique essentielle, toutes les autres modalités de leur constitution étant tout à fait secondaires. L'exclusion de la classe bourgeoise de toute représentation, même en tant que minorité, dans les organes politiques de la société, c'est-à-dire la “dictature du prolétariat”, constitue la condition historique de la lutte politique contre la résistance contre-révolutionnaire bourgeoise, de l'élimination de toute exploitation et de l'organisation de l'économie communiste.

3) Ce processus doit être réalisé par une action collective et centrale du prolétariat, en subordonnant toutes les mesures à adopter à l'intérêt général de la classe et aux destinées finales de tout le processus révolutionnaire. C'est pourquoi, tandis que parmi les groupes particuliers de prolétaires surgissent des organes qui reflètent les intérêts économiques particuliers communs à ces groupes (conseil d'usine, syndicat d'industrie, organisations de consommateurs), toute l'activité de ces organes doit être subordonnée aux directives tracées par le système des Soviets politiques qui, par leur essence et leur constitution, représentent les intérêts généraux.

4) Les Conseils ouvriers surgissent au moment de l'insurrection prolétarienne, mais peuvent aussi surgir dans une situation historique où le pouvoir de la bourgeoisie traverse une crise grave, et où la conscience historique et la tendance à monter à l'assaut du pouvoir se répand dans le prolétariat. Le problème de la révolution ne consiste pas dans la création formelle des Conseils, mais bien dans le passage du pouvoir politique entre leurs mains.

5) L'instrument de la lutte politique de classe du prolétariat est le parti de classe, le parti communiste. Il regroupe ceux qui ont une conscience historique du processus de la crise du capitalisme et de l'émancipation prolétarienne, et sont disposés à sacrifier tout intérêt de groupe ou d'individu à la victoire finale du communisme. Dans la phase historique actuelle, c'est le Parti Communiste qui défend le mot d'ordre “tout le pouvoir aux Conseils”.

Quand les Conseils sont constitués, le Parti Communiste développe son action sur ce terrain, pour conquérir la majorité de leurs mandats et les organes centraux du système des Conseils. Le Parti persévère dans cette action après la conquête du pouvoir, ayant toujours pour objectif

de donner une conscience politique et une unité d'intention à l'action prolétarienne, en combattant les égoïsmes et les particularismes.

6) Le Parti Communiste pénètre et conquiert aussi tous les organes économiques prolétariens, dès qu'ils naissent sous la poussée des conditions de vie de groupes et catégories du prolétariat, dans le but de profiter de leurs actions pour élargir leur champ et attirer l'attention des masses sur les objectifs généraux et finaux du communisme.

7) Le Parti Communiste combat toute forme de collaboration et de combinaison des Conseils ouvriers avec les organes du pouvoir bourgeois, en diffusant dans les masses la conscience du fait que les premiers ne peuvent prendre leur valeur historique qu'après le renversement violent des seconds.

8) Les nécessités présentes de l'action révolutionnaire en Italie ne consistent pas dans la formation artificielle et bureaucratique des Conseils ouvriers, et encore moins dans un travail voué à l'activité des syndicats et conseils d'usine comme une fin en soi, mais bien dans la constitution d'un Parti Communiste débarrassé des éléments réformistes et opportunistes. Un Parti de cette nature sera toujours prêt à agir ou à intervenir dans les Soviets quand sonnera l'heure vitale, qui n'est plus très éloignée, de leur formation.

9) Avant ce moment historique, une très vaste tâche attend le Parti Communiste en Italie.

Cette tâche consiste dans:

a) l'étude des problèmes de la révolution et des aspects du processus révolutionnaire, entreprise avec un esprit sérieux et des moyens importants, et la plus large propagande orale et écrite, parmi les masses, des principes et des méthodes qui en découlent;

b) le maintien de relations continues et efficaces avec le mouvement communiste dans les autres pays et avec les organes de l'Internationale Communiste;

c) l'établissement de contacts assurés avec les masses, et la préparation aux formes d'action et d'organisation indispensables pour la lutte décisive et qui, en plus du dévouement complet des militants à la cause, exigent une préparation tactique spéciale, inconnue dans la vie traditionnelle du Parti Socialiste.

10) Le Parti Communiste ne considère pas comme buts de son action les conquêtes partielles que des groupes prolétariens peuvent réaliser dans le cadre du régime actuel, même pas dans le sens d'une préparation de ses hommes à l'accomplissement futur de tâches techniques après la conquête du pouvoir. Il intervient toutefois dans les agitations de cette nature dans le but de faire la propagande de ses finalités ultimes, et de mettre en évidence les rapports objectifs qui démontrent la nécessité de l'action politique d'ensemble de toute la classe prolétarienne, sur la voie de la révolution, pour l'élimination du régime capitaliste.

VII

Vers le parti communiste

1 – Grèves et massacres

La contre-offensive patronale, dont nous avons observé les premiers symptômes au cours du mois de mars, se développa les mois suivants selon deux axes, l'attaque patronale dans les usines et la répression organisée par les forces de l'ordre dans les centres ouvriers, mais aussi paysans, les plus combattifs, si nécessaire avec l'aide des premières escouades fascistes (135).

Confédération générale du travail et Parti socialiste – l'un sous direction réformiste, l'autre sous direction maximaliste – ont déjà donné des preuves évidentes de passivité cachée sous le voile d'une phraséologie belliqueuse ; ils se sont montrés rétifs à canaliser les agitations, rendues ainsi impuissantes, vers des objectifs politiques que cependant les ouvriers exprimaient confusément en occupant les usines et en revendiquant le contrôle de la production (objectifs naïfs et erronés mais significatifs d'une poussée menant à dépasser les limites de luttes purement économiques) (136) ; ils ont dénoncé avec insistance "l'immaturation des conditions objectives" et renoncé à en favoriser la maturation ; ils ont pleurniché sur la force de l'adversaire et sur leur propre faiblesse – le tout après avoir claironné, pour l'un, sur les succès sur les plans syndicaux et parlementaires, et pour l'autre sur l'imminence du règlement des comptes entre les classes - ; ils ont indiqué avec clarté, non pas tant à travers le langage qu'à travers les faits, que les succès électoraux prévalaient mille fois sur l'organisation des prolétaires (si jamais ils y pensèrent) en un front unique de bataille, se gardant bien, dans cette perspective, de créer des embarras au gouvernement, et même lui donnant, par l'intermédiaire des omnipotents cercles parlementaires ou par celui de la droite de Turati, une aide sérieuse pour normaliser la situation ; en somme, les sphères soi-disant dirigeantes de la combattive classe ouvrière se sont placées sur une ligne si manifestement défensive que son adversaire a eu beau jeu de passer d'une position d'attente angoissée à celle de l'attaque sans scrupule. Dès que le premier moment d'équilibre instable fut passé, la classe dominante pût retenir à juste raison – contre le diagnostic trop optimiste de l'Internationale – que la vague révolutionnaire (de manière objective sinon subjective) donnait des signes de reflux : ce n'est que lorsqu'elle en sera sûre qu'elle déchaînera lâchement ses escouades noires pour leurs expéditions punitives. Pour le moment, les forces de l'ordre remises en état, dont l'action se traduisait en une suite de massacres perpétrés grâce à l'inertie confédérale et socialiste, lui suffisaient, renforcées par l'aide d'une résistance patronale toujours plus aguerrie face aux "prétentions" des ouvriers.

Des grèves régionales ou nationales éclatent en avril dans le papier (du 1 au 27), la chaussure, la métallurgie, la mécanique, les entreprises d'état (tabac, monnaie, arsenaux) jusqu'au 4 mai, la confection, et chez les ouvriers agricoles. Les postiers pratiquent pour la première fois l'obstructionnisme provoquant la seconde chute du ministère Nitti, alors que les métallos turinois (dont nous reparlerons) se mettent en grève ainsi que les cheminots de diverses régions et les dockers de quelques grands ports. Les campagnes du Sud et du bas-Piémont, particulièrement à Vercelli, Novara, Pavie et en Vénétie, sont en ébullition. En mai les postiers continuent leur mouvement tandis que débute celui de l'hôtellerie ; des mouvements imposants des travailleurs de la terre se développent dans les provinces de Vérone (avec une grève générale le 14) et de Parme ; le 12 les éboueurs de Rome suspendent leur travail (des groupes d'étudiants, de volontaires et de "bons" citoyens s'y substituent – symptôme de la renaissance des traditionnelles réactions petites-bourgeoises "plébéiennes"). Particulièrement remarquable, dans la seconde moitié du mois, l'initiative des cheminots de Brescia, Oneglia et Trieste de bloquer les convois d'armes et de munition dirigés sur la Pologne pour mener la guerre contre la Russie soviétique : des actions analogues sont menées par les dockers de Trieste et de Gênes. Une des grèves qui dénota le plus de compacité fut celle des menuisiers, qui dura du 1^{er} au 26

mai, et se développa parallèlement à celle des carrossiers et de l'hôtellerie. (Le commentaire de l'«Avanti!» : «*Notre mot d'ordre doit être désormais, même dans les batailles syndicales, celui de classe contre classe*», a une saveur ironique si l'on pense que le Conseil général des Ligues, réuni le même jour, bien que reconnaissant «*le caractère de véritable offensive contre les organisations ouvrières*», décide de soutenir, «*pour le moment*» uniquement «*financièrement*» les grèves, et de se réunir à nouveau en temps opportun pour convenir d'«*une forme de solidarité plus tangible*» !).

Les ouvriers des industries du bois se mettent en grève à l'échelle nationale, tandis que commence et s'étend le mouvement contre le prix du pain (mesure décidée puis retirée par Nitti), que se termine la très longue grève des travailleurs agricoles de Vérone, que se développent celles des marchands d'allumettes (90 jours), des miroitiers, des employés des chemins de fer régionaux (suivie, les 19-23, d'une série de grèves dans les réseaux de banlieue, spécialement à Milan) et localement des ferblantiers (Sampierdarena), des coiffeurs (Gênes), et des ouvriers agricoles (Teramo, Macerata, Rome, Casale, Rimini, Toscane). Ces dernières se poursuivent jusque fin juillet notamment dans les provinces de Florence, Bologne, Ferrare et Forli.

La croissance des heurts entre prolétaires et forces de l'ordre, et des carnages perpétrés en particulier par les carabinieri et la garde royale, sont impressionnants ; bien plus épisodique que l'action répressive de l'Etat royal et très démocratique, l'intervention des escouades fascistes et les épisodes de «vandalisme blanc», comme celles des... matraqueurs catholiques, dans les campagnes d'Emilie et de Lombardie, se fit plus insistante. Nous en faisons un sobre résumé : 31.III : un paysan tué et un autre blessé à Mortara. 4.IV : bagarres entre paysans et bastonneurs dans les Pouilles : trois blessés. 6.IV : durant une réunion à la Chambre du Travail de Decima di Persiceto (Bologne), les carabinieri tirent sur les prolétaires en tuant huit et en blessant une trentaine : la grève générale est proclamée dans la région de Bologne. 7.IV : à Modène, deux travailleurs sont tués et de nombreux blessés dans une bataille avec les carabinieri : grève générale dans la province. 8.IV : à Nardò (Lecce), les ouvriers agricoles armés de bombes à main et de revolver bloquent les carabinieri dans leurs casernes (dont un est tué), et, selon la presse bourgeoise, «saccagent la ville» (un assaut au moulin local avait déjà été donné à Molfetta le 2) : lors d'une violente réaction des troupes, on dénombre quatre morts et de nombreux blessés. 9.IV : à Cattolica, un mort chez les ouvriers. Le même jour, la direction du PSI, sollicitée de toutes parts pour prendre position sur cette série d'assassinats et sur les grèves s'en suivant dans diverses provinces, publie un communiqué qui, même en considérant qu'il était suggéré par la préoccupation d'éviter l'extension des conflits alors que le rapport des forces était défavorable, dévoile la nullité des maximalistes par ses pleurnicheries sur les «*libertés publiques* [!!!]» piétinées et bafouées, par sa prétention imbécile (et qui sera le leitmotiv des deux années suivantes) d'obtenir le rétablissement de l'Etat – lui qui est le protagoniste de ces meurtres ! -, par l'invitation larmoyante faite aux prolétaires de se «*préparer promptement*[!!!]» pour le cas [!!!] ou l'ennemi de classe leur ferait de tort de perturber les... protestations locales pacifiques ; le tout alternant avec des sonneries de trompettes annonçant l'imminence du heurt final et la nécessité d'abattre le régime capitaliste (en mai-juin, cette même direction devra serrer les rênes d'une importante partie du groupe parlementaire même pas disposée à abattre... le ministère du plomb facile et du pain cher de F.S. Nitti). Voici le texte du communiqué :

«La Direction du PSI, face aux meurtres et aux violences continues qui se répètent de toute part en Italie et qui furent commis hier à Decina et à Modène, reconnaît en eux les symptômes qui révèlent, outre les instincts criminels des défenseurs de l'ordre bourgeois, une situation devenant toujours plus grave et qui conduit inévitablement à une issue révolutionnaire ; il retient donc l'urgence d'une préparation sérieuse de la part du prolétariat et d'une action visant à imposer le respect des libertés publiques, à affaiblir la réaction bourgeoise, à abattre le régime capitaliste. Tout en assurant de sa propre solidarité les

prolétaires des différents centres qui proclament une grève générale de protestation, il ne croit pas utile [! !] d'étendre pour le moment une telle forme de protestation à toute l'Italie : il invite cependant tous les camarades à se préparer pour un mouvement que nous ordonnerons au cas où [?] la bourgeoisie et le gouvernement entendraient s'acharner contre le prolétariat des villes en grève et en affaiblir la protestation solennelle".

Pour sa part, l'"Avanti !" commente : *"ce n'est pas encore le temps d'agir"*. Ce temps, pour le maximalisme trop léger, ne viendra jamais – même pour des exigences de défense !

Le 12-22.IV : pendant la grève des lancettes, à Turin, arrestations à répétition, échauffourées, violences. Le 25.IV : à Venise, pendant une grève générale, un mort et 15 blessés lors d'affrontements avec la garde royale. Le 26.IV : à Ruvo di Puglia, un mort et plusieurs blessés lors d'un épisode d'occupation de terres. Le 27.IV : à Canosa, trois ouvriers agricoles tués par les carabinieri. Le 28.IV : lors d'une grève d'ouvriers agricoles de la région de Padoue, 4 morts et de nombreux blessés. Le 1.V : à Turin, où les forces de l'ordre occupent pratiquement la cité en armes, lors de la grève des lancettes, les carabinieri chargent contre une manifestation : 5 morts et 30 blessés. Trois morts et de nombreux blessés parmi les "rouges" sans armes à Pola et, de l'autre côté de la péninsule, à Paola. Le 2.V : lors de grèves locales, nombreux blessés dans la région de Biello, dans les Pouilles, à Raguse, Vérone. Le 3.V : deux morts à S. Severo di Puglia, deux à Livourne lors d'une grève de solidarité avec les travailleurs de Viareggio ayant subi des charges de police. Le 12.V : cinq ouvriers tués à Iglesias. Le 24.V : trois morts et trois blessés à Canosa di Puglia et plusieurs morts dans la province d'Aquila. Le 25-26.V : fusillades avec de nombreux blessés et grève générale à Palerme. Meurtres d'ouvriers agricoles à Ortona. Le 26, à Udine, les arditisti tirent sur la foule, causant un mort et de nombreux blessés parmi les ouvriers. Le 4-5.VI : bagarres de rue lors des "émeutes de la faim" à Rome, Bari, Gênes ; la force publique tire sur la foule. Le 11.VI : lors d'une grève générale à Bari, proclamation de l'état de siège, arrestations et nombreux blessés. Le 15.VI : à Gambassi (Florence) les carabinieri mitraillent une fête socialiste ; un mort et quatre blessés. Bagarre avec les cléricaux et les prêtres à Ravenne et Trezzo d'Adda. Le 16.VI : un mort et de nombreux blessés parmi les cheminots de Milan, en grève, lors d'une attaque des carabinieri : grève de solidarité sur plusieurs lignes ferroviaires, et générale à Piacenza. Le 22.VI : manifestations de solidarité avec les cheminots à Milan : la ville est pratiquement en état de siège, la garde royale et les carabinieri tirent sur la foule, les autos blindées patrouillent dans les rues ; de nombreux morts, blessés et de nombreuses arrestations. Le 27-30.VI : massacre à Brescia (5 morts, 4 blessés) lors d'affrontements entre jeunes socialistes et cléricaux ; violences à Noto ; fusillades à Forlì ; 2 morts et 27 blessés à Belluno, bagarres répétées entre ouvriers agricoles et carabinieri dans les Pouilles.

A partir du 26 juin, mutineries parmi les troupes concentrées par le gouvernement royal à Ancône pour être transférées en Albanie, celle-ci étant alors et par la suite une réserve de chasse aux... "anarchistes", destinés aux manœuvres de militaires de carrière et aux aventures de nostalgiques des gloires de la patrie. (Comme on le sait, l'Italie occupa en 1914 Valona : elle intervint, comme le dit Giolitti, pour "défendre nos frères" agressés par des "anarchistes" ou, alternativement, par des émissaires d'organisations nationalistes yougoslaves). Le mouvement culmina le 1^{er} juillet par une mutinerie des bersagliers : toute la ville se mit en grève et fut bombardée depuis la mer, tandis que les arrestations et les perquisitions s'abattaient sur les organisations prolétariennes. Les directions du PSI et de la CGL qui avaient déclaré, dans un manifeste commun daté du 25 juin : *"Pour pouvoir affronter la nouvelle lutte [le "choc frontal entre bourgeoisie et prolétariat" prévu comme désormais "proche"] avec toute notre énergie, les organisations dirigeant le mouvement ouvrier en Italie doivent mettre en garde les travailleurs contre des mouvements qui pourraient porter atteinte au mouvement d'ensemble [...]; la révolution ne peut être l'œuvre d'un petit groupe d'hommes ni s'accomplir en une heure : elle est le résultat d'une formidable préparation effectuée par de vastes forces et à travers une discipline de fer"* (que celles-ci se gardent bien d'instaurer !), décident un jour plus

tard la cessation de la grève ayant eu de la part du gouvernement *“l’assurance claire et solennelle [!] de la renonciation à toute entreprise guerrière à l’extérieur et à toute intention de réaction de classe à l’intérieur [on verra vite comment]”* (137) : mais le Conseil des Ligues local délibère de sa poursuite à une très forte majorité, comme il advint *“sans qu’il y ait aucune défection”*. La ville est aux mains des ouvriers plusieurs jours durant ; lors des très violents affrontements on note 24 morts et 400 blessés. Les tribunaux complètent le travail des détachements de l’armée, des carabinieri et de la garde royale : le spectre de la *“semaine rouge”* de 1914 ne doit pas ressurgir ! Encore une fois, le PSI ne bouge pas d’un pouce, ne disons pas pour déclencher... la révolution, mais au moins pour opposer une résistance à une claire offensive patronale.

Quant à ce que valent les assurances du gouvernement, on en fait vite le constat : entre le 6 et le 10, l’*“Avanti !”* annonce la condamnation des cheminots en grève par le tribunal de Legnano, de prolétaires coupables de *“violences”* par celui d’Ancône, l’état de siège à Macerata, un nouveau mort à Brindisi et l’arrestation en masse de socialistes s’étant solidarisés avec les mutins en partance pour l’Albanie. C’est dans cette situation que la CGL invite le 1^{er} juillet les ouvriers à accepter la nouvelle loi sur l’assurance sociale fonctionnant sur la base de contributions de l’Etat, des patrons et des salariés ! Les Chambres du Travail de Bologne et Turin exhortent les ouvriers à ne rien verser ; une grève de protestation éclate aux établissements Bianchi à Milan.

Le 11 juillet, le centre sidérurgique de Piombino est pris d’assaut par des détachements de policiers et de carabinieri dotés d’armes lourdes : le gouvernement *“craint”* un mouvement général dû à la prolongation des négociations entre métallos et patrons. Le même jour, la répression anti-ouvrière en cours à Turin pousse les députés socialistes à demander lors d’une interpellation faite au gouvernement : *“quelle position il entend prendre vis à vis de la Préfecture et du Commissariat de Turin qui ont démontré, lors des manifestations de travailleurs turinois [écoutez bien !], ne savoir ni vouloir défendre la vie et la liberté des citoyens [sic]”*.

Le 13, les employés du tramway proclament une grève générale de solidarité avec les cheminots des voies secondaires (en grève depuis le 20 juin), qui sont soumis à des violences et des provocations à Brescia. L’*“Avanti !”* du 15 se lamente naïvement : *“La Préfecture (pourtant si prompte à prendre des mesures préventives contre les socialistes et à rétablir l’ordre lorsque c’est... nous qui le perturbons) s’est bien gardée – bien qu’elle eut à disposition [!] des carabinieri et des chasseurs alpins – d’intervenir lors des lâches violences qui ont duré toute une journée”* !

A Trieste, des groupes fascistes vénitiens dévastent les bureaux des organisations slaves et sèment la terreur dans la cité : 2 morts et 14 blessés. Du 16 au 20, l’*“Avanti !”* rend compte d’une agression contre des paysans socialistes à Cassino (1 mort), de la condamnation de syndicalistes jugés responsables de désordres à Macerata, de la mort de 5 ouvriers agricoles à Panicale (Ombrie) tués par des carabinieri, du licenciement de 300 ouvriers, avec une menace pour 1200 autres à la société Ansaldo de Gênes, et de la fin de la longue grève des cheminots des lignes secondaires. A Rome, le 20.VI, des officiers et des escouades fascistes malmènent les travailleurs des tramway qui retournaient au travail au milieu du déploiement de drapeaux rouges, dévastent les bureaux de l’*“Avanti !”* et agressent le lendemain des députés socialistes parmi lesquels Modigliani. A Badia Polesine un responsable de la ligue est gravement blessé ; dans la province de Sienne, les ouvriers agricoles en grève déplorent trois morts. L’*“Avanti !”* du 22, sous le titre *“Les travailleurs d’Italie se rangent auprès du Parti Socialiste pour la défense vigilante et prudente de leurs intérêts”*, écrit : *“Nous n’avons jamais été aussi calmes et sereins qu’à l’heure actuelle, au lendemain d’une agression qui ne nous humilie pas mais nous conforte dans nos positions”*. Le 27, à Randazzo, dans la province de Catane, alors que s’agitent depuis quelques jours les métallos – prélude aux mouvements d’août et septembre -, les carabinieri tirent sur une foule d’ouvriers agricoles et de paysans attendant le retour d’une

commission envoyée pour demander le blocage du prix des céréales récoltées : huit morts et une centaine de blessés. Le soir du même jour, des prolétaires de retour d'une réunion socialiste sont agressés à Piana dei Greci. Le 30, pendant un meeting socialiste, la police ouvre le feu : 5 morts, plus de 30 blessés.

• • •

Le 25 avril, "Il Soviet", dans un article intitulé comme ce chapitre, avait mis en relief les caractéristiques fondamentales ainsi que les impératifs urgents d'une situation que nous venons de décrire sommairement et destinée à s'éclaircir, dans ses côtés positifs comme négatifs, dans les pages suivantes.

La Fraction n'ignore ni ne regarde avec dédain – comme le prétendent les historiens à la solde des patrons – les mouvements partiels de la classe ouvrière ; au contraire, elle indique que les tentatives d'occupation et de gestion des usines et la *"tenace action pour la reconnaissance des conseils d'usine et du droit de la part de ceux-ci d'exercer un contrôle sur la production"*, constituant la manifestation d'une tendance positive des masses travailleuses – indépendamment du contenu illusoire de tels objectifs – à *"dépasser les limites de conflits stériles et exténuants pour l'augmentation des salaires, au bénéfice de catégories qui en sont frustrées par l'augmentation vertigineuse des prix ou par la contre-offensive opiniâtre des patrons"*, pour porter leurs efforts généreux vers l'objectif, rendu nécessaire par les faits, de s'emparer du mécanisme même de la production – objectif lui-même inatteignable sans la conquête révolutionnaire du pouvoir. Cette tendance, la bourgeoisie était la première à la reconnaître : c'est elle qui prit l'initiative de la guerre de classe désormais aux limites de la guerre civile (ce qui ne signifie pas, distingués "historiens" à la noix, qu'il se fut agis pour nous d'une période révolutionnaire !) ; de là venait notre indication disant que le problème, loin de toutes illusions pacifistes et réformistes, était désormais posé *"sur son terrain réel, celui du problème de la force"*.

Il était alors plus que jamais vain de pleurer sur les libertés perdues, sur les garanties violées, sur la violence portée sur l'autel ; et pire encore de *"réclamer du gouvernement bourgeois le respect de la vie humaine, et de l'obliger à punir ses sbires"* qui sont les auteurs des meurtres à répétition, comme le fera le maximalisme (semblable en tout au réformisme) les jours, les mois et les années suivantes. Le prolétariat devait au contraire recevoir de son avant-garde le mot d'ordre d'employer toutes ses forces pour *"affronter la lutte dans toute son âpreté"*, et d'exercer la violence non pas en simple mesure de rétorsion ou moyen de défense mais *"comme une nécessité inéluctable de son action de libération"*.

Il était vain, d'autre part, de désapprouver le manque de coordination, l'horizon limité, les objectifs en grande partie illusoire des luttes partielles ; il s'agissait au contraire de *"les guider, les canaliser, les discipliner"*, les empêchant de s'épuiser en escarmouches fragmentées et les dirigeant vers les buts finaux que, bien que confusément, ces mouvements exprimaient par leurs explosions instinctives et par leur recherche fébrile de liens plus sains et de champ d'action plus vaste. Les luttes partielles n'étaient, et ne sont jamais en soi, la négation de ces objectifs, car elles servent *"d'entraînement, d'exercice, de préparation"* de ceux-ci, et ne sont jamais conçues comme un moyen de conquête de *"positions de pouvoir intermédiaire"* : c'est justement ici que se greffe le but premier, la véritable fonction historique du parti.

Relever le gant jeté par la bourgeoisie, étendre les luttes partielles en les concentrant et les canalisant sur le terrain de la guerre civile, celui sur lequel se trouvait déjà la bourgeoisie : ce sera, une année plus tard, la directive, appliquée avec une rigueur dont l'Internationale sera la première à donner acte, du Parti communiste d'Italie dirigé par la Gauche. Et qui aurait pu être la directive de 1920 !

L'histoire ne voulut pas qu'il en fut ainsi – dans un chaos idéologique et donc l'impuissance pratique d'une majorité numériquement puissante, qui se disait communiste et dont tous les

courants restaient obstinément sourds à la question préalable de l'alignement sur le programme anti-démocratique, anti-gradualiste, anti-immédiatiste de la III^{ème} Internationale, et de la rupture, ne coûtant qu'une relative faiblesse numérique plus que contrebalancée par une efficacité organisationnelle et une influence réelle sur les masses, avec quiconque, de bonne ou de mauvaise foi, ne l'acceptait pas intégralement.

A ceux qui jacassent sur le fait que des révolutionnaires communistes se seraient éloignés à cause de notre "sectarisme" obstiné, nous répondons que la pierre de touche du sérieux de leur adhésion au communisme était (et ne fut pas) la capacité de reconnaître l'urgence d'un guide politique homogène – car reposant sur des bases théoriques et programmatiques rigoureusement définies – dont la présence active aurait seule permis aux généreuses batailles du prolétariat de ne pas se disperser dans la vaine recherche de solutions partielles, ni de devenir la proie de l'expérimentalisme volontariste d'une "intelligentsia" à la recherche de formules thaumaturgiques de dénouement du drame social, vu comme un aspect d'une "crise de la culture", et qui lui aurait fourni les moyens et la manière de se défendre – dans l'attente de pouvoir contre-attaquer, et, si possible, de contre-attaquer déjà pendant la défense – contre les forces de la contre-révolution montante, sans se précipiter (comme ce fut le cas quatre ans plus tard) dans le marais fatal d'un anti-fascisme imbécilement interclassiste et peureusement démocratique. Si travailler pour la constitution du parti – et non d'un parti quelconque, mais du parti s'appuyant sur la complète unité d'action et de théorie exigée par le marxisme – avait été, par absurdité, "de la passivité, du fatalisme, du mécanisme", eh bien nous voterions pour cette divinité ignorée, contre "l'activisme des réalisateurs" à la recherche des "embryons" de la nouvelle société dans l'ancienne, soi-disant construits par le prolétariat dans sa lutte non pas pour soi mais pour le capital !

2 – La "grève des aiguilles" : perspectives et bilan

C'est à l'occasion d'un épisode de combativité ouvrière particulièrement significatif – celui qui devait passer à la "petite" histoire sous le nom de "grève des aiguilles" à Turin – que fut mis en lumière le sabotage confédéral, l'impuissance du maximalisme, mais aussi, pour son aile la plus extrême, représentée par le groupe de l'"Ordine Nuovo", les carences théoriques, les incertitudes pratiques, les oscillations entre un optimisme superficiel sonnait l'alarme d'une situation pré-insurrectionnelle et une rechute vers des positions de faiblesse apologétique, et enfin l'incapacité de tirer les leçons y compris des échecs.

Comme l'écrivait "Il Soviet" du 2 mai (138), un mouvement de cette nature, caractérisé par la violence et l'extension, ne pouvait surgir du "caprice" de quelques-uns, comme l'indiquait la version des dirigeants politiques et syndicaux, toujours prêts à attribuer à l'"indiscipline" toute flambée de lutte de classe, alors que l'imminence de celle-ci aurait dû imposer "*le devoir de s'en rendre compte, et à y pourvoir à temps*", lutte qu'ils craignaient plus que le diable ne craint l'eau bénite de par leur peur de voir le mouvement échapper à leur contrôle et les contraindre à sortir de leur routine légaliste et pacifiste. Cette position était due à une situation objective : "*le degré élevé du développement capitaliste de l'industrie turinoise ainsi que la position nette et âpre de la lutte de classe*", situation alimentée et exaspérée par la contre-offensive patronale destinée à détruire les conquêtes obtenues sur les horaires de travail, le salaire, les conditions de vie, et à faire disparaître les commissions internes ainsi que les commissaires d'usine dans lesquels la Confindustria voyait le spectre menaçant d'un "second pouvoir" dans l'usine, et qui constituaient, à cause de la carence ou de la passivité des organes syndicaux centraux, même si ceux-ci eurent quelques soubresauts, la pointe avancée de l'action de défense économique des ouvriers (139).

Une épreuve de force était dans l'air, notamment parce qu'outre les métallos, les ouvriers des papeteries, de la couture, de la chaussure et les ouvriers agricoles s'agitaient dans le Piémont.

Le 22 mars, les ouvriers d'une entreprise de la FIAT, les Industries Métallurgiques, commencent une grève du zèle contre le licenciement des membres de la Commission d'entreprise qui, se faisant l'interprète d'un état d'esprit diffus, a réagi au décret gouvernemental introduisant l'heure légale – qui rappelait aux ouvriers les odieuses années de guerre et leur implacable discipline dont ils avaient, particulièrement à la FIAT, supporté le poids – en déplaçant les aiguilles des horloges pour les replacer sur l'heure solaire (140) : simultanément les travailleurs des Aciéries FIAT se croisent les bras contre le refus de rembourser aux membres des Commissions d'entreprise les heures perdues dans l'exercice de leurs fonctions. Dans le premier cas les grévistes sont chassés par la police le 25 ; dans le second, ils trouvent le 23 les portes de l'usine closes (141). Le 26, le comité exécutif de la section turinoise de la FIOM, après consultation des commissaires d'atelier (qui étaient au nombre de 1 pour 30 ouvriers), proclament une grève du zèle dans 44 usines de mécanique. De nombreux détachements de la police et de l'armée contrôlent Turin à partir du 29 mars, tandis que les industriels forment – America docet ! [l'Amérique enseigne !] – des comités de “défense civique”, et ferment les usines... rebelles.

L'agitation, qui tient en haleine pendant presque un mois non seulement le Piémont mais toute la péninsule, se déroule en deux temps. Dans le premier, jusqu'au 14 avril, les grévistes expulsés s'agitent en négociations intenses avec la FIOM d'un côté et les représentants patronaux de l'autre. Celle-ci démontre que l'organisation syndicale, prise à contre-pied par l'initiative des commissions internes, auxquelles elle s'oppose sur les principes (sous le prétexte, d'autant plus subtil et jésuite, qui est formellement légitime, que la question concerne l'ensemble du prolétariat italien, et ne peut donc se résoudre localement), mais contrainte malgré elle d'assumer la défense des intérêts des ouvriers et du principe même de la liberté d'organisation économique, ne le fait que sur des positions de faiblesse défensive et légaliste et toujours plus capitulardes qui encouragent l'offensive de la “contre-partie” plutôt que la désarmer. A son tour, conscient à la fois d'être en sécurité du fait de la ferme décision du gouvernement d'empêcher l'extension d'un mouvement qui, dans le climat brûlant de ce début de printemps, avait mille raisons d'avoir une valeur d'exemple, ainsi que de pouvoir compter sur la soumission confédérale face au poing d'acier, et sur la méfiance instinctive des bonzes envers les élans d'une catégorie qui s'était déjà magnifiquement distinguée en mai 1915 et en août 1917, et dans les rangs desquels la section socialiste avait non en vain semé les germes d'un travail de “propagande et d'organisation” que “Il Soviet” considérait comme “merveilleux” pour sa fermeté et son intensité, le patronat s'arc-boute et repousse vers des positions de plus en plus conciliante – malgré la résistance des ouvriers et des commissaires d'entreprise sortant de leurs rangs – la plus que molle FIOM et son chef suprême Buozzi.

En réalité, alors que le prolétariat rugit et que même les catégories intermédiaires et les employés (seuls les techniciens se proclament “neutres”) donnent de clairs signes de solidarité envers les grévistes, les lock-outés et les licenciés, le “front” confédéral recule peu à peu ; aux Industries Métallurgiques, l'accord signé par la FIOM le 2 avril au soir donne non seulement la victoire au patronat sur la question des... aiguilles et de non paiement des salaires pour les heures “perdues”, mais il statue que pour les Aciéries “*les hommes qui composeront la nouvelle Commission d'entreprise [l'ancienne a été contrainte à la démission] sont rappelés à leur devoir [...] de devoir défendre les intérêts des ouvriers en fonction de l'exécution des contrats de travail, selon les accords et les règlements en vigueur*” (donc aucun mouvement autonome et aucun “coup de tête”), se limitant à demander à la FIAT d'accorder à la Commission d'entreprise “*les facilités dont disposait l'ancienne*” et de renoncer aux dédommagements demandés pour les arrêts de travail du 27 au 29 et de la soirée du 30 jusqu'au jour de la signature.

Par contre-coup, les industriels repoussent le projet d'accord en exigeant, au lieu des sanctions prévues à l'origine, une amende égale à 6 heures de travail pour les responsables du premier acte d'indiscipline – le péché originel ! – et à 2 heures pour tous les autres grévistes, le désaveu total de la FIOM pour les promoteurs du mouvement contre l'heure légale (*“si les ouvriers des Acières – disent-ils, comme on peut le lire dans l'édition de Turin de l'“Avanti !” du 4 – avaient demandé l'intervention de la FIOM, ils se seraient trouvés dans une position juste et les suspensions auraient été évitées”*), le retour à un régime sévère de “règlements” dans l'usine (142).

Une reprise des négociations n'est cependant pas exclue, malgré le refus proclamé par la FIOM de souscrire aux mesures punitives contre les ouvriers : que diable, le préfet s'est déclaré prêt à proposer ses bons offices ! Et l'état d'esprit avec lequel les bonzes de la FIOM se préparent à s'asseoir à la table des négociations ne s'entoure pas de scrupules : l'article dans lequel l'édition de Turin de l'“Avanti !” commentant le *“conflit des métaux”*, accuse les industriels d'*“entêtement stupide”* face à *“la démonstration constante d'esprit de conciliation et de volonté de pacification”* réalisées par une organisation ouvrière qui a même la force de reconnaître et de corriger les “torts” de ses adhérents : *“en insistant pour demander des dédommagements aujourd'hui encore, après que l'organisation ait offert comme réparation [! !] tout ce qu'on pouvait prétendre d'elle, les industriels demandent un double châtiment, ils demandent l'humiliation ; nous ne pouvons qu'opposer notre refus !”*.

En réalité, les “refus” ne se firent que tardivement et en se faisant tirer par le nez : l'acceptation même du renvoi de la décision du déclenchement de la grève, en réponse au non patronal, et d'un nouveau round de négociations à la Préfecture équivalait de fait à un premier Canossa ; les industriels renoncent avec habileté aux sanctions contre les ouvriers qui se sont mis en grève par solidarité, mais insistent pour que celle-ci soit appliquée aux Acières, même si ce n'est que de manière partielle, *“afin de réaffirmer la validité du règlement”* et avec la claire conscience de maintenir ainsi la porte ouverte à la bataille sur le problème non tant de l'existence que sur celui des prérogatives des commissions internes et d'usine, et sur les Conseils ; en fait, lorsque les commissaires d'usine repoussent le 8 les nouvelles propositions d'accord (portant atteinte aux intérêts des ouvriers des Acières, bien plus qu'à ceux des autres entreprises), les organes dirigeants confédéraux ne décident pas eux-mêmes de la grève mais confient la décision à un référendum – moyen toujours efficace pour affaiblir la volonté collective de lutte des masses en appelant à la conscience individuelle de l'ouvrier exposé à mille sollicitations contraires, provenant non seulement de sa situation contingente avec tous ses doutes et ses angoisses, mais aussi du passé, du lourd poids de l'idéologie adverse distillée méthodiquement dans la cervelle et dans le cœur du prolétaire – et, obtenant une majorité contraire à la grève, ces mêmes commissaires d'entreprise et commissions internes, baissant la tête, décident *“ de se conformer à la volonté des masses – seule souveraine pour toute décision [!!!] ”* (sainte démocratie : dix jours avant, lorsque la masse avait croisé les bras, elle n'était pas souveraine ; elle l'est maintenant que, après le décompte tête par tête, elle accepte d'offrir à nouveau ses bras pour l'usage que voudra bien en faire le capital !), ainsi que de rester à leur poste de combat *“conformément au principe fondamental constituant la base sur laquelle se sont créés les conseils d'usine”* – un principe évidemment ultra démocratique, c'est-à-dire ne servant pas de guide mais de subordination au sacré et inviolable diktat du bulletin de vote, non pas lors des élections ou au sein du parlement, mais dans celui des conflits sociaux !

Céder au fétiche de la démocratie se paie. Après avoir donné *“pendant 15 jours des preuves non seulement de soumission et de modération, qui ont pu sembler excessives à certains, mais aussi de complète maîtrise de soi”* (“Avanti !” éd. de Turin du 13 avril), les ouvriers se rendent compte que les industriels sont à la recherche de bien autre chose que de satisfactions marginales, mais sont (et ont toujours été) décidés à porter le conflit sur leur terrain, celui de la destruction progressive des commissions internes et des conseils d'entreprise ; au moment de la signature d'un premier accord obtenu en échange de la reprise du travail, accord consistant à

scinder d'abord la vieille "question du règlement" des "normes disciplinaires précises" devant être introduites pour éviter "*les va-et-vient des ouvriers à la recherche de leurs commissaires et de leurs commissions internes*", et, aussitôt après, à présenter un schéma de procédures sur la base duquel (nous citons encore l'"Avanti !") "*les ouvriers ne pourront entrer en contact avec la commission interne qu'en dehors des heures de travail, les juges de tous les conflits étant les chefs d'atelier et les chefs de bureau nommés par les patrons, et c'est à eux qu'il appartiendra de juger des conditions dans lesquelles les ouvriers pourront faire appel à leurs représentants*" (les responsables des commissions internes n'étant même pas nommés par ceux-ci). Il ne reste plus aux délégués ouvriers qu'à rejeter en bloc les propositions des employeurs: ceci fait, ces derniers ferment les portes des usines sur les toits desquelles "*veillent encore les mitrailleuses*". Il semblait qu'on soit arrivé à un tournant, et il est certain que les prolétaires qui s'étaient immédiatement rassemblés à la Chambre du travail brûlaient de la volonté "de résister à la nouvelle provocation". Mais nous n'étions pas encore à ce tournant. Dans une lettre à ses adversaires, "*les organisations dirigeant le mouvement*" disent bien ouvertement que, "*étant donné les accords et les habitudes en vigueur dans les différentes entreprises de la ville et étant donné la situation générale du pays, les normes de discipline proposées pour les commissions internes sont considérées comme totalement inapplicables*", et "*le conseil de direction de la FIOM ne peut autoriser personne à les signer car il sait ne pas pouvoir les faire respecter, dans la mesure où il affaiblit les accords et les habitudes en vigueur*"; mais, après cette déclaration en soi déjà timide et défensive, elles ne vont pas au-delà du refus de "*toute responsabilité pour la prolongation de la fermeture des entreprises et pour tous les éventuels incidents et complications que celle-ci pourrait entraîner*". La réponse de la Confindustria est tout à la fois rapide et subtile: elle renvoie les débats sur les problèmes de discipline des commissions internes, qui doit se discuter et être résolu dans les 15 jours suivants, et, passé à cette date, ce sont les "règlements en vigueur" qui s'appliqueront, règlements d'une telle "clarté" que les deux parties peuvent l'interpréter non seulement différemment mais même de manière opposée! La délégation ouvrière, qui apprend ces nouvelles en présence de Sa Majesté le Préfet, "se réserve toute liberté d'action au cas où l'accord ne se ferait pas"; ce n'est que le 13 au soir, après de nouvelles tentatives pour rouvrir les négociations, que la FIOM, la Chambre du travail, le Comité d'agitation et la section socialiste décident finalement de proclamer la grève générale à durée indéterminée. Le patronat et les "direction suprêmes" du syndicat ont obtenu que soit perdu un temps précieux en négociations et en attentes épuisantes: à la fin, malgré la splendide combativité des travailleurs, le patronat pourra à bon droit chanter victoire!

L'ordre du jour du Conseil général des Ligues fixe comme objectif de lutte: 1) la résolution totale des différends en cours, 2) la reconnaissance des "*organisations d'usine ayant pour but l'autonomie disciplinaire des masses et le contrôle de la production*", et formule de la manière suivante sa délibération en faveur la grève générale (143):

"Attendu qu'il y a une intention évidente de la part des ligues industrielles d'attenter aux commissions internes en empêchant le développement futur de ces organisations qui, particulièrement ces derniers temps, ont démontré être une aide précieuse dans le travail d'organisation de la classe, et apte à devenir l'instrument de nouvelles conquêtes; considérant par ailleurs que les propositions avancées par les industriels tendent à la révocation d'accords conclus régulièrement, ainsi que d'habitudes en vigueur conquises par d'autres luttes, affirme que cette lutte ne peut qu'intéresser toutes les catégories de travailleurs pour lesquels la défaite des métallos signifierait un pas en arrière; décide la grève générale à Turin et sa province à partir du 13 jusqu'à l'obtention d'une solution complète pour les conflits en cours" (il faut garder les termes de ce communiqué en mémoire afin de mieux comprendre ce qui suit).

La grève générale prend aussitôt un caractère de globalité et de solidarité: tous les ateliers, les services des tramways et postaux, les chemins de fer, les bureaux et les services communaux (comprenant les gardiens, les employés de l'octroi, les instituteurs, les surveillants) le corps des pompiers, suspendent le travail; toute la ville est arrêtée; la troupe fait le siège de la Chambre

du travail, n'y laissant entrer que ses dirigeants ; la police charge des rassemblements et des meetings qui malgré cela se déroulent dans les quartiers ouvriers ; la grève s'étend rapidement en province ; seule l'intervention des militaires permet la réalisation d'une partie du trafic ferroviaire entre Rome et Milan ; et, alors que les arrestations se succèdent, les actions les plus dures viennent des affrontements avec les "jaunes", et particulièrement avec les typographes des quotidiens bourgeois. Le 16, la grève générale débute à Asti, Pinerolo, Casale Monferrato, Chivasso, Santhià ; le 17, dans les grands centres lainiers du Biellese ; le 18, à Novara et Vercelli – où l'agitation touche aussi les salariés agricoles – Alessandria et les noyaux industriels de la vallée d'Aoste ; le 19, à Pavie et la Lomellina en particulier. Le 21, les cheminots de Voghera et Novi croisent les bras ; le 22 ceux de Bra ; les jours précédents, ceux de la région de Livourne ont déjà empêché les trains chargés de troupes d'aller à Turin ; des grèves sont proclamées dans le même but à Florence, Pise, Lucques, Bologne, tandis que les dockers de Gênes bloquent le Caio Duilio dont le gouvernement voulait se servir pour transporter des troupes impossibles à acheminer par le rail. On a calculé que pas moins de 20 000 hommes des diverses forces de l'ordre – carabinieri, gardes royaux, policiers, militaires – occupèrent en tenue de campagne le chef-lieu piémontais, et que, d'autre part, le nombre des grévistes dans toute la région atteignit et probablement dépassa, au plus fort du mouvement, les 500 000.

Depuis juin 1919, on n'avait pas assisté à une vague de grèves aussi étendue et compacte ; jamais le déploiement de l'appareil répressif de l'Etat n'avait été aussi important, ni ses déplacements autant contrariés par le vigoureux sabotage des travailleurs des transports terrestres et maritimes ; jamais la situation n'était paru aussi dangereusement proche de la guerre civile. Au sommet du mouvement, elle s'est retournée : le 14 avril, la direction de la grève générale était assumée par un Comité d'agitation élu par le CE de la Chambre du travail et par les sections et les fédérations provinciales socialistes ; celui-ci rédigeait un bulletin quotidien intitulé "Lavoratori, avanti !", pratiquement unique organe de presse en circulation, courroie de transmission des ordres et des communiqués d'information et de lutte, instrument d'orientation non seulement syndical mais politique : la section de la FIOM, responsable des tergiversations lors du premier mois de conflit, en était restée totalement en dehors. Le travail du Comité, en dépit de ses limites politiques, est pour sa part exemplaire ; son effort pour donner au mouvement le plus d'extension possible et pour défendre parmi l'ensemble des ouvriers la conscience de l'enjeu en cours, est méritoire ; sa fermeté, digne des plus récentes traditions de combativité du prolétariat turinois et piémontais, des villes aussi bien que des campagnes.

Toutefois, cette grande flamme est dès le début condamnée à s'éteindre. Les hommes qui composent le Comité, et qui font tous les efforts pour donner à la grève un rythme sûr, sont en grande partie les mêmes qui, à Bologne, ont éludé le problème d'une direction générale de classe du prolétariat et continueront à l'éluder malgré la douloureuse expérience de ces journées : ils sont pour l'heure tragiquement prisonniers, et d'un parti dont la majorité n'a pas voulu ni ne veut la scission, et d'une CGL qui reflète à la fois l'impuissance du maximalisme et l'arrogante indiscipline de la droite ; pris dans une telle situation ils n'ont jamais voulu mener cette bataille, la jugeant dépassée par la création d'organes périphériques retenus comme intrinsèquement révolutionnaires parce que "adhérents à la production" (se faisant ainsi les pères du velléitarisme conciliateur des mille "découvreurs des voies nouvelles vers la révolution" d'aujourd'hui). Ils sont victimes de leur propre "localisme", d'une foi abstraite dans la possibilité de résoudre les brûlants problèmes de la direction de classe du prolétariat italien par des exploits d'un volontarisme généreux mais sans préparation, de la part d'hommes et de groupes engagés dans une situation sans aucun doute d'avant-garde mais limitée, et de l'incapacité à comprendre que des mouvements de ce genre – se donnant pour but le contrôle de la production, le pouvoir dans l'usine, etc. – ou sont menés avec la force de les porter jusqu'au choc frontal avec l'adversaire, ou se terminent par une douloureuse défaite.

C'est en vain que, dès le premier communiqué du 14 avril, en prescrivant de sévères mesures punitives contre les catégories et les travailleurs qui n'ont pas suivi la grève, et en décidant de constituer dans les bureaux de la Chambre du travail des "*comités d'organisation en accord avec les organisations économiques et politiques*", ils font appel à la CGL et à la direction du Parti "*afin qu'ils interviennent dans cette lutte qui n'a ni caractère ni portée locale, mais est d'intérêt général puisqu'elle implique des questions de principes et [...] peut être le départ d'un mouvement plus vaste et même national*"; c'est en vain qu'à plusieurs reprises leurs appels soulignent que "*les prolétaires de Turin sont une armée rouge assiégée par les forces contre-révolutionnaires*"; c'est en vain que les commissaires d'entreprise et d'autres porte-voix de la "base" leur demandent d'influer "*de la manière la plus ferme sur les organes de direction, afin que [...] la grève générale soit proclamée dans toute la nation*" : la CGL et la direction du PSI ne retiennent pas devoir exprimer leur solidarité active ni sur le contenu économique-législatif de la grève, ni en faveur de ses protagonistes plongé dans une dure lutte contre les forces de l'ordre dans le cadre d'une situation générale qui conseille à l'évidence d'éviter les coups de tête, mais offre tous les éléments propices à une action concertée à l'échelle nationale. Lors d'une réunion intervenue le 20 avril (voir bulletin n°7), les deux représentants de la "direction suprême", la politique et la syndicale, se limitent à "*déclarer explicitement que ne sera permis à aucun coût l'écrasement des organisations de travailleurs si cette intention des industriels se traduisait par une tentative de réalisation*" (comme si la grève n'avait pas eu comme origine justement cette intention !) et... s'en lavent les mains. Les membres du comité – désespérément seuls – se voient contraints de parcourir non seulement le Piémont mais aussi les zones limitrophes pour inciter à la lutte les prolétaires que les organes de presse du parti n'informent même pas sur les conditions de la Turin rouge, et dont les dirigeants syndicaux ne se soucient même pas d'appeler à la vigilance (l'"Avanti !" de Milan ne publie que de vagues chroniques...), et cherchent la solidarité et la direction politique dont ils manquent parmi les milieux les plus divers – anarchistes, anarcho-syndicalistes, etc. – sans évaluation sérieuse des forces en présence et de leur disposition, alimentant ainsi les illusions insurrectionnalistes aventureuses – et aventuristes.

Lors de longues réunions tenues à Turin en février et en mars, la fraction abstentionniste avait averti les théoriciens de la "conquête d'un pouvoir nouveau dans l'usine" que le mur contre lequel ils s'élançaient – un mur en fait double, celui de l'Etat central et celui de l'opportunisme – se dressait avec arrogance face aux généreux salariés ; l'impétueux mouvement finira pas se briser contre lui. Mais auparavant, en pleine lutte, les prolétaires devront assister, égarés, à la polémique entre les dirigeants turinois qui accusent le parti et la confédération de ne pas avoir voulu étendre la grève, ces derniers les accusant à leur tour de s'être lancé dans une initiative de grande portée sans avoir pris d'accord préalable. Comme le dira "Il Soviet" du 2 mai, il aurait fallu s'aligner d'abord, c'est-à-dire à temps, avec ceux qui cherchaient la scission, la fin des dégénérescences électoralistes et corporatistes du mouvement prolétarien : mais pour ceci, il était trop tard...

Le désengagement des organes centraux du malheureux mouvement dans lequel s'étaient fourrés les turinois était pour nous une faute particulièrement grave ; c'est à eux que revient en premier la responsabilité de l'échec de la grève. Il n'en reste pas moins que le mouvement dans son ensemble montra jusqu'à la fin toutes les tares de confusion idéologique et de légèreté dans son jugement sur la situation objective, propre à des groupes non marxistes. Les ordinovistes, en particulier, se jetèrent la tête la première dans un mouvement défini avec trop de légèreté comme "insurrectionnel" (paroles de Terracini au Conseil national des 18-22 avril, mais courant sur les lèvres de presque tous à ce moment) avec l'effet à la fois de fournir au gouvernement un prétexte pour recourir à des mesures de répression extrêmes, et aux bonzes syndicaux un prétexte facile non seulement pour se désintéresser de la grève mais même pour la dénoncer ; et avec comme résultat final de se replier sur la formule de défense des... intérêts nationaux, malheureuse anticipation du programme actuel de "réforme des structures" au nom et pour le bien de la production nationale... en danger !

En réalité, la grève, qui se justifiait par la défense d'organisations économiques et par des revendications syndicales d'une clarté sans équivoque, fut poussée vers la voie de prédilection de l'"Ordine Nuovo" et du Comité d'étude sur les conseils d'usine (144) qui en émanait, et imprudemment suivie, au moins en partie – comme s'en lamentera "Il Soviet" – même par les abstentionnistes turinois : celle du "contrôle de la production". Mais les mots, et particulièrement les mots d'ordre, ne peuvent pas se jeter simplement au vent : la tendance prolétarienne à la conquête de ce "contrôle", que le prolétariat n'exercera qu'après la conquête du pouvoir (et qu'il exercera centralement, en fonctions d'intérêts et de finalités généraux ; et non pas localement, en fonction des objectifs de l'entreprise), peut certainement être utilisé en période pré-révolutionnaire pour mobiliser les masses ouvrières "*en les dirigeant vers la cible centrale, le pouvoir d'état du capitalisme*" (145) – et ce n'est qu'ainsi que les thèses du IIème Congrès en prévoient l'emploi, oh "historiens" qui prétendez trouver une divergence de fond entre celles-ci et nos positions, et au contraire une convergence avec celles des ordinovistes ! –, mais jamais comme une indication de "conquêtes intermédiaires", ou, pire encore, comme revendication d'un "pouvoir dans l'entreprise" à réaliser au sein du régime capitaliste, dans une perspective clairement réformatrice, même si elle cherchait à se faire passer avec une terrible légèreté comme révolutionnaire ! Sur ce plan nous serons toujours et nécessairement battus, soit que la classe adverse, se sentant plus ou moins sûre d'elle du fait de rapports de force redevenus momentanément favorables, s'arc-boute avec la ferme détermination de décourager ou même de réprimer tout mouvement ouvrier, fut-il purement revendicatif (comme en avril 1920), soit que, à un moment de calme, elle tente l'habile manœuvre de se faire elle-même le promoteur d'un "contrôle" inoffensif et paralysant l'action de la classe travailleuse (comme en septembre durant l'occupation des usines) ; pire encore – mais ceci les théoriciens de l'opportunisme ne le comprendront jamais, ni, si ils le comprennent, ne changeront pour autant de route – nous serons alors battus parce que nous ne laisserons pas même, au sein des rangs ouvriers, la semence, féconde même dans la défaite, d'une vision plus claire des fins vers lesquelles tendre, et des moyens pour les atteindre. Se jetant – avec la pire absence de préparation théorique et pratique – dans l'expérience des conseils en tant qu'"organes du pouvoir" (l'opportunisme se réduit toujours, quelque soit la bonne foi de ceux qui y adhèrent, à un expérimentalisme réalisé sur le dos des exploités), les hommes ayant grandis dans cette atmosphère ordinoviste n'obtinrent que d'ajouter à une situation déjà difficile un nouveau facteur d'échec et de confusion.

Les historiens "dernier cri", dont la mission grassement rétribuée est de déformer l'histoire de l'Octobre rouge et de la 3^e Internationale pour justifier le cinquantième anniversaire de leur trahison, ont mille raisons de se prélasser dans le rappel des mots d'ordre successifs lancés par les dirigeants de la puissante grève : ils contiennent en germe l'immonde dégénérescence du mouvement prolétarien mondial, même dans leurs aspects les plus modestement économiques, et ils sont devenus "force d'ordre", force réformatrice plutôt que destructrice du système, démocratique plutôt que démystificatrice de toute fiction démocratique, et enfin, comble de honte, complaisamment "nationale". Ils peuvent se réjouir les découvreurs de "nouveau-tés" qui prospèrent dans les mille groupuscules nés le soir et morts le matin suivant : ce sont les vénérables ancêtres de leur illusionnisme "conseilliste". Quant aux marxistes, ceux-ci ne peuvent lire qu'avec un frémissement de révolte la déclaration et les slogans dont, non par devoir d'historiographie scrupuleuse mais de bataille polémique, nous sommes contraints de donner un extrait du florilège en complément de la chronique de ces brûlantes journées.

Dans le "Lavoratori, avanti !" du 15 avril, on parlait encore avec timidité de "*cet embryon de pouvoir surgissant dans l'usine en opposition au pouvoir des industriels*" (et c'était déjà une déformation) ; dans celui du 16.IV, le Comité d'agitation publie le manifeste suivant dont nous soulignons les phrases les plus typiquement ordinovistes, les plus éloignées de la position marxiste correcte, les plus immédiatistes et interclassistes, dans lesquelles l'"embryon de pouvoir" est déjà devenu "pouvoir tout court" :

“ Travailleurs ! Les industriels, après avoir tergiversé 15 jours, se sont décidés à jeter le masque et à poser la question des Commissions internes. Les Organisations Ouvrières ne peuvent accepter cette provocation. La lutte a aujourd’hui atteint l’extension la plus vaste et doit se poursuivre jusqu’à la victoire, car la question est désormais fondamentale pour le développement du mouvement ouvrier. Tous les petits problèmes à l’origine du conflit sont désormais dépassés, la bataille est aujourd’hui sur ce terrain : est-ce que le pouvoir des producteurs peut surgir librement et se développer dans les usines et dans les champs, est-ce que les paysans, les ouvriers, les employés, les techniciens peuvent avoir aujourd’hui, sur les moyens et les objectifs de la production, un pouvoir au moins équivalent à celui du capitaliste, qui ne connaît de l’usine et de la terre que la rente qu’il peut tirer du travail des autres ? Nous, nous affirmons que la production ne peut pas aujourd’hui être laissée à l’arbitraire des capitalistes. L’expérience du carnage mondial a démontré quelles étaient les conséquences de leur pouvoir exorbitant. Les Commissions Internes sont les embryons d’organisation du nouveau pouvoir des producteurs. Les industriels veulent détruire les commissions internes. Les travailleurs veulent les défendre et veulent surtout créer en leur sein une ambiance qui favorisera leur développement ultérieur jusqu’au jour où de nouvelles formes de convivialité sociale seront établies...”

Toujours dans le numéro du 15, cherchant à expliquer à l’*“homme de la rue”* la signification de la grève, on ne se limite pas à déclarer que *“ sans les Commissions Internes [...] il n’est pas possible que la production se développe normalement et avec intensité ”* (vive le... stakhanovisme !), puisque *“ l’ouvrier tomberait au niveau d’une bête, à la merci d’une autorité lointaine et inaccessible, qui le broie et le tue froidement et automatiquement ”* ; il ne se limite pas à vanter le succès des *“Commissions Internes coopérant avec les commissaires d’entreprise”* pour *“remettre un peu d’ordre”* dans la confusion née de la multiplication des *“cessations du travail”* et des *“arrêts de production”* dans le mécanisme complexe de l’usine moderne, faisant *“cesser les grèves sauvages”* et améliorant *“les relations industrielles”* ; mais il proclame avec fierté que les ouvriers turinois *“avec la grève générale défendent l’économie nationale attaquée par les ploutocrates, par les nouveaux riches, par les affairistes de la banque et de la Bourse [...] ; ils défendent la liberté du peuple travailleur contre les capitalistes qui ont ruiné l’Italie et la livrent pieds et poings liés à la Banque et au capital étranger”* (ne croirait-on pas être dans les années 46-72, avec l’identification rituelle entre d’une part les conditions de vie et de travail des ouvriers et de l’autre la défense de la patrie et de son économie contre *“les monopoles”* intérieurs et extérieurs ?)

Le bulletin n° 5 du 19 avril explique *“les raisons de l’agitation”* en termes dignes des réformistes de la droite politique et de la CGL, alors comme aujourd’hui :

“ Les ouvriers ne veulent pas l’institution du chaos, mais ils veulent dans les usines comme dans les champs un ordre nouveau fondé sur le pouvoir des producteurs. Ils veulent participer à la direction de la production : aujourd’hui ils peuvent se contenter d’une participation, mais demain ils imposeront que seules les différentes catégories de producteurs aient entre leurs mains le pouvoir économique” (de la même manière, les réformistes présentent la conquête des... communes comme l’accession à une parcelle du pouvoir ou comme la *“participation”* — seulement la participation, pour le moment — à celui-ci !)

Et dans le n° 6 du 20.IV, se réjouissant des manifestations de solidarité dans tout le Piémont et même en dehors, et lançant un dernier appel à la direction du parti et à la CGL pour qu’ils étendent le mouvement, le Comité d’agitation lie directement à la fameuse conquête du *“pouvoir dans l’usine”* le sort de la classe prolétarienne :

“Ce sont les conquêtes d’années et d’années de travail, de centaines de batailles, de lourds sacrifices qui sont en jeu ; c’est l’avenir du prolétariat, toutes les espérances, toutes les possibilités d’émancipation”.

Ce sont ces points qui, de jour en jour, sont martelés ; voici, pour conclure, le manifeste “à la masse ouvrière et paysanne d'Italie” lancé par le Comité d'études qui, s'il décrit bien l'état de siège auquel est soumise Turin et lance un appel énergique à l'action conjointe des travailleurs de villes et des champs comme seule garantie de victoire contre le pouvoir d'Etat, retombe ensuite dans le fumeux idéalisme du “gouvernement d'entreprise” en faisant de celui-ci une conquête nationale, une arme de contre-pouvoir au... désordre aveugle et à l'antipatriotique... désintéressé pour la production dont feraient preuve les capitalistes uniquement intéressés par le profit !

“A la masse ouvrière et aux paysans d'Italie !

Depuis 20 jours, les ouvriers de la métallurgie turinoise sont en grève : depuis 6 jours toute la masse ouvrière de Turin est en grève pour soutenir la lutte des métallos. L'agitation régnant dans la ville s'étend irrésistiblement dans la province et dans toute la région du Piémont ; tous les métiers, toutes les industries, la masse de centaines et de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans piémontais ont abandonné le travail et ont immobilisé la machine du pouvoir de l'Etat bourgeois. Depuis un mois et demi, le gouvernement bourgeois, au service de la Confédération générale de l'industrie italienne, rassemble à Turin des milliers de gardes royaux, de carabinieri, d'arditi, équipés pour une opération guerrière de grand style. Des dépôts d'armes ont été constitués pour les bourgeois, des nids de mitrailleuses ont été placés dans les églises et les palais, des autos blindées ont été préparées, de l'artillerie a été placée sur les collines dominant la ville, des brigades entières ont été transportées aux alentours de Turin. Ayant ainsi réussi à encercler la classe ouvrière turinoise par un état de siège renforcé, les industriels ont déchaîné l'offensive contre les métallurgistes ; ceux-ci veulent chasser d'un seul coup l'état d'esprit révolutionnaire des masses, ils veulent les humilier, les renverser à terre, les contraindre à rentrer à l'usine la tête basse, comme une bande d'esclaves fouettés par le négrier... La solidarité de la classe ouvrière et paysanne de l'ensemble du Piémont a saboté la machine réactionnaire préparée par les industriels et le pouvoir d'Etat bourgeois : des usines, des champs, les armées rouges du prolétariat sont sorties pour défendre leurs frères turinois, pour affirmer que la puissance ouvrière et paysanne est supérieure au pouvoir de l'état capitaliste. Aujourd'hui, tout le piémont est en mouvement, mais ceci ne suffit pas pour que la bataille soit gagnée. La classe ouvrière turinoise n'est pas entrée en lutte pour une question d'horaires et de salaires ; ce qui est en jeu, c'est une institution révolutionnaire, celle des commissions d'entreprises et des conseils d'usine qui n'intéressent pas seulement les catégories locales mais l'ensemble du prolétariat communiste italien. La lutte ne peut se résoudre favorablement pour la classe ouvrière et paysanne que si toutes les deux se plongent dans la lutte et affirment leur puissance contre la classe des propriétaires et le pouvoir d'Etat bourgeois.

Camarades ouvriers et paysans : à Turin les ouvriers de l'industrie défendent le principe suivant lequel la direction de l'usine doit être entre les mains de la classe ouvrière, le principe suivant lequel la direction du travail et de la production doit être contrôlée par les producteurs (ouvriers manuels, techniciens, intellectuels). Dans la région de Novara, les paysans pauvres défendent les mêmes principes dans la production agricole. L'arrogance des capitalistes de l'industrie a déjà entraîné une perte sèche de centaines de millions qui, étant constituée par des biens destinés à l'exportation, provoqueront une détérioration du taux de change, une augmentation du coût de la vie, la misère et la faim pour le prolétariat italien. L'arrogance des propriétaires terriens a déjà compromis la récolte de riz et provoque la mort de plus de 200 bovins par jour. Les industriels et les propriétaires terriens, pour sauver leur pouvoir sur la production et la machine d'Etat, veulent jeter l'ensemble du peuple travailleur italien dans le chômage et la famine, ils veulent prendre à la gorge l'ouvrier industriel et le paysan pauvre par la faim et les contraindre à un travail journalier de 12 à 14 heures pour continuer à encaisser les mêmes profits que pendant la guerre, pour continuer à être les seigneurs décidant de la vie et de la mort des multitudes de travailleurs. Ce n'est qu'en opposant la force de l'ensemble de la

classe ouvrière et paysanne à ce déchaînement sauvage de soif de profit et de pouvoir que le prolétariat sortira victorieux de cette lutte et marquera une des étapes importantes sur le chemin de son émancipation, sur le chemin âpre et difficile de la Révolution sociale.”

Pendant ce temps, la flamme vacillait – dans des conditions qui, pour la classe ouvrière, n'étaient plus celles d'une position de force, et même plus celles d'une mince supériorité. Les négociations avec la Ligue des Industriels avaient commencé le 15, menées par une commission ouvrière spéciale sur la base des “revendications” suivantes (on était alors au début de la grève, et les visées ambitieuses de son comité d'agitation n'étaient pas encore bien définies) :

“1) Tous les établissements industriels doivent reconnaître la Commission Interne de leur propre personnel. 2) Les Commissions Internes seront nommées suivant des modalités qui seront établies par les organisations ouvrières qui communiqueront aux directions des entreprises (qui devront en prendre acte) les noms des élus. 3) Proportionnellement à la taille des entreprises et au travail que les Commissions Internes devront effectuer, après un accord négocié avec chaque direction, un ou plusieurs des membres de ces commissions devront rester à la disposition des ouvriers pendant les heures de travail, au moins une heure par jour à jours fixes. 4) Les membres des Commissions Internes, durant les heures de délégations, seront rétribués suivant les modalités de leur rémunération normale. 5) Durant les heures de travail, les ouvriers pourront s'entretenir avec les membres des Commissions Internes après autorisation de leur chef d'atelier. 6) Les différents intervenus dans les établissements métallurgiques seront considérés comme réglés au terme de la grève générale. Les industriels renoncent à leurs demandes de punitions. Les ouvriers renoncent à toute demande de paiement des jours de grève et de lock-out. 7) Réadmission de tous les grévistes (ouvriers, employés, dans tous les services, à temps plein ou temporaires) sans punitions ni représailles. 8) Libération des ouvriers arrêtés”.

La “contre-partie” répond le lendemain en demandant que la discussion soit limitée au conflit des métallurgistes et conduite avec “*l'intervention des grandes organisations nationales – Confédération Générale de l'Industrie, Confédération Générale du Travail, Fédération des Industries Métallurgiques*” ; il n'obtient en réponse que le refus de circonscrire à une seule catégorie une négociation qui ne peut pas ignorer l'entrée en lutte de toutes les autres, qui sont par ailleurs déjà engagées dans différents conflits (les ouvriers de la chaussure demandent des congés payés, la révision périodique de l'indemnité de vie chère, la solution au problème des arriérés de salaire non réglés ; les cheminots demandent le renvoi des commissaires de gare, et ainsi de suite), mais aussi le refus, qui contredit en vérité les proclamations de départ en dépit de leur défiance justifiée envers les “autorités suprêmes”, de mener au plan national le débat sur des questions qui avaient une origine provinciale ou tout au plus régionale. Quand, le 17, les industriels posent brutalement le problème : oui pour discuter des fonctions et du règlement des commissions internes sur la base de la plate-forme déjà élaborée par la FIOM, non pour discuter des conseils d'usine et de leur prétention au contrôle de la production, la commission ouvrière — au sein de laquelle, que l'aient voulu ou non les membres du comité d'agitation, la FIOM et son représentant omniprésent Buozzi ne pouvaient pas ne pas avoir un rôle de premier plan (autre aspect du manque d'un guide unitaire pendant l'agitation : aucune de ces organisations n'est dans l'absolu “compétente” ; l'action de l'une s'oppose à celle de l'autre, et finalement elles se neutralisent !) — se rabat sur le refus de toute proposition autre que celle, minimaliste et purement technique, de la définition d'un règlement qui ne pose pas de limites pratiques à l'activité des Commissions Internes, déclarant que la grève n'avait pas d'objectifs économiques, et acceptant de discuter sur ces bases, avec la seule réserve que l'on renonce à toute demande de mesures disciplinaires contre les grévistes et que l'on donne des garanties précises sur l'absence de représailles contre les employés des services publics, et particulièrement contre les cheminots du Piémont, de Ligurie, de Toscane et d'Emilie. Finalement, les industriels ayant accepté de ne pas se réclamer purement et simplement des règlements pour fixer “*des normes capables de discipliner le fonctionnement des commissions internes conformément aux habitudes prises*

dans la majorité des usines de Turin ” (le faire ne leur coûtait rien : il s’agissait de rendre... nul et non avenu le puissant mouvement en revenant à la routine d’un statu quo contre lequel ils s’étaient arc-boutés pour empêcher que le mouvement aille trop loin), elle prend acte “ des déclarations des représentants de la métallurgie, qui délie les autres catégories des engagements pris avec la proclamation de la grève générale ” et, souhaitant “ au prolétariat de la métallurgie la plus grande victoire [! !] ”, décide [le 23] “ de cesser la grève lorsque la garantie sur l’absence de représailles aura été donnée ” : après avoir rappelé les “ habitudes en vigueur ”, on n’“ accorde ” aux Commissions Internes la possibilité de se mettre en rapport avec les ouvriers qu’en dehors des heures de travail, et en présence de la direction, avec le paiement des heures perdues. L’assemblée des commissaires d’usine sanctionne cette décision par un ordre du jour qui reconnaît au moins les obstacles contre lesquels la grève a échoué, n’en tirant cependant pas les conclusions nécessaires à l’égard du parti tel qu’il est et de la CGL telle qu’elle a toujours été :

“ Les commissaires d’atelier des usines de Turin — rappelant l’absence de généralisation à toute l’Italie du mouvement pour le contrôle ouvrier — reconnaissent que, malgré 15 jours de grève des métallurgistes et 10 jours de grève générale, les industriels soutenus par la force armée de la bourgeoisie ont encore une fois imposé leur volonté de détenteurs des moyens d’existence ; et ils invitent donc la commission exécutive de la section de la métallurgie à approuver l’accord proposé par le Préfet. Les forces immenses dont dispose le prolétariat sont encore intactes. Les ouvriers rentreront dans l’usine avec la conviction de n’avoir pas vaincu, mais sans avoir été dominés. Chacun retournera au travail avec la ferme volonté de préparer les moyens de mettre en déroute les forces armées de la bourgeoisie et de développer les organes de gestion ouvrière de la production. Cette volonté est plus particulièrement celle de ceux qui, aux soucis de la préparation, ont préféré l’inertie et le laisser-aller, et qui, à la moindre manifestation de force de la bourgeoisie, n’ont opposé que des jérémiades. Cette première bataille pour le communisme, qui n’est pas la dernière, démontre qu’à l’instant présent la résistance passive du prolétariat est vaine. A la grève doit se substituer l’armement du prolétariat. Les syndicats doivent devenir des organisations de préparation. Syndiqués et non-syndiqués doivent de plus en plus se fondre dans un seul et même esprit de classe par l’intermédiaire des Conseils. Les commissaires d’entreprise, empêtrés dans leur travail technique au sein de la production, doivent prendre en charge les tâches sociales du prolétariat. Toute notre solidarité va aux emprisonnés et nous invitons le Comité d’agitation à les défendre et, si c’est nécessaire, à demander notre aide.

Aux masses paysannes qui furent aux côtés du mouvement ouvrier ; aux masses ouvrières qui de toute part s’unirent spontanément à notre mouvement ; aux cheminots qui s’opposèrent avec audace aux forces armées, les commissaires d’entreprise de Turin adressent leur promesse d’être prêts à leur rendre cette solidarité, en gage d’une communication plus grande et plus directe entre les masses, et de l’union désormais indissoluble entre prolétariat agricole et industriel dans le travail révolutionnaire”.

De son côté, le Comité d’agitation (146) explique :

“ Le Comité d’agitation croit inopportun d’ajouter un commentaire aux délibérations passionnées des ouvriers métallurgistes. Les sentiments, la volonté des métallurgistes, sont les sentiments, la volonté de tout le prolétariat. Le prolétariat turinois a répondu à l’offensive des capitalistes par une grève générale dont l’intensité et la durée n’ont pas d’équivalent dans l’histoire des luttes des travailleurs, et surtout il a répondu pour la première fois en posant ouvertement et résolument la question des conseils d’usine, des organisations que le pouvoir ouvrier devra réaliser pour assurer le contrôle sur la production. Jamais bataille ne fut menée avec autant d’acharnement par la bourgeoisie capitaliste, qui a mobilisé toutes ses forces, qui a eu à sa disposition les gardes royaux, les policiers, les magistrats, qui a dépensé des centaines de milliers de liras pour imprimer des manifestes et des journaux afin de corrompre les éléments les moins conscients, payant des briseurs de grève fomentant des désordres, répandant

des mensonges et des calomnies. Cet énorme effort n'a pas suffi à écraser le prolétariat turinois, qui a signé un bout de papier dont personne, parmi les travailleurs, ni parmi les industriels, ne s'attend à ce qu'il ait la moindre valeur. Cette bataille est finie : la guerre continue.”

En guise de conclusion de ces négociations fébriles, le Conseil général de la Chambre du Travail, après une très brève discussion, fait la déclaration publique suivante

“ Le Conseil Général, s'appuyant sur ses propres délibérations de la soirée précédente, décide la reprise du travail de toutes les catégories, à l'exception de celles ayant encore des conflits à résoudre. ”

L'épreuve de force était terminée.

•••

Bien entendu, l'échec partiel ou total d'une grève n'est pas en soi une preuve d'erreur d'orientation politique : les bolcheviks ne prétendirent jamais avoir vaincu chaque bataille, même de simple revendication ! Néanmoins, dans le cas de la grève de Turin, le sabotage constitutionnel des organisations syndicales centrales ne fait aucun doute : on ne demandait pas à la CGL de... faire la révolution, ni même de tenter l'impossible sur le terrain particulier des organisations de “résistance”, mais de rassembler tous les conflits en cours (dont on a vu qu'ils étaient nombreux, et conduits par les travailleurs avec vigueur) autour d'objectifs qui, à Turin, n'étaient apparus qu'avec plus d'urgence qu'ailleurs, tels que la défense des organisations d'entreprise, des 8 heures, du poste et des conditions de travail, de l'ajustement du salaire au coût de la vie, etc. ; c'est à elle qu'il revenait d'assumer la direction d'un mouvement qui se donnait, ou cherchait à se donner, la portée la plus large possible (tout autre chose que “ce n'est pas le moment d'agir !” !), et de lui imprimer une direction vigoureuse à laquelle le succès pratique d'une grève comme celle de Turin aurait sûrement pu donner une contribution décisive. L'histoire, de toute façon, n'est pas faite se si et de peut-être. Par ailleurs nous ne nous occupons pas ici des questions de personnes mais d'orientations ; et celles-ci, malheureusement, tant celle des confédéraux que des ordinovistes, étaient le fruit de l'immaturité générale du mouvement, le miroir d'une “inertie historique” dont les directions du mouvement – auxquelles nous seuls exprimions une solidarité autre que verbale et circonstancielle, tout en le critiquant avec franchise – se limitaient à en exprimer la persistance. Les réformistes étaient ce qu'ils étaient, et ils n'en faisaient pas mystère ; les ordinovistes qui en subissaient l'influence pouvaient avoir l'illusion de rompre les chaînes du réformisme pour embrasser la cause révolutionnaire ; il n'en reste pas moins que ni avant ni après les événements dont ils furent les éléments dominants ils ne tirèrent les conditions nécessaires non pas de la révolution mais de sa préparation théorique et pratique. Il ne suffit pas de dire qu'ils ne ressentirent pas l'exigence du parti et de sa direction politique centralisée des luttes ouvrières ainsi que de ses “courroies de transmission” économiques ; il faut encore ajouter qu'ils ne pouvaient pas la ressentir, y étant empêchés par leur fond incorrigiblement ouvriériste, immédiatiste, et idéaliste.

Le 2 mai, commentant la douloureuse défaite, “Il Soviet” avait exprimé sa confiance dans le fait que le mouvement turinois aurait supporté “*cette grave secousse sans en rester désorganisé*” - ce qui pourtant advint. Et il ajoutait :

“Le matériel accumulé par l'expérience est tel qu'il sera d'une utile contribution pour les futures actions : encore une fois le prolétariat tirera de ses erreurs les conditions de son inéluctable victoire”.

Mais le chemin se montra bien plus long et tourmenté que nous ne l'avions supposé. On le voit notamment à travers le groupe de l’“Ordine Nuovo” qui aurait dû être dépositaire et interprète de cette “accumulation d'expériences”. A la fin de la grève, le 8 mai, Gramsci écrit sur l’“Ordine Nuovo” :

“La classe ouvrière turinoise a été défaite et ne pouvait qu’être défaite. La classe ouvrière turinoise a été entraînée dans cette lutte : elle n’avait pas la liberté de choix, elle ne pouvait pas reporter la date du conflit, car l’initiative de la guerre de classe appartient encore aux capitalistes et au pouvoir d’état bourgeois... Il n’y a pas encore en Italie d’énergies révolutionnaires organisées capables de centraliser un mouvement vaste et profond, capable de donner une substance politique à un irrésistible et puissant bouleversement des classes opprimées, capable de créer un Etat et de lui imprimer un dynamisme révolutionnaire”.

Rien, donc, n’avait été appris pendant la dure leçon des événements. A qui confier la “conquête des organisations syndicales” sinon au parti qui soit enfin le parti communiste ? Comment réaliser “l’unité prolétarienne” sinon autour du programme de classe du marxisme à l’échelle mondiale, c’est-à-dire autour du parti (147)? Et quel sens donner au sibyllin “pouvoir industriel” sans la conquête du pouvoir politique à la charge, encore une fois, du parti ? C’est lui qui est le grand absent des réflexions de Gramsci ; les polémiques destinées à éclater peu après à Turin démontreront que les événements d’avril le pousseront – nous n’utilisons les noms de personnes que pour indiquer les courants – à revenir encore plus sur ses pas, vers ses origines idéologiques de pur conseillisme, tandis que la section socialiste, de structure hétérogène, n’ira pas plus loin que le souhait, dans le feu de l’action, d’un renouvellement du parti, au lieu de poser sans ambiguïté le problème de la scission organisationnelle comme prémisses à toute action de “rénovation”. La véritable défaite du printemps turinois de 1920 réside dans cette incapacité à tirer des revers les enseignements indispensables pour un retour sur le chemin de la victoire ; c’est en elle que, pour une bonne part, réside le fatal retard du processus de constitution du Parti communiste d’Italie, section de la III^{ème} Internationale.

3 - “Pour un renouveau du parti”

Le long texte ainsi intitulé paraît dans le n° du 8 mai de l’“Ordine Nuovo” et finit par être connu sous le nom de “motion de l’Ordine Nuovo” (148) bien qu’il ait été lu par Terracini au Conseil national socialiste d’avril sans avoir l’intention ni de le condenser sous forme de motion, ni de le mettre au vote, et que certaines thèses caractéristiques de l’ordinovisme y soient absentes, cette motion étant plutôt l’expression de la section socialiste de Turin, composée de différents courants, et dirigée par les abstentionnistes seulement par la vertu d’un accord fragile (rompu en août avec la démission de son poste de secrétaire du camarade Boero) ; et qui se trouvait donc dans l’impossibilité de prendre des positions univoques. Que Gramsci se soit chargé de les rédiger ne change rien au fait que ce texte n’exprime ni ses idées caractéristiques ni celles de son peu homogène groupe : il n’exprime que l’état – encore peu sûr de lui et plein de réserves – auquel en était arrivé, à travers une difficile maturation, la crise interne du maximalisme. De notre côté, nous n’avons aucune raison de cacher que son contenu correspondait au jugement alors porté sur la situation du parti par l’Internationale, jugement que seul l’épreuve des faits la contraindra à revoir et même à renverser, abandonnant tout espoir de “rénovation” du PSI et posant enfin – trop tard ! – le problème de la scission non seulement d’avec la droite, mais, comme le prêchait la Fraction abstentionniste en vain depuis des mois – et sur un plan non national mais international -, d’avec le centre. Reproduisant ce texte en annexe (149) nous nous limiterons ici à en soulever les points saillants.

Les “Thèses” s’ouvrent (points 1 et 2) sur une brève esquisse de l’éclatement des luttes sociales en Italie sur fond de crise capitaliste internationale, qui ne se ressent qu’ici ou là – de manière d’ailleurs superficielle – de la phraséologie ordinoviste (le “*nouvel ordre au sein du processus de production*” que la révolution serait amenée à instaurer ; le “*contrôle ouvrier*” que les conseils d’usine auraient initié ; “*l’ordre immanent au sein de l’épouvantable désordre actuel*”, et le passage, auquel on devrait tendre, “*vers de nouveaux modes de production et de distribution permis par une augmentation de la productivité*”) et pose au contraire nettement le

dilemme : ou bien conquête du pouvoir politique par le prolétariat, ou bien “terrible réaction” de la bourgeoisie et de son appareil d’état tendant à la fois à la destruction de l’organe-parti et à l’insertion des “organes de résistance économique” (les syndicats et les coopératives) “dans les engrenages de l’Etat bourgeois”. Suit (points 4 – 6) une vive critique du PSI qui “a assisté en spectateur au développement des évènements”, n’a pas lancé de mots d’ordre accessibles aux masses, ni cherché à donner “une direction générale à l’action révolutionnaire” en cherchant à l’unifier et à la concentrer, et, déchu au rang de “simple parti parlementaire”, manque de “l’autonomie d’un parti représentant le prolétariat révolutionnaire et seulement celui-ci” ; qui non seulement n’a même pas commencé à polémiquer avec les réformistes mais a laissé ceux-ci exploiter son autorité “pour fortifier leurs positions parlementaires et syndicales”, qui n’a pas non plus cherché à “rendre homogène et compacte” l’ensemble de ses militants révolutionnaires suivant les principes de la IIIème Internationale, et par son nihilisme a poussé les masses “vers les tendances anarchistes qui critiquent incessamment et âprement le centralisme et le fonctionnarisme des partis politiques” ; qui, enfin, a été absent du mouvement international dont il ne s’est même pas préoccupé de donner des nouvelles au prolétariat italien.

Les solutions ? Les “Thèses” (points 7 et 9) partent de la conviction que la majorité du parti peut être récupéré : un appel est donc lancé pour une rénovation à travers une activité orientée tout autrement. Alors que la conférence nationale de la Fraction communiste abstentionniste de début mai pose directement le problème de la constitution du Parti communiste en en fixant la plate-forme théorique, programmatique et tactique, le texte de la section turinoise demande au PSI de se transformer “de parti parlementaire petit-bourgeois en parti du prolétariat révolutionnaire qui lutte pour l’avènement de la société communiste, à travers l’Etat ouvrier [mais comment ?] ; un parti homogène, compacte, avec sa propre doctrine, sa propre tactique [mais laquelle ?], une discipline rigide et implacable [réalisée de quelle manière ?]” ; il demande d’éliminer ceux qui ne “sont pas communistes-révolutionnaires” de manière à ce que la direction (telle qu’elle est), soit libérée de la préoccupation de conserver l’unité (mais c’est sa principale préoccupation, son idéal proclamé !) et l’équilibre entre les diverses tendances, et consacre toutes ses énergies à l’organisation des masses ouvrières pour les placer “sur le pied de guerre” en centralisant dans son comité central, à travers les sections et “les conseils d’usine, les sections syndicales, les coopératives”, toutes l’action révolutionnaire du prolétariat. L’existence d’un tel parti – on notera que l’idéologie ordinoviste est ici complètement inversée - “est la condition fondamentale et indispensable pour tenter une quelconque expérience de soviets : en l’absence de cette condition, toute proposition d’expérience doit être rejetée comme absurde et seulement utile aux détracteurs de l’idée soviétiste”.

Enfin, on évoque l’étude, la rédaction et la diffusion d’“un programme de gouvernement révolutionnaire du Parti Socialiste”, à condenser en un manifeste dans lequel on indique tant les buts finaux que “les éléments des solutions communistes aux problèmes actuels” - éléments spécifiés avec une grande faiblesse tels que le “contrôle prolétarien sur la production et la distribution ; le désarmement des corps de mercenaires ; le contrôle des municipalités exercé par les organisations prolétariennes”. En conclusion, “la Section socialiste de Turin” (et non l’“Ordine Nuovo” !) exprime son intention de “promouvoir une Entente avec les groupes qui dans toutes les sections voudront se constituer pour les discuter et les approuver [les thèses]” en vue d’un “congrès destiné à discuter les problèmes de tactique et d’organisation” et de l’exercice entre temps d’“un contrôle sur l’activité des organes exécutifs du Parti”.

Le commentaire du texte va de soi. Il concorde certes avec la perspective illusoire, encore présente dans l’Internationale, de la récupération d’un PSI “épuré” de ses éléments de droite pris individuellement ; il veut (ou plutôt il rêve) que le parti se renove ; il exclut que la scission soit nécessaire ; il demande d’agir sur la base des délibérations de Bologne, et non de les annuler. Ce n’est pas à partir de ceci que peut se réaliser le lancement du Parti communiste !

Il est si peu “gramsciste” et “ordinoviste” qu’il conditionne toute tentative de création de soviets à l’existence du parti de classe, compris par ailleurs comme fortement centralisé et

centralisateur. Il exprime la résultante de tendances diverses au sein de la Section turinoise ; si diverses que la proposition de celle-ci d'agir comme centre promouvant des groupes à l'intérieur du parti et d'un congrès de "discussions" sur les problèmes tactiques et organisatifs ne se réalisera jamais, et que le rédacteur du texte, peu de semaine ensuite, s'affrontera à ses camarades de courant pour être retombé dans la plus pure idéologie conseilliste.

C'est le fruit d'une position intermédiaire, la seule que la Section turinoise puisse exprimer : chancelante et rapidement moribonde. Il représente le symptôme d'une "nouvelle réflexion" graduelle au sein du maximalisme, bien loin encore de se traduire par un alignement sur les positions programmatiques de l'Internationale, et sur les nôtres. Un symptôme, l'apparition d'une conscience cachée des problèmes réels du mouvement communiste : en fait, au Conseil national suivant du PSI, Terracini non seulement ne le proposera pas au vote, mais, avec Tasca, prendra sur les questions internes du PSI une position (par rapport aux "Thèses") totalement équivoque. Encore en avril, donc, le fantomatique "communisme électoraliste" n'était toujours pas né.

Le démente qui peut !

4 – Le conseil national des 18-22 avril

Convoqué essentiellement pour discuter du nouveau projet de constitution des soviets (150), le Conseil national du PSI ne pouvait pas ne pas refléter les graves tensions internes provoquées par le développement des luttes de classe et la position du parti à leur égard. N'émergent des comptes-rendus de ces débats confus que, d'un côté, le fait que la conscience des problèmes posés à la classe ouvrière européenne et mondiale dans l'après-guerre, chez des militants qui pourtant se déclarent "communistes", est en retard par rapport aux événements et notamment aux douloureuses défaites, et que, de l'autre, l'émergence de cette conscience tarde à reconnaître qu'il ne s'agit pas de remédier à des erreurs techniques ou à des déficiences de quelques hommes, mais de retrouver, contre toutes les formes d'opportunisme, le fil du programme communiste avec tout ce que ceci comporte en terme de décisions pratiques. Loin d'y reconnaître, comme le font les historiens conventionnels, les premiers germes du Parti communiste d'Italie, qui se constitue enfin six mois plus tard, nous y reconnaissons les carences, les incertitudes, les ambiguïtés au sein desquelles – à cause de facteurs objectifs indépendants de notre volonté – il naquit.

Il est incontestable que, dans certaines franges d'un parti tiraillé entre un maximalisme moribond et une droite toute-puissante, des franges sensibles à l'état d'esprit des masses prolétariennes en lutte et partageant leur anxiété, il y ait eu des inquiétudes et même de la révolte. Il y avait une certaine dose de naïveté et d'improvisation dans l'appel désespéré de Terracini à l'ouverture des travaux, appelant le Conseil – en partant de la "*situation qui atteint le niveau d'exaspération d'une situation révolutionnaire et s'approche d'une situation insurrectionnelle*", existante dans la Turin ouvrière – à rédiger "*un programme de réalisation immédiate*" ; il y avait une dose d'inquiétude encore plus forte dans l'appel à "*une action qui ne peut plus souffrir de retard, une action signifiant la préparation armée du prolétariat*" (face à un auditoire qui, entre autre, se posait encore le problème, et perdait du temps à en discuter, de la présence ou non de la presse bourgeoise lors des séances !) adressé par Misiano à une Direction absorbée par des questions de pure routine. Ces voix étaient pourtant l'indication d'un malaise diffus et d'exigences qui, bien que n'étant pas claires dans l'esprit de ceux qui les formulaient, n'en étaient pas moins réelles.

On en perçoit l'écho dans les paroles insipides du secrétaire, Gennari, remplies des difficultés dans lesquelles se trouve le "grand parti" d'alors (une puce, néanmoins, si on le compare aux mammoth actuels !), ne serait-ce que pour réunir les membres épars de la

direction dans les cas d'urgence ; celles-ci sont remplies de plans de "*réalisations communistes*" et de "*renforcement*" organisatif mais aussi de la constatation qu'un an après le Congrès de Bologne et son triomphalisme de façade rien n'a été atteint en matière d'accroissement des forces du parti ni dans celui de gagner la confiance de la classe et de repousser les attaques de l'ennemi ; il s'agit donc de "*se préparer sérieusement*" parce que "*le plus grand malheur qui pourrait nous arriver serait que le pouvoir soit arraché à un moment ou il ne pourrait que s'échapper de nos mains ou, pire encore, nous placerait dans l'impossibilité, après la révolution politique, après la prise du pouvoir, de traduire en acte, de réaliser, de reconstruire l'ensemble de l'édifice économique dans le sens socialiste*". On le perçoit aussi dans le discours atone de Serrati sur la situation internationale, visant à tirer la conclusion – des "*conditions particulières dans lesquelles notre action doit se développer*" (c'est-à-dire le renforcement du pouvoir – à la bonne heure, après tant de pronostiques sur leur écroulement imminent - "*des classes capitalistes*") et qui contraignent à prendre, par rapport aux camarades russes, "*des positions différentes, nous portant vers les mêmes objectifs mais ne compromettant pas notre mouvement*" - que, pendant que "*la situation mûrit de jour en jour [...], notre force, celle de nos hommes [...] sont infiniment inférieures à ce qui est nécessaire pour la réalisation de nos objectifs*" (151), se déchargeant ainsi sur l'immaturation des autres partis européens et sur les déficiences organisatives de l'Internationale elle-même de sa propre "faiblesse". On le voit enfin dans le discours de Bombacci, de retour d'un voyage en Allemagne et au Danemark (152) et incapable de fournir aux militants, avides de nouvelles, rien de plus que le message indiquant qu'il faut lutter pour la reprise des rapports diplomatiques avec la Russie, unique possibilité dans une Europe "froide" au Nord et "enthousiaste et sentimentale", mais avec tous les défauts du "sentimentalisme", au Sud ! En vérité, le maximalisme ouvre ce second Congrès national de 1920 par ce qui ressemble fort à un enterrement...

Et la discussion s'enflamme, pleine de colère, turbulente, prolixe mais sans arriver à conclure : Gennari a parlé de manque de préparation, et tous les orateurs se mettent à proposer des solutions techniques (jusqu'à l'utilisation de... fusées de signalisation pour favoriser l'organisation de "mouvements simultanés"), à l'exception de Serrati qui indique que la question est politique et nécessite "*de nous construire en opposition à la classe bourgeoise capitaliste*" pour "*effectuer notre travail avec notre méthode, notre logique, en fonction de la situation politique du régime italien*", et que le parti, subissant trop facilement "*les suggestions des foules, même lorsqu'elles ne se déplacent pas sur un terrain socialiste*", perd ses propres forces ; en prétendant, nous, conscients d'un point de vue marxiste de ne pas être les "*faiseurs de l'histoire*", avoir vaincu... cette même histoire en changeant le monde "*d'un coup de fusil*", nous avons le triste devoir de constater qu'"*il est nécessaire à certains moments de baisser la tête et d'accepter ce qui peut paraître une humiliation*" afin de ne mener la bataille qu'après s'être correctement "préparés" (mais comment ? sur la base de quelle orientation ? en vertu de quelle tactique ?) "*lorsque sera venue notre heure, et sur notre terrain*", mais ceci sans jamais se demander si cette "heure" et ce "terrain" n'imposent pas déjà (car ils le font toujours) une manière d'agir donnée et non une autre !

Le débat tourne donc sur lui-même. Si vous dites qu'il faut "se préparer", préparons donc cette "partie du phénomène révolutionnaire" qu'est la violence, objecte Terracini ; si vous répétez qu'il est nécessaire de créer les organisations indispensables à la nouvelle société, regardez Turin ou "*les conseils d'usine [...] ont fait la preuve qu'ils étaient de véritables organisations révolutionnaires*" ; si vous parlez de la force que nous devrions avoir et que nous n'avons pas, allez à l'école de la ville [Turin] où "*un organisme qui puisse s'opposer à l'état bourgeois*" s'est bien constitué. Mais Terracini, si il a toutes les raisons de protester contre la léthargie de la direction et sa sujétion aux réformistes de la CGL, ne voit pas lui non plus que le problème va au-delà d'une seule ville, même ouvrière, et d'un épisode de lutte même puissant : c'est le problème du parti, un parti non pas à "rénover" (suivant la formule de la motion turinoise qu'il avait lui-même lu parmi le tapage du parterre maximaliste-réformiste), mais à construire du début avec les briques de la doctrine rétablie sur ses bases historiques ; c'est la

question du programme, non pas d'un "programme de gouvernement révolutionnaire" mais du programme de théorie et de praxis sans lequel non seulement il n'y a pas d'action révolutionnaire ni conquête et exercice révolutionnaire du pouvoir, mais pas non plus d'unité d'action et de solidité d'organisation, dont l'absence est déplorée par l'orateur dans cette même "grève des aiguilles", et sans lesquels il n'existe ni organisation révolutionnaire en soi, ni "situation insurrectionnelle" sur laquelle "peser". Le maximalisme assiste aux faits avec indifférence, et il les subit ; l'ordinovisme les sent et y participe, mais il ne va pas au fond du problème : l'un est impuissant à agir, l'autre à réagir.

Intervenant à la suite d'un voyage de propagande dans les campagnes piémontaises et en Lomellina, l'autre représentant de la Section et du Comité de grève turinois, Angelo Tasca reste pris au piège de l'équivoque. Son discours, vigoureux dans l'illustration des motifs pour lesquels la "grève des aiguilles" s'est transformée en mouvement politique pour des raisons de principe et a rejoint l'agitation – ayant duré plus de 50 jours dans la plus totale absence d'intérêt de la part du parti et de la CGL – des campagnes (ou la dépendance de l'état d'avancement des cultures pose les grévistes face au dilemme de perdre tout ou de céder), et également vigoureux dans l'évocation de la grève générale à proclamer sans retard comme "*l'instrument apte à résoudre deux très importants conflits, qui impliquent les principes fondamentaux du syndicalisme*", élude cependant totalement les problèmes politiques formulés dans la motion sur la "Rénovation du parti" pour se replier avec une insistance monotone et une indétermination caractéristique sur les idées de base de l'ordinovisme : les commissions internes comme formes du "*pouvoir ouvrier [ou de l' "auto-discipline"] à l'intérieur de l'usine*", auxquels sont conférés "*autant de pouvoirs qu'au patron*" ; la "*victoire des camarades turinois dans la construction d'un pouvoir autonome*" dans l'usine en tant que "*germe de la création des Soviets*" (faisant que "*si Turin est battu*" la discussion de projet de constitution de ces derniers devient une discussion "*purement académique*" et même mensongère) et ainsi de suite du même ordre.

Comment s'étonner que, face à un maximalisme "*marchant à Canossa en matière de tactique*", décidé à faire "*un pas en arrière, très audacieux, vers le pompiérisme socialiste*" (la phrase, ainsi que le "compliment", sont de Turati) et dont la direction est attaquée par les représentants des sections pour son absentéisme et son inertie bureaucratique, sans cependant que son aile la plus "bagarreuse" ne l'attaque de front, la droite, de son aile réformiste pure à celle du réformisme barricadier, ne se sente maîtriser le Conseil national et pouvoir le dominer ? Si, à Bologne, Turati n'avait rien à cacher, ici il a tout à revendiquer : le "*changement de cap*" des maximalistes aurait pu, d'un point de vue polémique, le réjouir, mais il le repousse pour son inconsistance, parce qu'il n'est pas le fruit d'une réflexion sérieuse mais un "*éventail de positions*" - un instant anarcho-insurrectionnelle, et celui d'après celle de pompiers sociaux, "*aujourd'hui on ne fait ni crédit ni révolution ; on le fera demain*" -, aussi "*politiquement désastreuses*" que "*moralement mauvaises*". Ou l'on reconnaît qu'"*en ce moment, conjurer la guerre civile [est] le but le plus important revenant au parti socialiste, le but le plus urgent*", et l'on assume la responsabilité et "*le droit de désarmer d'une part la main assassine, et de l'autre d'apporter le maximum d'humanité et de clarté dans les luttes sociales*", ou l'on abdique face à son "*principal devoir*" ; pire, on désoriente le prolétariat par une alternance de "*fortes fièvres et de douches froides continuelles*" et l'on provoque, par "*des actions naïves et puérides, inconscientes et criminelles*", la violence de l'adversaire, "*cent mille fois plus forte que la nôtre*". Le vieux leader n'hésite pas à le dire : ce qui se passe – à Turin et ailleurs – c'est "*la dévastation, le sabotage de la production, la destruction des machines, la menace*" de la dynamite, "*la jacquerie*", le "*retour au moyen-âge*", le prélude "*à la suppression du Parti et des organisations [économiques] pour longtemps*" à l'instant même ou l'on répète "*à satiété que nous ne sommes pas préparés, que nous manquons des armes [...] même pour la défense et la contre-offensive*". En somme, on "*crée la réaction*" ! Et donc "*ce qui devrait nous importer c'est qu'il y ait un Gouvernement, que ce soit nous qui le prenions en main ou que c'en soit un qui soit le moins opposé possible, dans les conditions actuelles, aux demandes, à la vie, à l'activité de la classe prolétarienne*" ; nous devons "*agir pour conquérir ce qu'il est possible de*

socialisme dans notre nation” et non “*jeter par dessus bord ce que nous pouvons faire pour aider à la création d’une république encore lointaine*”. Nous pouvons et devons agir ainsi car “*si notre tactique est plus douce, plus socialiste, la bourgeoisie sera disposée à céder ; elle sent la nécessité de faire des concessions, pour sa propre sauvegarde [...], par lâcheté, dans son propre intérêt*” ! Sortons donc des équivoques : “*être pour la violence ou pour la force, être pour la victoire ou la défaite, être pour le socialisme ou le sabotage du socialisme*”.

La conclusion du discours – qui, du point de vue de la logique, est impeccable – contient à la fois une invitation et une menace :

“Je suis un fétichiste de l’unité du Parti [...]. Mais l’unité qui voudrait signifier faire ce que l’on veut, se contredire dans l’action, c’est-à-dire l’antithèse du socialisme, vouloir réaliser aujourd’hui ce qui ne peut être fait que demain, tout ceci n’est plus l’unité du Parti mais la destruction du Parti, et un parti détruit n’a pas de raisons d’être maintenu. Je serais toujours pour l’unité, contre tout fractionnisme anti-unitaire, mais si on me contraint à choisir entre l’unité du Parti et le socialisme, je choisis le socialisme et ne le trahirais pas !” (153).

Nous passons sur les nombreuses voix de sections, pourtant maximalistes, qui expriment leurs préoccupations sur la méfiance croissante du prolétariat et des militants eux-mêmes envers le parti et même le socialisme ; ou des gros bonnets qui “prennent acte” de l’incapacité d’organiser ne serait-ce qu’une grève générale ; ou du représentant de la Fédération de la jeunesse, Polano, qui propose de revigorer les organes de direction en provoquant un “éclaircissement interne” permettant de sortir d’une situation où se trouvent deux conceptions qui ne peuvent plus coexister (sans toutefois que ceci empêche de rester... “*de bons amis des camarades de la droite*”) ; ou de Francisco Misiano qui, se rappelant des héroïques batailles de Russie et d’Allemagne, ne souhaite se détacher que des seuls réformistes, comme si les premiers à ne pas vouloir la “scission” n’étaient pas justement les Serrati et cie. ; ou de Graziadei qui, bien qu’étant sous certains aspects le plus “à gauche” des maximalistes – il a au moins le sens de la signification du mot “force” et sait bien ce que veulent dire conquête du pouvoir politique et œuvre de transformation économique – n’a rien de mieux à opposer au franc discours de Turati que la phrase : “*Réaliser une scission au sein du Parti, lorsque ce n’est pas absolument nécessaire, c’est appuyer, même involontairement, la bourgeoisie, et si les camarades de la droite, en fait [!!!], acceptent une bonne partie de ce que nous disons, je crois que nous devons rester unis le plus possible*”. Passons sur ces manifestations, parmi d’autres, de rechute vers le réformisme pour dédier quelques lignes à la seconde offensive de la droite – déchaînée, cette fois-ci, par la “grande vedette” des réunions générales socialistes de 1920, Modigliani – pour démontrer de quelle manière le PCI d’aujourd’hui constitue d’une certaine manière une synthèse entre le concrétisme “réalisateur” de Turati et l’activisme réformiste-républicain de Modigliani.

Au début, le réformiste se présente comme plus “souple” que Turati, et, d’une certaine manière... garibaldien, avec tout ce que cela comporte d’ambiguïtés et de formalisme. Il n’y a pas, comme chez Turati, de mépris pour la “barbare” Russie ni pour le dictatorial Comintern, mais, en échange, la suggestion d’une tentative de récupération non seulement des indépendants allemands mais aussi des “reconstructeurs français”, à commencer par Longuet. Concernant les turinois, il fait une ode à leur esprit d’initiative et de lutte (“*ils méritent des sanctions disciplinaires mais sont le symbole d’une hérésie bienvenue !*”) mais aussi – et ici Modigliani joue sur certaines différences d’appréciations entre Terracini et Tasca – une critique indiquant qu’ils ont été au-delà de ce que leurs moyens leur permettaient, et donc qu’il s’agit d’arrêter les sonneries de trompette appelant à l’insurrection à la demande d’une pure et simple “*grève générale revendicative*”, et que si ils avaient demandé à tous les socialistes d’organiser une... collecte, les fonds seraient arrivés et les prolétaires turinois auraient pu vaincre sur leur propre terrain, le terrain strictement économique, en dehors de toute divagation politique et doctrinaire. Le jugement sur la situation italienne - dont les villes sont prises dans l’étau de la réaction bourgeoise et les campagnes prises d’assaut par les cléricaux – et sur la situation internationale,

n'est pas moins sombre ni pessimiste que celui de Turati ou de... Serrati, mais la conclusion est que le parti, si il renonce à l'avenir aux "formules de propagande" pour s'occuper des questions concrètes (tous sont d'accord sur le concrétisme !) "*en les triant classe par classe, courant d'opinion par courant d'opinion, en séparant intolérance morale et intolérance tout court*" et en faisant appel à "*d'innombrables couches de petit-bourgeois et d'employés maltraités par cet après-guerre*" pour obtenir "*parmi ce tumulte d'intolérance, de conscience, d'aspirations, et sans intransigeance, toutes les aides que nous pourrons trouver parmi les nouvelles forces politiques*"; si le parti offre aux ouvriers la perspective d'une "*gestion directe de l'usine*", de la "*préparation des mécanismes l'obligeant à devenir non seulement un contrôleur mais, dans un avenir encore lointain, un directeur de l'entreprise, qu'il devra conquérir graduellement, par le consensus de tous*", alors il pourra et saura "*prendre le pouvoir et mener la barque à sa guise*" (... une voie italienne au socialisme avant la lettre !) moyennant "*un large front démocratique*".

Les très doctes historiens Lepre-Levrero donnent du comportement des ordinovistes au Conseil national un compte-rendu hagiographique n'apportant rien au débat. En réalité, ceux-ci pêchèrent non seulement par un "insurrectionnalisme" à vide, se plaçant ainsi dans une situation où il ne restait plus qu'à faire marche arrière en demandant une grève générale rendue désormais impossible du fait du développement de la situation ; non seulement ils se tinrent sur la défensive en se préoccupant plus de se justifier que d'attaquer sérieusement le maximalisme plus que jamais lâche, absentéiste et refusant d'assumer la moindre responsabilité face à d'authentiques mouvements de classe ; non seulement ils laissèrent tomber la trop célèbre motion sur la "Rénovation du parti" sans même la présenter au vote du Congrès ; mais quand le débat sur la question nationale et internationale se termina, ils se lancèrent dans une série de motions, lancées pour être aussitôt retirées, tout d'abord avec un texte de Tasca-Misiano qui aspirait à tracer une claire ligne d'action au parti, en voulant – vieille illusion du Congrès de Bologne, répétée par Gennari (154) – contraindre les membres de la droite à... s'exclure d'eux-mêmes, texte retiré à peine certains signataires se rendirent compte qu'il impliquait la défiance envers la direction ; puis un nouveau texte plus général de Misiano-Tasca désavoué par le second parce qu'au contraire il ne contenait pas de déclaration explicite portant sur la défiance envers la direction (annonçant ensuite qu'il s'abstenait du vote), si bien qu'il ne resta plus que l'ordre du jour Misiano indiquant la possibilité d'une séparation d'avec la droite, et auquel Tasca, à nouveau, déclara ne pas adhérer parce qu'en sus de la raison mentionnée précédemment, l'importance de la grève de Turin n'était pas relevée (de laquelle – et les historiens de la "voie parlementaire au socialisme" et des "faits concrets" applaudissent en y voyant une preuve ultérieure de "réalisme"... léniniste – l'"Ordine Nuovo" pensait qu'il pourrait sortir "un mouvement insurrectionnel" !), si bien que c'est la motion sous la signature de Misiano, Monaci et Salvadori qui, après l'échec de sa fusion avec la motion maximaliste officielle, est présentée comme unique texte d'"opposition".

On en arrive ainsi – après des tours et des détours – au vote. L'ordre du jour Cazzamalli, accepté par la direction, voit dans la situation nationale et internationale "*l'indice d'un mûrissement toujours plus élevé de la crise révolutionnaire, qui se relie à la fiévreuse préparation de la réaction bourgeoise*"; il confirme à nouveau la confiance dans la direction "*pour le travail de préparation [fichtre !] morale, politique et technique du mouvement révolutionnaire*"; propose quelques mesures pratiques pour la rendre plus efficaces et moins entravée par "*des obstacles de caractère matériel et financier*"; il réclame la "*nécessité d'un fonctionnement harmonieux des organisations syndicales et coopératives avec le parti afin de préparer les forces nécessaires à la conquête et au maintien de la dictature prolétarienne indispensable au développement du communisme*"; il demande "*un minimum [!!!] de solidarité internationale*", une "*action tendant à désagréger les forces armées de l'Etat et à préparer la force armée prolétarienne*" et une "*propagande plus intense pour les principes du communisme parmi les masses les moins évoluées*"; enfin, il "*invite fermement les organisations du Parti – sections et fédérations – à se maintenir en étroit contact avec la direction et à conserver une ferme discipline* (155), évitant dans l'intérêt supérieur du Parti et de la direction toute initiative

localiste et toute manifestation en contradiction avec l'action du Parti". Un ajout de Lazzari exalte " *les efforts des travailleurs agricoles pour l'occupation des terres et ceux des travailleurs de l'industrie pour la constitution des Conseils d'usine, titre d'honneur de la classe des travailleurs italiens, laquelle, luttant contre le privilège de la propriété pour la défense des intérêts du prolétariat et l'avenir de la révolution sociale, affirme l'ardente vitalité du prolétariat en marche pour la conquête de sa propre émancipation* " (ainsi on ménage la chèvre et le chou : sans être nommée, Turin la " rebelle " est couronnée in extremis !). Mise au vote, la motion recueille 71 562 voix sur 117 353.

L'ordre du jour Misiano-Monaci-Salvadori " *confirme sa confiance dans la direction du parti* " mais " *estime nécessaire l'intensification du travail de préparation pour la destruction violente de l'état bourgeois et l'instauration de la dictature prolétarienne* " ; il demande " *que le parti s'emploie à insuffler l'esprit communiste dans les organisations prolétariennes de défense immédiate et les coopératives, afin que leur action se coordonne et s'harmonise avec la sienne* " ; il conclut en indiquant que " *face au travail systématique de violence de la classe bourgeoise s'imposent des actions tendant à désagréger les forces armées de l'état et à préparer la force armée prolétarienne. Pour atteindre ces buts, la direction du parti doit constituer en son sein un comité exécutif permanent* ". Morale toute platonique : " *Le Conseil national affirme que pour la réalisation d'un tel programme, répondant aux principes et à la tactique de la 3ème Internationale, la plus rigide discipline s'impose, qui, libérant le parti de toute préoccupation d'unité et de tendances, permette l'organisation complète des forces prolétariennes sur le pied de guerre* ".

La motion recueille 26 351 votes, les votes blancs (" *les Turinois et consort*") 11 569, et les adversaires de l'ordre du jour (certainement les partisans de Turati puisque la Fraction abstentionniste n'est pas représentée au Conseil) 7 496 votes. Une confrontation entre les deux textes suffit pour se convaincre que les divergences sont minimales et que la naissance d'un " courant Misiano " n'équivaut pas à une sérieuse remise en cause du bilan d'une année de banqueroute maximaliste. Le fétiche de l' " unité " prévaut encore, submergeant la pourtant timide demande du départ de " purification " de la droite à travers la revendication formelle d'une discipline rigoureuse qui sonne ironiquement après tout ce qui a dû être payé en termes de désorganisation et de paralysie du parti et de la classe. Et surtout, il manque le plus petit signe de clarté sur les principes, sur le programme, et donc sur les implications tactiques du communisme révolutionnaire.

Qu'on ait voté pour Misiano, ou qu'on se soit abstenu avec Tasca, rien n'en est sorti, ni pour le parti, ni même pour une frange restreinte de militants. C'est une constatation à ne pas perdre de vue si l'on veut comprendre la suite des événements.

•••

Une preuve évidente de la confusion idéologique qui règne chez les maximalistes électoralistes ainsi que de la substantielle convergence de ses " courants " internes, est le débat suivant portant sur la question des soviets.

Celui-ci est abordé dans la motion conjointe de la direction (sous la signature de Gennari-Regent) et de la CGL (sous la signature de Baldesi, un réformiste de la plus belle eau), qui montre par son origine même l'absence de principes de la majorité : la question est éminemment politique, à quoi peut donc servir l'imprimatur de l'organisation syndicale ? Le texte traduit le désordre le plus complet : d'un côté il parle de l' " *urgence de la mise en œuvre des instruments de coordination, de disciplinement et de préparation pour les luttes prolétariennes décisives* " et affirme la " *nécessité de la constitution des Soviets avant la prise du pouvoir politique par le prolétariat* " ; de l'autre il invite la direction à en commencer la réalisation " *dans certaines régions, en en corrigeant et complétant ainsi les caractéristiques selon l'expérience et les exigences de sa réalisation pratique* " - comme si il s'agissait de fabriquer un objet et de l'essayer... de temps en temps, selon une vision à la fois empirique et

constitutionnaliste du processus révolutionnaire. Fixant ensuite en quatre points les fonctions du soviét avant la prise du pouvoir, c'est-à-dire : 1) *“Eclairer et organiser les larges masses”* ; 2) *“Etudier et préparer les moyens et les organes nécessaires à la réalisation du communisme”* ; 3) *“Former le nouvel Etat prolétarien accélérant ainsi le heurt avec l'Etat bourgeois”* ; 4) *“S'opposer à l'expérience social-démocrate et la paralyser”*, elle attribue d'un côté aux nouveaux organismes fabriqués en série certaines des fonctions spécifiques du parti, et de l'autre elle voit dans le réseau des soviets constitués avant la révolution *“la création, même si ce n'est que dans l'esprit [!!!] des masses, de l'Etat prolétarien, incompatible avec l'Etat bourgeois et tendant donc à l'abattre ; c'est-à-dire la formation d'une légalité [??] soviétiste – qui doit seule être reconnue et suivie par la classe des travailleurs – qui s'oppose à la légalité bourgeoise et la nie”*, s'approchant ainsi de la conception ordinoviste pourtant condamnée d'un Etat ouvrier naissant dans un enchevêtrement avec l'Etat bourgeois. Enfin, la motion contient un statut tout prêt des soviets urbains et ruraux, de leurs électeurs, des exclus du vote et des éligibles, du comité central provisoire appelé à les constituer dans les différentes régions, et d'une hiérarchie de soviets locaux, régionaux et centraux au sein desquels, leur formation une fois réalisée, les centres urbains et ruraux devraient se regrouper ; tout ceci étant présenté comme le moyen par lequel le prolétariat *“devient, d'une masse anonyme et amorphe, un corps vivant, ayant une force et une volonté propre, ne déléguant ses pouvoirs à personne, assumant et reconnaissant ses propres responsabilités, allant vers la révolution avec la pleine conscience de ses fins et de l'utilisation méthodique, fixée à l'avance, de ses moyens”* - ainsi donc (nous ne faisons ici qu'observer) les soviets ne peuvent exister qu'en tant que dirigés par le Parti, jamais en soi, comme dans la vision immédiatiste des théoriciens de la “démocratie ouvrière”.

La discussion, qui se déroule les deux derniers jours du Conseil, révèle avant tout que, sur la question de la constitution des soviets, toutes les tendances maximalistes concordent avec la position de la direction ; et en second lieu que la pire confusion règne entre ces mêmes maximalistes tant sur le plan théorique que sur celui des implications pratiques. Les “divergences” portent sur des aspects secondaires, et, pourrait-on dire, statutaires : il y a ceux qui ont peur qu'en admettant aux élections des soviets l'ensemble de la masse prolétarienne sans distinguer entre organisés et non-organisés on introduise dans ces nouvelles organisations un élément de désordre et même de... banditisme ; ceux qui tremblent en pensant que des anarchistes peuvent être élus aux organes de direction, et proposent donc que ne soient déclarés éligibles que les adhérents au parti ; ceux qui veulent introduire, comme dans le projet de la direction, un système électoral différencié, par exemple à propos des métayers, et ceux qui y voient une “injustice” ; ceux qui suggèrent une période expérimentale de six mois et qui, comme Polano, pour la Fédération de la jeunesse, exigent que l'on procède à la constitution des soviets tout de suite et partout ; certains maximalistes déplorent l'absence de préparation du parti pour discuter d'un problème aussi complexe, et observent avec justesse que le soviét ne peut naître que dans une période pré-révolutionnaire, mais retombent aussitôt dans de graves contradictions sur la question de la nature du soviét lui-même et sur ses rapports avec les organisations économiques. Toutes ces questions, pour partie marginale et pour une autre contradictoire, sont cependant effacées par le discours de conclusion de Gennari dont l'essence est que les soviets doivent être constitués car... on les a promis depuis déjà trop longtemps et que, d'autre part, il est nécessaire de les mettre à l'épreuve dans certains secteurs... expérimentaux afin d'éviter d'arriver à leur constitution *“sans savoir si ils peuvent être transplantés du climat russe au climat italien [experts en météorologie, faites vous petits !] sans en voir les défauts, sans atténuer les désaccords qui pourraient naître entre ces nouvelles organisations et les organisations déjà existantes”*.

On peut s'arrêter sur deux discours, l'un de Tasca, représentant bien les positions de l'“Ordine Nuovo” - en total accord avec la majorité maximaliste (156) – et l'autre de Modigliani, respectant comme d'habitude l'implacable logique réformiste.

Tasca, après avoir manifesté son total accord avec *“les critères fondamentaux et pratiques qui ont inspirés la direction du parti dans la présentation de ce projet”*, interprète les soviets comme constituant le dépassement de la *“division des tâches”* entre organisations politiques et économiques du prolétariat, à laquelle on en était arrivé au temps de la II^{ème} Internationale, une sorte de retour à cette *“formidable unité qui existait déjà au sein de la I^{ère} Internationale”* : *“le parti politique de classe doit résulter de l’union de toutes les forces du prolétariat, économiques et politiques, organisées sur le terrain politique”* - une sorte de *“parti du travail”* ! A une question demandant si le parti socialiste *“est le parti du prolétariat en tant que classe”*, l’orateur répond catégoriquement : *“Non ! Celui-ci a une fonction propre, et c’est si vrai qu’il subsistera même après la réalisation de la dictature du prolétariat [...], une fonction de propulsion”*. En se remémorant les positions des *“conseillistes”* allemands, notamment celles du KAPD, on ne peut que reconnaître la justesse de notre position rapprochant ce courant de l’ordinovisme italien : le soviets comme organisation économico-politique de *“tout le prolétariat en tant que classe politique”*, le parti comme *“éclaireur des consciences”* - concept évoquant les positions *“culturalistes”* bien connues de Tasca, et déjà vivement attaquées par la Gauche lors de la polémique de 1912 (157).

A son tour, Modigliani s’insurge contre la légèreté avec laquelle le parti prétend faire naître une organisation avant même que l’histoire n’en ait créé la fonction, et, tordant avec habileté les arguments martelés par la gauche pour son propre compte, en tire la conclusion que, pour l’instant, la véritable organisation de la lutte prolétarienne est l’organisation locale des syndicats économiques, la Chambre du Travail, image de l’*“organisation soviétiste telle qu’elle peut exister en régime bourgeois”*. Et fait observer avec ironie aux maximalistes que, le jour où ils fonderaient les soviets, ils ne pourraient plus jeter les réformistes par la fenêtre car ceux-ci trouveraient refuge sous l’aile protectrice d’organisations composées de la totalité indistincte de la classe ouvrière. La conclusion, qui a été répétée constamment les mois précédents, est : il faut recouvrer la raison, c’est-à-dire convoquer un nouveau congrès qui face place nette des dangereux *“mimétismes”* adoptés au congrès de Bologne !

Au sein des discussions atones s’insert un long discours, écouté avec un profond intérêt, et en même temps – inutile de le dire – condamné par tous les orateurs suivants comme flottant dans les limbes de la pure théorie, prononcé au nom de la Fraction abstentionniste par Amadeo Bordiga. Nous avons déjà indiqué que la Fraction n’était pas représentée de droit au Conseil national ; Misiano avait cependant demandé qu’au moins sur la question des soviets on entende sa voix, et le Conseil avait accepté la proposition. Le discours ne pouvait donc avoir un rapport formel avec les questions débattues : ce fut une claire déclaration de principes au sein d’une réunion où toute question de principe était ignorée ou déformée. Nous n’en rapportons que les passages les plus significatifs car le compte-rendu sténographique est sur certains points incomplet et parfois incompréhensible, et nous nous permettons de corriger ça et là les erreurs de transcription (les mises en relief du texte sont de notre fait).

5 - La parole à la gauche

L’orateur commence par observer que la motion maximaliste de Bologne, reflétant une situation dominée par l’imminence de la bataille électorale, était, sur la question des soviets, extrêmement générale et imprécise, surtout lorsqu’elle considérait comme étant des instruments de la lutte de libération du prolétariat non seulement les soviets politiques – ce qui était juste dans une phase pré-révolutionnaire – mais aussi les organisations économiques, c’est-à-dire les conseils de l’économie populaire, et donc aussi le réseau des comités d’entreprises, retombant ainsi dans les conceptions anti-marxistes de l’*“Ordine Nuovo”* et des courants analogues, selon lesquelles le prolétariat avancerait en construisant au sein de l’économie capitaliste, à l’échelle de l’entreprise ou à l’échelle générale, les embryons d’une nouvelle économie. Dans la motion

présentée au Conseil national, cette déformation était encore aggravée par la prétention de construire les soviets “à froid”, en dehors de toute considération tant de la situation objective que de la nature et du rôle qu’ont les soviets (et qui se reconnaissent à cela) en période révolutionnaire, et à plus forte raison après la révolution et l’instauration de la dictature du prolétariat.

En se réclamant de la lettre du représentant de l’Internationale (158), l’orateur poursuit :

“Les soviets politiques sont les organes du nouvel Etat prolétarien, ils sont la forme qui assume la nouvelle organisation politique de la société, succédant à la forme propre à l’époque capitaliste. La forme propre à l’époque capitaliste et bourgeoise est la démocratie parlementaire ; celle de l’époque prolétarienne, du pouvoir prolétarien, est le système des conseils et de la dictature du prolétariat.

Eh bien, ces organismes, qui sont les organes d’Etat du prolétariat vainqueur, peuvent-ils surgir avant cette victoire ? Oui, ils le peuvent. L’histoire contemporaine démontre qu’ils peuvent surgir, car ils existent et ont déjà existé dans de nombreux pays avant que le prolétariat ne soit arrivé à la victoire [...]. Mais actuellement ils ne sont pas les organes de la lutte de libération du prolétariat, ils sont simplement le lieu où cette lutte se déroule, ils sont une forme représentative au sein de laquelle le véritable organe prolétarien [c’est-à-dire le parti] peut porter cette lutte.

Ce qui manque dans le programme de Bologne c’est l’affirmation d’un postulat marxiste, que j’ai senti mais un peu déformé chez Tasca, celui disant que l’organe de la libération du prolétariat c’est le parti politique de classe, et que le but des communistes est l’organisation du prolétariat en parti politique de classe, tant que le pouvoir de la bourgeoisie en tant que classe dominante reste sur pied ; même lorsque le pouvoir de la bourgeoisie aura été écrasé et que le nouveau système devra s’organiser, les soviets apparaîtrons non comme l’organe mais comme la forme représentative du mouvement révolutionnaire, et le mouvement politique communiste, qui représente la partie vraiment révolutionnaire du prolétariat, agira sur ce terrain et fera en sorte que la révolution suive les lignes correspondantes au moment de la solution décisive de la lutte des classes”.

Le soviets n’existe pas comme forme révolutionnaire en soi : institution représentative de la classe, celui-ci en reflète nécessairement le niveau de préparation politique, et rien n’exclut que les organisations qui dans une certaine phase ont accompli un travail essentiel pour le triomphe de la révolution prolétarienne, ne tombent, du fait de l’absence du parti de classe ou de son incapacité à réaliser sa propre tâche historique, dans les mains ennemies grâce à la “ courroie de transmission ” de l’opportunisme. L’histoire récente, observe l’orateur, le confirme malheureusement ; le problème n’est donc pas que les soviets puissent ou non être constitués avant la révolution (et nous, quoi qu’en dise les Lepre-Levero, nous admettons qu’ils peuvent et même doivent surgir en période pré-révolutionnaire) ; le problème c’est l’existence de l’organe politique, le parti, capable de les diriger vers la prise du pouvoir :

“ Les soviets, les conseils ouvriers, peuvent surgir avant [la révolution], et cette affirmation est contenue dans le programme de Bologne. Et ils ont surgi dans de nombreux pays, comme en Allemagne et en Autriche (159), dans diverses conditions : ils ont surgi en Russie avant la conquête du pouvoir par les communistes, avant le moment où a été instaurée la dictature du prolétariat ; mais il ne faudrait pas se soumettre à la grave illusion consistant à voir dans le surgissement de ces organisations la solution infaillible au problème révolutionnaire, les soviets pouvant être les organes de la libération du prolétariat mais pouvant aussi être les organisations qui y renoncent ou qui sabotent la libération du prolétariat lorsque chez ceux-ci, au lieu que ce soit le programme communiste qui prévale, ce soit celui des autres partis, comme on l’a vu en Allemagne, où la majorité du congrès des soviets, étant social-démocrate, a renoncé à assumer le pouvoir politique et a reconnu celui de l’Assemblée nationale, c’est-à-dire celui de la bourgeoisie et du capitalisme.

Mais ce n'est pas tout, il y a un autre danger. Alors qu'en Allemagne les conseils ouvriers ont disparu sous la bourrasque réactionnaire, dans d'autres pays, comme en Autriche, ils ont survécu en ayant en leur sein une majorité social-démocrate, et les camarades communistes conscients de ces pays constatent aujourd'hui que l'existence des conseils ouvriers dans ces conditions, avec une majorité social-démocrate, avec une majorité qui agit formellement dans les soviets mais les vide de la conception de la prise du pouvoir, renforce le mécanisme de la représentation démocratique bourgeoise, et constitue une entrave pour l'action révolutionnaire des communistes, et pour la rapide diffusion au sein des masses du programme communiste qui consiste à confier le pouvoir aux conseils des prolétaires en brisant le pouvoir de l'Etat bourgeois dont l'institution représentative est l'assemblée parlementaire ”.

Cette même expérience historique récente démontre que jamais les soviets :

“n'ont été formés par un acte de volonté, mais sont sortis dans une période de crise de la lutte de classe, à un moment de heurts violents où le prolétariat n'était pas encore arrivé à se séparer de ses adversaires mais où il était advenu quelque chose mettant en cause l'organisation de la vie bourgeoise et déterminant donc une plus grande volonté et conscience de pouvoir de la part du prolétariat. Ceci se manifestait par le quasi-spontanéisme dans la constitution d'organisations qui intervenaient de suite avec le poids de leur organisation politique afin de mettre à exécution leur programme.

Ainsi, en Allemagne et en Russie, ceux-ci sont nés dans une période révolutionnaire qui n'était pas communiste mais une période où le pouvoir d'Etat, du régime dominant, était ébranlé. C'est alors qu'ils sont nés, qu'ils ont engagé la bataille, et que dans certains cas ils ont vaincu et survécu aux sacrifices ; dans d'autres cas non, où tout au moins ils se sont adaptés, comme on le disait en Autriche, afin de reconnaître le principe de la coexistence des conseils ouvriers et de la démocratie bourgeoise, de manière à ce qu'au sein de cette coexistence le concept d'une lutte à mort entre les deux organismes n'existe plus, mais qu'ils acceptent la possibilité d'une répartition des tâches, qu'ils puissent concevoir cette coexistence sans limite de temps, comme une forme de société qui conserverait une représentation de type parlementaire et simultanément donnerait au prolétariat une forme de représentation politique qui, dans ces conditions, ne peut plus avoir aucune valeur.

Donc tout le monde admet la constitution de soviets avant la révolution, mais la constitution de soviets à froid j'y suis opposé, et je pense que le Parti doit travailler non pas à les construire à partir d'un projet schématique, mais à créer les conditions de conscience politique qui permettront, demain, lorsque ce sera le moment, de les faire surgir.”

Il manque à la constitution des soviets en Italie la condition essentielle, c'est-à-dire la clarté – même dans le parti – sur la signification réelle non seulement de ces nouvelles organisations prises en soi, mais de la totalité du parcours historique allant du régime bourgeois et de l'économie capitaliste à la dictature prolétarienne et au travail de transformation économique effectué dictatorialement par celle-ci. Sans cette clarté il est inévitable que l'on tombe soit dans les approximations brumeuses du projet maximaliste, soit dans la vision “parfaitement réformiste” de Tasca, par ailleurs typique de tout le “maximalisme réalisateur”, selon laquelle l'action politique devrait être coordonnée minute par minute et point par point avec l'action économique, oubliant que pour le marxisme le rapport entre l'une et l'autre n'est pas “*continu, comme celui existant entre molécule et molécule, entre cellule et cellule*”, mais est un rapport plus général et dialectique, excluant la formation des organes de la nouvelle économie au sein de la vieille, et affirmant que le passage à cette nouvelle économie n'est possible qu'à travers un saut de nature exclusivement politique, et grâce aux interventions “despotiques” nécessaires pour lui donner vie, celles-ci ayant comme première condition une centralisation de la production basée sur les exigences rationnelles et collectives impliquant le dépassement de l'horizon étroit de l'usine et de la catégorie :

“La nouvelle économie est la conséquence de l'économie bourgeoise, mais elle en constitue la négation, elle en diffère par ses principes fondamentaux et se sépare d'elle par une barrière historique, et il est donc impossible de créer nos organisations dans les rangs de l'organisation capitaliste dans laquelle nous vivons. La différence entre l'économie capitaliste, l'économie privée et individuelle, dans laquelle nous vivons aujourd'hui, et l'économie communiste de demain, est bien plus grande que ce qu'il semble à première vue. Il y a deux fonctions fondamentales de la transformation économique : il ne s'agit pas seulement de limiter le profit capitaliste par la lutte pour obtenir des augmentations de salaire pour les ouvriers (et aujourd'hui le prolétariat s'aperçoit que c'est insuffisant, car ce n'est pas un certain contrôle sur la production et la conquête de quelques droits lui permettant de se dire qu'il est aussi un peu le patron d'une usine qui ne lui appartient pas, qui lui permet d'affronter les problèmes du coût de la vie) ; il ne suffit pas de supprimer le profit, il faut substituer l'entrepreneur collectif à l'entrepreneur privé, centraliser l'économie, qui n'est plus une chose privée mais publique, qui n'est plus contrainte par les lois d'airain qui l'ont dominée jusqu'alors [...] et le prolétariat doit s'occuper des engrenages de l'économie afin de les faire fonctionner différemment, en produisant sur la base du principe totalement nouveau de la collectivisation de l'activité économique en opposition à l'activité individuelle et à l'anarchie dans la production.

Il faut prendre un brusque tournant pour y arriver. Il y a quelques jours je lisais dans “Comunismo” un article critiquant la conception sociale-démocrate de la socialisation car elle commet l'erreur de vouloir centraliser l'économie sans la volonté de l'expropriation et de la suppression du profit capitaliste, et critiquant celle du syndicalisme car elle veut supprimer le profit capitaliste sans centraliser la production, sans substituer à l'économie individuelle la grande économie organique, harmonieuse et collective du communisme. C'est vrai : chacune de ces conceptions est incomplète, tant la conception sociale-démocrate qui veut confier la production aux organismes de l'Etat que la conception syndicaliste qui, sans se préoccuper de constituer la nouvelle organisation centrale qui doit prendre la direction de la reconstruction économique, voudrait, usine par usine, ferme par ferme, renvoyer les propriétaires et dire : les propriétaires de cette usine, les propriétaires de cette ferme, ce sont les ouvriers, les paysans. Cette seconde conception est aussi insuffisante que la première, car le socialisme veut que l'expropriation de l'usine soit réalisée non par les ouvriers de cette usine, mais au nom de l'ensemble du prolétariat collectivement organisé, et si les intérêts de tel ou tel groupe s'opposent aux intérêts généraux, ce sont ces derniers qui doivent prévaloir.

Pendant nous ne nions pas l'existence d'intérêts économiques particuliers ; nous ne nions pas l'existence des organisations qui les représentent : jusqu'à présent les intérêts des différentes catégories ont été représentés par les syndicats ; aujourd'hui ceux-ci se transforment en nouvelles organisations sur le type des conseils d'usine, une transformation spontanée à laquelle conduit l'économie bourgeoise. Quel doit être notre jugement à ce propos ?”

Le discours en arrive donc à la question, rendue brûlante par les grèves de Turin, des conseils d'usine, confondus alors (et aujourd'hui encore) avec les soviets. Quel est donc le jugement que l'on doit porter à la lumière de la théorie marxiste ? La réponse est :

“Ceux-ci ne peuvent constituer, comme le pensent les syndicalistes, les cellules de la nouvelle société, et nous ne devons pas considérer que cette nouvelle forme d'organisation puisse avoir une telle valeur. Je pense que le surgissement des conseils d'usine doit être interprété par nous de la manière suivante : tant que le prolétariat n'a pas la sensation que le régime actuel doit être changé, tant qu'il lutte par l'action syndicale pour améliorer ses conditions de travail, tant qu'il lutte au sein de l'entreprise, a la sensation que les entreprises doivent être enlevées à l'entrepreneur privé et lui être confiées, et, n'ayant pas de conception précise, s'organise de manière à ce que le groupe de travailleurs voit ses intérêts garantis pendant ce processus de transformation, il forme de nouvelles organisations qui, lorsque n'interviennent pas d'autres facteurs (qui sont les facteurs politiques), sont des organisations

qui posent problème aux entrepreneurs privés, mais peuvent aussi demain, face à l'entrepreneur collectif, au prolétariat, poser des problèmes économiques à cause de leurs intérêts particuliers.

Là aussi l'expérience nous donne raison. En Russie, après une première période anarchiste et syndicaliste, et non pas socialiste selon moi, l'expropriation des entreprises a été réalisée par les ouvriers et non par l'Etat ; en Hongrie il est arrivé que les conseils d'usine, pendant que l'armée communiste se battait au front, disent au gouvernement : nous ne produirons plus de munitions si la ration de viande n'augmente pas de tant de grammes. (160)

Puisque ces formes d'organisation, bien que moins asphyxiantes que les vieux syndicats, en maintiennent tous les égoïsmes, il est nécessaire que dans l'usine leur arbitraire ne se substitue pas à l'arbitraire de l'ancien entrepreneur privé. Sinon nous pourrions imaginer une économie sans capitaliste ni profit capitaliste, une économie comme la conçoivent les mazziniens et les anarchistes, une économie où chaque entreprise individuelle serait gérée comme une coopérative par ses ouvriers, mais qui vende ses produits sur le marché général, selon le système de libre-concurrence. Cette économie libérale serait toujours une économie bourgeoise, elle n'aurait rien de commun avec le communisme car le bien-être supérieur auquel veut arriver le communisme ne provient pas tant de la suppression du profit capitaliste que de la substitution du système en vigueur par un système rationnel qui permette à la classe des producteurs d'exercer son énergie vers la réalisation de ses objectifs finaux, de son programme maximum.”

Ceci nous reconduit au problème du pouvoir politique, de l'Etat comme instrument central de la transformation économique, comme dictature de la classe victorieuse sur les classes vaincues, et de la nécessité d'agir sur la voie qui conduit vers cette solution (il faut relever que, dans ce discours, la négation de la démocratie et l'affirmation de la dictature comme pouvoir centralisé et centralisateur sont appuyées sur le fait économique matériel que l'économie communiste abat toute limite de localisme et d'entreprise, supprimant l'unité économie-entreprise, avec son bilan d'actif et de passif) :

“Tout autre est la voie qui doit conduire à la solution du problème, et qui est celle dont se réclame la III^{ème} Internationale, celle de la conquête du pouvoir, et lorsque le prolétariat se dirige vers cette solution le Parti socialiste a le devoir [...] d'y marcher directement [...] sans renouveler les erreurs du passé. Rappelez-vous : au lendemain du mouvement contre la vie chère on disait : c'est une action révolutionnaire. Oui, en tant qu'il représentait le symptôme de ce que le prolétariat ne supportait plus la situation ; mais il démontrait également que le prolétariat n'avait pas la notion, et personne ne lui avait donné, de la direction dans laquelle il fallait frapper. Le prolétariat agissait alors de manière élémentaire : il prenait les produits, se les répartissait sans se préoccuper d'où venaient ces produits ni de qui aurait pu garantir le réapprovisionnement. Et nous disions : il y a une action révolutionnaire, il y a l'esprit qui accompagnera sans doute toute révolution, mais il n'y a pas de conception révolutionnaire, car il n'y a pas besoin de dire aux prolétaires : emparez-vous des biens, arrachez-les aux capitalistes, alors que c'est de l'instrument de production dont il faut s'occuper, des usines, des champs ! Aujourd'hui le prolétariat l'a compris, et au lieu de piller les magasins, il tend à s'emparer des usines, mais il le fait de manière chaotique, et les communistes, qui savent devoir aller au-delà, ne doivent pas avoir l'illusion – ce qui ne serait qu'une position petite-bourgeoise – que, parce qu'un drapeau rouge flotte au dessus d'une usine, on ait arraché un morceau de la victoire.

Le Parti communiste a le devoir d'éclairer le prolétariat, de lui faire voir et de mettre en relief les intérêts communs au prolétariat de tous les pays dans ses conditions particulières locales, et de lui faire comprendre qu'il ne suffit pas non plus qu'il prenne en main les instruments de production, mais qu'il faut créer les conditions de la naissance du système communiste, lequel ne peut ne serait-ce que commencer à naître aujourd'hui, alors que l'Etat

bourgeois concentre entre ses mains une partie des moyens de production, car le rapport économique à travers lequel ces entreprises collectives, collectives au sens restreint du mot – que ce soient des entreprises d'Etat ou des groupements de producteurs –, se procurent leurs matières premières, est toujours enfermé dans le cadre de l'économie capitaliste, la solution communiste ne peut débiter.

Il est nécessaire de recourir à un autre facteur, le facteur politique, qui pris dans ce sens est en rapport avec les questions économiques. Comme le démontre la dialectique marxiste, l'intervention de la garde royale ou les mitrailleuses bourgeoises abattant les prolétaires qui ont dressé un drapeau rouge sur le toit d'une usine ne sont pas nécessaires pour faire s'écrouler l'expérience : il suffit de laisser des ouvriers dans une usine pour que, tant que n'auront pas été créées les nouvelles organisations et que les anciennes resteront aux mains de la bourgeoisie, l'expérience soit destinée à faillir à partir du moment où la petite communauté prolétarienne prendra le contrôle de l'usine puisque les matières premières manqueront et que les produits ne pourront pas être écoulés (161). Avant d'exproprier les usines, il faut avoir préparé le réseau des nouvelles organisations économiques, les nouveaux systèmes d'échange et de distribution, car il est possible de prendre possession relativement rapidement des usines, mais si on ne sait pas les insérer dans l'embryon du nouveau système communiste ce sera un travail stérile et inutile qui signifierait s'exposer à une expérience pouvant échouer et rebondir en faveur de l'économie bourgeoise.”

Il faut donc indiquer au prolétariat la nécessité absolue de :

“collectiviser les luttes, les unifier ; c'est la tâche du Parti communiste, non dans le sens où il demande la sauvegarde de tous les petits égoïsmes, de tous les petits appétits, avec l'illusion que l'addition de ces petits intérêts puisse amener à la création du grand effort collectif prolétarien, mais dans le sens que nous lui avons donné, indiquant que cette unité doit être de qualité et non de quantité, que l'intérêt général doit primer y compris contre les intérêts particuliers de groupes, et que c'est seulement sur le terrain politique que l'on peut retrouver la conscience historique à travers laquelle le prolétariat subordonne sa lutte pour les intérêts de groupes ou de catégories à une vision supérieure, celle que le Parti tire des entrailles du prolétariat, sans passer par les conseils d'usine et les syndicats, sans devenir un regroupement d'organisations défendant de petits intérêts (162).

[...] On doit [pour ceci] faire en sorte que chaque prolétaire, en tant que membre d'une classe, fasse cause commune avec tous les prolétaires, se dispose à lutter même si dans la lutte il doit sacrifier les intérêts de son groupe ou de son usine, car ensuite l'instauration du nouveau système de production et de distribution éliminera cette possibilité.

Donc le parti de classe est entièrement politique en tant qu'il est le dépositaire d'une conscience historique et du principe d'unification des efforts du prolétariat, ce qui veut dire le rassemblement des efforts des prolétaires non plus sur une question particulière mais à un niveau général, et si il existe des groupes ou des organisations prolétariennes qui n'arrivent pas à ce niveau, le Parti communiste ne doit pas pour autant chercher à les intégrer tels quels. Sans cela, il ne ferait que de l'ouvriérisme réformiste.

La conquête du pouvoir par le prolétariat, la conquête du pouvoir politique est la suite de cette trajectoire. Car la réalisation du nouveau système économique ne dépend pas de la suppression du profit du capitaliste, sa création ne peut être effectuée que par le nouveau système de direction politique de la société, par l'organisation politique du prolétariat en classe dominante, et c'est à cela que sont appelés les soviets. C'est leur tâche, non à cause de leur nom spécial ou parce qu'ils représenteraient une nouvelle forme d'organisation que Marx n'aurait pas prévu, mais parce qu'ils sont le résultat pratique de ses écrits, montrant que le prolétariat doit prendre possession du pouvoir et qu'il doit le faire avec une forme historique de représentation totalement différente de la forme de représentation actuelle, ne se contentant pas d'avoir une majorité parmi les députés et les membres du gouvernement dans une assemblée ou

toutes les classes sont représentées, mais réalisant la sienne au sein de laquelle seront exclus du droit électoral les membres de la classe bourgeoise. Ce ne sont pas des choses nouvelles, nous les avons répétées à de nombreuses reprises, mais le parti n'a pas su les faire sienne (163).

[...] Je ne sais pas si la grève de Turin nous indique qu'il est temps de se placer sur cette voie, mais, lorsque le moment sera venu, il faudra dire que la voie est bien celle-ci, la substitution du système des soviets à celui de la démocratie bourgeoise, la réalisation d'un nouveau type de représentation. Que le problème de la constitution des soviets est un problème de conscience historique et politique, et que la majorité du Parti doit en défendre la conception en ne permettant pas qu'il soit attaqué par ceux qui se situent, dans le Parti, sur la rive opposée. C'est ce système de représentation qu'il faut défendre, et proclamer que ce n'est qu'à travers l'écrasement des institutions parlementaires que le Parti communiste peut avoir en main le pouvoir, et il le peut parce qu'il représente la partie la plus consciente du prolétariat, malgré le fait qu'on laisse dire parmi nous que le Parti socialiste n'est pas assez mûr pour prendre le pouvoir. On dit ceci alors que, s'il devait malheureusement arriver qu'en Italie – ce qui ne sera pas possible parce qu'alors l'opposition entre les deux méthodes, qui est jusqu'à présent étouffée de par la responsabilité de l'actuelle direction, éclaterait irrémédiablement – soit nommé un Gouvernement socialiste à majorité social-démocrate, il serait désastreux que le prolétariat se fasse des illusions sur le fait que ceci pourrait constituer un pas vers la voie de ses revendications [...], il serait désastreux que le prolétariat ne comprenne pas que ceci constitue l'ultime forme de défense du capitalisme [...].”

Il s'ensuit pour le parti l'alternative suivante :

“Il y a des pays, comme la Georgie et le Caucase, où tous les députés moins deux étaient socialistes, deux seuls députés bourgeois. Eh bien, cette forme politique de pouvoir n'a rien fait pour le prolétariat, n'a accompli aucun pas vers la socialisation, la limitation des privilèges et des droits du capitalisme. Il n'a servi que de complice à la bourgeoisie de l'entente pour étrangler la Russie des soviets, c'est-à-dire le pays où le prolétariat avait véritablement le pouvoir sous sa forme propre, la dictature du prolétariat, avec la négation de toute représentation bourgeoise.

Ce sont des événements très connus, cependant une interprétation opposée existe encore dans notre pays, que nous n'avons pas condamnée ouvertement, ne serait-ce que théoriquement, et nous n'en éviterons pas les conséquences. A la conception petite-bourgeoise d'amoindrissement et de fragmentation de l'action du Parti par sa transformation en gérant responsable de chaque mouvement prolétarien, on doit lui substituer l'autre, celle de la constitution des soviets, et lorsque le Parti sera en mesure de les constituer, lorsque la situation atteindra cette période historique alors oui nous pourrons constituer efficacement les soviets. Si au contraire ils se constituent maintenant ils ne feront que porter atteinte à notre mouvement et à notre propagande.”

Après la conquête du pouvoir et la constitution des soviets,

“nous pourrons alors si nécessaire attendre dix ou vingt ans pour résoudre intégralement les problèmes économiques. Ce que disait Graziadei – que le marxisme est réformiste sur les questions économiques -, et ce que disait Tasca à propos de la conception gradualiste, nous l'avons dit et répété à de nombreuses reprises. De même que sous le régime capitaliste, qui dure depuis une centaine d'années, survivent dans certaines régions d'Europe des restes d'économie féodale, de même survivront des restes d'économie capitaliste sous la dictature du prolétariat, qui verra débiter le processus de transformation graduellement, et non pas de la manière dont le voudraient les anarchistes, lesquels, concevant la révolution sous la forme d'une radicale et totale transformation immédiate, n'ont pas de conception de la révolution, ne sont que des rêveurs, des naïfs et donc la pire espèce d'adversaires du prolétariat.

C'est ici que se situent les contradictions au sein du Parti socialiste, qui, alors qu'il a adhéré à la IIIème Internationale, suit une pratique quotidienne dont nous voyons les effets à travers le mouvement syndical et l'action parlementaire et électorale, contradictions dont je pense qu'elles sont désastreuses pour la cause de la révolution et dont la responsabilité revient entièrement à la majorité maximaliste du Parti qui, n'ayant pas une activité pleinement autonome, se trouve exposé à son propre écroulement, et je ne suis pas surpris lorsque j'entends dire que la faute revient à la direction qui n'a pas su profiter des occasions qui lui étaient offertes. Cependant je ne crois pas à la théorie de l'occasion, à ce cliché petit-bourgeois démontrant en lui-même à quel point l'idéologie des extrémistes de l'autre camp est petite-bourgeoise. Ce cliché se reproduit chaque fois qu'il y a des grèves, qu'il y a des tués, cette même histoire de l'occasion révolutionnaire que la direction et la Confédération du travail auraient étranglée en ne lançant pas le mot d'ordre de grève générale, terrain où la responsabilité incombe au Parti lui-même et à vous, camarades. Le Parti ne pouvait pas agir autrement, car lorsque l'histoire apportera une de ces occasions sur une de ses pages de son livre, il ne pourra pas faire moins que l'arracher aussitôt, et ceci tant qu'il manquera la condition essentielle du succès, c'est-à-dire la formation d'une conscience historique et théorique dans le Parti, but vers lequel le Parti n'a pas fait porter son action. Tout au contraire, son action est fragmentaire, le parti s'occupe de choses dont il ne devrait pas s'occuper, dont devrait s'occuper un autre parti, un parti social-démocrate. Il s'en occupe en gaspillant les forces qui devraient à la place conduire le prolétariat italien sur la voie constituant la seule possibilité pour préparer son avenir. Nous sommes actuellement bien loin de cela, et c'est pourquoi je ne peux accepter la partie générale de la proposition de la Direction."

L'orateur examine ensuite la thèse développée par Tasca, lequel propose d'un côté la fusion des organisations politiques et syndicales dans les soviets et l'adhésion de ceux-ci à la Troisième Internationale, et de l'autre – mais ceci n'est que l'autre face de la médaille – confond la forme du soviet avec le contenu de la lutte révolutionnaire de classe.

"C'est une utopie petite-bourgeoise que de croire que le problème de la révolution est un problème de forme : ce n'est pas le syndicat ou le conseil d'usine, c'est le rapport de forces à un moment donné qui provoque les heurts sociaux, et la révolution se réalisera lorsque la force politique sera entre les mains du prolétariat."

Le projet de la direction est-il exempt de cette utopie ? (164) Non, comme le montre l'examen des divers points :

"Éclairer, organiser les grandes masses. Mais ce n'est pas le soviet qui doit le faire, c'est le parti. Si le soviet est aux mains des contre-révolutionnaires, il éclairera les masses à sa manière. C'est nous qui devons assumer la tâche d'éclairer les masses, on ne peut pas le confier à ces organisations. Le parti éclairera les masses dans ces organisations, c'est à travers elles qu'il trouvera de nouveaux points de contact avec le prolétariat pour lui donner son programme, et ce ne sont pas les soviets à qui nous pouvons confier cette fonction. En Autriche aussi l'union des syndicats et du parti politique a été proposée, mais cette union ne peut avoir que des effets contre-révolutionnaires."

Le second point dit : étudier et proposer les moyens et les organes pour la réalisation du communisme. Ceci aussi est le but du parti et non du soviet.

Troisième point : former le nouvel Etat prolétarien, accélérer ainsi le heurt avec l'Etat bourgeois. Mais il n'y a pas de heurts entre deux Etats, il y en a un entre un Etat et la classe dominée. L'Etat prolétarien surgira le jour où la classe dominante sera écrasée par l'insurrection prolétarienne ; il sera alors possible de le construire. Mais en le faisant aujourd'hui, nous n'en ferions qu'une caricature, et non pas un organisme vivant. Ce que nous devons construire aujourd'hui c'est une organisation de négation (165), le Parti de classe qui

est la véritable organisation, révolutionnaire et négatrice, du prolétariat débarrassé des obstacles qui l'empêchent de marcher vers son émancipation.

Quatrième point : entraver, paralyser l'expérience sociale-démocrate. Ceci non plus n'est pas la tâche des soviets. Le Parti ne l'a pas entravée, comment les soviets pourraient-ils la paralyser ?

Il ne faut pas tourner autour des problèmes mais les affronter dans la pratique révolutionnaire et marxiste. Les camarades de Turin disent qu'ils ont trouvé le moyen pour se débarrasser des syndicats : les conseils d'usine, les nouvelles formes d'organisations. Vous croyez que la constitution des soviets politiques empêchera les réformistes social-démocrates de brouiller la conscience politique du prolétariat, alors qu'au contraire elle ne peut être affirmée et défendue que par un Parti véritablement communiste qui prépare le prolétariat à combattre les hommes et les partis qui seraient tentés de réaliser demain cette expérience.

Il me paraît donc que la Direction du Parti se fait des illusions en croyant pouvoir remédier grâce à la constitution des soviets à des erreurs qui ne sont pas les siennes mais qui sont le fait de notre situation et de la majorité [...]. C'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec le projet de la Direction du Parti : nous admettons le principe suivant lequel les conseils ouvriers peuvent surgir avant la conquête du pouvoir, comme les organisations au sein desquelles on peut le mieux propager ce qui constitue le résultat de la lutte de nombreuses années du parti politique de classe contre le régime de la bourgeoisie. Nous nions cependant l'opportunité pour le Parti socialiste de les constituer en ce moment."

Quelles sont les conditions d'une action vouée à la préparation révolutionnaire, dont la constitution des soviets ne peut être qu'un seul aspect ?

"Une tâche énorme nous attend. Nous l'avons déjà indiquée, je ne m'y étendrai pas. Une tâche gigantesque qui n'a été affrontée ici d'aucune manière. C'est bien parce qu'il s'agit d'un travail de préparation de l'idéologie prolétarienne et de la tactique prolétarienne [...] qu'il ne peut être accompli si le Parti ne se libère pas d'abord du poids de ses activités traditionnelles, qui ne sont pas communistes, qui ne correspondent pas à celles de la période historique actuelle mais à celles d'une période normale. Ce n'est que lorsque le Parti se sera libéré de ce fardeau d'activités traditionnelles, qui sont aux antipodes de celles de la Troisième Internationale sur le terrain de l'organisation syndicale et de l'action parlementaire, ce n'est que lorsque le Parti se sera débarrassé de cet ensemble pléthorique d'organisations et d'activités qu'il trouvera sa véritable tâche face à lui, une tâche colossale constituée de pensée, de critique, d'études.

On a accusé à de nombreuses reprises les extrémistes d'être des théoriciens, mais l'expérience a démontré que la théorie avait conduit aux meilleures réalisations pratiques – l'école socialiste est, elle aussi, nécessaire, et il faut y diriger le prolétariat, bien qu'il soit constitué de gens qui n'ont pas pu étudier, afin qu'il puisse être pénétré par les idées du mouvement communiste qui, contre une pensée décadente, une philosophie en ruine, devra conduire à la constitution d'une nouvelle société.

Sur un autre terrain aussi le travail est colossal : pour l'instant la bourgeoisie est incapable de comprendre l'énorme travail d'élaboration réalisé par l'Internationale politique et nous même sommes en retard par rapport à nos camarades et nous devons faire un énorme travail pour les rejoindre. Nous n'avons vécu qu'au sein de la démocratie bourgeoise : nous n'avons pas un endroit pour cacher des camarades, nous n'avons pas un cachet pour falsifier les passeports, nous n'avons rien qui serve au travail révolutionnaire. Nous considérons encore ce problème selon la vieille mentalité, en pensant que le prolétariat pourra trouver des armes. Mais le Parti manque des moyens tactiques pour l'action illégale, il en manque totalement parce qu'il s'est laissé attraper aux pièges de la démocratie bourgeoise, qui le surcharge de petites tâches et réussit ainsi à briser son action. L'adversaire le plus efficace de la lutte du prolétariat est le régime de démocratie avancée, ce que démontre également la critique

marxiste. Nous savons bien que l'établissement de la dictature du prolétariat a rencontré moins de difficultés sous le régime tsariste russe qu'il n'en rencontre en Occident. La bourgeoisie se mettra à la tête de toutes ses forces de répression pour nous écraser. Aujourd'hui elle place en tête une organisation plus insidieuse qui ne nous frappe pas de plein fouet mais nous empoisonne et fait s'abaisser nos bras armés pour la bataille. C'est un poison qui est en nous, dont le prolétariat s'est imprégné à travers l'exercice d'activités démocratiques, et c'est pourquoi nous avons soutenu à Bologne une position abstentionniste [...]."

Soutenant la nécessité d'étroits rapports avec l'Internationale, l'orateur rappelle l'urgence de briser une unité fautive et mensongère, même si les amputations sont douloureuses, afin d'obtenir une organisation compacte, même si elle est peu nombreuse, sur une voie unique et droite :

"Puisque a lieu ici une sorte d'assemblée constituante du Parti, et que nous n'avons pas le courage de convoquer un autre congrès après les résultats obtenus à Bologne, je me limiterais à dire que notre position de négation face à l'exagération de la valeur donnée à certaines activités – à l'activité parlementaire comme à l'activité syndicale et demain à celle consacrée aux conseils d'usine – n'est pas de l'indifférence mais bien du négativisme puisque nous disons que le Parti communiste n'existe que pour nier le système représentatif actuel jusqu'à ce qu'il ait été changé.

Demain nous aurons besoin de techniciens, mais ce serait une erreur de les former aujourd'hui, au sein de l'économie capitaliste. Chaque prolétaire est pour une petite part un technicien, il a des qualités en matière de technique et de direction, qui restent aujourd'hui entre les mains de la bourgeoisie, mais la force politique du prolétariat, à travers sa dictature, dépassera cet obstacle, et, de même qu'en Russie les prolétaires ont dû travailler pour le capital, les techniciens travailleront sous la contrainte du poing de fer du prolétariat pour le profit de la nouvelle société communiste (166). Si nous devions les former aujourd'hui, nous ne pourrions le faire qu'au sein des organisations économiques de la bourgeoisie, et donc améliorer celles-ci par nos efforts. Nous devons au contraire les prendre au moment de la disparition de la bourgeoisie. Ceci n'est pas de l'indifférence mais de la négation, car dans notre conception révolutionnaire le Parti est bien vivant mais négateur.

C'est l'orientation vers laquelle nous devrions concentrer notre action. Nous acceptons que le Parti et le prolétariat se préparent à la constitution de nouvelles organisations et aux différents aspects du mouvement révolutionnaire, mais nous voyons bien que cette préparation ne sera pas possible tant que n'auront pas été réalisées des amputations sur le terrain du programme et de la tactique ainsi que dans l'encadrement de notre Parti.

Nous avons le devoir de dire cette vérité. Je ne présente pas de conclusions et ne sais pas si je pourrais le faire ici. Néanmoins, à titre d'information, je vous présente les propositions du Comité central de la Fraction abstentionniste sur la question de la constitution des soviets, qui s'étend dans sa dernière partie sur le rôle du Parti politique.

Elles terminent en disant que nous croyons que les actuelles insuffisances du Parti représentent une infraction ouverte à l'acte d'adhésion à l'Internationale de Moscou. L'Internationale de Moscou peut ne pas être d'accord avec nous sur la question du parlementarisme, mais dans de nombreux textes elle a fait comprendre que le Parti socialiste n'était pas sur la voie lui permettant de devenir un véritable Parti communiste. Ce n'est pas une question de nom mais de méthode, et même dans les derniers communiqués d'Amsterdam (167) on dit que l'équivoque de l'unité doit être dépassée.

Je conclus en me référant à votre position face au problème de l'unité. Vous êtes restés unitaires. C'est ce qui nous sépare de vous, cette question fondamentale, plus que la question de la tactique électorale, dont nous avons discuté à Bologne et que nous continuerons à discuter. Encore une fois, avec ma modeste voix, j'affirme notre opposition à la solution adoptée par le

Parti, et je déclare encore une fois que les quelques camarades qui se trouvent sur le terrain de notre Fraction voient en celle-ci une question capitale, ils y voient la nécessité que le prolétariat, se détachant des habitudes du vieux parti, abandonne une partie de ses cadres pour obtenir une plus forte cohésion, formant un parti de qualité et non de quantité, pour se placer dans les conditions schématiques que moi, mathématicien, je compare à celles de forces agissant parallèlement, alors qu'actuellement nous avons de nombreuses forces agissant dans tous les sens, dont la résultante est clairement plus faible que celle d'un système ayant des forces plus faibles, plus limitées, mais se dirigeant toutes dans le même sens. C'est le problème fondamental, et c'est de là que provient l'incertitude d'un parti socialiste qui il y a peu de mois se basait sur des formulations imprégnées d'anarchisme, comme celle de la grève expropriatrice, et qui est passé de ces formules à la pratique du réformisme parlementaire [...]. Demain nous perdrons peut-être tout le Piémont du fait de l'ensemble des erreurs réalisées par la majorité maximaliste, et nous perdrons d'autres régions à court terme, ceci parce que vous n'avez pas une pratique unique, nette, précise, délimitée, dont les barrières délimitent les fronts et empêchent les erreurs [...]

Je termine par un souhait – car nous ne voyons le succès qu'à assez long terme, et nous devons donc nous limiter à un vœu, celui qu'advienne rapidement, du fait des nécessités de fer de l'histoire, le moment où le prolétariat, le communisme, réussiront à faire le pas décisif, à se placer dans les conditions permettant de vivre et d'obtenir la victoire. C'est ce que nous espérons, et nous mettons encore une fois sous les yeux des camarades de la majorité maximaliste cette tâche. La responsabilité que vous avez face à l'histoire est immense : c'est de cette situation dont vous devez vous occuper, laissant de côté les petites questions des luttes économiques, laissant de côté les questions qui peuvent venir agiter le parlement bourgeois."

Le long discours ayant provoqué d'occasionnelles remarques de la part de la majorité et de la minorité, le représentant de la Fraction dut reprendre la parole pour tracer une nette ligne de démarcation entre notre conception et celle de l'ensemble du parti. Il répond à Gennari, qui lui reprochait d'avoir soutenu à Bologne la nécessité de la constitution des soviets et de nier aujourd'hui que les conditions nécessaires à leur constitution étaient rassemblées, que la position adoptée à Bologne était explicitement conditionnée par l'abandon de la participation à la préparation électorale pour se concentrer sur la préparation révolutionnaire, et que ces conditions n'étant pas réalisées l'anneau reliant la "crise de confiance" de la classe adverse à l'attaque concentrée de la classe prolétarienne s'était rompu. En ironisant, l'orateur reprend un thème caractéristique d'une des positions constantes de la Gauche. Lorsque l'on nous accuse d'"inactivité", nous répondons que la caractéristique de l'opportunisme est justement l'"hyperactivité" :

"Je ne sais pas si la période est révolutionnaire alors que vous voulez participer aux élections ; je ne sais pas si la période est révolutionnaire lorsque vous voulez créer les soviets. Vous voulez toujours agir, et l'on peut concevoir que vous ressentiez le besoin de la création des soviets justement à cause du résultat des élections, que vous avez voulu et qui ont eu comme résultat l'effet d'affaiblir l'aspect révolutionnaire de l'action prolétarienne, et donc que vous voudriez maintenant donner une valeur révolutionnaire à l'action du parti que votre tendance dirige pour masquer l'absence de toute continuité."

Après avoir à nouveau dit que les débats révélaient l'absence totale de préparation du parti à affronter la situation, et que celle-ci reflétait l'imaturité du prolétariat dans son ensemble, le rapporteur conclut sa première partie en réaffirmant que ce n'est que lorsque le parti aura réalisé la condition primordiale, consistant à déclarer l'incompatibilité de l'appartenance au parti et à la III^{ème} Internationale de tous ceux qui admettent toujours la voie social-démocrate de conquête du pouvoir, que celui-ci sera mûr pour affronter la situation historique destinée inmanquablement à se présenter et par laquelle seulement il pourra procéder à la constitution de nouvelles organisations prolétariennes pour conduire la lutte finale contre l'état bourgeois.

A Modigliani, qui avait habilement cherché à amener l'eau de notre argumentation vers le moulin du... gradualisme, Amadeo Bordiga répond :

“Pour nous, le système des soviets n'a rien de formel, il est de substance historique, dialectique, marxiste, puisque pour nous c'est la définition de la dictature du prolétariat : elle représente le prolétariat organisé en classe dominante et n'est pas la représentation de toutes les classes comme l'est la démocratie bourgeoise, mais la représentation d'une seule classe. Toute organisation se donnant pour tâche la représentation de classe du prolétariat ayant le pouvoir entre ses mains, c'est-à-dire la force, est sans équivoque une organisation soviétiste, quelle que soit la complexité des formules de fonctionnement et de discipline. Il ne peut y avoir aucune confusion avec les formes de représentation du travail auxquelles Modigliani fait allusion, sans les placer en opposition avec les formes de représentation bourgeoise, le parlementarisme et le système démocratique, formes de représentation des différentes classes, et c'est cette opposition qui est pour nous la condition historique de la dictature sociale et politique de la classe bourgeoise et du capitalisme.

Nous revendiquons donc pleinement le principe du soviétisme communiste, le principe de la dictature prolétarienne, et nous croyons absolument impossible de confondre notre opposition actuelle, tenant compte de la situation italienne actuelle et surtout de celle d'un parti qui veut prendre l'initiative d'un projet que nous croyons inopportun et stérile, avec l'opposition au même projet des sociaux-démocrates qui, avec Modigliani comme porte-voix, contrairement à notre réaffirmation des principes du communisme, s'opposent au marxisme et en nient les positions fondamentales.”

Inutile de dire que le discours tomba dans le vide. L'ordre du jour de la direction, appuyant pleinement la motion Gennari-Regent-Baldesi, passa avec 94.936 voix pour (mais 20.950 voix contre), tandis qu'un amendement Polano-Toscani pour la généralisation de l'expérience des soviets à l'échelle nationale n'obtint que 8.930 votes. Il va aussi sans dire que l'expérience mourut avant encore d'être née : elle resta pacifiquement sur le texte de la motion officielle...

Nous ne nous arrêtons pas sur la partie conclusive du Conseil, entièrement dédiée à la question de l'intervention du parti aux élections administratives et, naturellement, absorbée par un débat bien plus animé que les précédents. L'ordre du jour officiel est approuvé pratiquement à l'unanimité. On doit ajouter que, se disposant à la bataille pour la conquête des administrations communales conçues comme un épisode “*de lutte prolétarienne révolutionnaire*” ainsi que de “*réalisation communiste*” et d’“*opposition anti-bourgeoise*” (à travers, parmi d'autres, la conquête de... l'autonomie communale !), le parti recommande aux dirigeants locaux, là où ont été institués des soviets, de s'en remettre “*à leurs conseils pour ce qui touche aux problèmes locaux, reconnaissant ainsi les nouvelles organisations prolétariennes et se préparant à leur confier pleinement le pouvoir communal et provincial*” ! Inutile d'ajouter qu'aucune voix discordante ne s'éleva sur cette question des rangs de l’“*Ordine Nuovo*” - et ce n'est pas un hasard puisque la conception officielle du parti qui était de “*s'appropriier également les organisations actuelles du pouvoir pour les utiliser au besoin, d'abord pour faciliter l'acte révolutionnaire grâce aux moyens matériels et moraux, et ensuite y substituer les organisations communistes*”, coïncidait avec la vision de conquêtes graduelles des “centres naturels” de la vie prolétarienne au sein du régime capitaliste propre à ce courant.

Le Conseil national décide enfin de tenir juste après la fermeture des travaux une réunion à caractère international en conformité avec le souhait que se tissent “*des rapports plus proches et continus avec les différentes sections de l'Internationale communiste*” et que l'on fasse les pas nécessaires à la constitution d'un bureau unique de la IIIème Internationale pour l'Europe occidentale. La rencontre se fit à porte close, mais il reste le témoignage d'Alfred Rosmer selon lequel y participaient Serrati, deux députés italiens, quelques hongrois et autrichiens, un russe, un roumain, un bulgare et le leader des zimmerwaldiens français, Fernand Loriot :

“Chacun des participants savait grosso modo ce qui arrivait en Europe et dans le monde, mais avait un urgent besoin d’informations, principalement à propos de ce qui arrivait dans les pays balkaniques et en Europe centrale, qui avaient été plus que d’autres ravagés par la guerre et les bouleversements de l’après-guerre. On était impatient de voir le développement de cette Europe wilsonienne, fruit de l’utopie d’un intellectuel libéral américain, d’un professeur presbytérien. De leur côté, nos camarades balkaniques aspiraient à connaître le mouvement ouvrier des grandes métropoles occidentales. Cependant, parce que nous nous trouvions à Milan et que la situation italienne pouvait à juste titre être considérée comme pré-révolutionnaire, l’attention se concentra sur ce pays. Invité à faire un exposé, Serrati s’en abstint et en chargea le député Sacerdote : celui-ci fit une sorte de rapport administratif, faisant l’éloge des députés socialistes, des communes, régions, villes et campagnes conquises au socialisme : il parla de la continuelle croissance des syndicats et des grèves générales à travers lesquelles la classe ouvrière intervenait dans tous les problèmes importants de la vie politique. C’était impressionnant, intéressant et encourageant, mais nous attendions tout autre chose.”

Rosmer rappelle les paroles que Serrati, s’apercevant de la déception des intervenants, prononça, à la fin de la rencontre, et que l’on peut considérer comme authentiques car elles reprennent les conceptions que nous avons vu le directeur de l’*“Avanti !”* répéter constamment et qui teintèrent de triomphalisme rhétorique son rapport sur l’Italie à l’I.C. :

“Nous avons avec nous les villes et les campagnes, les ouvriers nous suivent, les paysans ne sont pas moins enthousiastes. Dans de nombreuses communes rurales les syndicats ont substitué le portrait du roi par celui de Lénine. Nous possédons la force, une force que personne, ami ou ennemi, ne songerait à contester. Le seul problème qui se pose est celui de l’utilisation de cette force.” (168)

Excusez du peu ! Le jour d’avant, une fois terminée la discussion sur les soviets, et avec des paroles dans lesquelles il était difficile de ne pas sentir une joie malveillante, le même Serrati avait annoncé la fin de la grève des lancettes, et en avait tiré l’occasion de se lancer contre les actes d’indiscipline à la périphérie du parti : fort de l’appui des ouvriers et des paysans, le PSI ne savait pas quoi en faire au sommet et la laissait se gaspiller à la base ! Pouvons-nous, après cela, prendre au sérieux le rapport du préfet de Milan au ministre de l’Intérieur disant qu’un groupe de participants au Conseil national, rendus furieux par le contenu équivoque du programme de la direction et opposés aux réformistes, se serait réuni en secret pour élaborer un plan de constitution d’une “garde rouge” composés de militants du parti et de militaires congédiés (169) ? Le vent allait dans un tout autre sens, aussi bien en dehors qu’au sein de la réunion !

Et pourtant, la légèreté des maximalistes à vanter les succès obtenus en Italie, surtout sur le terrain de... la préparation révolutionnaire, était telle que le jeune communiste suisse Humbert-Droz, écrivant le 12 mai, de retour de la réunion de Milan, au camarade G. Wyss, pouvait annoncer que, selon ce qu’il avait appris au cours de la réunion même, *“le prolétariat italien est bien armé et peut au moment voulu commencer le mouvement révolutionnaire, et, sans difficulté, 1) s’emparer du pouvoir civil et militaire, 2) organiser la production communiste industrielle et agricole”* ; que la lutte révolutionnaire en Italie est plus difficile qu’ailleurs *“mais que les camarades italiens ont dépassé ces difficultés et qu’actuellement le prolétariat italien est sûr de sa victoire qui est très proche”* ; et qu’enfin *“l’armée rouge n’existe pas [...] mais que le prolétariat italien la formera au moment nécessaire sans difficultés”* ! (170)

Nous reproduisons le commentaire de *“Il Soviet”* du 2 mai paru sous le titre *“La réunion de Milan”* :

“La réunion du Conseil national du Parti tenue à Milan ne mérite pas de longs commentaires.

La discussion sur les différentes questions débattues pendant cette longue réunion (cinq jours avec de plus des séances nocturnes !) fut aussi vide et incohérente que possible et fut un nouvel indice de la profonde crise qui travaille le parti.

Le jeu de la droite fut logique, serré et audacieux. Elle ne dissimula pas son aversion ouverte pour les directives de la Troisième Internationale, et son opposition irréductible à toute action révolutionnaire du prolétariat italien.

Elle a confirmé posément sa méthode social-démocrate de conquête légale des pouvoirs bourgeois, et son intention d'arriver à un gouvernement de coalition avec les partis bourgeois "avancés".

La direction du parti et la pléthorique fraction qui la soutient ne surent opposer que la répétition de leur pire méthode : réaffirmer leur maximalisme dans les discours et laisser faire au parti ce qu'il a fait jusqu'à présent, avec les merveilleux résultats que l'on peut constater.

Pas une mesure qui ne frappe le réformisme niché dans le groupe parlementaire et la Confédération du Travail, pas un mot sur l'épuration et la rénovation : seulement la préoccupation d'arracher – à la manière parlementaire – le vote de "confiance", même avec des moyens douteux.

Lors de la discussion la droite embrouilla habilement la polémique sur la grève de Turin, cherchant à enfermer le lâche maximalisme dans le cercle fatal de son échec.

Il n'y eu de réconfortant qu'un salut programmatique de l'Internationale Communiste, qui sentait l'avertissement et la réprimande et que l'"Avanti !" ne publia naturellement pas – ainsi que l'affirmation, même si elle manquait pour quelques uns de précision, d'un courant de gauche dans la majorité maximaliste, désireux d'actions plus sérieuses et convaincue de la nécessité de se séparer des réformistes.

Ce courant – sur un ordre du jour présenté par le camarade Misiano maintenu malgré la désormais habituelle demande de le remanier avec l'autre ordre du jour – recueillit 26.000 voix, tandis que 10.000, avec les turinois, votaient la défiance complète envers la Direction du Parti.

Lors de la discussion sur les soviets – à laquelle participa le camarade Bordiga pour notre fraction, développant dans son discours les conceptions qu'il serait superflu d'illustrer à nouveau dans ces colonnes – le misérable projet de la direction fut battu en brèche par l'ensemble des parties. Il fut voté, c'est vrai sans conviction ni sincérité, qu'il ne s'agissait pas – écoutez bien ! – de la constitution des soviets en Italie, mais d'une expérience à réaliser dans une seule ville, et de laisser passer quelques mois... pour la réaliser après les élections administratives. C'est si vrai que la proposition de constituer effectivement les conseils ouvriers dans toute l'Italie fut repoussée à la quasi-unanimité avec enthousiasme.

Nous ne nous occupons pas de la discussion sur les élections administratives dans laquelle tous, du plus à droite au plus à gauche, discutèrent en réalisant un accord parfait. La résolution votée est connue ; elle justifie la participation à l'arène électorale avec des arguments qui non seulement constituent un coup de pied au maximalisme mais aussi au simple bon sens. C'est tout juste si l'on admet pas des candidature de non-membres du Parti – ce parti qui a l'esprit si large ! Et c'est... Modigliani qui intervint à temps !

Une seule conclusion est possible : rénover ! Trouver au plus vite, et vraiment au plus vite, la voie pour séparer dans ce Parti ce qu'il y a de sain et de vivant de la gangrène qui chaque jour s'étend plus.

C'est à cette tâche – et elle n'est pas légère – que la Fraction abstentionniste doit s'atteler sans retard."

6 – La Conférence nationale et les thèses de la Fraction communiste abstentionniste

Il n'existe de la Conférence nationale de la Fraction (8-9 mai à Florence) qu'un sommaire compte-rendu dans "Il Soviet" du 16.V ; mais les motions votées et surtout les thèses rédigées successivement et parues dans les numéros des 6 et 27 juin sont suffisantes pour établir qu'il s'agit en fait de la première réunion constitutive du futur Parti communiste ; pour ainsi dire, un Livourne anticipé (171).

Le problème n'est pas ici de lancer des plans d'action pour le renouvellement du parti, ni de découvrir des voies intermédiaires aptes à recueillir au sein d'une nouvelle organisation la majeure partie des adhérents de la vieille organisation, mais de jeter les bases théoriques, programmatiques et tactiques de ce qui doit non seulement avoir le nom mais également posséder la totalité du bagage de doctrines d'un parti communiste. Si donc le Parti communiste d'Italie ne naît pas encore, c'est pour des raisons – que nous avons retenu comme déterminantes – qui vont bien au-delà des limites nationales : en mai 1920, comme pendant tous les mois précédents, l'acte formel de la constitution en parti est rigoureusement conditionné par des décisions de caractère international. Et, comme nous l'avons souligné à diverses reprises, la position de Moscou sur la question italienne était toujours celle d'une tentative de récupération du Parti socialiste, officiellement adhérent au Comintern, par l'exclusion de l'aile droite ou au moins de ses représentants les plus caractéristiques ; ce n'est pas le désaccord sur l'abstentionnisme mais sur l'évaluation des forces susceptibles de se regrouper sans réserves sur le front de la IIIème Internationale qui empêchait la Fraction de franchir dans la forme le pas qui était déjà franchi dans le fond. C'est aussi pour cette raison que subsistaient des perplexités individuelles par rapport à l'opportunité de se séparer immédiatement du vieux parti, même en faisant abstraction des pressions qu'exerçaient dans ce sens des groupes de simples militants, étrangers à la fraction mais critiques à divers degrés et de différentes manières du maximalisme officiel, et qui se regroupèrent les mois suivants autour du noyau – déjà organisé solidement et doté d'un corps de thèses théoriques, programmatiques et tactiques – des abstentionnistes.

Ce ne sont néanmoins pas ces perplexités et ces pressions qui sont à la base des délibérations de la Conférence, inspirés tous par la ferme conscience que le Parti communiste d'Italie est né et qu'il attend seulement l'approbation officielle de sa constitution par le IInd Congrès du Comintern. L'approbation tardera à venir. Dans un message de salutation, le représentant de la IIIème Internationale pour l'Europe occidentale, après avoir tracé un cadre plus optimiste de la situation que le nôtre en prévoyant une rapide maturation des chocs révolutionnaires entre les classes, affirmait :

“Il incombera au Parti communiste (ou socialiste, même si la question du nom semble devenir subordonnée et conditionnelle), dans les prochaines luttes décisives en Italie, une lourde tâche : se préparer à la prise du pouvoir. Pour arriver à ce résultat une discipline dans la pensée et l'organisation du prolétariat sont nécessaires. Un parti communiste fort, prévoyant, courageux, est une garantie pour le triomphe de la révolution et la minimisation des pertes pour le prolétariat. A votre Fraction, chers camarades, il reste la tâche de rester au sein du Parti socialiste comme force d'opposition, de critique, de contrôle, jusqu'à ce que les prochains événements ne dissipent nos petites divergences, comme l'abstentionnisme, et réunissent toutes les forces saines, rigoureusement communistes et révolutionnaires du prolétariat italien dans le Parti communiste, lequel est et sera le seul à guider le prolétariat à la conquête du pouvoir et à l'instauration de la République italienne des soviets, comme partie de la République soviétique mondiale.”

Le message exprime avec une clarté suffisante l'opinion de l'Internationale sur la “question italienne” : le PSI est encore considéré comme une force susceptible de s'aligner dans sa grande majorité sur la voie tracée par le I^{er} Congrès de Moscou et les textes fondamentaux sortis par la suite sous la signature de Lénine, Trotski et Zinoviev ; dans cette perspective la Fraction est

considérée comme le levain dont la présence permettrait de gagner à la cause du communisme les éléments sains mais encore hésitants qui en font partie ; de “petites divergences” la séparent de la IIIème Internationale, et le souhait de celle-ci est que les faits eux-mêmes permettront de les dépasser.

Il est clair qu’une telle position tolère aussi bien la position du secrétaire du PSI Gennari - intervenu comme observateur, selon lequel s’il existe bien des “éléments délétères” dans le parti, cela ne justifie ni une “élimination impitoyable de toute la droite”, ni la scission de l’extrême-gauche – que celle de Misiani, représentant le courant qui s’était rassemblé autour de l’ordre du jour au Conseil national, qui reconnaît, il est vrai, “*que deux tendances existent dans le parti, et que celui-ci doit se séparer au plus tôt des réformistes, mais croît que les abstentionnistes doivent rester dans le Parti pour s’unir aux autres communistes dans ce travail d’épuration*”, et, alors qu’il se déclare contre une hâtive constitution des soviets, “*propose d’intervenir aux élections administratives pour ne pas faire le jeu de ceux qui veulent modifier le socialisme*”. D’autre part, lorsque Gramsci, prenant la parole au nom de l’“Ordine Nuovo”, nie que l’on puisse “*constituer un parti politique sur la base restreinte de l’abstentionnisme*” (ce qui veut dire : du programme communiste en général) et en voit par contre la condition dans “*un large contact avec les masses, qui ne peut être atteint qu’à travers de nouvelles formes d’organisation économique*” (172), il est clair que si un long chemin sépare les deux premiers (nous utilisons comme toujours les noms de personnes comme symboles de tendances objectives) de Moscou d’un côté, et de ce que sera Livourne de l’autre, le chemin qui nous sépare de l’“Ordine Nuovo” n’est pas seulement plus long mais différent : l’aune de mesure de l’existence du parti n’est pas, pour lui, le programme – dont l’abstentionnisme n’est qu’un des aspects, et pas l’aspect discriminant – mais le fait de s’appuyer sur de “nouvelles formes d’organisation économiques”, sur des organisations immédiates, déliées de tout parti car nécessairement sans programme.

Outre le fait de répondre – et il est facile d’imaginer que ce fut fait – à ces représentants de courants qui nous étaient étrangers, ne se rapprochant de nous qu’à cause de l’attrait opéré par le phare de la révolution d’octobre, il apparaît évident de ce rapide résumé d’“Il Soviet” – mais surtout d’une polémique ultérieure avec Vittorio Ambrosini, personnage trouble dont les positions ne peuvent enthousiasmer que des historiens dernier cri du type Lepre-Levrero – que la conférence de la Fraction ait dû frapper vigoureusement sur des éléments dont l’adhésion datait des tout derniers mois et qui avaient importé dans ses rangs un parasite qui nous a toujours été étranger et que Trotski appelait en 1906 – avec beaucoup d’efficacité - “*l’incapacité d’attendre*”, le qualifiant de “*caractéristique principale de l’opportunisme*” : le parasite de ceux qui ne peuvent concevoir de militantisme révolutionnaire sans une action immédiate et qui aie si possible comme objectif immédiat la finalité maximum, avec comme résultat de transformer l’“impossible” maximum en un vulgaire minimum, et de tomber ainsi droit dans le réformisme, “*transformant tous les prolétaires en petits-bourgeois*” et leur fixant des objectifs vulgairement “populaires” et “démocratiques” ; le parasite de ceux qui ne se résignent pas au fait qu’il existe des situations, qui se mesurent non en jours mais en années, pendant lesquelles, justement dans l’intérêt d’une action décisive mais non immédiate, il soit nécessaire de “savoir attendre” avec un apparent immobilisme au sein duquel mûrissent, en réalité, les conditions y compris subjectives de la victorieuse action de demain.

La polémique contre la maladie de l’activité à tout prix est ancienne pour le marxisme, et il faudrait en parler plus longuement que ce qui nous est permis dans ces pages. Il est caractéristique – et c’est une preuve de l’invariance de l’opportunisme – que pour les porteurs de ce bacille, ce ne sont pas “*les conditions objectives générales et les classes qui y sont impliquées*” qui génèrent des situations révolutionnaires, mais la volonté des individus, tandis que la préparation “subjective” à celles-ci – le dur travail préliminaire de restauration théorique comme préalable à l’existence organisationnelle du parti, et donc à une action efficace sur la base de ces conditions – est regardé avec aversion, comme un exercice purement cérébral, comme de

l'inaction et de l'anti-action ; que les porteurs de ce bacille soient souvent les partisans de luttes "populaires" et de partisans, les arditi de 1920 en Italie, des "arditi del popolo" en 1921-22, ceux qui en 1850 à Londres étaient les ex Partisanen-Chefs des batailles d'arrière-garde de la "révolution" allemande si féroce ment tournés en dérision par Marx et Engels. Il serait injuste de comparer Willich et Schapper, en tant qu'... arditi avant la lettre, à des gens comme V. Ambrosini, mais il y a pourtant un fond commun, tous étant impatients de construire un "parti de gouvernement" et indifférents envers ceux qui au contraire travaillent pour le "parti d'opposition de l'avenir", et il y a un fil qui relie ceux qui alors "ne savaient pas attendre", et, n'en pouvant plus, se mélangeaient à la démocratie petite-bourgeoise en s'en faisant les porte-voix, et les opportunistes russes de 1906. La cinglante critique de Marx lors de la séance du 15 septembre 1850 de la centrale de la Ligue des Communistes est féroce :

"La minorité substitue une vision démagogique à la vision critique et une vision idéaliste à la vision matérialiste. Pour celle-ci la roue motrice de la révolution n'est pas la réalité mais la volonté. Pendant que nous disons aux ouvriers : vous devez passer à travers quinze, vingt, cinquante ans de guerre civile et de lutte entre les peuples, non seulement pour modifier les rapports réels mais pour vous transformer vous-mêmes et pour vous rendre aptes au pouvoir politique, vous dites tout le contraire : nous devons arriver rapidement au pouvoir, ou bien autant aller dormir [...]. Comme les démocrates le font du mot peuple, vous faites du mot prolétariat quelque chose de sacré. Comme les démocrates vous remplacez le développement révolutionnaire par la phrase révolutionnaire".

Quant à nous, l'accusation de passivité, due au fait que nous avons la force d'assumer face aux ouvriers la position impopulaire de ceux qui ne s'illusionnent pas sur l'efficacité d'une action immédiate pour laquelle manque la jonction entre le préalable suggestif de la "connaissance des rapports réels" qui ne peut être possédé que par le parti, et le préalable objectif du développement de ces mêmes rapports, nous accompagne depuis le surgissement de notre mouvement comme mouvement organisé. La question pour nous était claire depuis longtemps, et nous n'avons jamais dissimulé notre manière de la poser. Dans une note du "Soviet" du 16 mai il était déjà écrit :

"Nous n'avons aucune hâte ni impatience, car nous savons qu'aucune révolution n'a été faite et ne sera faite par la volonté d'hommes ou de groupes, et que, d'autre part, lorsque le processus de dislocation de l'ancien ordre des choses sera venu à maturité, sous l'action de ses forces de désagrégations internes, aucune "prudence" ne pourra faire obstacle à la révolution. Mais si nous n'avons aucun désir de précipiter les événements, nous voulons cependant que ceux-ci ne trouvent pas le parti sans préparation, sans programme d'action précis, et sans volonté révolutionnaire, comme aujourd'hui."

C'est en ceci que réside la condition sine qua non du dénouement du conflit social dans un sens positif et non démoralisateur ou, pire, destructeur des énergies les plus saines de la classe ouvrière et de ses capacités de reprise en cas d'échec. L'"absence d'impatience" voulait dire sérieux, engagement, ferveur dans la préparation. Pour les impatients, pour les activistes à tout prix, ceci est du "vide" ; mais peu de mois après, au IIème Congrès de l'Internationale, ce sera Lénine qui posera le problème de la "préparation révolutionnaire", en opposition à la légèreté des trop nombreux adeptes de la phrase, au centre des débats. Le nœud de la question était, à l'échelle internationale, justement là : nous savions que nous ne serions sortis de la situation dramatique dans laquelle la classe ouvrière, et pas seulement italienne, avait été jetée par l'opportunisme – qu'il ait été souillé du crime de coresponsabilité du massacre impérialiste ou qu'il se soit dissimulé derrière le paravent du "ni adhérer ni saboter" –, qu'à travers un dur travail de réédification théorique et de sélection politique, dont le présupposé était la condition, en soi désagréable mais acceptée par les révolutionnaires avec le manque d'impatience qui constitue leur force, qui consistait à proposer à la classe ouvrière et donc à sa minorité consciente non pas d'agir n'importe comment, mais de jeter les bases réelles de l'action, les

seules donnant un sens et un but à l'action, et avant tout le parti, qui est le programme, la théorie, la tactique qui y correspond, qui est enfin organisation – ou alors rien n'est possible.

Que proposait Ambrosini (et sa voix n'était pas la seule) en théorie? Voici son raisonnement : la Fraction communiste abstentionniste a raison : le parti est nécessaire avant tout. Mais *“les masses veulent agir aujourd'hui, l'action s'impose aujourd'hui de manière absolue”*. Et le parti ne peut naître sans répondre – et rapidement – à cette exigence immédiate, à cette poussée irrésistible. Constituons donc *“au plus vite les conseils d'usine et les soviets”*, employons-nous à la *“préparation de l'insurrection”*, préparons les moyens pour *“la conquête des usines et l'occupation des terres qui, accomplis de manière simultanée et coordonnée, constituent un acte politique à effectuer au moment de la prise de possession du pouvoir de la part du prolétariat”* : le reste viendra de soi. *“Nous n'en sommes plus au temps des discussions théoriques [des temps qui, pour ce type de révolutionnaires, ne viennent jamais, c'est pourquoi ils ne s'y plongent pas même s'ils pensent néanmoins que ces temps sont venus] et aucune fraction, aucun parti ne peut être aujourd'hui vivant et actif dans la précipitation de la crise sociale s'il se fonde sur une action critique négative, sans indiquer une voie directe d'action positive. Nous excluons que cette action puisse être une action légale au sein des institutions actuelles : l'action révolutionnaire doit donc se développer autour des organisations soviétistes”*.

Comme nous l'avons déjà indiqué, un des aspects de la situation d'alors que l'on pourrait sans exagération qualifier de dramatique (et comment caractériser celle d'aujourd'hui ?), était la pullulation de groupes d'adeptes de l'action pour l'action, prompts à faire miroiter aux yeux des ouvriers, à la moindre grève, la perspective de “mouvements” n'ayant que des buts vagues, confus, contradictoires, et des résultats catastrophiques – du mythe de la grève générale expropriatrice aux conseils ouvriers fonctionnant comme des organisations du pouvoir prolétarien au sein même de la société capitaliste – ainsi qu'une déperdition d'énergie à travers une série d'action mal choisies et encore plus mal menées. Ces mouches du coche venaient des quatre points cardinaux : les maximalistes de l'Est, les anarchistes du Sud, les ordinovistes de l'Ouest et les partisans de D'Annunzio du Nord. Leur “démagogie”, leur “phrase révolutionnaire”, comme le disait Marx, était une peste tout autant que le “réalisme” et la soi-disant “absence de démagogie” des réformistes. Nous pouvons l'illustrer par une note de “Il Soviet” du 6 juin commentant un article d'Ambrosini qui revenait sur les réponses qui lui avaient été faites à la réunion de Florence :

“Lors de la Conférence on adopta à l'unanimité [...] les critères soutenus par “Il Soviet” selon lesquels, en résumé, ni les conseils d'usine ni les soviets ne peuvent être considérés comme des organes de la lutte révolutionnaire, ni leur constitution représenter le contenu du travail révolutionnaire, qui est un travail politique de préparation morale et matériel dont le préalable est l'existence d'un parti communiste [...].”

Quant à la motion Ambrosini (dont le fait qu'elle n'ait pas été soumise à discussion a, inutile de le dire, profondément indigné l'auteur) elle faisait une telle confusion entre grève générale, prise de possession des usines et conquête révolutionnaire du pouvoir, qu'elle la rendait inacceptable [...]

Le camarade Ambrosini demande quel est le programme d'action de la Fraction. Il nous semble l'avoir plus d'une fois clarifié et avoir particulièrement insisté sur les liens existants entre principes et actions communistes, entre doctrine et pratique, refusant l'opposition entre ces termes que veulent établir ceux qui s'intitulent révolutionnaires ardents.

Il semble que le camarade Ambrosini en fasse partie, lequel souligne toujours les termes action et agir. Ne démontre t'il pas ainsi que dans son esprit l'action finit par devenir fin en soi, et non plus moyen apte à atteindre un but historique précis ? Lors de la Conférence nous avons cherché à démontrer au camarade Ambrosini que cette erreur d'évaluation conduisait à la formule favorite des réformistes : le but n'est rien, le mouvement est tout.

L'action, pour être un succès, nécessite la conscience politique d'une minorité d'avant-garde qui doit constituer le parti révolutionnaire.

Nous ne disons pas qu'il ne faut pas, dès à présent, s'occuper de la préparation matérielle : nous pensons même que l'on a perdu déjà trop de temps. Nous voulons qu'elle soit couplée à la préparation politique.

Les réactions de nombreux camarades qui, du fait de leur exubérance, approuvent la position d'Ambrosini, se convaincront que la seconde préparation manque au moins autant que la première."

Aujourd'hui, les historiens qui se pâment de joie en lisant les objections qu'un Ambrosini éleva contre nous, et qui en font un interprète du "léninisme", ne peuvent même pas invoquer l'excuse d'une certaine "exubérance" : ils ont abandonné depuis longtemps le but, et pour eux le mouvement est tout, un mouvement qui s'identifie avec le plus pantouflard, le plus cocardier, le plus rance des réformismes, même si (ou plutôt parce que) ils se masquent sous les couleurs d'un arditisme version Résistance.

La Fraction, donc, poursuit son chemin sans impatience ni hésitation quand à d'éventuels compromis. Au terme de la première partie des débats "sur la situation italienne et l'orientation du PSI", la Conférence :

"Après avoir entendu le rapport du Comité central et le communiqué des représentants de la Direction du Parti, des Fractions qui en sont proches et de la Fédération de la jeunesse [...] :

Déclare que le Parti, de par sa composition et son action, n'est absolument pas en état de se porter à la tête de la révolution prolétarienne, et que ses nombreuses déficiences proviennent de la présence dans celui-ci d'une tendance réformiste qui, dans la phase décisive de la lutte de classe, prendra inévitablement une position contre-révolutionnaire, et d'un mélange de verbalisme programmatique communiste avec la pratique opportuniste du socialisme traditionnel dans les actions politiques et économiques.

Affirme également que l'adhésion du PSI à la IIIème Internationale ne peut être considérée comme régulière puisqu'il est toléré la présence en son sein de ceux qui nient les principes de l'Internationale Communiste, les diffamant ou pire spéculant démagogiquement sur eux dans un but de conquêtes électorales."

Il en tire donc les conséquences suivantes :

"Retenant que le véritable instrument de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le Parti communiste, le parti politique de classe, fondé sur l'expérience historique du processus révolutionnaire communiste en cours dans le monde contemporain et déjà victorieux dans la Russie des Soviets.

Décide de consacrer toutes ses forces à la constitution en Italie du Parti communiste, section de la IIIème Internationale, affirmant qu'au sein de ce parti, comme de l'Internationale elle-même, la Fraction soutiendra l'incompatibilité de la participation aux élections des organisations représentatives bourgeoises avec les principes et les méthodes du communisme, et espère que les autres membres du parti actuel qui sont vraiment communistes se porteront sur le terrain du nouveau parti et se convaincront par ailleurs que la sélection ne pourra se faire sérieusement qu'à travers l'abandon des méthodes d'action politique qui en font pratiquement des social-démocrates."

En fonction de ces affirmations de principe :

"Confie un mandat au Comité central pour :

1) Préparer – en se référant au programme présenté à Bologne par la Fraction communiste et à la direction soutenue par l'organe de la Fraction dans la discussion sur les problèmes

actuels les plus importants, ceux de la méthode et de la tactique communiste – le programme du nouveau parti et de ses statuts ;

2) Intensifier les rapports internationaux dans le but de constituer la Fraction anti-électorale au sein de l'Internationale communiste, et de soutenir, lors du prochain Congrès International, les directives de la Fraction, demandant par ailleurs que soient prises des mesures afin de résoudre la situation anormale du parti socialiste italien ;

3) Convoquer immédiatement, après ce congrès international, le Congrès constitutif du Parti communiste, invitant à y adhérer tous les groupes qui sont sur le terrain du programme communiste, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du PSI ;

4) Résumer dans des thèses claires et efficaces les positions de principe et de tactique de la Fraction en les défendant largement en Italie et à l'étranger."

La résolution n'a pas besoin de longs commentaires. Elle condamne le Parti socialiste dans son entier, aussi bien la droite équivoque que le centre plus qu'équivoque. Elle affirme la nécessité d'un surgissement du Parti communiste sur des bases programmatiques adhérant rigoureusement aux principes fondamentaux de la doctrine marxiste, et de leur confirmation à travers le bilan des révolutions contemporaines, victorieuses ou vaincues (173) ; elle assume la tâche de définition et de codification du programme du nouveau parti, le seul capable de représenter l'Internationale communiste reconstruite sur les fondements théoriques du marxisme ; elle subordonne l'acte formel de constitution du parti aux décisions que prendra le IIème Congrès ; elle revendique un abstentionnisme basé sur des considérations n'ayant rien en commun avec l'abstentionnisme anarchiste, immédiatiste, ouvriériste, etc., et se propose de le défendre lors des réunions internationales sans en faire une condition sine qua non de l'appartenance au Comintern. En somme, elle prend acte d'une scission que seules un écheveau de circonstances de nature surtout internationales retardera jusqu'au mois de janvier suivant.

Ajoutons – mais nous y reviendrons dans le chapitre suivant – que la tentative de constitution d'une Fraction abstentionniste internationale aura à faire face à des obstacles de principe insurmontables : c'est en vain que nous chercherons en Europe une tradition abstentionniste qui ne soit pas d'origine non-marxiste. A Moscou, Boukharine, bien que nous combattant – sur la base d'un patrimoine anti-démocratique commun – donnera acte que seuls nous méritons de prendre la parole – et une parole discordante – face à des marxistes !

La Conférence approuva ensuite un ordre du jour ainsi conçu :

"La Conférence nationale communiste, concernant la conduite de la Fraction dans le Parti Socialiste pendant la période des élections municipales, décide de la ligne de conduite suivante :

Les abstentionnistes ne contribueront en aucune façon et sous aucune forme aux activités électorales et, même là où il n'y aura pas de présentation de liste du Parti, et développerons avec toute l'énergie possible la campagne abstentionniste."

Et passe à la résolution des questions concernant l'amélioration de la coordination du travail de propagande et de préparation révolutionnaire.

La véritable signification de cette réunion est néanmoins la rédaction d'un corps de thèses qui paraîtront sous leur forme définitive un mois plus tard.

L'importance des "Thèses de la Fraction communiste abstentionniste" (174), publiées dans les numéros 16 et 17 des 6 et 27 juin de "Il Soviet", réside en premier lieu dans le fait, caractéristique d'une orientation à laquelle la Gauche restera toujours fidèle, qu'elles représentent non pas la plate-forme d'un parti national, mais une synthèse des positions théoriques, programmatiques et tactiques qui distinguent nécessairement le parti de la révolution communiste mondiale. Elles ne concernent pas l'aire italienne, qui n'est nommée à aucun

moment, ni une période historique particulière, mais formulent des principes auxquels chaque parti communiste sur un territoire quelconque et dans une des phases quelconques ouvertes par la première guerre mondiale et la révolution russe, doit s'inspirer, et qui le séparent de toute autre organisation politique soi-disant ouvrière. Ce point est particulièrement important puisque un mois après, lors du IInd Congrès de l'Internationale, une des revendications centrales de la Gauche sera la revendication d'un programme unique pour tous les partis communistes, obligatoire pour tous sans aucune des exceptions invoquées sous le prétexte de telle ou telle "particularité nationale".

En second lieu, les thèses répondent au critère, que notre courant aurait voulu voir adopter centralement au IInd Congrès, de l'établissement, même sous forme synthétique et schématique, d'un programme ou les questions de théorie, de principes et de tactique soient bien séparées et développées, et que l'on ne parvienne aux directives tactiques qu'après avoir défini nettement les bases théoriques et programmatiques ainsi que les buts finaux du mouvement communiste mondial, et qu'apparaisse clairement le lien indissoluble entre eux. Le schéma que Lénine, justement, reprochera lors du III^{ème} Congrès de l'Internationale aux extrémistes infantiles, aux théoriciens de l'"offensive" à tout prix, est d'avoir oublié – ou de n'avoir jamais appris – où se trouvaient dialectiquement placés doctrine, principes, buts, programme et tactique, sans les rassembler en un seul faisceau et en confondre les termes (175), et faire en sorte qu'ils soient chacun parfaitement respectés. Celui-ci rappellera avec une particulière vigueur le lien sans lequel on détruit l'unité entre théorie et praxis, entre "pensée" et "action", qui est un des points centraux de la doctrine marxiste.

Les thèses s'articulent donc en trois parties, la première rappelant les points fondamentaux de la doctrine communiste et de sa vision de l'histoire comme histoire de la lutte des classes culminant par la conquête du pouvoir politique par la classe dont l'existence exprime l'antagonisme devenu irrémédiable entre force et rapport de production, conquête qui ne peut advenir (et n'est seulement advenue) qu'à travers une révolution violente dont le prolongement nécessaire est l'exercice dictatorial du pouvoir conquis par la classe victorieuse. Il faut noter que dans cette partie, où l'on répète la nécessité d'une organisation militaire centralisée des forces prolétariennes contre les assauts de la contre-révolution, et où l'on indique le cadre des transformations économiques et sociales que la dictature prolétarienne sera amenée à effectuer par ses "*interventions despotiques*" jusqu'à la disparition complète des rapports de l'économie capitaliste et l'abolition des classes, donc également de l'état en tant qu'appareil politique du pouvoir, "*progressivement remplacé par l'administration collective rationnelle de l'activité économique et sociale*", est mis en relief la fonction primordiale du parti : d'une part "*il n'est que l'organisation en parti politique qui réalise la constitution du prolétariat en classe dominante pour son émancipation*", de l'autre "*la dictature du prolétariat sera la dictature du parti communiste*", deux formules qui seront rappelées avec une extrême vigueur dans les thèses du II^{ème} Congrès sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne et élevées au niveau de discriminants des autres courants politiques soi-disant "proches" qui, bien que partageant de manière générique le principe de la révolution et donc de la violence, ignoraient ou pire encore niaient la nécessité que cette violence soit guidée avant et après la conquête du pouvoir par une conscience des buts généraux et des moyens adaptés dont seul le parti est le dépositaire, et qu'elle s'incarne dans une organisation centralisée qui encore une fois ne peut être que le parti. Rien ne pourrait mieux distinguer notre courant, depuis lors, des innombrables variantes de l'ouvriérisme, de l'immédiatisme et du spontanéisme représentés en Italie par l'"Ordine Nuovo", les anarcho-syndicalistes et les anarchistes, en Allemagne particulièrement par le KAPD. Rien ne pourrait montrer avec une plus grande clarté la pleine convergence de notre vision du processus révolutionnaire et de ses présupposés avec celle des bolcheviks. C'était alors le thème des grandes polémiques de Lénine et Trotski non seulement avec les extrémistes infantiles mais aussi avec Kautsky, preuve non occasionnelle du fait que toutes les variantes de l'opportuniste convergent tôt ou tard dans la négation centrisme des bases mêmes de la révolution et de la dictature prolétarienne. De ces polémiques n'arrivaient en Italie qu'un

écho lointain, mais ceci n'empêchait pas la Gauche, comme les années précédentes, d'assumer face à ces problèmes une position de principe identique – une position qui était, en Russie, également pratique, et rendue encore plus nette et catégorique par l'épopée et surtout le drame de la guerre civile – à celle que les bolcheviques proclamaient fièrement sous les cris de consternation des innombrables philistins prospérant dans les rangs du prolétariat occidental. Même sous cet aspect les thèses ont clairement une portée internationale, qui en font l'unique apport véritable au grandiose travail de restauration des points cardinaux de la doctrine marxiste entreprise par la III^{ème} Internationale que l'Occident puisse se vanter d'avoir pris en charge, en suivant la trace lumineuse des protagonistes de la révolution d'Octobre, et montrent que non seulement nous n'avons rien à partager avec l'"infantilisme extrémiste" mais que nous nous situons au pôle opposé.

La seconde partie développe une critique de toutes les idéologies dont le communisme (et il le proclame ouvertement) est la négation, de l'idéalisme philosophique et de sa traduction en termes politiques, la démocratie parlementaire, jusqu'au pacifisme petit-bourgeois et wilsonien, du socialisme utopique jusqu'à ses représentants extrêmes qui placent la perspective d'émancipation de la classe ouvrière sur la projection – non seulement dans la lutte de préparation révolutionnaire mais aussi dans la conquête du pouvoir et l'exercice de la dictature – des organisations immédiates dans lesquelles, sous la domination du capital, les prolétaires se regroupent sur la base de leur situation et de leurs intérêts contingents dans le cadre du mode de production bourgeois (anarcho-syndicalisme, conseillisme, ordinovisme), du réformisme appliqué au processus d'ascension de la classe prolétarienne depuis sa position de classe assujettie à celle de classe dominante jusqu'au réformisme appliqué au mode d'exercice de cette domination, enfin par une critique des conceptions anarchistes considérées comme filiation directe de l'idéalisme bourgeois et donc de la forme de production et de distribution capitaliste.

La troisième partie déduit des principes théoriques et programmatiques la totalité de l'arc des activités que le parti est appelé à développer en fonction de ses buts, poursuivis en tant que représentant des intérêts généraux et permanents de la classe : travail théorique, propagande, prosélytisme, participation active à la vie des organisations syndicales et des organisations économiques en général, propagande antimilitariste au sein de l'armée, préparation révolutionnaire sur le plan légal et illégal, jusqu'à l'assaut révolutionnaire au pouvoir. Une fois de plus, la participation aux élections et à l'activité parlementaire est repoussée, non pas pour des raisons de principes, et donc valides à toutes les époques, mais sur la base d'arguments s'appuyant sur la vision marxiste de la période historique dans laquelle la question de la conquête révolutionnaire du pouvoir est posée dans toute son urgence comme seule alternative possible à la domination incontestée de la classe dominante, et en particulier sur la reconnaissance de l'énorme obstacle à la préparation révolutionnaire que pose, dans les pays de capitalisme avancé, la persistance non seulement des institutions démocratiques en tant que telles, mais des illusions alimentées par la classe exploiteuse dans la classe exploitée sur la possibilité d'arriver par cette voie à leur propre émancipation.

On souligne le refus de principe d'"accords ou d'alliances avec des mouvements qui ont en commun [avec le parti communiste] un objectif contingent déterminé [ou même "l'action insurrectionnelle contre la bourgeoisie"]", mais qui en divergent par leur programme d'actions ultérieures" (claire anticipation du refus du futur "front unique politique"), et on précise nettement dans le point 13, parfaitement aligné sur les thèses du II^{ème} Congrès, que les soviets ne sont pas des organes de lutte révolutionnaire en soi mais le deviennent si le parti en conquiert la majorité, et que, de même qu'ils peuvent représenter un outil précieux dans la lutte révolutionnaire dans une période de crise aiguë, il peuvent constituer un danger sérieux de conciliation avec les institutions de la démocratie bourgeoise lorsque le pouvoir de la bourgeoisie se renforce. Un autre point important, et également pour les futures polémiques, est le point 3 qui ne fait pas du "consensus majoritaire" et du simple décompte numérique une condition préalable à l'action du mouvement communiste.

Les thèses se terminent avec deux formules qu'il est bon de reproduire pour la plus grande honte des historiens qui, suivant le sens ou tourne le vent, nous accusent tantôt d'avoir été impatient et tantôt d'avoir été passif. Ces formules expriment la claire position marxiste du refus du blanquisme en tant que théorie du coup de main d'une minorité audacieuse, d'un acte de volonté qui n'est pas basé sur l'évaluation des rapports de force réels de la société dans son entier, mais revendiquent l'utilisation des rapports de force dans la théorie de l'insurrection armée, de la dictature et de la guerre civile, comme l'essence même du marxisme :

“1) Ce qui distingue les communistes n'est pas le fait qu'ils proposent dans chaque situation et dans chaque épisode de la lutte de classe la levée immédiate de toutes les forces prolétariennes pour le soulèvement général, mais le fait qu'ils soutiennent que la phase insurrectionnelle est le débouché inévitable de la lutte et qu'ils doivent préparer le prolétariat à l'affronter dans des conditions favorables au succès du développement ultérieur de la révolution” (formule lapidaire qui résume notre conception fondamentale indiquant que le parti est révolutionnaire non seulement – et nous pourrions dire non pas tant – lorsque la révolution frappe à la porte, mais aussi et surtout dans les périodes - qui peuvent être longues, tourmentées et contradictoires – ou celle-ci semble s'éloigner, et où il doit travailler dans le sous-sol avec la sûreté et l'épuisante lenteur de la “vieille taupe”).

“2) Une tâche spécifique du parti est de combattre tous ceux qui, en voulant précipiter à tout prix l'action révolutionnaire, pourraient pousser le prolétariat au désastre lorsque les opportunistes, exploitant les circonstances qui déconseillent de pousser l'action à fond, cherchent à arrêter définitivement le mouvement révolutionnaire pour le mener vers d'autres objectifs, en gaspillant ses énergies, alors que le parti communiste doit au contraire toujours plus conduire sur le terrain de la préparation à l'inévitable lutte armée finale contre les défenses de la bourgeoisie.”

En dehors de la revendication de l'abstentionnisme électoral, qui avait une grande importance pour nous comme outil de sélection des partis en Occident mais que nous n'élevions pas au niveau d'une question de principe, il n'y a aucun point de ces thèses que les bolcheviques n'auraient alors pu souscrire.

Moins de six années plus tard, au IIIème Congrès du PC d'I à Lyon et au VIème Exécutif élargi de Moscou, la Gauche devra rappeler à la vieille garde léniniste qui luttait tragiquement au sein du parti, sous l'étreinte de la contre-révolution montante, d'un côté que le marxisme est une vision globale unique du monde et de l'histoire, de l'autre que les manœuvres tactiques ont et doivent avoir une limite, à cause de leurs effets sur la continuité de principes et de programme proclamés publiquement et traduits en une pratique qui y est cohérente, et qui, avec une organisation stricte, constituent une notable part de l'influence du parti sur la classe.

Ajoutons un mot sur le mouvement de la jeunesse et la Fraction communiste abstentionniste. Six mois s'étaient passés depuis le VIIème Congrès national de la jeunesse dont nous avons brièvement parlé dans le IIIème chapitre, et la situation au sein de la Fédération avait notablement changé. La majorité restait fidèle au maximalisme électoraliste, pensait leur secrétaire Luigi Polano, et avait parcouru l'ensemble du cycle menant du mythe des conseils d'usine à celui des “soviets révolutionnaires” avant d'enterrer ceux-ci dans la formule de leur constitution à titre... expérimental. L'influence des communistes abstentionnistes, tout au contraire, croissait rapidement et se reflétait dans la position critique de l'aile majoritaire par rapport au parti “adulte”.

Lors de la Réunion communiste de la jeunesse des pays occidentaux, tenue les 21-22 mai à Milan, en discutant de la légitimité ou non de l'adhésion de la Fédération française qui, ne se différenciant en rien de la SFIO, prétendait à une autonomie d'action en fonction des conditions particulières de la France, à la liberté de maintenir envers le Parti socialiste des rapports de sujétion complète, à la reconnaissance de la possibilité d'adhésion à l'Internationale de la jeunesse de plusieurs organisations nationales, etc., et vers laquelle la majorité avait pris une

position, mis à part quelques petites réserves, favorable, Secondino Tranquilli (pour ceux qui ne le sauraient pas, l'actuel Ignazio Silone – et nous ne le disons que pour confirmer notre position disant qu'il n'est pas facile de vieillir en marxiste révolutionnaire) avait pris la parole pour repousser avec énergie toute forme de tolérance envers des organisations de substance social-démocrate et regretter que l'Internationale de la jeunesse ne risque de surgir sur des bases fédératives sur le modèle de la défunte – et bien défunte – IIème Internationale. Dans son intervention, parue dans le n° du 13.IV de "L'Avanguardia", on lit des phrases que nous aurions pu et que nous pouvons acclamer des deux mains :

“On ne peut pas faire de distinctions entre les sociaux-démocrates qui sont au pouvoir et ceux qui n'ont pas eu la “possibilité” d'y arriver [...]. En terme de principes, le plus innocent de nos réformistes égale le plus exécutable des sociaux-démocrates allemands : Turati c'est Scheidemann, MacDonald c'est Noske et Longuet c'est Ebert”. Et encore : “On peut discuter entre communistes sur le programme et non pas contre le programme. Par exemple, en Italie nous avons discuté de la manière d'expliquer notre anti-parlementarisme ; certains disent : dans le parlement, d'autres disent : hors du parlement, et nous continuerons à en discuter ensemble ; mais si demain quelqu'un disait : je ne suis pas anti-parlementariste, je suis démocrate, nous lui dirions : entre nos principes et les tiens il y a incompatibilité ; et nous l'enverrions voir ailleurs”.

Le même orateur avait ensuite revendiqué une direction unique, internationale et révolutionnaire, pour le mouvement de la jeunesse, et, particulièrement pour les fédérations nationales, une action anti-militariste énergique, qui ne se confonde en rien avec le pacifisme petit-bourgeois de style parisien, et une activité de préparation idéologique et de militantisme pratique qui ne puisse en aucun cas se confondre avec “un travail culturel et éducatif” comme celui développé dans la vieille tradition française.

Peu de jours après, au Conseil national de la jeunesse socialiste italienne (Genzano, 30-31 mai et 1^{er} juin), la pression de la Gauche conduit la majorité à assumer, lors des confrontations avec la direction maximaliste du PSI, une position bien plus énergique que celle tenue par le groupe de Misiano au Conseil national de Milan, même si cette majorité était encore confuse sur la question des conseils ouvriers (la motion Moschelli, votée à la majorité, écrivait que les soviets “ne pourront vivre et se développer s'ils ne sont pas créés par un prolétariat qui ait acquis sur les lieux mêmes de travail la capacité de se gouverner lui-même à travers l'institution des conseils d'usine et des commissaires d'ateliers, et qui moyennant ces mêmes institutions rénove la composition des syndicats de métiers en en faisant des organes de la conquête du pouvoir” : un mélange d'ordinovisme et de syndicalisme révolutionnaire !) ; et amène directement, comme l'observera “Il Soviet” du 27 juin, à la conclusion que l'on doit “décliner sa propre responsabilité” au cas où (!) le parti irait “dans la direction contraire au développement de la révolution communiste”, et si (!) “prévalaient dans celui-ci” des éléments modérés ! La motion présentée par Santacroce et Mangano au nom des communistes abstentionnistes, qui obtient 5 voix contre 7 à la motion officielle, reprend point par point les délibérés de la Conférence de Florence, comme on peut le déduire du texte reproduit dans “L'Avanguardia” du 13.VI.1920 :

“Le Conseil national, constatant à travers les épisodes caractéristiques de la guerre civile que, dans les villes comme dans les campagnes, existe au sein des foules une psychologie révolutionnaire reflétant l'actuelle décomposition du régime bourgeois, retient nécessaire de donner à la propagande un caractère nettement révolutionnaire.

Constatant que le PSI, qui devrait être le parti politique de la classe prolétarienne, n'est, de par sa constitution, pas capable de se porter à la tête de la révolution prolétarienne, et ceci du fait de l'existence en son sein d'une tendance réformiste et centriste, qui dans la phase décisive de la lutte de classe prendra une position contre-révolutionnaire, retient que l'adhésion du PSI, à laquelle adhère la Fédération de la jeunesse socialiste italienne, à la IIIème Internationale ne

peut être considérée comme régulière puisque ce parti tolère la présence en son sein de ceux qui nient les principes de cette IIIème Internationale.

S'engage à commencer une agitation tendant à la scission d'avec les sociaux-démocrates du PSI et de la FGSI, se réservant de retirer sa propre adhésion au PSI tant que celui-ci tolérera la présence de ces scories du réformisme qui en entravent la fonction historique révolutionnaire.

Décide enfin de conformer l'activité de la Fédération en totale harmonie avec cette orientation, et donne mandat au CC de maintenir un contact étroit avec les délégués nationaux dans le but d'établir un programme d'actions précis, invitant la jeunesse socialiste à se désintéresser totalement des prochaines élections administratives et à ne contribuer en aucune manière aux activités électorales."

L'ordre du jour suivant fut également présenté par des communistes abstentionnistes et quelques maximalistes électoralistes :

"Le Conseil national, discutant de la situation nationale, prend acte du sabotage par la CGL de la grève des camarades de Turin et du honteux appuis donné par la direction du PSI à la louche manœuvre des contre-révolutionnaires de D'Aragona, et envoie sa forte réprobation aux organisations économiques et politiques du prolétariat révolutionnaire en stigmatisant leur contenu qui n'a rien de socialiste."

Cinq délégués votèrent pour et cinq contre, tandis qu'un, le maximaliste Moschelli, s'abstient car, bien qu'en partageant la substance, il n'acceptait pas *"la forme violente sous laquelle il était rédigé"* : le maximalisme ne se dément jamais ! Il est aussi vrai que la naïveté dont avaient fait preuve les jeunes abstentionnistes au congrès de fin octobre 1919 durait encore et, dans l'article cité (de Giuseppe Berti cette fois ci, proche d'Ignazio Silone), "Il Soviet" déplorait que, contrairement à la ferme position tenue lors des affrontements avec le PSI sur les orientations des secrétaires du mouvement international de la jeunesse - *"orientations que non seulement un communiste abstentionniste mais même un communiste électoraliste ne pourrait approuver"* (voir le chapitre suivant) - , peut-être pour ne pas en avoir eu une connaissance exacte, les camarades Mangano et Santacroce aient présenté un ordre du jour d'approbation générique.

Nous parlerons encore de l'activité des jeunes au sein de la Fraction abstentionniste. Il suffit ici de rappeler qu'au Conseil national suivant, les 5-6 décembre, la Fédération vota l'adhésion inconditionnelle à la Fraction communiste, et que, à Livourne, sont apport à la constitution du PC d'I fut imposant.

7 – Pendant la préparation de la participation au IIème Congrès de l'Internationale Communiste

La fin quasi simultanée de la grève de Turin et du Conseil national socialiste ouvrait également une nouvelle phase d'avancée de la droite réformiste sur le front parlementaire et syndical avec l'accord tacite du maximalisme toujours plus enclin à jeter l'éponge.

Le 11 mai, Nitti tombe pour l'énième fois sous la pression de la grève des postes et téléphone. L'initiative – particulièrement appréciée par les partis bourgeois, notamment populaires – est cette fois prise par le groupe parlementaire socialiste, qui s'était pourtant démontrée plutôt favorable à Nitti les six mois précédents. A cette occasion éclate un nouveau scandale Turati. Ignorant la décision prise, puis indigné par celle-ci, le vieux leader décide, isolé au sein même de son entourage, de ne pas participer au vote :

"On a voté – écrit-il à Kulichof – en faveur de la droite de Salandra, des populistes, des pirates à l'abordage du bateau ministériel, contre notre [!!!] politique extérieure, contre la

conscience [...], on votait pour la ruine de l'Etat et de toute discipline morale. On a voté pour l'obscurité, pour l'équivoque, et – indubitablement – pour la réaction. Tout ceci est de la folie criminelle, et pas un seul qui résiste. J'ai donc sauvé mon âme.”

La suite tragi-comique de chute et de recomposition du ministère Nitti suggère d'autre part à notre hebdomadaire un court article que nous reproduisons en appendice (173), dont la relation des faits montre qu'un autre degré a été atteint dans la dégénérescence du maximalisme, faisant preuve d'une logique supérieure aux intentions d'individus ou de groupes. Les partisans de la marche au parlement dans le but de “détruire le parlement”, observe l'article intitulé “La comédie parlementaire”, finissent comme il est logique par revendiquer l'intangible souveraineté de l'institution parlementaire face au possible danger d'une limitation de son fonctionnement. La souveraineté du parlement équivaut à la souveraineté de la garde royale dans les rues d'Italie, condition de l'exercice indiscuté du pouvoir et de l'arbitraire tant décrié de l'appareil d'Etat capitaliste. Le “révolutionnarisme” des maximalistes de 1920 ne dépasse pas le niveau du statut albertin [statut de la Sardaigne édicté par le roi Charles Albert de Sardaigne, ndt] : leurs petits-enfants et arrière-petits-enfants d'aujourd'hui sont tombés bien plus bas...

Reconstitué le 21 mai, le gouvernement Nitti tombe à nouveau le 9 mai à cause d'une proposition d'augmentation du prix du pain, en dépit de son retrait précipité ; après une longue gestation, et non sans de prudents et infructueux essais pour obtenir la participation de Turati à la nouvelle équipe ministérielle, c'est Giovanni Giolitti qui prend la direction de la “chose publique”. La démocratie italienne a besoin de récupérer son prestige perdu au cours des longs mois pendant lesquels la soumission totale du pouvoir législatif à l'exécutif était apparue trop crûment (177).

Le sauveteur de la démocratie italienne a tout un programme de réformes qui va du retour à une rigoureuse observation du droit à la totale impartialité lors des confrontations avec les organisations ouvrières, de la réduction du coût de la vie à celui du déficit financier, de la nominativité des titres à l'augmentation des droits de succession et la confiscation par l'Etat des sur-profits de guerre, de l'enquête parlementaire sur les dépenses de guerre jusqu'aux solutions à la question de l'Adriatique. Mais Turati a un autre programme, bien plus radical, qu'il illustre deux jours plus tard dans le célèbre discours “Refaire l'Italie”, duquel, comme nous l'avons rappelé, Palmiro Togliatti s'inspirera 25 ans plus tard. Le sens de ce discours est en effet l'annonce préalable d'une totale adhésion à la cause de la défense des intérêts nationaux et de la revendication pour le parti de la classe ouvrière de la représentation de ses intérêts au sein du gouvernement, qui deviendront le rêve, réalisé pour un temps hélas trop bref, des nouveaux “innovateurs” national-communiste. Citons-en un extrait afin que le lecteur puisse reconnaître dans le Filippo Turati de 1920 le père légitime de l'actuel PCI :

“Si la bourgeoisie abdique, si le prolétariat n'est pas préparé, et si cependant la civilisation doit vivre, il faudra bien que quelqu'un ou quelque chose assume la gestion sociale ; quelqu'un qui ne peut plus être la bourgeoisie telle qu'elle fut, qui doit être un moyen terme entre bourgeoisie et prolétariat, qui doit être un pouvoir, une force anticipant en quelque sorte sur l'avènement du prolétariat, qui prolonge en quelque sorte le pouvoir de la bourgeoisie, jusqu'au point de soudure qui sera en même temps le point de rupture. Et je pense que cette force sera le Parti socialiste, rendu plus souple par la nécessité des choses, et forcé de s'allier, je ne dirai pas à des partis bourgeois [ah, père Turati, tu n'es pas arrivé aux sommets de Togliatti], mais à des forces bourgeoises, à des éléments bourgeois ; à des techniciens, des experts [il ne manque que les catholiques de gauche] disposés à servir avec loyauté le prolétariat et le socialisme”. En somme, “il faut un programme pour la nation, non un simple programme de gouvernement [...], il faut que l'Etat italien se transforme de politique en économique” et pour ceci il faudra “augmenter la production en améliorant en même temps la répartition, ce qui est aussi un moyen d'augmenter la production, parce que seul celui qui a la certitude de concourir à une généreuse répartition devient un producteur actif”.

Il y a ici sous forme embryonnaire toute la philosophie des “réformes de structure” élaborés par la pléiade qui va de Togliatti à Galbraith et consort. Le discours est celui d’un free-lancer, isolé au sein de son propre courant : la direction maximaliste, en tous cas, laisse courir ; le commentaire de l’*“Avanti !”* le jour suivant, critiquant le collaborationnisme de Turati dans une situation où il devrait *“tendre à accroître la faiblesse de l’Etat bourgeois pour en préparer la fin”*, porte à plat, de manière formaliste. Au IInd Congrès de l’Internationale, Serrati défendra le célèbre discours en tant qu’habile harangue envers la bourgeoisie afin que, consciente de sa propre incapacité à gouverner, elle se place finalement de côté !

Sur le plan syndical, pendant ce temps, la direction réformiste de la CGL s’empresse de tirer un bilan positif de la “grève des aiguilles”. On ne parle pas de cette dernière lors du Conseil ,de direction du 13 mai (178), au cours duquel les chefs syndicaux expriment leur total désaccord avec le projet de constitution expérimental des conseils ouvriers et paysans, élaboré par la direction du parti, qui porte pourtant la signature de Baldesi au nom de la Confédération. La décision est unanime : on renvoie l’expérience au retour de la délégation qui devra... voir sur place, c’est-à-dire en Russie, la manière dont fonctionnent pratiquement les conseils ; dans cette attente, les organisations syndicales *“ne donnent pas de solution à ce problème difficile par des décisions hâtives et isolées”*. Même à cette occasion la direction se tait : la torpille est arrivée à temps pour couler un bateau encombrant ses propres armateurs.

Les 20-22, lors de la réunion de la FIOM à Gênes, avec la certitude qu’un mois a suffi à panser les plaies, les canons sont finalement pointés vers la grève de Turin, son fédéralisme, son localisme, son “égoïsme d’entreprise” : comme d’habitude, les bonzes se servent d’arguments formellement justes pour justifier une politique ouverte de briseurs de grève. La motion victorieuse (84.819 voix contre 26.296 à celle de la section métallurgique de Savone, déplorant l’absentéisme des organes directifs confédéraux durant la grève) porte les points suivants : nécessité *“d’éviter que dans l’avenir l’organisation des commissaires d’entreprise ne puisse renouveler l’erreur de proclamer des actions locales sans préparation et étrangères aux actions et au mouvement général de la Fédération [on peut formuler ce syllogisme comme suit : les mouvements locaux doivent être subordonnés aux mouvement général ; le mouvement général est déconseillé parce que la réaction prépare un guet-apens : donc ni mouvement général, ni, à plus forte raison, mouvement local] ; renvoi au congrès de la CGL pour toute décision définitive concernant l’institution des conseils d’usine et la détermination des fonctions à développer dans l’entreprise tant que perdure le régime industriel ; droit de la Fédération d’intervenir en temps utile pour défendre l’organisation et diriger les agitations et les mouvements qui surgissent comme conséquences de conflits avec les industriels en dehors et à l’intérieur de l’entreprise”* ; enfin, maintient d’une discipline rigoureuse lors des heurts avec les organes centraux. Ainsi, après les conseils ouvriers, ce sont les conseils d’entreprise et les commissaires d’atelier qui sont envoyés au placard, et il s’installe une telle discipline que trois mois plus tard la CGL et en particulier la FIOM purent liquider le mouvement d’occupation des usines à la pleine satisfaction de Giolitti, qui s’était habilement éclipsé à Vichy avec la tranquille certitude que les chefs confédéraux seraient des gardiens de l’ordre bien plus efficaces et surtout persuasifs que les Gardes Royaux.

Parallèlement à la nette avancée de la droite, un processus de réabsorption des “rebelles” maximalistes se développe, ainsi qu’une grave crise de l’ordinovisme à la suite de la grève des aiguilles ; deux épisodes que l’on peut suivre à travers la discussion de ce même mois de mai dans la section socialiste de Milan et la longue polémique Tasca-Gramsci.

La discussion, qui a lieu les 13, 17 et 21 mai (l’*“Avanti !”* en fait part dans ses numéros des 14, 23 et 28) porte sur la question des conseils d’usine, présente d’un côté les réformistes alignés sur la défense de la fonction purement tecnico-éducative de ces organismes, et de l’autre les maximalistes qui, ayant découvert un énième mythe pour s’enivrer, cuisinaient l’horrible minestrone (comme l’observe *“Il Soviet”* du 6 juin) du projet Schiavello, rédigé au nom de la Chambre du Travail, dans lequel on soutenait la constitution non seulement de conseils

d'entreprise mais aussi de conseils d'immeubles, d'entreprises agricoles, de casernes, etc. (179), agissant comme *“aiguillon dans la marche ascendante vers l'action expropriatrice [!!] des travailleurs contre le capital”*, et culminant dans un syndicat de... type nouveau comme *“authentique expression de la pensée des masses qui travaillent dans l'usine”*, ou non seulement on fait une énorme confusion entre syndicats et organisations d'usine, mais aussi ou l'on nie toute représentation aux non-organisés (qui au contraire l'étaient dans les anciennes commissions internes) aggravant les désaccords déjà existants au sein des masses travailleuses. Et voici la conclusion ; l'assemblée, *“convaincue que les conseils d'usine constituent le moyen efficace de réalisation pratique du programme socialiste puisqu'ils tendent à exercer moralement et techniquement [c'est eux qui le disent !] les producteurs à la gestion directe dans un sens communiste, approuve le projet de la Chambre du Travail, et suivra les dispositions ultérieures plus précises qu'établiront les organisations centrales politiques et syndicales”*. Ainsi l'imagination des maximalistes a pu s'épancher, la droite confédérale peut dormir sur l'oreiller moelleux du respect de la majorité envers ses *“dispositions ultérieures”*, et un pont est jeté entre la droite et les tout nouveaux rebelles (comme nous allons le voir) de l'*“Ordine Nuovo”*.

Ce pont grâce auquel, curieusement, après tout le bruit fait au Conseil national de Milan, une partie des ex-critiques de la direction maximaliste du PSI et, selon les historiens, les pères putatifs du Parti communiste d'Italie, se rapprochent d'un maximalisme soi-disant *“réformé”* ou *“rénové”* (il s'agit dans presque tous les cas d'ordinovistes ou de philo-ordinovistes, de Tasca à Togliatti, de Terracini à Seassaro), est bien visible dans le rapport déjà cité de Tasca au Congrès de la Chambre de Turin des 25-28 mai (et approuvé par celui-ci à la seule exception d'un petit groupe d'anarchistes et anarcho-syndicalistes) sous le titre : *“Les valeurs politiques et syndicales du Conseil d'usine”*. On déclare ouvertement l'accord avec le projet Schiavello, dont les mythiques conseils ne sont plus, comme dans l'idéologie ordinoviste *“des débuts”*, la *“cellule du nouvel Etat”*, le point d'arrivée et de départ de la révolution communiste : ils ne sont plus que les premières pierres d'un édifice que ceux-ci, organes de *“démocratisation”* et de *“pouvoir prolétarien sur le lieu de travail”* (et ici Tasca reste dans l'orbite du gramscisme), contribuent seulement à ériger, provoquant une transformation de l'organisation syndicale par métier et catégorie en organisation par industrie, grâce à quoi le rapporteur, évoquant des idées typiques des IWW et de Daniel De Leon sans expliquer pourquoi ni comment, s'attend à ce que les *“organisations syndicales prennent position pour la révolution communiste”* et se préparent à devenir, après la victoire, les éléments constitutifs du nouveau régime. Il s'ensuit que les conseils d'usine et les syndicats ne sont plus deux organisations séparées, celles-ci primant sur celles-là, mais *“un organisme unique, parce que le Conseil n'est que l'expression de l'activité syndicale sur le lieu de travail, et que le Syndicat est l'organisation d'ensemble qui regroupe les Conseils par branche de production, en en coordonnant et en en disciplinant l'action”*, et donc le second barreau sur l'échelle organisationnelle ascendante se subordonnant, sans cependant l'annuler, le premier : *“les Conseils d'usine deviendront des sections et sous-sections du Syndicat dans chaque localité”*. Gramsci n'aura donc pas tort de s'exclamer que le rapporteur *“a ruiné en quelques heures un travail d'éducation et d'élévation du niveau de la culture ouvrière [passons sur cette horrible formule] qui a coûté à l'“Ordine Nuovo” et au groupe de l'“Ordine Nuovo” un an de travail et d'efforts”*. Tasca, au contraire, ne s'arrêtera pas là, et, sur la vague de la polémique – avec le caractère d'alacrité de celle de deux ennemis – il en arrivera à définir comme anarchiste et syndicaliste la conception gramsciste, à demander que l'on considère le conseil d'usine *“avant que d'être la base de l'Etat communiste, comme un instrument de lutte pour la révolution, sans lequel l'Etat communiste [...] resterait réduit à la base sur laquelle il se sera édifié”*, et à renier le mot d'ordre de reconnaissance des conseils comme organes de contrôle de la production, qui avait pourtant été le slogan de la grève des aiguilles, car c'est *“une erreur de tendre à des conquêtes faites avec la présomption d'arracher des “lambeaux de pouvoir” au capitalisme”* (l'allusion au mythe indiquant conseil = cellule du pouvoir est enfin découverte).

La réaction de Gramsci est aussi rapide que solitaire, et elle ouvre une joute oratoire destinée à se prolonger jusqu'à la veille de l'occupation des usines. Dans celle-ci, le père de l'"Ordine Nuovo" revendique, en les poussant à fond (et ainsi en s'éloignant d'un laborieux rapprochement d'avec le "léninisme"), ses thèses de départ : le conseil d'usine (plus ou moins confondu avec le soviétique) est le "*début historique d'un processus qui devra nécessairement conduire à la fondation de l'Etat ouvrier*", l'"*institution absolument originale qui ne peut être confondue avec le Syndicat, qui ne peut être coordonné et subordonné au Syndicat*", organe donc à partir duquel part la révolution et auquel la révolution revient en s'en servant uniquement dans sa phase "destructive", au contraire de la phase "constructive" (article "Deux révolutions" du 3 juillet) ou le syndicat et le parti "*créent les conditions externes générales (politiques)*" dans lesquelles la splendide fleur du conseil d'usine ouvrira sa corolle en devenant "*Etat ouvrier*"; syndicat et parti (toujours mis sur le même plan chez Gramsci), "*organisations de type volontaire et contractuelle [...] nées sur le terrain de la démocratie bourgeoise en tant qu'affirmation et développement des libertés politiques*" (180), donc incapables d'exprimer et de contenir l'infinie richesse de la révolution qui au contraire est toute contenue dans les conseils, institution que l'ouvrier trouve pré-constituée et dans laquelle il entre et travaille "*par une nécessité déterminée*", "*cellule du nouvel Etat*" (à son tour "*reflet des rapports industriels dans l'usine*"); le syndicat étant par ailleurs périssable en tant qu'"*organe de la légalité industrielle*" dont le conseil est la négation, de manière à ce que le second "*tend, pas sa spontanéité révolutionnaire, à déchaîner à tout moment la guerre de classe*" alors que le premier "*de par sa forme bureaucratique [sentez-vous les échos de Gorter et Pannekoek ?], tend à empêcher la guerre de classe de se déchaîner*"; le parti est lui dégradé en "*parti des masses voulant se libérer par leur propres moyens, de manière autonome, de l'esclavage politique et industriel à travers l'organisation de l'économie sociale*", en "*parti de confiance démocratique pour toutes les classes opprimées [...] au contact de toutes les couches du peuple travailleur*", jamais (vous entendez les critiques de Kautsky aux bolcheviques ?) "*parti se servant des masses pour tenter une héroïque imitation des jacobins français*" ! ("Deux révolutions", 3 juillet). Et tout ce fourbis serait du "léninisme" ? C'est ce mélange d'anarcho-syndicalisme, de sorelianism et de... kautskisme qui aurait préparé Livourne ?

Il nous suffit de constater qu'à la veille du IIème Congrès de l'Internationale, le maximalisme avait en partie recousu les morceaux grâce au retour du troupeau au bercail "réformé" de la majorité du groupe ordinoviste et de ses sympathisants ; loin de se rapprocher de la vision marxiste de rapport entre parti et classe, du processus révolutionnaire en général et de la dictature du prolétariat en particulier, il s'en éloignait encore plus en revenant à sa propre matrice idéaliste ; et ce n'est pas par hasard si, en août, l'accord précaire sur la base duquel ordinovistes et abstentionnistes dirigeaient ensemble la section de Turin éclata, chacun menant – comme ça aurait dû être le cas depuis le départ – son propre chemin. Qui s'étonnera de ce que l'idée d'un congrès dont la section, selon la motion "Pour une rénovation du PSI", aurait dû se faire promotrice pour rassembler tous les éléments désireux de sortir de l'équivoque centrisme, soit morte le jour même de sa formulation ? Ou qu'il ait fallu tant de mois pour rapprocher du pôle magnétique de la Fraction communiste les "rebelle" réticents de la majorité socialiste ? Et l'on était à la veille du congrès de Moscou !

On peut à l'inverse suivre le développement à l'échelle nationale du réseau de la Fraction communiste abstentionniste dans les numéros successifs de "Il Soviet" (181). Son représentant était parti depuis peu à Moscou, suivant à distance la délégation officielle du PSI, lorsque le Comité provisoire de la jeunesse de la Fraction lança à la jeunesse socialiste italienne l'appel et le programme que nous reproduisons en annexe à ce chapitre (182), comme une bouffée d'oxygène dans l'asphyxiant climat que nous venons d'évoquer. La critique du réformisme est menée ici autant envers le centre qu'envers la droite du PSI, les fonctions spécifiques du mouvement de la jeunesse sont définies sans aucun fléchissement devant le culturalisme maximaliste et ordinoviste ainsi que sans aucun renoncement aux tâches de formation théorique et politique des militants, l'action anti-militariste est placée sur des bases excluant tout

humanitarisme et pacifisme de la même manière que l'action anti-cléricale l'est sur des bases qui ne peuvent pas se confondre avec celles du traditionnel illuminisme maçonnique, le refus de toutes les variétés de réformisme s'accompagne de celui du syndicalisme et du "révolutionnarisme anarchisant", la condamnation du parlementarisme est réalisée en même temps que la soi-disant "absence de tendances" dans le mouvement de la jeunesse, on dénonce le courant social-démocrate comme constituant "l'ultime tranchée du régime bourgeois" et on réclame donc l'exclusion de l'Internationale de tous ceux qui appartiennent à des courants du centre ou de la droite du mouvement ouvrier ; enfin, on retire l'adhésion au PSI et on déclare changer la dénomination de Fédération de la jeunesse socialiste en Fédération de la jeunesse communiste.

Ainsi même sur ce terrain la Fraction constitue le seul point ferme au sein de désordre des autres "tendances" (si celles-ci méritent ce nom). Lénine et les bolcheviques pouvaient être en désaccord avec nous sur des questions tactiques : mais ce n'est pas un hasard si c'est à nous, et seulement à nous – parmi les "dissidents" du PSI – que fut envoyée l'invitation de participer au congrès de Moscou. Et maintenant passons de la scène italienne à la révolution, victorieuse ou vaincue, en Europe.

Annexes au Chapitre VII

Pour une rénovation du parti socialiste

(“ Ordine Nuovo ”, année II, n° 1 du 8.V.1920)

1) *La physionomie de la lutte de classe en Italie est actuellement caractérisée par le fait que les ouvriers de l'industrie et de l'agriculture sont étroitement déterminés, sur tout le territoire national, à poser la question de la propriété des moyens de production de manière ouverte et violente. Les crises nationales et internationales qui anéantissent progressivement la valeur de la monnaie démontrent que le capital est à bout de forces ; le mode de production et de distribution actuel n'arrive plus à satisfaire ne serait-ce que les exigences vitales élémentaires et ne subsiste que grâce à la défense féroce des forces armées de l'Etat bourgeois ; tous les mouvements du peuple travailleur italien tendent irrésistiblement à effectuer une gigantesque révolution économique introduisant un nouveau mode de production, un nouvel ordre dans le processus de production et de distribution, donnant à la classe des ouvriers industriels et agricoles le pouvoir sur la production, l'arrachant des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers.*

2) *Les industriels et les propriétaires terriens ont concentré au maximum leur discipline et leur puissance de classe : un mot d'ordre lancé par la Confédération générale de l'industrie italienne est immédiatement appliqué dans chaque usine. L'Etat bourgeois a créé un corps armé de mercenaires destiné à fonctionner comme l'organe exécutif de la volonté de cette nouvelle organisation de la classe des propriétaires tendant, à travers le lock-out appliqué à large échelle et le terrorisme, à restaurer son pouvoir sur les moyens de production, contraignant les ouvriers et les paysans à se laisser extorquer toujours plus de travail non payé. Le dernier épisode de lock-out des usines métallurgistes turinoises a été un épisode de cette volonté des industriels d'écraser la classe ouvrière sous leur talon ; les industriels ont profité du manque de coordination et de concentration révolutionnaire des forces ouvrières italiennes pour tenter d'écraser la solidarité du prolétariat italien et ôter de la conscience des travailleurs le prestige et l'autorité des organisations d'usine (conseils et commissaires d'atelier) qui avaient commencé la lutte pour le contrôle ouvrier. La prolongation des grèves des ouvriers agricoles dans les provinces de Novara et de Lomellina démontre que les propriétaires terriens sont disposés à anéantir la production pour réduire au désespoir et à la famine le prolétariat agricole et le soumettre impitoyablement aux conditions de travail et d'existence les plus dures et les plus humiliantes.*

3) *La phase actuelle de la lutte de classe en Italie est la phase suivante: ou la conquête du pouvoir politique par le prolétariat révolutionnaire pour le passage à un nouveau mode de production et de distribution permettant une reprise de la production ; ou une terrible réaction de la classe des propriétaires et de la caste gouvernementale. Aucune violence ne sera négligée pour soumettre le prolétariat industriel et agricole à un travail d'esclave : on cherchera à détruire inexorablement les organisations de la lutte politique de la classe ouvrière (parti socialiste) et à incorporer les organisations de résistance économique (les syndicats et les coopératives) aux engrenages de l'Etat bourgeois.*

4) *Les forces ouvrières et paysannes manquent de coordination et de concentration révolutionnaire parce que les organes dirigeants du parti socialiste n'ont absolument rien compris à la phase du développement que l'histoire nationale et internationale traverse actuellement ; ils n'ont rien compris à la mission qui incombe aux organisations de lutte du prolétariat révolutionnaire. Le parti socialiste assiste en spectateur au développement des événements, il n'exprime jamais sa propre opinion, une opinion qui se rattache aux thèses révolutionnaires du marxisme et de l'Internationale communiste, il ne lance aucun mot d'ordre qui pourrait être entendu par les masses, donner une direction générale, unifier et concentrer*

l'action révolutionnaire. Le parti socialiste, en tant qu'organisation politique de l'avant-garde de la classe ouvrière, devrait développer une action d'ensemble apte à mettre toute la classe ouvrière en état de vaincre et de vaincre durablement. Le parti socialiste étant constitué de la partie de la classe ouvrière qui ne se laisse pas avilir et abattre par l'oppression physique et morale du système capitaliste, mais qui a sauvé son autonomie propre et son esprit d'initiative consciente et disciplinée, devrait incarner la conscience révolutionnaire vigilante de toute la classe exploitée. Son but est de concentrer sur lui l'attention de l'ensemble de la masse, d'obtenir que ses directives deviennent les directives de toute la masse, de conquérir la confiance permanente de toute la masse, de manière à en devenir le guide et la tête pensante. Pour cela il est nécessaire que le parti vive toujours immergé dans la réalité effective de la lutte de classe du prolétariat industriel et agricole, qu'il sache en comprendre les diverses phases, les divers épisodes, les multiples manifestations, pour tirer l'unité de cette diversité, pour être apte à donner une réelle direction à l'ensemble des mouvements et convaincre les foules qu'un nouvel ordre émerge de l'épouvantable désordre actuel, un ordre qui, en se généralisant, régénérera la société des hommes et rendra l'instrument de travail à nouveau apte à satisfaire les exigences de la vie et de la société. Le parti socialiste est resté, même après le congrès de Bologne, un vrai parti parlementaire qui se maintient immobile au sein des étroites limites de la démocratie bourgeoise et ne se préoccupe que des affirmations politiques superficielles de la caste gouvernementale. Il n'a pas acquis sa physionomie propre de parti caractéristique du prolétariat révolutionnaire et de celui-ci seulement.

5) Après le congrès de Bologne, les organes centraux du parti auraient dû commencer à développer pleinement une action énergique pour donner à ses militants cohésion et homogénéité, pour lui donner sa physionomie propre de parti communiste adhérent à la Troisième Internationale. La polémique avec les réformistes et les opportunistes ne fut même pas entamée ; ni la direction du Parti ni l' "Avanti" n'opposèrent leurs conceptions révolutionnaires à la propagande incessante que les réformistes et les opportunistes ont développés au Parlement et dans les organisations syndicales. Les organes centraux du parti ne firent rien pour donner aux masses une éducation politique dans un sens communiste ; pour amener les masses à éliminer les réformistes et les opportunistes des directions des organisations syndicales et des coopératives ; pour donner aux sections et aux groupes de camarades les plus actifs une direction et une tactique unificatrice. Pendant que la majorité révolutionnaire du Parti n'avait ni une pensée propre ni un exécutant de sa volonté dans la direction ou dans le journal, les éléments opportunistes se sont au contraire fortement organisés et ont exploité le prestige et l'autorité du Parti pour consolider leurs positions parlementaires et syndicales. La direction leur a permis de se rassembler et de voter des résolutions contraires aux principes et à la tactique de la Troisième Internationale, hostile à l'orientation du parti ; la direction a laissé la totale autonomie à des organisations, qui lui étaient subordonnées, de développer des actions et de défendre des conceptions contraires aux principes et à la tactique de la Troisième Internationale : la direction du parti a été systématiquement absente de la vie et de l'activité des sections, des organes et des simples camarades. La confusion qui existait dans le Parti avant le congrès de Bologne, et qui pouvait s'expliquer par l'état de guerre, non seulement n'a pas disparue, mais s'est accrue de manière catastrophique ; il est normal qu'en de telles conditions la confiance des masses dans le Parti ait baissé, et qu'en de nombreux endroits les tendances anarchistes aient tenté de prendre le contre-pied. Le parti politique de la classe ouvrière n'est justifié qu'en tant que, concentrant et coordonnant l'action prolétarienne, il oppose un pouvoir révolutionnaire de fait au pouvoir légal de l'état bourgeois et en limite la liberté d'initiative et de manœuvre ; si le Parti ne réalise pas l'unité et la simultanéité des efforts, si le Parti se révèle comme une véritable organisation bureaucratique, sans âme et sans volonté, la classe ouvrière tend instinctivement à constituer un autre parti et se porte vers les tendances anarchistes qui justement critiquent incessamment et âprement le centralisme et le fonctionnarisme des partis politiques.

6) *Le Parti est resté en dehors du mouvement international. La lutte de classe prend des dimensions énormes dans tous les pays du monde ; partout les prolétaires sont poussés à changer de méthodes de lutte, et même, comme en Allemagne, après le coup de main des militaires, à s'insurger les armes à la main. Le Parti n'explique pas ces événements au peuple travailleur italien, il ne les justifie pas selon les conceptions de l'Internationale Communiste, il ne se charge pas de développer une action éducative destinée à rendre le peuple travailleur italien conscient de cette vérité : la révolution prolétarienne est un phénomène mondial et tout événement particulier doit être jugé et considéré dans un cadre mondial. La Troisième Internationale s'est déjà réunie deux fois en Europe occidentale, en décembre 1919 dans une ville allemande et en février 1920 à Amsterdam. Le Parti italien n'était représenté dans aucune de ces réunions. Les militants du Parti ne sont même pas informés par les organes centraux des discussions qui y ont eu lieu et des délibérations prises lors des deux conférences. Au sein de la Troisième Internationale les polémiques sur la doctrine et la tactique de l'Internationale Communiste bouillonnent. Celles-ci ont même conduit (comme en Allemagne) à des scissions. Le Parti italien reste totalement en dehors de ces débats qui trempent les consciences révolutionnaires et construisent l'unité de conscience et d'action des prolétaires de tous les pays. L'organe central du Parti n'a de correspondants ni en France, ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni même en Suisse. Etrange situation pour le journal du Parti socialiste qui représente en Italie les intérêts du prolétariat international, et étrange condition faite à la classe ouvrière italienne qui doit s'informer à travers les dépêches des agences de presse et des journaux bourgeois, incomplètes et tendancieuses. L'"Avanti !", en tant qu'organe du Parti, devrait être l'organe de la Troisième Internationale. On devrait trouver dans l'"Avanti !" les informations, les polémiques et les développements sur les problèmes du prolétariat qui concernent la Troisième Internationale. Une polémique incessante, dans un esprit unitaire, devrait être conduite dans l'"Avanti !" contre toutes les déviations et les compromissions opportunistes. Au lieu de cela, l'"Avanti !" met en valeur les manifestations de la pensée opportuniste, comme le récent discours parlementaire du député Treves, développant une conception petite bourgeoise des rapports internationaux et une théorie contre-révolutionnaire et défaitiste de l'activité du prolétariat. L'absence au sein des organes centraux de toute préoccupation d'information du prolétariat sur les événements et les discussions théoriques qui se déroulent dans la Troisième Internationale peut aussi être observée dans l'activité de la Librairie d'Edition [librairie éditrice du P.S.I, ndt]. La Librairie continue à publier des livres sans importance ou des écrits défendant les conceptions et les opinions propres à la Seconde Internationale. Les textes des camarades russes, indispensables pour comprendre la révolution bolchevique, ont été traduits en Suisse, en Allemagne et en Angleterre et sont ignorés en Italie. Ceci est valable pour tous les textes contenus dans "L'Etat et la Révolution". Les textes traduits l'ont été de manière insatisfaisante, pleines d'erreurs grammaticales et de non-sens qui les rendent même incompréhensibles.*

7) *Le travail de rénovation et d'organisation dont nous pensons que les camarades du Parti doivent se charger résulte de l'analyse précédente. Le Parti doit acquérir sa physionomie propre et distincte. Il doit se transformer d'un parti parlementaire petit-bourgeois en parti du prolétariat révolutionnaire luttant pour l'avènement de la société communiste à travers l'Etat communiste, un parti homogène, compacte, avec sa propre doctrine, sa propre tactique, une discipline rigide et implacable. Ceux qui ne sont pas communistes révolutionnaires doivent être éliminés du Parti, et sa direction, libérée de la préoccupation de conserver l'unité et l'équilibre entre les différentes tendances et entre les différents leaders, doit tourner son énergie vers l'organisation des forces ouvrières pour les placer sur le pied de guerre. Chaque événement de la vie prolétarienne, national et international, doit être immédiatement commenté par des manifestes et des circulaires de la direction pour en tirer les arguments nécessaires à la propagande communiste et à l'éducation des consciences révolutionnaires. La direction, en se maintenant en contact permanent avec les sections, doit devenir le centre moteur de l'action prolétarienne dans tous les domaines. Les sections doivent promouvoir dans toutes les usines,*

les syndicats, les coopératives, les casernes, la constitution de groupes communistes défendant en permanence au sein des masses les conceptions et la tactique du Parti, organisant la création de Conseils d'usine pour l'exercice du contrôle de la production industrielle et agricole, développant la propagande pour la conquête organique des syndicats, des Chambres du Travail et de la Confédération Générale du Travail, devenant ainsi les éléments de confiance que les masses délègueront pour former les Soviets politiques et exercer la dictature prolétarienne. L'existence d'un Parti communiste compact et fortement discipliné dont le comité central coordonne l'action révolutionnaire du prolétariat à travers ses groupes d'entreprises, de syndicats, de coopératives, est la condition fondamentale et indispensable pour pouvoir réaliser toute expérience de Soviets. Son absence doit faire rejeter toute proposition d'expérience comme une absurdité qui ne peut être utile qu'aux diffamateurs de l'idée soviétiste. De la même manière la proposition d'un parlement socialiste, qui ne pourrait que devenir un instrument aux mains de la majorité réformiste et opportuniste du groupe parlementaire, voué à la défense d'utopies démocratiques et de projets contre-révolutionnaires, doit être rejetée.

8) La direction doit, sans délai, étudier, rédiger et défendre un programme de gouvernement révolutionnaire du Parti socialiste au sein duquel soient analysées les solutions réelles que le prolétariat, devenu classe dominante, apportera à tous les problèmes essentiels – économiques, politiques, religieux, scolaires – qui harcèlent les diverses couches de la population travailleuse italienne. En se basant sur la conception expliquant que le Parti fonde sa force et son action sur la seule classe des ouvriers industriels et agricoles n'ayant aucune propriété privée, et qu'il considère les autres couches du peuple travailleur comme des auxiliaires de la classe strictement prolétarienne, le Parti doit lancer un manifeste dans lequel la conquête révolutionnaire du pouvoir soit indiquée de manière explicite, dans lequel le prolétariat industriel et agricole soit invité à se préparer et à s'armer et dans lequel les solutions communistes aux problèmes actuels soient clairement indiquées : contrôle prolétarien sur la production et la distribution, désarmement des corps armés de mercenaires, contrôle des municipalités par les organisations ouvrières.

9) La section socialiste de Turin se propose, sur la base de ces considérations, de promouvoir une entente avec tous les groupes de camarades qui se créeront dans les sections pour les discuter et les approuver. Une entente organisée qui prépare à brève échéance un Congrès dédié à discuter des problèmes de tactique et d'organisation prolétarienne et dans le même temps à contrôler l'activité des organes exécutifs du Parti.

Les grèves et massacres de l'heure présente

(“Il Soviet”, année III, nr. 12 du 25.IV.1920).

Les grèves qui se suivent à une cadence vertigineuse sont la conséquence des graves désordres économiques que nous traversons. Les masses travailleuses commencent à se rendre compte que les augmentations de salaires obtenues à la suite de ces luttes de catégorie ne résolvent rien.

Les modestes bénéfices que celles-ci en tirent sont vite annulés par la forte augmentation du coût de la vie qui ne leur permet aucune trêve et aucun repos après ces luttes demandant les plus lourds sacrifices. Harassées par ces déséquilibres successifs, elles sont nécessairement poussées à tendre leurs efforts vers une amélioration stérile des salaires mais commencent également à sentir la nécessité de s'emparer des mécanismes de la production afin de pouvoir procéder à une péréquation de la consommation plus disciplinée. Cette tendance se manifeste dans les tentatives répétées de s'emparer des usines et de les gérer pour leur compte, ainsi que dans les tenaces actions menées pour obtenir la reconnaissance des conseils d'usine et leur droit à exercer un contrôle sur la production.

La bourgeoisie et son Etat tolèrent les luttes des travailleurs pour les augmentations de salaires mais réagissent violemment contre cette nouvelle direction prise par les masses et opposent aux tentatives de prise de possessions de la part des travailleurs des usines et des champs, en attendant que vienne à son aide la social-démocratie avec des solutions législatives, le plomb des gardes royaux. Le nombre des morts et la manière dont ces meurtres sont exécutés sont impressionnants. L'intention de la bourgeoisie de noyer dans le sang cette subversion audacieuse est manifeste.

Nous ne verserons pas dans l'habituelle pleurnicherie sentimentale ni ne répéterons pour la énième fois des protestations inutiles.

En réagissant avec brutalité, la bourgeoisie, coupant court à tous les vieux sentimentalismes, a posé le problème dans ses vrais termes, ceux de la force. Elle jette par-dessus bord les illusions des doux rêveurs, de ceux qui imaginent pouvoir la déstabiliser en démolissant morceau par morceau sa solide charpente, ces révolutionnaires réformistes qui croient accomplir un travail révolutionnaire en limitant les droits des capitalistes.

Nous ne disons pas au prolétariat qu'il doit réclamer du gouvernement bourgeois le respect de la vie humaine et l'obliger à punir les auteurs de tels délits, ses propres sbires.

Nous lui disons qu'il doit employer sa propre force pour affronter la lutte dans toute son âpreté, comme le fait la bourgeoisie.

Dans cette phase critique de l'histoire, la bourgeoisie a conscience de la nécessité de se défendre, et s'y apprête en employant toutes ses ressources. La lutte de classe culmine en ce moment suprême dans la guerre civile.

Nous en sommes au moment du choc entre les avant-gardes. La bourgeoisie ne peut plus désormais faire machine arrière. Les masses travailleuses doivent s'exercer à la violence non seulement pour résister à celle de la bourgeoisie, mais parce que c'est une nécessité inéluctable à leur libération.

Chercher à leur inoculer des sentiments pacifistes et humanitaristes est dangereux. Celui qui fait actuellement une telle propagande est un ennemi du prolétariat, car il ne fait rien d'autre que briser son énergie. Cette propagande humanitaire n'a d'ailleurs aucun effet sur la bourgeoisie.

Tant que son pouvoir n'est pas abattu et qu'elle n'est pas détruite, la violence conserve une fonction essentielle. La génération prolétarienne actuelle, destinée à exercer la dictature, ne peut pas renoncer à la violence.

Le prolétariat qui aura soutenu la lutte la plus âpre pour sa libération sera celui qui défendra les conquêtes de la révolution avec le plus d'énergie.

Les événements advenus lors des révolutions prolétariennes diverses sont d'un grand enseignement à cet égard.

La situation italienne est riche de potentialités révolutionnaires : alors que la bourgeoisie n'arrive pas à résoudre certains de ses problèmes internes et de politique étrangère, et vit au jour le jour sous le cauchemar d'un mouvement qui doit la renverser, la classe travailleuse renforce son énergie et développe son action avec plus d'élan : sans coordination, spontanément, pendant que les ouvriers piémontais mènent durement leur lutte, les camarades travailleurs des autres régions s'insurgent pour empêcher que le gouvernement ne puisse les massacrer et bloquent les trains, ôtant ainsi les armes des mains de la bourgeoisie.

Cette tension toujours croissante a besoin d'un guide pour être canalisée, disciplinée, et ne pas s'épuiser en une série de luttes fragmentaires, celles-ci devant tout au contraire servir de préparation.

Il ne faut pas mener d'action destinée aux seules fins d'imposer au gouvernement bourgeois le respect des libertés publiques.

Il faut préparer le prolétariat à la prise de conscience de la nécessité de la destruction du pouvoir politique de la bourgeoisie afin de supprimer définitivement l'exploitation capitaliste.

La grève de Turin

(*"Il Soviet"*, année III, nr. 13 du 2.V.1920)

La grève générale du Piémont est destinée, en tant qu'épisode de la lutte prolétarienne, à soulever de vastes discussions et à largement influencer l'orientation des organisations prolétariennes italiennes.

Il n'est pas utile de cacher que, pour les véritables révolutionnaires, cet épisode constitue une page douloureuse de leur histoire.

Turin - en dépit d'un curieux esprit de clocher socialiste - a été à l'avant-garde du mouvement socialiste italien jusqu'au déclenchement de la guerre.

Il suffit de se rappeler les événements de mai 1915 et d'août 1917 ainsi que de l'intense travail d'organisation, de propagande et des merveilleux résultats qui en ont découlé, particulièrement de l'armistice à aujourd'hui.

Quelles sont les causes qui ont conduit à un échec indubitable le mouvement de Turin, heureusement suffisamment robuste pour que nous puissions dire qu'il ressortira de l'épreuve sans être exsangue.

A Turin on accuse les organisations prolétariennes centrales - Parti et Confédération - de ne pas avoir voulu étendre le mouvement à toute l'Italie. Les dirigeants de ces organisations accusent eux les camarades de Turin d'avoir pris localement une initiative aussi importante sans avoir passé auparavant un accord avec eux.

L'explication de ce qui s'est passé n'est pas simple.

Un mouvement de l'importance de celui de Turin ne naît pas du caprice de quelques hommes. Son déclenchement est la suite logique des événements qui l'ont précédés, et les hommes en charge de la direction du Parti ont le devoir de s'en apercevoir et de s'organiser à temps en conséquence.

La non-intervention des organes centraux est certainement une faute bien plus grave que celle accomplie par les turinois qui, cherchant d'autres voies pour obtenir la solidarité, se sont mis en contact aussi bien avec des organisations et des hommes obéissant aux directives du parti qu'avec d'autres n'y obéissant pas.

Ceci n'empêche, et nous le disons clairement, tout en exprimant toute notre sympathie à ces camarades qui ont valeureusement lutté pendant ces durs moments, que le mouvement de Turin et ses dirigeants ont fait de graves erreurs de méthode.

Nous avons exprimé ces dissensions à de nombreuses reprises, y compris à Turin il y a peu de temps et même au sein du groupe qui suit les directives abstentionnistes.

La grève de Turin provient de l'initiative prise pour la constitution des Conseils d'usine ainsi que de la lutte qui s'est développée sur la question du "principe" du contrôle ouvrier sur la production.

Nous avons dit à de nombreuses reprises que ces questions nous paraissaient mal posées par le groupe dirigeant qui avait pris l'initiative de les propager dans le prolétariat turinois, essentiellement au moyen de l'"Ordine Nuovo".

Le contrôle ouvrier sur la production n'est concevable que lorsque le pouvoir est passé aux mains du prolétariat. Ce n'est de toute manière pas une question centrale du processus communiste dans la mesure où ce contrôle est effectué par les Conseils d'usine. L'Etat bourgeois pourrait très bien l'accepter comme une manœuvre réformiste, comme une illusion paralysant l'action du prolétariat. L'Etat communiste lui le considérera comme un des facteurs de la direction des entreprises, le subordonnant aux intérêts généraux de la classe productrice et de la révolution, représentés par les organes centraux, économiques et politiques, du régime soviétique.

On a fortement surestimé le problème du contrôle ouvrier à Turin, en le comprenant comme une conquête directe que le prolétariat, grâce à son nouveau type d'organisation par usine, peut arracher à la classe industrielle, accomplissant une étape de la révolution avant même la conquête du pouvoir politique - qui est de la responsabilité du Parti.

Les racines de cette surévaluation sont dans une situation économique particulière : le degré élevé du développement capitaliste de l'industrie et la situation tranchée de la lutte de classe à Turin. Cette situation a fait ressentir aux ouvriers turinois le besoin de faire un pas décisif sur le terrain social, marquant ainsi que le régime d'arbitraire patronal dans l'usine devenait insupportable.

Cette situation, et la difficulté d'y résister, ont conduit les camarades dirigeant à Turin le mouvement politique communiste sur une fausse voie, celle de la question de pouvoir dans l'usine et non celle du pouvoir politique central.

La tâche des communistes est d'utiliser cette tendance prolétarienne pour la conquête du pouvoir en la dirigeant vers la cible principale, le pouvoir politique central.

L'action contre cette cible ne peut être générale, nationale.

Si le sentiment de devoir dépasser le système de propriété capitaliste est plus fort dans une région que dans une autre, c'est aux organes politiques centraux du prolétariat de trouver la solution à cette situation, en accélérant la préparation dans les autres zones, et en obtenant des plus impatientes de ne pas se lancer dans des mouvements locaux et prématurés destinés à l'échec.

Mais ceci ne s'est pas réalisé, et ne pouvait le faire, en l'absence d'un parti analysant les problèmes de la révolution, avec un Parti socialiste englué dans les pratiques réformistes, étouffé par le mensonge des préoccupations électorales et d'une unité mensongère.

Un autre tort des camarades de Turin, qui ont vu leur méthode entraîner l'échec de leur mouvement, est de n'avoir pas avant le déclenchement du mouvement rejoint ceux qui voulaient casser l'unité du parti et écarter toute dégénérescence électorale et corporatiste.

Leur initiative exubérante a conduit les masses à l'échec, mais dans le même temps ces expériences accumulées constitueront une contribution utile pour les futures actions.

A nouveau le prolétariat reprendra, en apprenant de ses erreurs, le chemin tourmenté de sa victoire.

La comédie parlementaire

(“Il Soviet”, année III, nr. 14 du 16.V.1920)

Nous n'écrivons pas pour commenter la chute d'un nouveau ministère, simple indice de l'incurable crise bourgeoise, ni pour nous mêler de la douteuse alchimie des combinaisons parlementaire. Nous voulons signaler le nouveau pas accompli par le maximalisme parlementaire dans la dégénérescence.

Au Congrès de Bologne nous avons soutenu que dans la période actuelle, ou le régime se dissout et ou le prolétariat affronte audacieusement son objectif, celui d'instaurer par la violence révolutionnaire ses nouvelles institutions en enterrant cette charogne de démocratie bourgeoise, la participation des socialistes au parlement bourgeois équivaut à collaborer avec la bourgeoisie et à faire son jeu.

Si, dans la période précédente, lorsque le capitalisme démontrait avoir encore un futur, la méthode de la lutte de classe intransigeante pouvait être garantie par le refus de la collaboration politique avec les partis bourgeois de gauche, dans la phase déterminante actuelle, au contraire, l'intransigeance ne peut se comprendre qu'en dehors du terrain des institutions représentatives bourgeoises.

Aujourd'hui les faits confirment notre thèse. En 1912, le Parti auquel nous appartenions trouvait la force de condamner et d'éliminer ceux qui appuyaient les ministères bourgeois.

En 1919, après la guerre mondiale, après le triomphe de la méthode révolutionnaire communiste, ce même parti, alors qu'il condamne formellement les illusions sociales-démocrates disant que le parlementarisme ne constitue qu'une possible voie vers le pouvoir, conserve sa vieille organisation, ses vieilles méthodes, et même ses vieux parlementaires.

Le Parti s'est révélé non seulement impuissant à passer de la phase de la critique intransigeante à celle de la destruction révolutionnaire, mais il a quitté le terrain même de l'intransigeance traditionnelle.

Si voter ouvertement pour un parlement bourgeois constituait hier une faute, ce ne le serait pas aujourd'hui de voter contre, après avoir travaillé à lui procurer, à la manière des jésuites, la majorité. Il n'y aurait ni faute ni incompatibilité à se livrer aux pires contorsions après avoir dû, pour respecter le minimum de décence, contribuer à la chute d'un gouvernement Nitti.

Ce n'est pas notre propos de nous mêler des abjectes manœuvres de couloir du groupe parlementaire que l'"Avanti !" a bien du dénoncer et flétrir.

Le groupe... maximaliste s'enfonce jusqu'au cou dans les marais mouvants du parlement au sein duquel il avait été envoyé dans le but de le détruire.

Le sabotage des institutions dont on a tant parlé à Bologne et pendant les saturnales démagogiques de la campagne électorale, cette utopie absurde, cède le pas devant la réalité des transactions et des compromis.

Le parlement italien, avec ses cent cinquante six socialistes, remplis admirablement son rôle de paravent de la dictature bourgeoise, de diversion face à l'assaut prolétarien.

L'"Avanti !" ne voit aucune contradiction avec le programme "antiparlementariste" de Bologne lorsqu'il flatte les discours du démocrate Modigliani sur le fonctionnement de la Chambre pendant la crise, en donnant avec complaisance comme titre à son article: "Les Socialistes pour la souveraineté du Parlement".

Voici donc l'objectif des socialistes : la souveraineté du Parlement ! Qui équivaut à la souveraineté des gardes royaux dans les villes italiennes et constitue la condition nécessaire à l'existence du pouvoir et de l'arbitraire de l'Etat bourgeois.

Le révolutionnarisme du Parti socialiste ne dépasse plus désormais celui du Statut albertin de 1848.

Dans un tel Parti, qui ne trouve plus la force de réagir à de si honteuses dégénérescences, il n'y a, pour les communistes, absolument plus rien à faire.

Thèses de la Fraction abstentionniste du PSI

(“Il Soviet”, année III, nr. 16 et 17 des 6 et 27.V.1920)

I

1 – Le communisme est la doctrine des conditions sociales et historiques de l’émancipation du prolétariat.

L’élaboration de cette doctrine a débuté lors des premiers mouvements prolétariens s’opposant aux conséquences du système de production bourgeois, et a pris forme à travers la critique marxiste de l’économie capitaliste, la méthode du matérialisme historique, la théorie de la lutte de classe, la conception des bouleversements que le processus historique de la chute du régime capitaliste et de la révolution prolétarienne effectuera.

2 – C’est sur cette doctrine, dont la première expression systématique est le “Manifeste des Communistes” de 1847, que se base la constitution du Parti communiste.

3 – La situation créée par les rapports de production bourgeois, basés sur la possession privée des moyens de production et d’échange, sur l’appropriation privée des produits du travail collectif, et sur la libre concurrence de ces mêmes produits à travers le commerce privé, est toujours plus intolérable pour le prolétariat dans la période actuelle.

4 – A ces rapports économiques correspondent les institutions politiques propres au capitalisme : celles de l’Etat à représentation démocratico-parlementaire. Dans une société divisée en classes, l’Etat est l’organisation du pouvoir de la classe économiquement privilégiée. Bien que la bourgeoisie ne représente qu’une minorité de la société, l’Etat démocratique constitue un système de forces armées organisées pour conserver les rapports de production capitalistes.

5 – La lutte du prolétariat contre l’exploitation capitaliste assume des formes successives, qui vont de la destruction violente des machines à l’organisation professionnelle pour l’amélioration des conditions de travail, aux conseils d’usine et aux tentatives de prise de possession des usines.

A travers toutes ces actions particulières, le prolétariat se dirige vers la lutte révolutionnaire décisive dirigée contre le pouvoir de l’Etat bourgeois qui empêche que les rapports de production actuels puissent être dépassés.

6 – Cette lutte révolutionnaire est le conflit de toute la classe prolétarienne contre toute la classe bourgeoise. Son instrument est le parti politique de classe, le parti communiste, qui réalise l’organisation consciente de cette avant-garde du prolétariat ayant compris la nécessité d’unifier sa propre action dans l’espace, par delà les intérêts des différents groupes, catégories ou nationalités, et dans le temps, en subordonnant les conquêtes partielles, qui ne s’attaquent pas à l’essence de la structure bourgeoise, au résultat final.

C’est donc seulement l’organisation en parti politique qui réalise la constitution du prolétariat en classe luttant pour sa propre émancipation.

7 – Le but de l’action du parti communiste est la destruction violente de la domination bourgeoise, la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, l’organisation de celui-ci en classe dominante.

8 – Tandis que la démocratie parlementaire constitue, à travers la représentation des citoyens de toutes les classes, la forme d’organisation de la bourgeoisie en classe dominante, l’organisation du prolétariat en classe dominante se réalisera à travers la dictature du prolétariat, c’est-à-dire par un type d’Etat dont la représentation (à travers le système des Conseils ouvriers) sera effectuée par les seuls membres de la classe des travailleurs (prolétariat industriel et paysans pauvres), les bourgeois étant exclus de tout droit électoral.

9 – L'Etat prolétarien, brisant la vieille machine bureaucratique, policière et militaire, unifiera les forces armées de la classe travailleuse en une organisation destinée à réprimer tous les efforts contre-révolutionnaire de la classe dépossédée, et à effectuer les mesures d'intervention dans les rapports bourgeois de production et de propriété.

10 – Le processus à travers lequel on passera de l'économie capitaliste à l'économie communiste sera très complexe, ses phases seront multiples et fonction des diverses conditions de développement économique. Le terme de ce processus est la complète réalisation : de la possession et de l'exercice des moyens de production de la part de l'ensemble de la collectivité unifiée ; de la distribution centrale et rationnelle des forces productives dans les différentes branches de production ; de l'administration centrale par la collectivité de la répartition des produits.

11 – Quand les rapports de l'économie capitaliste auront été totalement supprimés, l'abolition des classes sera un fait accompli et l'Etat, en tant qu'appareil de pouvoir politique, sera progressivement substitué par une administration collective rationnelle de l'activité économique et sociale.

12 – Le processus de transformation des rapports de production sera accompagné d'une très vaste série de mesures sociales fondées sur le principe suivant lequel la collectivité prendra en charge l'existence matérielle et intellectuelle de tous ses membres. Nous éliminerons ainsi successivement toutes les tares que le prolétariat hérite du monde capitaliste, et, suivant les paroles du Manifeste, à la vieille société divisée en classes qui s'affrontent succédera une association dans laquelle le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous.

13 – Les conditions de la victoire du prolétariat dans la lutte pour la réalisation du communisme consistent, bien plus que l'utilisation rationnelle des compétences dans les domaines techniques, à confier les charges politiques et de contrôle de l'appareil d'état à des hommes qui placent à la première place les intérêts généraux et le triomphe final du communisme et non les intérêts particuliers et limités de groupes.

C'est bien parce que le parti communiste est l'organisation des prolétaires qui ont cette conscience de classe que le but du parti sera de conquérir, pour ses adhérents, à travers un travail de propagande, les charges électives de l'organisation sociale. La dictature du prolétariat sera donc la dictature du parti communiste et celui-ci sera un parti de gouvernement dans son acceptation complète, en opposition à ce qu'ont été les vieilles oligarchies puisque les communistes se chargeront des tâches exigeant le maximum de renoncements et de sacrifices et prendront sur eux la partie la plus lourde des tâches révolutionnaires incombant au prolétariat dans le travail qui fera naître un monde nouveau.

II

1 – La critique communiste, élaborée en permanence sur la base de ses méthodes fondamentales propres, et par la propagation des conclusions auxquelles celle-ci arrive, vise à arracher l'influence qu'ont sur le prolétariat les systèmes idéologiques des autres classes et des autres partis.

2 – Le communisme évacue en premier lieu le terrain des conceptions idéalistes selon lesquelles les faits du monde de la pensée constituent la base - et le résultat - des conditions réelles de vie de l'humanité et de ses développements. Toutes les formulations religieuses et philosophiques de ce genre sont considérées comme le bagage idéologique des classes dont la domination est antérieure à l'époque bourgeoise et était basée sur une organisation ecclésiastique, aristocratique ou dynastique, justifiable du seul fait d'une investiture supra-humaine.

Un des symptômes de la décadence de la bourgeoisie moderne est la réapparition en son sein d'une nouvelle forme de cette vieille idéologie qu'elle-même a détruit.

Un communisme fondé sur des bases idéalistes est donc une absurdité inacceptable.

3 – De manière encore plus caractéristique, le communisme représente la démolition critique des conceptions du libéralisme et de la démocratie bourgeoise. L'affirmation juridique de la liberté de pensée et de l'égalité politique des citoyens, la conception selon laquelle les institutions basées sur le droit de la majorité et sur le mécanisme de la représentation électorale universelle sont la base suffisante pour un progrès indéfini et graduel de la société humaine constituent l'idéologie correspondant au régime de l'économie privée et de la libre concurrence, et aux intérêts de classe des capitalistes.

4 – Le concept selon lequel on pourrait obtenir l'amélioration de la condition de vie des masses à travers l'amélioration de l'éducation et de l'instruction réalisée par les classes dominantes et leurs institutions fait partie des illusions de la démocratie bourgeoise. L'élévation intellectuelle des grandes masses a au contraire comme condition une meilleure vie matérielle incompatible avec le régime bourgeois ; d'autre part la bourgeoisie, à travers ses écoles, tente de défendre justement les idéologies qui empêchent les masses de reconnaître dans les institutions actuelles l'obstacle à leur émancipation.

5 – Une autre des positions fondamentales de la démocratie bourgeoise est le principe de nationalité. La formation d'états sur des bases nationales correspond à la nécessité de classe de la bourgeoisie de constituer son propre pouvoir en profitant des idéologies nationales et patriotiques, correspondant à certains intérêts communs, dans la période initiale du capitalisme, aux hommes de même race, de même langue et de même costume, afin de retarder et d'atténuer les contradictions entre l'Etat capitaliste et les masses prolétariennes.

Les irrédentismes nationaux naissent donc d'intérêts essentiellement bourgeois.

La bourgeoisie elle-même n'hésite pas à piétiner le principe de nationalité lorsque le développement du capitalisme lui impose la conquête, violente ou non, de marchés extérieurs, et donc détermine les querelles entre les grandes unités étatiques. Le communisme dépasse le principe de nationalité car il met en évidence l'analogie de conditions dans lesquelles se trouvent les travailleurs dénués de toute possession face aux donneurs de travail quelles que soient leurs nationalités. Il pose l'union internationale comme le type d'organisation politique que le prolétariat formera lorsqu'il arrivera au pouvoir.

A la lumière de la critique communiste, l'impérialisme capitaliste est à l'origine de la récente guerre mondiale, et les différentes interprétations tendant à l'interpréter, suivant les points de vue des différents états bourgeois, comme une revendication du droit de nationalité d'un peuple ou d'un autre, un conflit entre les états les plus démocratiquement avancés et les autres états organisés sous une forme pré-bourgeoise, ou enfin comme une soi-disant nécessité de défense contre l'agression d'ennemis, tombent d'elle-même.

6 – Le communisme est aussi opposé aux positions du pacifisme bourgeois et aux illusions wilsoniennes sur la possibilité d'une association mondiale des états basée sur le désarmement et sur l'arbitrage, illusions conditionnées par l'utopie d'une subdivision des états en fonction des nationalités. Pour les communistes les guerres ne deviendront impossibles, et les questions nationales ne seront résolues, que lorsque le régime capitaliste aura été substitué par la République Internationale Communiste.

7 – Le communisme se présente également comme le dépassement des systèmes socialistes utopistes qui proposaient d'éliminer les défauts de l'organisation sociale moyennant un plan de constitution de nouvelles organisations sociales dont la possibilité de réalisation n'était en aucune manière mise en relation avec le développement de l'histoire et était confié à l'initiative de potentats ou à l'apostolat de philanthropes.

8 – L'élaboration par le prolétariat de sa propre interprétation théorique de la société et de l'histoire, qui constitue le guide de son action contre les conditions de vie du monde capitaliste, donne continuellement lieu à la naissance d'écoles ou de tendances plus ou moins influencées par l'immaturation des conditions de lutte et les différents préjugés bourgeois. De ceci découlent des erreurs et des échecs de l'action prolétarienne ; mais c'est avec le matériel provenant de ces expériences que le mouvement communiste arrive à préciser toujours plus clairement les questions de doctrine et de tactique, se différenciant et combattant tous les autres courants qui s'agitent au sein du prolétariat.

9 – La constitution d'entreprises coopératives de production, dans lesquelles le capital appartient aux ouvriers qui y travaillent, ne peut constituer une voie vers la suppression du système capitaliste dans la mesure où l'acquisition des matières premières et la vente des produits se réalise également, dans ces entreprises, suivant les lois de l'économie privée, et que le capital collectif de celles-ci finit par entraîner le crédit et donc le contrôle par le capital privé.

10 – Les organisations économiques professionnelles ne peuvent être considérées comme communistes, ni comme des organisations suffisantes à la lutte pour la révolution prolétarienne, ni comme des organisations essentielles de l'économie communiste.

L'organisation en syndicats professionnels sert à neutraliser la concurrence entre ouvriers d'un même métier et à empêcher la baisse des salaires à un niveau très bas, mais, de même qu'elle ne peut arriver à la suppression du profit capitaliste, elle ne peut arriver à l'union des travailleurs de toutes les professions contre le privilège du pouvoir bourgeois. D'autre part, le simple passage de propriété du patron privé au syndicat ouvrier ne réaliserait pas les conditions économiques nécessaires au communisme, selon lequel la propriété doit être transférée à l'ensemble de la collectivité prolétarienne, ceci constituant l'unique voie pour éliminer les caractéristiques de l'économie privée dans l'appropriation et la répartition des produits.

Les communistes considèrent le syndicat comme le terrain d'une première expérience prolétarienne permettant aux travailleurs d'aller plus avant, vers le concept et la pratique de la lutte politique dont l'organe est le parti de classe.

11 – C'est en général une erreur de croire que la révolution puisse être un problème de forme d'organisation des prolétaires, forme conçue en fonction des regroupements qu'ils réalisent pour la défense de leurs intérêts dans le cadre du système capitaliste de production.

Ce n'est pas non plus une modification de la structure des organisations économiques qui pourra donner au prolétariat le moyen efficace pour réaliser son émancipation.

Les syndicats d'entreprise ou les conseils d'entreprise surgissent comme organes de défense des intérêts du prolétariat dans les différentes entreprises, lorsqu'il commence à apparaître qu'il est possible de limiter l'arbitraire capitaliste dans la gestion de celles-ci. L'acquisition par ces organisations d'un droit plus ou moins large de contrôle sur la production n'est pas incompatible avec le système capitaliste et pourrait même être pour celui-ci un moyen de conservation.

Même le passage de la gestion à ces organisations ne constituerait pas (comme on l'a dit pour les syndicats) l'avènement du système communiste. Selon la saine conception communiste, le contrôle ouvrier sur la production ne se réalisera qu'après la destruction du pouvoir bourgeois, comme un contrôle sur la marche de chaque entreprise réalisé par l'ensemble du prolétariat, uni par l'Etat des conseils ; et la gestion communiste de la production sera constituée par la direction de la production, à travers chaque branche et chaque unité, par les organes collectifs rationnels représentant les intérêts de tous les travailleurs associés dans l'œuvre de construction du communisme.

12 – *Les rapports capitalistes de production ne peuvent être altérés par l'intervention des organes de pouvoir bourgeois.*

Donc le passage d'entreprises privées à l'état ou aux administrations locales ne correspond aucunement à la conception communiste. Un tel passage est toujours accompagné du paiement de la valeur du capital de l'entreprise à l'ancien propriétaire, qui conserve ainsi son plein droit à l'exploitation ; les entreprises elles-mêmes continuent à fonctionner comme des entreprises privées dans le cadre de l'économie capitaliste ; elles deviennent même des moyens opportuns pour l'œuvre de conservation et de défense de classe que poursuit l'état bourgeois.

13 – *La conception suivant laquelle l'exploitation capitaliste du prolétariat pourrait être graduellement atténuée et même éliminée par le travail de réformes et de législation des institutions politiques actuelles, effectué par les représentants du parti prolétarien en leur sein ou même par une agitation des masses, ne conduit qu'à se rendre complice de la défense des privilèges de la bourgeoisie en cédant, en apparence, une partie de ceux-ci pour tenter d'apaiser les souffrances des masses et dévier leurs efforts révolutionnaires contre les fondements du régime bourgeois.*

14 – *La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, considérée comme le but principal de l'action, ne peut être réalisée par l'obtention de la majorité dans les organes électifs bourgeois.*

La bourgeoisie, au moyen des organes exécutifs de l'Etat, ses agents directs, assure très facilement la majorité de ses organes électifs à ses propres mandataires ou aux éléments qui, pour y pénétrer individuellement ou collectivement, sont tombés dans son jeu et sous son influence. Par ailleurs la participation à ces institutions comporte l'engagement de respecter les points cardinaux, juridiques et politiques, de la constitution bourgeoise. La valeur purement formelle de ces engagements est toutefois suffisante pour libérer la bourgeoisie de se retrouver embarrassée par des accusations d'illégalité lorsque celle-ci recourt, en toute logique, au service de ses moyens de défense armée avant de livrer son pouvoir et de laisser briser sa machine bureaucratique et militaire de domination.

15 – *Reconnaître la nécessité de la lutte insurrectionnelle pour la prise du pouvoir mais proposer que le prolétariat exerce son pouvoir en concédant à la bourgeoisie une représentation au sein des nouveaux organes politiques (assemblée constituante ou combinaison de celle-ci avec le système des conseils ouvriers) est un programme inacceptable et s'opposant à la conception centrale communiste de la dictature prolétarienne. Le processus d'expropriation de la bourgeoisie serait immédiatement compromis ou bien celle-ci y trouverait un prétexte pour influencer sur la constitution de la représentation de l'état prolétarien expropriateur. Ceci permettrait à la bourgeoisie d'utiliser son influence qui inévitablement se renforcerait en fonction de son expérience et de sa préparation technique et intellectuelle pour y introduire sa propre activité politique tendant au rétablissement de son pouvoir par une contre-révolution. Tout préjugé démocratique concernant la parité de traitement dont le pouvoir prolétarien devrait user envers les bourgeois concernant la liberté d'association, de propagande et de presse aurait les mêmes conséquences.*

16 – *Le programme d'une organisation de la représentation politique basée sur les délégués des différentes catégories professionnelles de l'ensemble des classes sociales ne constitue pas non plus la réalisation même formelle du système des conseils ouvriers. En effet, celui-ci est caractérisé par l'exclusion des bourgeois du droit électoral et son organisation centrale ne sera pas désignée par profession mais par circonscriptions territoriales. Cette forme de représentation constitue donc plutôt un stade inférieur de la démocratie parlementaire actuelle.*

17 - *L'anarchisme, qui tend à l'instauration immédiate d'une société sans Etat et sans organisation politique, et qui conçoit pour l'économie future le fonctionnement d'unités productives autonomes, niant la nécessité de tout centre organisateur et régulateur des activités*

de production et de distribution, est en profonde opposition avec les conceptions communistes. Une telle conception est voisine de celle de l'économie privée bourgeoise, et reste étrangère au contenu essentiel du communisme. Par ailleurs, l'élimination immédiate de l'état en tant qu'appareil du pouvoir politique soit équivaut à l'absence de résistance envers la contre-révolution, soit présuppose l'abolition immédiate des classes, la soi-disant expropriation révolutionnaire contemporaine à l'insurrection contre le pouvoir bourgeois.

Une telle possibilité n'existe pas même à long terme, à cause de la complexité de la tâche du prolétariat pour substituer à l'économie actuelle l'économie communiste, et parce qu'il est nécessaire que ce processus soit dirigé par une organisation centrale qui coordonne les intérêts généraux du prolétariat en subordonnant à ceux-ci les intérêts locaux et particuliers, dont le jeu constitue la force de conservation la plus grande du capitalisme.

III

1 – La conception communiste du déterminisme économique ne fait pas des communistes les spectateurs passifs du devenir historique mais en fait au contraire des lutteurs infatigables. L'action et la lutte ne pourraient cependant être qu'inefficaces si elles n'incorporaient pas les résultats de la doctrine et de l'expérience de la critique communiste.

2 – Le travail révolutionnaire des communistes est basé sur leur organisation en parti des prolétaires unissant la conscience des principes du communisme à la décision de consacrer tous leurs efforts pour la cause de la révolution.

Le parti, organisé à l'échelle internationale, fonctionne sur la base de la discipline devant les décisions de la majorité et de celle des organes centraux désignés par celle-ci pour diriger le mouvement.

3 - Les activités fondamentales du parti sont la propagande et le prosélytisme, et l'admission des nouveaux adhérents se fait en prenant les plus grandes garanties. Bien que basant le succès de sa propre action sur la diffusion de ses principes et de ses buts finaux, et bien que se battant dans l'intérêt de l'immense majorité de la société, le mouvement communiste ne fait pas de la question de la majorité une condition préalable à sa propre action. Le critère pour juger de l'opportunité de la réalisation d'actions révolutionnaires est l'évaluation objective de ses propres forces et de celles de l'adversaire, dont le critère du nombre n'est ni le seul ni le plus important.

4 – Le parti communiste développe un intense travail interne d'études et de critiques strictement liées aux exigences de l'action et de l'expérience historique, s'employant à réaliser ce travail sur une base internationale. A l'extérieur, il développe en toutes circonstances et avec tous les moyens disponibles la propagation des conclusions qu'il tire de sa propre expérience et de son opposition aux écoles et partis adverses. Et surtout le parti exerce une activité de propagande et d'attraction au sein des masses prolétariennes, particulièrement lorsque celles-ci se lèvent pour réagir aux conditions qui lui sont faites par le capitalisme, et au sein des organisations que les prolétaires forment pour protéger leurs intérêts immédiats.

5 – Les communistes entrent donc dans les coopératives prolétariennes, les syndicats, les conseils d'entreprises pour y constituer des groupes d'ouvriers communistes, cherchant à en obtenir la majorité et la direction pour obtenir que la masse des prolétaires encadrés dans ces organisations subordonne ses actions aux buts politiques et révolutionnaires les plus élevés dans la lutte pour le communisme.

6 – Au contraire le parti communiste se tient à l'extérieur des institutions et associations dans lesquelles prolétaires et bourgeois participent au même titre, ou, pire, dont la direction appartient aux bourgeois (sociétés de secours mutuel, d'assurance, écoles à buts culturels, universités populaires, associations maçonniques, etc.) et cherchent à en détacher les prolétaires en combattant leurs actions et leur influence.

7 – La participation aux élections des organismes représentatifs de la démocratie bourgeoise ainsi que l'activité parlementaire, bien que présentant constamment des risques de déviation, peuvent être utilisés pour la propagande et la formation du mouvement dans les périodes où, toute possibilité d'abattre la domination bourgeoise étant éloignée, le but du parti se limite à la critique et à l'opposition. Dans la période actuelle, ouverte par la fin de la guerre mondiale, les premières révolutions communistes et la création de la Troisième Internationale, les communistes proposent comme but direct de l'action politique du prolétariat de tous les pays la conquête révolutionnaire du pouvoir à laquelle toutes les forces et tout le travail de préparation doivent être dédiés.

Il est inadmissible, dans cette période, de participer à ces organismes qui apparaissent comme un puissant moyen de défense de la bourgeoisie destiné à agir dans les rangs mêmes du prolétariat, en opposition aux structures et fonctions du système des conseils ouvriers et de la dictature prolétarienne soutenus par les communistes.

A cause de l'importance prise par l'activité électorale il n'est pas possible de la concilier avec l'affirmation disant qu'elle ne constitue pas le moyen pour atteindre le but principal de l'activité du parti, la conquête du pouvoir, ni possible d'éviter qu'elle n'absorbe toute l'activité du mouvement en le détournant de la préparation révolutionnaire.

8 – La conquête électorale des communes et des administrations locales présente des inconvénients de même nature mais encore plus fort que ceux de parlementarisme, elle ne peut être acceptée comme un moyen d'action contre le pouvoir bourgeois, d'une part parce que les communes ne disposent pas de réels pouvoirs mais sont soumises à celui de la machine d'état, et d'autre part parce que cette méthode peut certes causer aujourd'hui quelques embarras à la bourgeoisie dominante, mais qu'en affirmant le principe de l'autonomie locale, opposé au principe communiste de centralisation de l'action, elle préparerait un point d'appui à la contestation de l'établissement du pouvoir prolétarien par la bourgeoisie.

9 – Pendant la période révolutionnaire tous les efforts des communistes sont consacrés à rendre efficace et intense l'action des masses. Les communistes développent la propagande et la préparation par de larges et fréquentes manifestations prolétariennes, spécialement dans les grands centres, et cherchent à utiliser les mouvements économiques pour des démonstrations politiques où le prolétariat renforce sa volonté de renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

10 – Le parti communiste porte sa propagande dans les rangs de l'armée bourgeoise. L'antimilitarisme communiste ne se base pas sur un humanitarisme stérile mais sur la nécessité de convaincre les prolétaires que la bourgeoisie les arment pour défendre ses intérêts et pour se servir de leur force contre la cause du prolétariat.

11 – Le parti communiste s'entraîne à agir en tant qu'état-major du prolétariat dans la guerre révolutionnaire. C'est pourquoi il prépare et organise son propre réseau d'informations et de communications. Surtout, il soutient et organise l'armement du prolétariat.

12 – Le parti communiste ne réalise pas d'accord ou d'alliance avec d'autres mouvements politiques qui peuvent partager avec lui certains objectifs contingents mais en divergent quant à leur programme d'action ultérieur. Il repousse également la possibilité de s'allier avec les tendances prolétariennes qui acceptent le principe de l'action insurrectionnelle contre la bourgeoisie (le soi-disant front unique) mais n'acceptent pas le programme communiste ultérieur.

On ne doit pas considérer comme une condition favorable l'augmentation des forces ne cherchant que le renversement du pouvoir bourgeois lorsque celles qui se dirigent vers la constitution du pouvoir prolétarien sur la base des directives communistes, qui seules peuvent en assurer la durée et le succès, sont insuffisantes.

13 – *Les soviets, ou conseils des ouvriers, paysans et soldats, constituent les organes du pouvoir prolétarien et ne peuvent exercer leurs véritables fonctions qu'après la destruction du pouvoir bourgeois.*

Les soviets ne sont pas en eux-mêmes des organes de la lutte révolutionnaire. Ils ne deviennent révolutionnaires que lorsqu'ils sont conquis majoritairement par le parti communiste.

Les conseils ouvriers peuvent surgir avant la révolution, dans une période de crise aiguë pendant laquelle le pouvoir bourgeois peut être sérieusement mis en danger.

L'initiative de constitution des soviets peut être une nécessité pour le parti dans une situation révolutionnaire, mais elle n'est pas le moyen de créer une telle situation.

Si le pouvoir de la bourgeoisie arrive à se renforcer ultérieurement, la survivance des conseils peut constituer un sérieux danger pour la lutte révolutionnaire, celui de manœuvres et de combinaisons entre les organes prolétariens et ceux de la démocratie bourgeoise.

14 – *Ce qui distingue les communistes, ce n'est pas la proposition de mobilisation immédiate de toute la classe ouvrière pour le soulèvement général à chaque épisode de lutte de classe, mais le fait de soutenir que la phase insurrectionnelle est l'issue inévitable de la lutte et de préparer le prolétariat à l'affronter dans les conditions les plus favorables pour le développement ultérieur de la révolution.*

En fonction de la situation, que le parti peut mieux caractériser que le reste du prolétariat, il peut se trouver face à la nécessité soit de précipiter soit de retarder le heurt final.

C'est dans tous les cas un objectif spécifique du parti que de combattre tant ceux qui veulent précipiter l'action révolutionnaire à n'importe quel coût, poussant le prolétariat au désastre, que les opportunistes qui exploitent les circonstances, en déconseillant l'action dans le but d'arrêter définitivement le mouvement révolutionnaire, mouvement que le parti communiste doit au contraire toujours plus conduire sur le terrain de la préparation à la lutte armée finale contre les défenses de la bourgeoisie.

Le prestige parlementaire

(“Il Soviet”, année III, nr. 16 du 6.VI.1920)

Dans les périodes de vie usuelles, la dictature bourgeoise cache son essence réelle de violente oppression d'une minorité sur la grande majorité moyennant le piège électoral. Cette majorité a l'illusion de donner spontanément un mandat à ceux qui doivent la gouverner en choisissant ses propres représentants.

En réalité, le gouvernement, comité exécutif de défense des intérêts de la classe dominante bourgeoise, qui constitue le pouvoir exécutif, appuyé sur une solide bureaucratie, bien organisée, et qui constitue la réalité de l'autorité de l'Etat, est le seul véritable arbitre du pouvoir politique. Celui-ci exerce sa souveraineté y compris sur le parlement qui lui est lié par cent fils.

Les masses travailleuses, c'est-à-dire la classe opprimée, ne s'en étaient pas suffisamment rendu compte avant-guerre. Incapables d'une insurrection libératrice par manque de maturité, elles se contentaient d'exprimer, par l'intermédiaire de l'un ou de l'autre de ses représentants, au sein de l'organisation bourgeoise, une protestation, dans l'attente du jour lointain où, selon les belles promesses de ses délégués, elle serait devenue la majorité et aurait fait du parlement l'organe de défense de ses propres intérêts. Elles ne se rendaient pas compte que, pour la bourgeoisie, les parlements avaient pour seule fonction celle d'être une valve de sécurité

servant à épuiser en vains mouvements les vellétés de rébellion surgissant naturellement des heurts quotidiens pour l'existence.

Parmi les nombreuses conséquences de la guerre il y a eu le discrédit de l'institution parlementaire. Le monde bourgeois est rongé par les contradictions de son mécanisme vital qui s'exaspèrent dans les périodes de plus grande tension. Pendant la guerre, le pouvoir exécutif a révélé tout son côté dictatorial du fait qu'il était contraint d'obtenir le rendement maximum de l'oppression de la machine d'Etat. Ceci particulièrement dans les pays, comme le nôtre, où la violence a dû être employée pour imposer la participation à une guerre dont les grandes masses ne voulaient pas, et à laquelle elles n'ont donné à aucun moment leur adhésion.

La suppression ou la très forte réduction des fonctions d'un parlement d'où provenaient, en fonction de certaines prérogatives, des protestations, a été une impérieuse nécessité. Par ailleurs, son mécanisme ne le rend pas apte à répondre avec la rapidité voulue aux situations d'urgence des périodes de guerre. Pendant celles-ci le parlement a fonctionné comme un simulacre d'organe de consultation du pays, donnant son approbation à toutes les décisions du pouvoir politique.

Après la guerre, lorsque débuta la période critique provenant des conséquences désastreuses de celle-ci et entraînant un profond mal-être, et que d'autre part la pression exercée par l'Etat dut se relâcher, les divers découvreurs de nouveautés s'ingénierent à redonner une vertu à cette valve de sécurité plus que jamais nécessaire, relevant le niveau de l'institution parlementaire qu'ils avaient contribué à abaisser. Ils confièrent cette besogne aux savantes élucubrations des sociaux-démocrates qui avaient déjà mis au point la formule miraculeuse des élections à la proportionnelle.

Mais le jeu n'a pas réussi. Le truc est déjà éventé. Les résultats des élections à la proportionnelle n'ont rien changé d'autre que des rapports de nombre sans importance. La machine d'Etat ne change pas aussi radicalement avec de tels expédients.

La victoire électorale des socialistes n'a eu et ne pouvait avoir d'autres significations que celles de protestation contre une guerre imposée, de défiance dans l'institution et de tentative vers une conquête de la majorité. Les masses travailleuses, instinctivement méfiantes envers toute institution de la classe adverse, n'ont pas demandé et ne demandent pas de réalisations positives de leurs propres représentants, et commencent à perdre toute illusion sur la possibilité d'y faire un travail de destruction de l'ordre existant. Ceux qui soutiennent le contraire attribuent leurs propres aspirations, leurs aspirations à des postes ministériels, aux masses travailleuses qui tournent le dos aux institutions bourgeoises pour se diriger vers celles de leur propre classe.

Face à la crise toujours plus bouillonnante du régime bourgeois, face à l'imminence du heurt final qui pourra lui arracher définitivement le pouvoir, la bourgeoisie, en proie aux doutes, se place dans sa dernière tranchée, celle du parlement.

L'Entente triomphante impose partout, comme première condition d'existence aux Etats provenant de la dissolution des pays ennemis, la constitution d'un parlement. Dans sa lutte contre la Russie des Soviets elle affirme ne pas reconnaître la forme d'un Etat qui ne se base pas sur la démocratie parlementaire.

En Italie aussi les différentes fractions démocratiques veulent que ressurgisse le prestige du parlement. Ceci est un des point-clef du programme d'un des hommes les plus représentatifs de la bourgeoisie, le député Giolitti, lequel pose sur cette base sa candidature à la présidence.

Ce ne sont que des efforts inutiles ne servant qu'à faire comprendre aux travailleurs que si la bourgeoisie se préoccupe tant de la vie de ces organismes c'est surtout parce qu'ils doivent servir à sa propre conservation. Et ce ne sont pas ceux qui, tout en se prétendant ses

représentants, se font les paladins de l'institution parlementaire et sont donc des alliés de la bourgeoisie, qui leur feront comprendre.

La Fraction abstentionniste de la jeunesse à la jeunesse italienne

(“Il Soviet”, nr. 19 du 15.VII.1920)

Camarades !

Le programme de la Fédération de la Jeunesse Socialiste Italienne est toujours celui provenant de l'ordre du jour Vella, voté en 1907 au Congrès de la Jeunesse de Bologne. Celui-ci est désormais dépassé par la crise qui, depuis lors jusqu'à ce jour, emporte le régime bourgeois ; il ne répond plus aux exigences de la période révolutionnaire que nous traversons. Période qui, au sein du Parti Socialiste Italien et de la Fédération de la Jeunesse Socialiste, n'est pas caractérisée par un clair changement de tactique, par une position décidée, mais est au contraire caractérisée par l'équivoque élevée au rang de programme du parti, et, en conséquence, par l'indécision et l'absence de toute action pratique, par le continuel ondoielement entre le social-démocratisme le plus évident et un communisme de seule parole qui ne correspond en rien à la théorie et à la pratique communiste. Le programme Serrati-Gennari a misérablement failli et, avec lui, le but principal que celui-ci assignait aux organes centraux de notre Parti : la constitution des soviets. Les soviets se sont graduellement transformés d'organes d'opposition au pouvoir bourgeois, à travers le soutien de la collaboration avec les communes, socialistes ou non, en organes réformistes de collaboration et, au fur et à mesure, la constitution même de ces organismes réformistes a été limitée à une expérience. Aujourd'hui, l'expérience même a été mise en sommeil dans l'indifférence la plus coupable des socialistes italiens. Aujourd'hui l'ex-maximalisme n'a pratiquement plus rien de distinct, mis à part un révolutionnarisme verbal démagogique, du réformisme de Turati et Treves. Aujourd'hui les ex-maximalistes de la direction de notre Parti sont contre l'expulsion des sociaux-démocrates. Ils célèbrent, sur l'“Avanti!” la victoire électorale des Indépendants allemands, traités par Lénine de sociaux-renégats, et se situent en dehors des directives de la IIIème Internationale de Moscou. La jeunesse communiste veut-elle continuer à prêter main forte à l'équivoque?

On s'est mis d'accord par référendum pour la tenue d'un Congrès national des jeunes. Il s'agit de sortir de celui-ci avec un programme précis qui n'admette aucune tergiversation.

Les jeunes communistes sont aujourd'hui appelés à accomplir l'œuvre la plus grandiose : celle de transformer le vieux Parti Socialiste de Turati et de Treves en un parti communiste, de nom et de fait, jeune, compact, vigoureux, qui prenne avec décision le chemin de la révolution. Les jeunes abstentionnistes qui ont, les premiers, senti cette nécessité et souhaité cette transformation proposent dès à présent leur programme à votre examen et à vos discussions.

Le programme

1) La jeunesse prolétarienne, depuis son enfance, est prise dans le fatal engrenage du système capitaliste de production qui porte atteinte à son développement physique et intellectuel et crée une conscience de classe alimentée par sa psychologie rebelle et généreuse.

2) Cette psychologie spéciale rend opportune une organisation spéciale: l'organisation de la jeunesse, laquelle recueille la partie la plus vigoureuse et enthousiaste du prolétariat, l'avant-garde héroïque et tenace du parti communiste, disposée à tous les sacrifices et à toute abnégation, prête à assurer les tâches les plus dangereuses dans la dure lutte à venir.

3) Le but de l'organisation de la jeunesse communiste est l'éducation marxiste de la jeunesse travailleuse et l'utilisation de son énergie pour atteindre les objectifs communistes.

4) La jeunesse communiste tend à frapper l'organisation étatique du pouvoir bourgeois sur ses points les plus forts. Une partie importante de son activité est donc dédiée à la propagande

antimilitariste, fondée non pas sur de vagues théories humanitaires et pacifistes mais sur la nécessité de désagrégation de l'appareil de défense de l'état bourgeois, celle de la préparation de l'armée de défense de l'état du prolétariat.

5) Elle tend à compléter la conscience de classe et à élever le niveau culturel du prolétariat et cherche pour ceci à la libérer de toute superstition, particulièrement les superstitions morales et politiques provenant de cléricisme, fidèle allié du capitalisme, spécialement dans la tentative de maintenir la classe travailleuse dans la plus basse ignorance.

6) Elle sait que la lutte des classes est celle de l'ensemble de la bourgeoisie contre l'ensemble du prolétariat, que le triomphe final du prolétariat ne sera obtenu que par la révolution mondiale et pour cela se réunit en organisation internationale dont le but est de coordonner le travail et les efforts de toute la jeunesse communiste du monde.

7) La jeunesse communiste, pendant qu'elle s'éduque à travers la lutte, divulgue incessamment au sein du prolétariat les points fondamentaux de la doctrine marxiste, soit par la vulgarisation de ces points et des diverses phases historiques de la lutte des classes, soit, principalement, par la critique du révisionnisme, des fausses interprétations et des multiples dégénérescences de la théorie marxiste.

8) Elle combat toutes les dégénérescences petites-bourgeoises du marxisme, du réformisme au syndicalisme, tout en expliquant les raisons de leur création lors de la genèse historique du mouvement ascendant des classes travailleuses. De même elle combat toutes les formes de révolutionnarisme anarchisant qui n'ont rien à voir avec les bases théoriques et les buts pratiques du mouvement communiste.

9) Elle combat toutes les formes (y compris sous ses formes les plus équivoques) du socialisme parlementaire, défini par Marx comme de l'idiotisme parlementaire qui, de quelque manière qu'il se réalise, se résout en dernière analyse en tentative de s'opposer à tout prix au développement fatal de la crise inguérissable qui précipite le régime bourgeois dans l'abyme.

10) Pendant la période historique de la révolution, ou le prolétariat de tous les pays attend que d'un instant à l'autre sonne l'heure de sa révolution, la jeunesse communiste considère comme incompatible la participation de la soi-disant représentation des classes opprimées au sein des organisations de la classe oppresseuse, alors que tout le travail de critique est effectué et qu'il urge de concentrer les énergies du prolétariat pour sa préparation.

11) Elle affirme que rien n'est plus infantile que la théorie proclamant l'absence de tendances au sein du mouvement de la jeunesse, car il n'y a pas une seule interprétation de la doctrine marxiste et que chaque tendance politique représente une révision ou une interprétation différente de la doctrine marxiste, doctrine que nous avons le devoir de propager, et que cette théorie présuppose que chaque tendance fasse la même propagande alors que les différentes interprétations de cette doctrine sont le fait de tendances politiques différentes.

12) C'est donc en toute conscience que la jeunesse communiste affirme que la tendance social-démocrate est la pire des dégénérescences révisionnistes du système marxiste, constitue l'ultime tranchée de défense du régime bourgeois et proclame fermement la nécessité d'un Parti Communiste homogène ainsi que l'incompatibilité absolue de l'appartenance des non-communistes, qu'ils appartiennent aux fractions du centre ou de la droite, à la Fédération et à l'Internationale de la jeunesse.

13) C'est particulièrement au moment politique actuel que celle-ci déclare changer sa dénomination de Fédération de la Jeunesse Socialiste en Fédération de la Jeunesse Communiste, et retire son adhésion au Parti Socialiste tant que celui-ci n'aura pas abandonné ses hésitations en procédant à l'élimination des non-communistes, se constituant en Parti Communiste, adhérant strictement à la IIIème Internationale de Moscou.

14) Elle subordonne à cette action, la plus importante, l'appui à apporter au travail que le Parti Socialiste pourrait développer pour la préparation révolutionnaire, la constitution des Soviets, et pour toute autre action, parce qu'elle sait que rien de tout cela ne sera possible tant que l'équivoque dans lequel il se débat perdurera.

Le Comité Provisoire de la Fraction de la Jeunesse Communiste Abstentionniste.

N.B : Les Fédérations, Sections et Groupes adhérant à ce programme doivent communiquer leur adhésion au Comité Provisoire de la Fraction de la Jeunesse Communiste Abstentionniste, Borgo. S. Antonio Abate, 221 – Naples.

Chapitre VIII

La Gauche et le mouvement communiste international

Les historiens qui reconstruisent le passé du mouvement ouvrier et communiste mondial en fonction des humeurs momentanées de l'écurie qui leur fournit l'avoine, se moquant bien de devoir dire un jour blanc et le lendemain noir, après avoir dit vert l'avant-veille, reconnaissent depuis quelques temps que par... une étrange coïncidence, la Gauche en Italie et les Bolcheviks en Russie se retrouvèrent d'accord, seuls contre tous, dès le printemps 1920, au moins pour la scission du Parti Socialiste italien, même si pour nous la ligne de rupture devait passer à gauche du maximalisme, alors que l'Internationale jugeait suffisant que le groupe de Serrati rompe avec la droite.

Ce n'est pas là, bien entendu, une grande découverte, car si Lénine condamne dans la "Maladie infantile" les thèses abstentionnistes, il ajoute aussi :

"Il Soviet" et sa fraction ont raison quand ils attaquent Turati et ses partisans qui, restés dans un parti qui a reconnu le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat, restent aussi membres du parlement et continuent leur vieille politique opportuniste si nuisible. En tolérant cet état de choses, Serrati et tout le Parti Socialiste italien commettent évidemment une faute qui menace d'être aussi nuisible et dangereuse que celle qui fut commise en Hongrie lorsque les Turati hongrois sabotèrent de l'intérieur le parti et le pouvoir des soviets [...]. Le camarade Serrati a manifestement tort d'accuser d'"inconséquence" le député Turati [...] alors qu'il n'y a d'inconséquent que le Parti Socialiste italien, qui tolère dans ses rangs des parlementaires opportunistes comme Turati et Cie."

Et dans un autre passage :

"Bordiga et ses amis du journal "Il Soviet" ont raison d'exiger que le Parti Socialiste italien, s'il veut être effectivement pour la IIIème Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et Cie, et deviennent parti communiste de nom et de fait."

Et Lénine conclut, à propos du "danger" d'une scission des gauches avec les anciens partis à l'échelle internationale :

"Soit. La scission est en tous cas préférable à la confusion, qui entrave le développement doctrinal, théorique, révolutionnaire du parti, qui entrave la maturation du parti et son travail pratique, unanime, véritablement organisé et réellement capable de préparer la dictature du prolétariat." (183)

Par ailleurs, si la Gauche arriva à cette conclusion beaucoup plus tôt que les dirigeants de l'Internationale, ce n'est pas en vertu d'un don de prophétie, mais de sa connaissance directe du "socialisme" italien. Aussi inclut-elle parmi ceux dont il était urgent de se séparer la grande majorité des maximalistes, qu'elle identifiait aux indépendants allemands et aux "reconstructeurs" français, comme Lénine et Trotski, Zinoviev et Boukharine finirent par l'admettre durant et surtout après le IInd Congrès mondial. Le fait essentiel reste que la Gauche était arrivée à cette conclusion sur la base des mêmes considérations de principe que les bolcheviks dans leur œuvre de restauration intégrale du marxisme, qu'ils avaient mis à la base de la nouvelle internationale, c'est-à-dire de considérations indépendantes du moment et des individus – mais si les historiens l'admettaient, il leur en coûterait leur avoine, c'est-à-dire l'argent et les honneurs qu'ils reçoivent.

1 - Deux légendes

Parmi les légendes dont s'agrémentent l'historiographie au service de l'opportunisme (et parfois d'un extrémisme qui ignore jusqu'à l'A.B.C. du marxisme), il en est deux qui frappent par leur énormité.

D'après la première, nous aurions été séparés des bolcheviks par des questions de doctrine et de principe. Une telle légende peut servir à deux fins opposées: nous rejeter parmi les anti-léninistes ou au contraire rejeter les bolcheviks parmi les anti - ou tout au moins les par-marxistes.

D'après la seconde, nous aurions fait partie d'un prétendu "marxisme occidental", d'une "gauche européenne" opposée au "léninisme" considéré comme un marxisme... oriental, et comprenant pêle-mêle abstentionnistes italiens, tribunistes hollandais, kaapédistes allemands, partisans des "shops stewards" anglais, "luxemburgistes" et même ordinovistes (ces derniers sont cités uniquement par certains "anti-staliniens" de pacotille; pour les historiens du P.C. italien comme pour ceux qui se réclament faussement de Trotsky, l'équation gramscisme = léninisme va de soi).

Ces deux légendes ne résistent pas à l'épreuve des innombrables articles, thèses, commentaires du "Soviet" reproduits à la fin de ce chapitre et que nous invitons le lecteur à lire attentivement en les mettant en rapport avec les textes qui leur ont donné naissance. Le seul "argument" en faveur de la première légende est notre opposition au "parlementarisme révolutionnaire", mais il est très facile de désarçonner quiconque enfourche pareil cheval de bataille. Premièrement, à aucun moment l'abstentionnisme ne fut pour nous la caractéristique distinctive du communisme révolutionnaire, pas plus que le "participationnisme" ne l'était pour les bolcheviks. Deuxièmement, les bolcheviks considéraient la participation aux élections comme une méthode souhaitable, dans certaines circonstances (et dans certaines circonstances seulement), mais uniquement comme renfort de cette action générale visant à détruire l'État bourgeois et toutes ses institutions, qui seule distingue le communisme. Il est donc clair que la divergence entre les bolcheviks et nous n'était pas de doctrine et de principe, mais d'appréciation pratique et tactique.

2 - Ce que veut dire être avec les bolcheviks

Être avec les bolcheviks ou, si l'on veut, "être léniniste", cela signifie admettre comme principe que, comme le disait Lénine dans la "Maladie infantile", les "traits essentiels" de la Révolution d'Octobre n'ont pas une portée locale et spécifiquement nationale, ni exclusivement russe, mais une portée internationale, comprise comme "*la répétition historique inévitable à l'échelle internationale de ce qui s'est produit chez nous*".

Ce sont ces "traits essentiels" qui font du léninisme le prolongement naturel du marxisme, et du bolchevisme, "une plante de tous les climats". Pour accepter ces "traits essentiels", il ne suffit pas de reconnaître que le parti est nécessaire et qu'il doit obéir aux principes de la centralisation et de la discipline, car si l'ordinovisme, dont se réclament les historiens ci-dessus évoqués, ignorait le premier et rejetait le second, le stalinisme lui-même les reconnaîtra tous les deux; quant aux maximalistes d'alors, ils acceptaient en paroles la nécessité du parti tout en la niant en pratique puisqu'ils combattaient la méthode de la discipline et du centralisme, dont les anarchistes nous accusaient (et nous accusent toujours) à juste titre d'être les partisans les plus résolus. Il faut encore accepter la direction dans laquelle va le parti, le but final vers lequel il dirige la classe, les principes qui inspirent son action, et sa stricte discipline comme instrument de la lutte pour les réaliser. Il faut, sans la moindre faiblesse pour le fétiche de la démocratie,

accepter ces principes fondamentaux que sont la révolution, la dictature du prolétariat, avec toutes les conséquences tactiques qui en découlent pour le parti luttant afin de conquérir le pouvoir et de le conserver, et avec toutes les exigences de cohérence théorique, de rigueur tactique et de continuité organisationnelle qui y sont impliquées. Or, sur tous ces points, la pire confusion régnait chez Gramsci comme chez Serrati, quand ils ne les refusaient pas purement et simplement.

L'abstentionnisme avait beau être un point de désaccord avec les bolcheviks, la conception théorique et les principes étaient les mêmes. Par contre, l'électoratisme maximaliste, de même que l'immédiatisme et le socialisme d'entreprise ordinovistes, reposaient sur des bases contraires à celles du bolchevisme, si l'on tient à appeler de ce nom le marxisme restauré.

Nous fûmes les seuls que les bolcheviks purent appeler à la tribune du IIème Congrès pour y exposer nos thèses abstentionnistes, reconnaissant par là qu'acceptables ou non, elles reposaient en tout cas sur notre base commune et étaient intégralement conformes à la théorie, aux principes et au but final (nous verrons plus loin le sens de ces termes) du marxisme. Et si nous insistons là-dessus, ce n'est pas pour nous élever un monument à nous-mêmes, ni pour célébrer des mérites personnels ou de groupe - ce qui serait stupide - mais pour constater un fait et aider les jeunes militants d'aujourd'hui et de demain à comprendre le cours historique alors ouvert et qui, après avoir été bloqué par la violence et dans le sang, est destiné à se rouvrir.

3 - Les causes de notre désaccord sur la “question parlementaire”

Ce que nous voulions, c'est que le parti s'engage dans la voie que lui traçaient les buts et les principes communistes et que cet engagement soit bien clair aux yeux des prolétaires. C'est justement pour cela que nous nous sommes battus, pour qu'on abandonne la méthode électorale, même dans la version du parlementarisme révolutionnaire. En effet, nous savions bien une chose: ce dernier supposait dans tous les cas la plus grande homogénéité du parti dans la défense et la poursuite du but final, mais en Occident - c'est-à-dire dans l'aire du plein capitalisme et de la révolution prolétarienne pure - cette homogénéité ne pouvait pas être obtenue sans avoir d'abord fait place nette de toutes les illusions, séductions et déviations entretenues depuis des décennies jusque dans les avant-gardes ouvrières par l'infâme tendance légaliste, gradualiste et électoratiste.

Comme Lénine, nous luttons pour préparer une révolution au moins européenne comme prélude à la révolution mondiale et, comme lui, nous voyions en elle la condition sans laquelle la glorieuse dictature bolchevique ne pourrait survivre. C'est justement pour cela que nous demandâmes qu'en Occident, on se montrât plus rigide encore et au besoin plus impitoyable à l'égard du réformisme et du centrisme, en dressant contre ce ver destructeur des barrières qui l'empêcheraient radicalement de pénétrer dans les jeunes partis en voie de formation et donc dans l'Internationale. Or, c'est un fait que dans les pays d'ancienne démocratie (ce que la Russie n'était pas), le Parlement constitue le terrain de prédilection de ce maudit ver.

Nous ne niions pas le moins du monde que le parlementarisme révolutionnaire (qui comportait explicitement, selon la déclaration de Lénine lui-même, le boycottage et des élections et du Parlement dans certaines circonstances) ait été justifié dans la Russie tsariste, c'est-à-dire que dans cette phase et cette aire où la révolution bourgeoise n'avait pas eu lieu, la Douma ait pût être l'arène (d'ailleurs secondaire aux yeux des bolcheviks eux-mêmes) d'un affrontement entre des forces historiques débordant largement le cadre parlementaire, et que la Constituante ait été un pont nécessaire. Nous ne niions pas non plus qu'à une certaine époque, le mouvement ouvrier ait eu raison de pratiquer le parlementarisme révolutionnaire même en Occident, ne fût-ce qu'en opposition à l'apolitisme anarchiste, et nous pouvions d'autant moins le nier qu'en 1913, nous nous étions nous-mêmes battus “contre l'abstentionnisme” (184).

Ce que nous niions en revanche, c'est qu'après une tragédie comme l'effondrement honteux de la IIe Internationale et le passage de la social-démocratie à la tête de la contre-révolution en 1918-19 avec les armes du démocratisme le plus moderne et le plus raffiné, il ait été possible d'assurer la préparation révolutionnaire des masses engagées dans une lutte tumultueuse et la sélection de l'avant-garde communiste tout en se préparant à participer aux élections: une telle participation était en effet inséparable de tout un ensemble de notions et de comportements qui n'était que trop susceptible de dissimuler ou même d'effacer complètement l'opposition de principe existant entre réforme et révolution, gradualisme et communisme.

C'est ce que nous avons répondu (185) à la lettre de Lénine aux "communistes italiens, français et allemands" (186) et à la circulaire de Zinoviev sur "Le Parlement et la lutte pour les Soviets" (187). C'est ce que nous avons répété au IIème Congrès de l'I.C. Seule l'expérience pouvait dire qui avait raison sur le plan tactique; or le bilan de ce qui s'est passé par la suite et que nous souhaitions, mais sans grand espoir, ne pas voir se réaliser (comme nous l'avons dit à Boukharine, rapporteur des thèses sur la question parlementaire) (188), n'a fait que confirmer notre conviction qu'au parlement, on ne détruit rien du tout, qu'on y est tout simplement détruit soi-même. Par ailleurs, n'était-il pas significatif que même au cours de la double révolution russe, il ait fallu dissoudre la Constituante vingt-quatre heures après sa réunion? Quant à la participation à la Douma, précédée d'ailleurs d'une période de boycottage, avait-elle été rien de plus qu'un épisode dans le gigantesque processus de formation et de développement du parti bolchevique?

Certains ont pu penser que notre insistance sur ces points relevait de l'obsession. Mais nous nous appuyions sur un bilan du passé, sur le fait que l'opportunisme s'était toujours infiltré dans les partis occidentaux par l'intermédiaire des groupes parlementaires (plus encore, dira-t-on, par l'intermédiaire des directions syndicales, mais ceci est une autre affaire, et il est clair que, comme les bolcheviks, nous le savions parfaitement) dont le comportement traduisait tout simplement l'influence corruptrice subtile, capillaire, sournoise du milieu démocratique. En Russie, où le croisement de deux révolutions mettait en mouvement toutes les classes, souvent séparées par des frontières d'ailleurs peu marquées; où les institutions démocratiques, historiquement en retard, étaient destinées à disparaître sitôt après leur naissance et où le réformisme à la Kérénsky et le "centrisme" menchévique n'étaient rien en comparaison de la social-démocratie de Noske-Scheidemann et de la social-démocratie "indépendante" de Kautsky-Hilferding, le danger n'était pas grand pour un prolétariat jeune et rude et pour un parti solidement ancré dans les principes comme les bolcheviks; et pourtant, combien d'entre eux furent victimes de la sirène démocratico-parlementaire en février et - pire encore - en octobre 1917! Le péril était au contraire immense, et à juste titre "obsédant", dans les pays qui pouvaient se vanter de posséder, outre une aristocratie ouvrière tout à fait embourgeoisée, un prolétariat exposé depuis de longues années à toutes les suggestions idéologiques de la classe dominante et où, donc, les partis socialistes avaient grandi dans une soumission totale ou presque aux "éternels principes" du démocratisme, dans le meilleur des cas, et aux normes pratiques de la conservation capitaliste, dans le pire.

Comme les faits d'alors et pas seulement les paroles d'aujourd'hui le prouvent, presque toute notre activité théorique et notre propagande furent consacrées à la clarification des principes qui nous étaient communs, aux bolcheviks et à nous-mêmes, pour la bonne raison qu'alors aucun courant ne les avait assimilés, et que sans eux, il n'y a pas de communisme. Dans le cadre d'une concordance absolue sur le fond, nous ne pouvions pas laisser passer les questions secondaires qui, à notre avis, devaient être résolues d'urgence de façon complète, faute de quoi nous risquions d'être entravés à brève échéance dans notre action et, à long terme, de perdre le nord, même sur le plan théorique, comme cela s'est malheureusement produit.

4 - Causes de nos désaccords sur d'autres questions tactiques et nature de ces questions

C'est pour ces mêmes raisons que, dès cette époque et plus encore par la suite, nous avons souhaité qu'on fasse preuve de la même rigueur doctrinale que les bolcheviks en constituant les nouveaux partis ou en sélectionnant les forces dans les anciens, et même qu'on défende cette rigueur comme une conquête difficile et non comme un simple acquis avec une énergie décuplée, du fait que nous nous trouvions placés dans des situations historiques et face à des organisations politiques moins fluides qu'en Russie, parce que consolidées les unes et les autres sous l'influence corruptrice et débilitante d'une longue tradition démocratique.

La grande force du parti bolchevique avait tenu au fait que son processus de formation s'était poursuivi sans interruption pendant des dizaines d'années. Pendant tout ce temps, il mit la même rigueur à tracer la perspective de la révolution en Russie qu'à défendre dans leur intégralité la doctrine, le but final et le programme du mouvement et au cours des étapes successives, les unes arrivées avant l'heure, les autres prévues, sa praxis fit toujours bloc avec sa théorie.

Cette continuité n'était pas tombée du ciel: elle avait été le fruit de luttes incessantes et de scissions douloureuses, et la fermeté de roc de celui qui en avait été l'artisan n'avait pas suffi à empêcher le parti de donner de la bande lors des grands tournants historiques de février et d'octobre 1917 et aussi pendant les mois et les années qui suivirent, obligeant le pilote à redresser, souvent tout seul, le navire.

A quoi ne fallait-il donc pas s'attendre dans des pays où la crise catastrophique provoquée par la guerre, mais dont les racines étaient plus anciennes, avait brisé le fil rouge de la continuité théorique, programmatique et organisationnelle du mouvement! Renoué avec peine seulement après le conflit dans certains pays, n'ayant jamais existé dans d'autres, ne risquait-il pas de se former sous l'influence d'une mode superficielle et fragile comme toutes les modes, même si certains étaient subjectivement sincères en la suivant? L'Internationale elle-même se le demandait avec inquiétude. Si le réarmement du parti bolchevique avait été possible sans secousses graves, c'est aussi parce qu'il avait derrière lui une longue tradition de lutte illégale; en Occident, il s'agissait au contraire de renverser la tradition créée par des décennies de vie en grande partie parlementaire, de placide légalité dans le cadre d'une démocratie endormie et sournoise: il s'agissait d'armer pour la première fois des partis pour qu'ils deviennent révolutionnaires ou de constituer des partis révolutionnaires pratiquement à partir de rien.

Pris dans l'étau mortel d'un isolement forcé, les bolcheviks s'efforçaient désespérément de s'en dégager, sachant parfaitement qu'ils risquaient l'asphyxie (personne n'aurait alors osé parler de "socialisme dans un seul pays"). Il est indiscutable que cela leur fit perdre peu à peu la juste notion de la situation en Occident, qui était encore si vive dans la minorité inflexible de la gauche de Zimmerwald, pendant la guerre et pendant tout le temps d'un exil auquel Lénine attribuait dans "La Maladie infantile" le mérite d'avoir forgé le nerf du parti bolchevique en le mettant en contact avec le mouvement ouvrier international. Car en Occident, les forces saines et vigoureuses du prolétariat européen (et américain) devaient sortir d'un véritable abîme, dans leur élan généreux, mais sans parti doté d'une expérience d'action bien ancrée dans la théorie marxiste pour les y aider.

Nous avons été et sommes les derniers à en rendre les bolcheviks responsables, mais c'est un fait que, eux qui nous avaient pourtant appris à compter non seulement la social-démocratie, mais toutes les formes du centrisme kautskyste parmi les facteurs défavorables, ils appréciaient faussement les rapports de forces dans l'Europe d'après-guerre, où ils croyaient voir quelque chose de très semblable à la "dualité de pouvoir" de la Russie de 1917. Par ailleurs, ils attribuaient aux partis communistes occidentaux, nés récemment soit dans les douleurs les plus déchirantes (Allemagne), soit dans la pire confusion (Italie), soit encore dans la course la plus précipitée et la plus opportuniste pour prendre le train en marche (France), la même cuirasse

d'acier qu'au parti bolchevik qui avait eu de longues années pour se former et qui avait traversé des mois de révolution valant des années d'expérience. Et inversement, ils n'attribuaient aux social-démocratisme et centrisme occidentaux guère plus de force qu'aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires russes, dont la débilité avait été la grande chance de la révolution russe, alors qu'en réalité, il s'agissait d'un adversaire très puissant qui constituait le pilier du régime bourgeois d'après-guerre.

Par ailleurs, l'urgence d'une solution révolutionnaire européenne à la crise dans laquelle son isolement plongeait la Russie exerçait sur les bolcheviks une pression inverse, mais dont les effets étaient identiques. Ils craignaient que, nés récemment ou en train de naître, les partis communistes occidentaux ne soient pas capables d'apporter cette solution, non pas à cause de leur faiblesse intrinsèque, mais parce qu'ils n'étaient pas assez enracinés dans les masses, et donc privés de toute influence réelle. Or c'est tout le contraire qui était vrai: là où ils existaient, les partis communistes manquaient d'influence précisément parce qu'ils étaient intrinsèquement faibles; et là où ils étaient en train de se constituer péniblement, ils avaient nécessairement acquis leur force intrinsèque au prix d'une "faible influence" ou plutôt d'une certaine faiblesse numérique, deux choses qu'on confond trop souvent.

Bref, placés devant un mouvement réel, mais qui n'était pas subjectivement assez mûr pour vaincre, les bolcheviks étaient très légitimement pressés. Ils avaient hâte que les partis communistes se forment; hâte qu'ils se mettent à l'avant-garde de masses instinctivement poussées très au-delà des buts que les organisations traditionnelles avaient fixés comme les seuls "réalistes" et "concrets"; hâte que la soudure entre ces partis et les masses se fasse, non sous la forme justement redoutée d'un coup de main hardi, mais impuissant, d'un putsch, mais sous la forme d'une puissante vague révolutionnaire "branlant les fondements mêmes de la société sous la direction hégémonique du prolétariat. Et de fait, une telle soudure, qui ne pouvait naître que de la poussée de forces objectives, aurait offert aux bolcheviks l'occasion tant attendue de sortir de leur "forteresse assiégée". Elle aurait permis aux héroïques prolétaires russes, auxquels Lénine et Trotsky osaient "demander beaucoup parce qu'ils avaient beaucoup donné", de donner à leurs frères d'Occident l'appui peut-être décisif d'une armée lancée à l'attaque, au lieu de devoir se cantonner dans la défensive. Quant à nous, nous voyions, avec angoisse mais lucidité, que la réalité objective était tout autre et ne pouvait être forcée même par la puissante volonté dont l'engagement révolutionnaire actif est capable. Nous savions que le chemin serait malheureusement long et tourmenté, et que l'impatience retarderait le processus au lieu de l'accélérer et, loin de jouer un rôle constructif, agirait comme un facteur de désagrégation. Vue sous l'angle des bolcheviks, la perspective immédiate d'une tactique comme celle que nous défendions pouvait paraître décevante; mais nous estimions qu'à long terme, aussi bien en cas de défaite momentanée que de victoire, le bilan en serait bien autrement positif. Si nous étions partisans de la "rigidité", donc, c'est que nous étions convaincus que le processus de formation de partis communistes dignes de ce nom n'en était qu'à ses débuts; qu'il fallait un travail aussi difficile et tenace que celui du parti russe pour sortir du tourbillon confus d'alors et qu'était inévitable l'affrontement violent avec des partis "ouvriers" qui non seulement étaient passés à l'ennemi, mais le défendaient les armes à la main contre l'assaut du prolétariat et de son organisation mondiale. Scrupules de pureté? Stupide amour de la "tour d'ivoire"? Non: souci d'efficacité pratique!

Cette façon différente de comprendre les exigences objectives du mouvement communiste mondial dans le cadre d'une totale convergence avec les bolcheviks dans la théorie, le programme et même, dans une large mesure, la tactique, se refléta, comme nous le verrons plus loin, dans une appréciation profondément différente des partis, groupes et courants qui prétendaient adhérer à l'Internationale, de leur évolution prévisible, et des règles auxquelles les affiliations devaient être soumises. Bornons-nous pour l'instant à constater qu'il y eut divergence sur le plan de la tactique (qui est aussi le plan de l'organisation) et à en exposer les raisons.

Nous avons vu plus haut que le “réarmement” du parti bolchevique inauguré par les thèses d'avril n'avait été qu'un rappel énergique à sa véritable tradition, que celle-ci s'était forgée au cours des quinze ans pendant lesquels ce parti avait tenacement défendu les points fondamentaux de la théorie marxiste de la révolution double (révolution que la guerre impérialiste devait rendre plus radicale sans en changer la nature), et que ce réarmement avait pu s'effectuer rapidement grâce à l'inflexibilité de Lénine, ce qui prouve qu'une continuité de parti peut, dans certaines circonstances, et parfois durablement, s'incarner dans un petit groupe de militants et même - sans que cela nous fasse crier au scandale - dans un seul d'entre eux. De retour en Russie, en effet, Lénine avait crié à ses camarades:

“Mieux vaut rester à deux, comme Liebknecht, car cela signifie rester avec le prolétariat révolutionnaire, plutôt que d'admettre, fût-ce un seul instant, l'idée de la fusion [...] avec Tchkeidzé et Tsérételli [...] qui sont tombés dans le défensisme”; *“celui qui veut aider les hésitants doit avant tout cesser d'hésiter lui-même”*. Or que représentaient les défensistes du camp anti-tsariste, en comparaison des social-chauvins occidentaux, qui n'étaient ni un ni deux, mais des milliers? Et que représentait l'hésitation des menchéviks avant et après février, en comparaison de celle des Indépendants allemands ou des maximalistes italiens? En Europe occidentale, il fallait donc être mille fois plus inflexible et, disons le mot, sectaire qu'en Russie, et appliquer la vieille devise chartiste: “Qui n'est pas avec nous est contre nous”, car il s'agissait non de réarmer le parti, mais de l'armer pour la première fois.

En 1926, quand se joua le sort de la révolution non seulement russe, mais mondiale, l'opposition bolchevique sentit bien combien le fait que les partis occidentaux aient grandi sous le signe de l'approximation théorique, de l'éclectisme tactique et du changement continu des méthodes d'organisation affaiblissait sa propre position, mais il était trop tard. Derrière elle, au lieu de partis trempés à la dure école de la rigueur doctrinale, de la continuité d'action, de l'homogénéité organisationnelle, elle n'avait qu'un Occident sans nerf; devant elle, tout naturellement ligüés contre le communisme révolutionnaire, des hommes qui, pour entrer dans le Komintern, avaient lavé en toute hâte les taches dont leur chauvinisme, leur parlementarisme, leur gradualisme, leur centrisme ou même leur franc-maçonnerie les avaient marqués. Resté seul, Trotsky ne sut pas tirer la leçon terrible, mais salutaire de ce fait.

5 - Les prémisses de la tactique communiste

Dans le cadre de cette “propédeutique du parti révolutionnaire marxiste”, l'abstentionnisme pouvait être une arme, un test, un catalyseur. Des réformistes endurcis comme Cachin ou Sméral pouvaient accepter le “parlementarisme révolutionnaire” quitte à le jeter par-dessus bord le moment venu, les vieux renards de cette sorte sachant bien, eux, que les circonstances se répètent toujours. Jamais ils ne seraient entrés dans le parti, si au-dessus de la porte ils avaient lu “ Vous qui entrez, laissez toute espérance”, espérance s'entend, de sièges et d'honneurs parlementaires, voire ministériels, à plus longue échéance.

Pas plus que les bolcheviks, nous ne faisons de la “question parlementaire” une question capitale. Ce qui pour nous était capital, comme les textes le montrent, c'était de jeter les bases sans lesquelles il ne pouvait y avoir de parti communiste, en insistant sans cesse sur sa nature, sa fonction, ses tâches pratiques (dans les syndicats, dans les conseils d'usine, dans l'armée, etc.), sur la nécessité de la révolution qu'il dirige et les conditions de sa victoire, sur la dictature qu'il exerce, les interventions despotiques qu'il pratique dans l'économie: nous ne voulions pas qu'on bâtit sur du sable en croyant bâtir sur du granit.

Pour nous, le problème débordait donc largement les questions tactiques particulières en discussion. Il incluait en effet les principes auxquels, comme Lénine nous l'avait appris mieux que personne, la tactique doit toujours se référer en toutes circonstances, faute de quoi ce n'est

pas seulement l'unité de la théorie et de la praxis qu'on jette par-dessus bord, mais le matérialisme historique lui-même. Si nous ne faisons pas de l'abstentionnisme un principe absolu, nous le considérons néanmoins comme essentiel pour la cohérence et l'efficacité de notre action dans ce *“duel historique entre le système de la représentation démocratique et celui de la dictature prolétarienne”*, *“question centrale du mouvement communiste international”* aussi bien pour les bolcheviks que pour nous, puisque *“le succès de la révolution dépendait de la ferme reconnaissance de cette antithèse par une avant-garde solide du prolétariat”*. (189)

Toute notre lutte pour défendre l'abstentionnisme suit le même fil conducteur; elle renvoie de la contingence à la doctrine et s'appuie sur deux points fondamentaux:

1) Les problèmes tactiques ne se résolvent pas localement. Ils doivent faire l'objet de solutions internationales: a) parce que chaque solution tactique, petite ou grande, nécessite un bilan des forces réelles qui s'affrontent physiquement, et qu'on ne peut faire un tel bilan dans les limites étroites d'un seul pays; b) parce qu'une fois trouvée, cette solution doit constituer pour le parti prolétarien un point fixe.

Le point a) découle de notre conception matérialiste de l'histoire; le point b) renvoie aux bases programmatiques sur lesquelles l'Internationale communiste s'était constituée comme *“parti mondial unique du prolétariat”*, lui-même reflet du caractère international de la lutte de classe réelle. *“Un des défauts les plus graves de la IIe Internationale”*, disions-nous, *“avait été la liberté tactique qui avait été laissée aux partis adhérents dans le cadre de leur pays, et qui avait conduit à la liquidation du mouvement”*, en le ravalant à l'état d'*“assemblage informe et hétéroclite de partis n'ayant aucun lien entre eux et partisans de méthodes opposées et discordantes”* (190).

Ce point est d'une importance capitale à plusieurs égards. Il montre en effet non seulement que nous n'avions rien en commun avec les anticentralistes qui pullulaient à cette époque dans les pays latins et germaniques d'Europe, mais que nous étions les partisans les plus résolus de la centralisation, qui constitue le caractère fondamental et distinctif du communisme, et la condition sine qua non de l'unité d'orientation et d'action de l'avant-garde révolutionnaire. Il annonce, dès le IIème Congrès, la ferme opposition de notre courant à la reconnaissance d'*“exceptions”* liées à des *“situations nationales particulières”*, par exemple dans les conditions d'admission, première brèche par laquelle se sont glissées plus tard la théorie et la pratique maudites des *“voies nationales au socialisme”* et le *“polycentrisme”*, en dépit des clauses restrictives dont elle s'accompagnait alors. Lors des congrès suivants, cette opposition ne fit, bien entendu, que grandir. Ce point explique enfin que nous ayons toujours affirmé énergiquement que les décisions tactiques et même organisationnelles, comme l'abstentionnisme et les modalités de scission d'avec le P.S.I., relevaient non du Parti d'Italie, mais de l'Internationale. Il explique du même coup la raison en apparence mystérieuse pour laquelle, tout d'abord, nous sommes restés si longtemps dans la *“vieille baraque socialiste”* pourtant bien inhospitalière malgré l'impatience d'excellents militants et pour laquelle, ensuite, nous avons accepté avec discipline les directives du IIe Congrès sur le parlementarisme révolutionnaire malgré des réticences analogues de la base. On voit qu'il s'agissait en fait d'une raison très simple: le centralisme et l'internationalisme sont des questions de principe.

On ne peut pas en dire autant du moment de la scission, ni même de la tactique à l'égard des élections et du parlement, du moins tant qu'elle restait solidement fondée sur les principes antiparlementaires et antidémocratiques, comme c'était alors le cas. Nous étions bien convaincus qu'en Italie et en Europe, il fallait faire la scission non seulement avec la droite, mais avec le centre maximaliste, et le plus *“à gauche”* possible; mais nous étions tout aussi convaincus qu'il fallait retarder cette scission jusqu'à ce que sa nécessité soit internationalement reconnue et s'en tenir aux critères édictés par le Comintern une fois celle-ci admise, même s'ils étaient moins rigides que nous l'aurions souhaité. De la même façon, bien que convaincus de la justesse de fait et de principe de notre thèse abstentionniste, nous avons appliqué les décisions sur le

parlementarisme révolutionnaire dès qu'elles furent prises, et nous avons fermement exigé des récalcitrants qu'ils s'y conforment. C'est le même critère centraliste et internationaliste qui nous a toujours guidés dans toutes nos luttes des années suivantes au sein de l'Internationale, et jamais nous n'avons revendiqué la moindre "démocratie interne", grosse de glissements vers l'autonomie nationale, locale et personnelle. Et quand finalement nous rompîmes avec l'I. C., ce fut pour des raisons de doctrine et de principes, et pas du tout par résistance à la "centralisation" en tant que telle, le communiste ne se rebellant contre elle que si elle est mise au service d'une autre cause que la sienne.

2) Pour les communistes, la tactique à appliquer dans les diverses phases de la lutte des classes "découle" des principes (191). Elle n'est ni un instrument neutre ni une arme indifférente: elle est un aspect organiquement relié à l'ensemble de notre vision du processus historique, de ses phases successives et des facteurs qui contribuent à l'issue révolutionnaire. La tactique peut être heureuse ou malheureuse selon que les rapports de forces auront été correctement appréciés ou non, mais elle ne doit jamais être fixée en contradiction avec le but. Elle est donc déterminée par avance, et la seule chose qui reste à établir, c'est si le moment de l'attaque décisive est venu, ou s'il s'agit seulement de s'y préparer, comme le fait toujours le parti dans son activité ordinaire. Pour nous, le point central est le suivant: le marxisme ne serait rien, ne mériterait pas d'être considéré comme le guide indispensable de l'action révolutionnaire si sa conception scientifique du cours "catastrophique" du capitalisme ne permettait pas de prévoir non certes des détails n'ayant pas plus d'influence sur l'histoire réelle que les météores n'en ont sur la rotation des planètes, mais bien les grandes phases du mouvement et l'alignement des forces en lutte dans un camp ou l'autre. Or le marxisme sait depuis 1848 quelle sera, aux moments cruciaux de la lutte, l'attitude de la petite-bourgeoisie à l'égard des deux principaux adversaires du conflit social, la bourgeoisie et le prolétariat. Il sait, avant même d'en avoir fait l'expérience, quel sera l'alignement des différents partis politiques; il sait (Lénine en est la preuve magistrale) quel est le cours que doit obligatoirement suivre la révolution double d'une part, la révolution socialiste pure de l'autre.

D'autre part, le marxisme ne serait rien si le parti ne tirait pas par avance de cette doctrine, les grandes lignes de son propre comportement dans la succession des phases non seulement d'avancée, mais aussi de recul et même de contre-révolution. Que nous ont donné Marx et Engels dans "Les luttes de classe en France" et dans "Révolution et contre-révolution en Allemagne", que nous ont donné Lénine dans "Deux tactiques de la social-démocratie" ou dans "Que faire?" et Trotsky dans "Terrorisme et communisme", sinon des manuels de stratégie et de tactique universellement valables? Autrement, pourquoi auraient-ils perdu du temps à les écrire?

Vue sous cet angle, la question de l'abstentionnisme se posait comme un "problème tactique et de principe à la fois", qu'il fallait résoudre en prévoyant les répercussions de la tactique du parlementarisme révolutionnaire sur la continuité de la politique du parti, le programme communiste devant être toujours ouvertement proclamé dans les masses et pas seulement impératif pour les militants. Autrement dit, il fallait établir si le parlementarisme révolutionnaire répondait ou non aux exigences d'une propagande, d'un prosélytisme et d'une action visant à détruire les préjugés démocratiques et à préparer l'assaut contre "cette machine à étouffer et à opprimer" constituée par les institutions démocratiques.

C'est dans cette optique que "Il Soviet" du 18-1-1920 se demandait si la participation aux élections apportait une solution utile, non seulement du point de vue de l'efficacité immédiate, mais de la continuité théorique, programmatique et organisationnelle, à un dilemme comme celui qui s'était posé à la Ligue Spartacus au début de 1920: vivre de façon semi-clandestine ou bien "*se servir des possibilités que la social-démocratie lui offrait ou plutôt lui imposait comme seule issue*". Or le fait même que "*la social-démocratie, par ailleurs prête à réprimer les soulèvements communistes de la façon la plus féroce, non seulement permette aux masses d'intervenir largement [dans la bataille électorale], mais les y invite*" démontre que "*nos pires adversaires ont tout à gagner*" d'une telle solution. (192)

On pouvait bien entendu répondre à nos objections (et on y répondit), mais il aurait fallu le faire en se plaçant exactement au même point de vue. Elles pouvaient sans aucun doute être discutées, mais à condition que ce ne soit pas à partir de principes discutables. La discussion avec les bolcheviks eut lieu sur ce terrain, qui n'avait rien à voir avec les préoccupations morales et même esthétiques des anarchistes - manie de la "pureté", "intransigeance" abstraite, phobie du pouvoir et de la politique - ni avec l'"horreur pour les chefs" des spontanéistes, tribunistes et ouvriéristes. Que ceux qui se réclament aujourd'hui de "l'élasticité" tactique de Lénine pour justifier non pas un parlementarisme révolutionnaire, mais une "voie parlementaire au socialisme" qu'ils considèrent comme obligatoire (Octobre aurait été une exception) essaient donc de nous démontrer qu'ils n'ont pas transformé une tactique discutable en un principe définitif et indiscutable régissant pour toujours la tactique!

Depuis lors, on n'a cessé de nous répéter jusqu'à la nausée: "Vous autres, gauches, vous voulez une marche inflexible sur la voie des principes révolutionnaires. Lénine vous a condamnés en proclamant que la tactique doit être souple, au contraire". Ou encore "Vous mettez tout dans le même sac: théorie, principes, tactique et même (!) organisation". (Le lecteur remarquera comment, partant du parlementarisme révolutionnaire et des modalités de la scission en Italie, la question s'est peu à peu élargie...)

Il s'agit d'établir en quoi consistent respectivement les principes et la tactique. C'est un sujet que nous avons largement traité dans notre travail sur la "Maladie infantile" (193) et nous pensons y avoir démontré que les séparer, c'est duper le prolétariat. Ce que Lénine dit en réalité, c'est que celui qui sait être inflexible sur les principes, et celui-là seul pourra être souple dans le choix des moyens tactiques. Quand, au IIIème Congrès de l'Internationale (juillet 1921), la question italienne vint sur le tapis, à Lazzari qui rappelait l'affirmation contenue dans un article de Frossard: "*il faut être souple et sage*", Lénine répondit de façon cinglante: "*La première condition du vrai communisme est la rupture avec l'opportunisme. Avec les communistes qui acceptent cette condition, nous serons francs et nous aurons tout à fait le droit et le courage de leur dire: "Ne faites pas de sottises; soyez souples et sages". Mais nous parlerons ainsi uniquement avec les communistes qui ont rompu avec l'opportunisme*".

A notre avis, ce n'est pas suffisant, mais c'est clair et sans ambiguïté. Notre mérite, si l'on nous permet d'employer ce mot, fut de répondre à Lénine, il y a maintenant cinquante ans, en notant que l'octroi d'une grande liberté de choix entre plusieurs tactiques et l'apologie de la souplesse présentaient un énorme danger, car se prévalant de cette latitude, des groupes et des partis entiers finiraient par perdre le respect des principes et par les violer, volontairement ou non. Malheureusement, c'est bien ce qui s'est produit par la suite grâce à une ignoble falsification de ce que Lénine, qui avait restauré l'intégralité de ces principes, aurait, selon eux, permis de faire.

Il faut donc bien préciser, pour comprendre en quoi consistaient en réalité les points de désaccord tactique entre nous et l'Internationale (et avec Lénine lui-même), la frontière entre les principes et la tactique, entre le devoir d'être rigide et la possibilité d'être souple.

Dans l'histoire du parti bolchevique, il y a, entre autres pages magnifiques, des pages dirigées contre les "éclectiques" du mouvement révolutionnaire. Ceux-ci disaient précisément qu'on pouvait passer librement d'une doctrine à une autre, à condition qu'en l'agitant parmi les masses, on réussisse à atteindre le but politique du moment, par exemple la chute du tsarisme. Les bolcheviks avaient vigoureusement combattu cette version pas très originale de la trahison opportuniste en défendant la nécessité absolue de la doctrine du parti et de la révolution dont ils avaient toujours été, Lénine le premier, les défenseurs les plus acharnés.

Quand, lors d'un des congrès de Moscou (Lénine était déjà mort), nous donnâmes à notre vive critique de la tactique de l'Internationale la forme d'une accusation d'"éclectisme", nous vîmes les camarades russes se lever indignés. Vous pouvez parler, nous crièrent-ils, de "souplesse", jamais d'"éclectisme". Pour eux, le mot sentait l'injure. Nous n'avions pas alors

l'intention de les injurier, mais qu'a donc prouvé le demi-siècle de déceptions qui a suivi, si ce n'est que la souplesse tactique mal conçue devait mener à l'éclectisme le plus grave et le plus honteux dans les principes? Est-ce là du doctrinarisme inutile sur les formules, les termes, les mots? N'est-il pas clair au contraire que si à l'époque, nous avons abouti à nos conclusions par la voie critique, aujourd'hui, c'est tout le bilan historique qui nous y conduit sans doute possible?

Quitte à “sauter” une année d'histoire, prenons dans le discours de Lénine du 1er juillet 1921 au IIIème Congrès de Moscou, Pour la défense de la tactique de l'I.C., ce passage qui pose bien le problème:

“Les principes ne sont pas le but final, ils ne sont pas le programme, ils ne sont pas la tactique et ils ne sont pas la théorie. La tactique et la théorie ne sont pas les principes.”

A tout bout de champ, on discute de la “théorie”, des “principes”, du “but final”, du “programme” du parti communiste et de sa tactique. Lénine nous apprend qu'il s'agit de choses toutes différentes les unes des autres, d'aspects différents, de moments différents de la fonction du parti. Quelle est la délimitation précise de chaque terme par rapport aux autres? Lénine ne développe pas ici toute la question et c'est à l'ensemble des textes qu'il faut demander la réponse.

Le passage cité fournit une illustration extrêmement utile pour éliminer le doute selon lequel deux au moins de ces termes, “but final” et “principes”, peuvent avoir une valeur identique. Ceci pourrait sembler exact d'un point de vue formel. Prenons le parti républicain: son principe est que le meilleur régime politique est la république; son but est d'amener tous les États à la forme républicaine. La république est donc le principe et le but du parti républicain. Mais la pensée des républicains - que nous avons prise uniquement à titre d'exemple commode - et, si l'on veut, leur “théorie”, ne sont pas dialectiques, mais métaphysiques et idéalistes: les républicains font de la république, comme les libéraux de la liberté, une abstraction située hors du cours historique réel. Il est facile de voir que, pour le communiste dialectique, au contraire, l'identité entre but final et principe n'est pas immédiate.

Lénine dit avec sa clarté pénétrante: *“Qu'est-ce qui nous distingue des anarchistes sur le terrain des principes? Les principes du communisme sont l'instauration de la dictature du prolétariat et l'emploi de la contrainte d'État dans la période de transition. Ce sont là les principes du communisme, ce n'est pas son but ultime”*.

La citation est lumineuse. Le reste, essayons de l'expliquer nous mêmes:

1) Les paroles de Lénine sont en substance les mêmes que celles d'Engels et de Marx dans leur polémique avec les anarchistes “antiautoritaires”, pour la défense du principe de l'autorité, de la dictature, de la contrainte, de la terreur, pour réprimer la classe vaincue et mettre en branle le processus de transformation socialiste après la prise du pouvoir. Ces paroles définissent sans possibilité d'erreur les principes propres au communisme.

2) Ces principes sont immuables et on ne peut y déroger. Sinon, comment les thèses de 1871 pourraient-elles converger avec celles de 1921 et de... 1972?

3) Pourquoi ces principes ne sont-ils pas ceux des anarchistes? Parce que pour eux ce qui est thèse de principe, c'est que le prolétariat, sans période de transition, ne doit avoir après la révolution, ni pouvoir, ni gouvernement, ni domination, ni dictature, ni surtout de parti.

4) Pourquoi les principes du communisme ne constituent-ils pas son but final? Parce que par “but final”, nous entendons le point d'arrivée de tout le cycle qui conduira à la société nouvelle dans laquelle il n'y aura plus de classes et où il n'y aura ni État, ni pouvoir, ni gouvernement, ni domination politique, parce que tous ces rapports n'existent qu'entre classes différentes. Et alors, bien que nous soyons séparés des anarchistes par tout ce que nous avons dit, nous avons en commun avec eux le but final.

Jusqu'ici, avec le passage cité, c'est Lénine qui nous a guidés directement. Il nous reste à parler des autres termes énumérés par lui, afin de montrer qu'il s'agit de catégories bien distinctes, et d'en donner brièvement le sens.

6 - Théorie, principes, but final, programme, tactique

Posons nos catégories dans l'ordre suivant: Théorie - Principes - But final - Programme - Tactique, et montrons que nos textes de base n'ont jamais manqué de les distinguer, sans toutefois jamais les séparer, pas plus d'ailleurs que Lénine.

La théorie ou doctrine du parti traite de l'histoire des sociétés humaines et de leur enchaînement. Elle comprend le matérialisme historique ou dialectique, la doctrine de la lutte des classes, du conflit entre formes de propriété et forces productives, de la succession des modes de production et. dans ses derniers chapitres, la science de l'économie capitaliste et après la destruction de celle-ci, la genèse de la société communiste. Tous ces points sont rappelés dans les Thèses de la Fraction communiste abstentionniste. (194)

Les principes du parti sont les phases de la doctrine historique qui correspondent à la lutte et à la victoire du prolétariat moderne. Ici aussi, nous renvoyons à ces Thèses.

La théorie caractérise le parti tout autant que les principes, qui sont contenus en elle. Mais Lénine a raison de dire que les principes ne sont pas la théorie: ils n'en sont que la phase contemporaine. L'explication, par la doctrine de la lutte des classes, de la révolution bourgeoise, de l'abolition du servage et de la victoire de la démocratie parlementaire fait partie de la théorie; en revanche, elle ne fait pas partie des principes du communisme. Les Thèses consacrent tout un paragraphe à cette question.

Tout autant que les principes, la théorie est la chair et le sang du parti. Si nous cherchons cela chez Lénine (et à travers Lénine, chez Marx et Engels), nous le trouverons par exemple dans la brochure classique de 1902, *Que Faire?* où il combat la tendance à la "liberté de critique". Prenons le paragraphe intitulé "Engels et l'importance de la lutte théorique". Lénine s'y dresse, tel un géant, contre les champions de la liberté de pensée qui protestent contre la momification du parti, et il défend le "dogmatisme, le doctrinarisme" dont ils se moquent. On ne peut pas tout citer: "*La fameuse liberté de critique ne signifie pas le remplacement d'une théorie par une autre, mais la liberté à l'égard de tout système cohérent et réfléchi; elle signifie éclectisme et absence de principes*". Comme on le voit, la condamnation de l'éclectisme ne date pas d'hier. Voilà comment, il y a plus d'un demi-siècle, on soudait les maillons de la théorie et des principes! Lénine déplore qu'on méprise la théorie pour glorifier la pratique. Écrit-il seulement pour 1902, ou aussi pour 1972? "*Quiconque connaît tant soit peu la situation de notre mouvement ne peut pas ne pas voir que la large diffusion du marxisme a été accompagnée d'un certain abaissement du niveau théorique. Bien des gens, dont la préparation théorique était infime ou même nulle ont adhéré au mouvement pour son importance pratique et ses progrès pratiques*". Ne semble-t-il pas décrire ici la sale engeance qui, de nos jours, se gargarise de son adhésion au "marxisme-léninisme"? Les super-opportunistes d'aujourd'hui ne font rien d'autre que les opportunistes d'alors, ils spéculent sur la phrase de Lénine disant que la tactique doit être souple, comme ces derniers spéculaient sur la fameuse phrase de Marx: "*Toute progression du mouvement réel importe plus qu'une douzaine de programmes*". Aux premiers, dont l'effronterie a dépassé historiquement celle de leurs prédécesseurs, nous répondons en cherchant où, pourquoi, dans quel contexte, Lénine a parlé de "souplesse", comme nous l'avons fait ci-dessus et comme il nous a appris lui-même à le faire, puisqu'aux seconds, il répliquait ainsi:

“Répéter ces mots de Marx en cette époque de débandade théorique [la nôtre vaut bien vingt fois celle de 1902 en Russie!] équivaut à crier, à la vue d'un cortège funèbre: cent jours comme celui-ci! [ô maître Lénine, ces cent jours funèbres, nous sommes en train de les voir passer!]. D'ailleurs, ces mots sont empruntés à la lettre sur le programme de Gotha, dans laquelle Marx condamne catégoriquement [c'est Lénine qui souligne] l'éclectisme dans l'énoncé des principes. Si vraiment il est nécessaire de s'unir - écrivait Marx aux chefs du parti - passez des accords en vue d'atteindre les objectifs pratiques du mouvement, mais n'allez pas jusqu'à faire commerce des principes, ne faites pas de “concessions théoriques””.

Et Lénine conclut:

“ Telle était la pensée de Marx, et voilà qu'il s'en trouve parmi nous qui, en son nom, essaient de diminuer l'importance de la théorie!”

Nous ne voulons pas suivre ici tout le texte (qui rappelle la pensée d'Engels sur les trois formes de la lutte prolétarienne - économique, politique et théorique - en les rattachant de façon géniale à la triade Angleterre, France, Allemagne, avec la célèbre image du prolétariat héritier de la philosophie classique allemande), mais seulement conclure en rappelant qu'à leur retour en Italie après la défaite du fascisme, à laquelle ils n'eurent aucune part, les renégats ont cru se débarrasser de la coriace gauche communiste italienne avec le slogan: “Pas de questions de théorie au sein des masses”, ce à quoi nous répondions, comme dans notre récente exégèse de la “Maladie infantile”:

“Telle était la pensée de Lénine, et voilà qu'il s'en trouve parmi nous qui, en son nom, essayent de diminuer l'importance de la théorie”.

Nous en arrivons au troisième moment: le but final. Le but final, c'est la société communiste, avec ses caractères bien précis, opposés à ceux des sociétés passées, fondées sur la propriété privée. Cet aspect de la position du parti est lui aussi fondamental et essentiel: aujourd'hui comme autrefois, notre mouvement y consacre une part prépondérante de son travail, toujours dans la ligne des textes classiques.

Le programme et la tactique, dit Lénine, sont autre chose que les principes et que le but final, mais naturellement ils leur sont étroitement liés dans la fonction du parti. Essayons de définir rapidement ces deux derniers domaines, puisque ce qui nous intéresse ici, c'est l'histoire de la tactique.

Le programme dont il est question dans la phrase de Marx citée ci-dessus est le projet que le parti allemand avait préparé pour le congrès de Gotha (1875) et qui fut soumis à Marx comme celui d'Erfurt le sera à Engels en 1891. La critique de Marx fut extrêmement sévère et ce qui nous importe ici (et que Lénine a rappelé), c'est qu'elle visait les contradictions entre ce projet d'une part et d'autre part la théorie générale du mouvement communiste et cette partie de sa théorie que sont les principes dont dépend la victoire du prolétariat.

Le programme n'est ni la théorie ni les principes, mais il ne peut être en contradiction ni avec elle ni avec eux. Par exemple, Marx raye du programme l'expression “État populaire libre” (Freivolkstaat) parce qu'elle contredit le fait que l'État en vigueur est un instrument de l'oppression bourgeoise (théorie); s'il devient libre, c'est donc sa liberté d'opprimer prolétaires et communistes qui augmente, ce que le parti ne peut revendiquer (principes). Profonde dialectique de Marx!

Qu'est-ce donc que le programme? C'est la perspective de l'action prochaine du parti, au sens historique et non pas immédiat, bien entendu. Le programme concerne l'action pratique, mais il se détruit lui-même s'il admet une action pratique niant la théorie et acceptant donc la victoire de l'ennemi sur notre classe.

La IIIe Internationale s'est trouvée devant un problème: le programme doit-il être national ou international, au moins à l'échelle de l'Europe? A Gotha, le programme était un programme

national concernant la lutte du parti allemand de l'époque, ce qui n'empêcha pas Marx de repousser les revendications politiques proposées pour cette étape, dès lors qu'elles contredisaient les principes de la doctrine qui avait déjà pénétré dans l'avant-garde du prolétariat allemand. De même en Russie, en 1902, le "Que Faire?" de Lénine se termine par un projet de scission du parti social-démocrate russe. La scission faite peu après, en 1903 (glorieusement à temps), le programme est celui que Lénine développe dans "Deux Tactiques", et la formule en est: dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans. En 1917, elle deviendra, sans cesser d'être conforme aux principes immuables du marxisme: dictature du prolétariat et pouvoir des Soviets.

En Italie, en 1919, nous avons encore sur les bras le programme social-démocrate adopté à Gênes en 1892. Il s'agissait de le changer. La scission n'est utile et possible qu'avec un nouveau programme, puisque " quiconque n'accepte pas le programme ne reste pas dans le parti". Nous avons donné ce programme au parti communiste d'Italie à Livourne en 1921 et ses points n'étaient pas de nature nationale, mais internationale. C'est ce que la Gauche avait voulu et que les ordinovistes ne comprirent peut-être pas. Ils l'appuyèrent néanmoins: s'ils pensaient qu'il aurait fallu mettre dans le programme l'autonomie régionale, la question méridionale et autres revendications de la même idéologie inconsistante, tant pis pour eux, mais la Gauche n'en était pas moins en règle avec l'IC.

La 15e condition d'admission exigeait en effet des partis qui avaient conservé le vieux programme socialiste qu'ils en élaborèrent un nouveau "dans le sens des décisions de l'Internationale". Et si l'on nous objecte qu'ils devaient le faire "en rapport avec les conditions particulières du pays considéré", nous répondons que les conditions de l'Italie étaient celles d'un capitalisme tout à fait moderne où le prolétariat ne pouvait avoir d'autre programme que la lutte pour la dictature communiste.

Nous en sommes arrivés à la dernière catégorie : la tactique. Mais avant de la traiter, nous rappellerons que c'est nous qui avons obtenu de Lénine et du congrès la classique 21e condition stipulant que "les membres du parti qui repoussent par principe les conditions et les thèses de l'Internationale doivent être exclus".

Eh bien, au nom du parti de toujours, nous disons que selon le programme, selon les principes de Marx et de Lénine, les nationaux-communistes d'aujourd'hui et d'hier "en ont été exclus". Exclus comme serviteurs du capital.

7 - Les questions de tactique pour nous et pour les bolcheviks

Il serait insuffisant d'établir entre les catégories précédentes et celle, très importante et délicate, de la tactique une distinction formelle disant que la théorie, le but final, les principes et le programme du parti sont, obligatoires pour tous les militants et toutes les sections de l'Internationale, tandis que les directives tactiques sont facultatives, chacun pouvant avoir un avis différent en la matière et proposer différentes solutions. Ce serait pêcher par simplisme et une telle erreur nous entraînerait à une fausse manière de poser la question de l'organisation, autre catégorie fondamentale du parti communiste.

La doctrine historique du marxisme (avec lequel le léninisme ne fait qu'un) s'opposant de façon fondamentale et vitale à l'opportunisme petit-bourgeois, qu'il soit anarchiste-immédiatiste ou révisionniste social-démocrate, l'organisation communiste est fondée sur la discipline et la centralisation. Ce sont elles qui permettent l'unité d'action sans laquelle l'unité de doctrine et de pensée perdrait tout sens pour nous, matérialistes. Le parti est l'organisme au sein duquel la liberté d'opinion et d'action n'a pas cours. Une telle liberté subjective et personnelle contredit notre but historique, c'est-à-dire n'existe pas dans la société communiste où le problème de la

victoire sur la nécessité se pose historiquement pour la première fois, précisément parce qu'il n'y a plus pour sujet la personne, mais l'espèce. Par conséquent, la liberté tactique n'existe ni pour les militants par rapport à la section, ni pour les sections par rapport au parti, ni pour les partis par rapport à l'Internationale.

C'est pourquoi les solutions tactiques ne sont ni locales (il n'est même pas pensable qu'elles soient individuelles), ni même nationales; même au cas où elles ne seraient pas uniformes pour toute l'Internationale, elles devraient toujours émaner du centre mondial. Le contraire de cette position marxiste est l'autonomisme. Ce terme odieux sert à désigner le principe selon lequel chaque section décide de sa propre ligne d'action et la met en pratique, ce privilège s'étendant à d'autres groupes, comme par exemple les parlementaires, et aux partis membres de l'Internationale, digne pendant de la règle bourgeoise hypocrite qui interdit l'immixtion "dans les affaires intérieures" de chaque pays. "Les socialistes ne font pas de politique extérieure" disait l'Internationale ancien style, prenant pour devise une formule vide. L'Internationale authentiquement marxiste-léniniste de 1919 proclama au contraire: les communistes ne font pas de politique intérieure!

Ce qui distingue le domaine tactique des autres n'est donc pas que chacun peut y faire ce qu'il veut. Pour nous, matérialistes, c'est au contraire sur le terrain de l'action, précisément, que naît la possibilité d'une unité de mouvement, l'unité d'opinions ne venant qu'ensuite. La différence est donc tout autre. Une question est tactique quand il existe non pas une seule, mais plusieurs et au moins deux façons de la résoudre sans rompre avec la théorie, le but final, les principes et le programme du parti. Mais l'appréciation et le choix incombent au centre, c'est-à-dire à l'organe du parti dont la base territoriale est la plus large. Avant que la canaille opportuniste ne prenne sa revanche, cette base était le monde entier, et nous ne nous attarderons pas ici à discuter des ignobles structures actuelles, polyarchies, oligarchies et, pis que tout, sommets.

Cette thèse ne peut prendre la forme d'un code personnel disant que celui qui n'est pas d'accord avec la doctrine, les principes et le programme du parti en est exclu, mais que celui qui n'est pas d'accord avec sa tactique peut y rester. Cela reviendrait en effet à dire que le parti a bien une doctrine, des principes et un programme, mais qu'il n'a pas de tactique, et qu'il se la fabrique selon les circonstances, les individus et les groupes ne pouvant pas faire ce qu'ils veulent, mais devant par contre accepter et appliquer n'importe quelle tactique dès le moment où le centre l'a décidée. Cela reviendrait à dire que la tactique est secrète, chose aussi insensée que de prétendre qu'elle est libre. Certains s'écrieront peut-être que nous exposons ici la conception que la Gauche italienne a toujours eue de la tactique (exposée par exemple dans les "Thèses de Rome"), mais que, précisément, ce n'était pas celle de Lénine. La preuve que c'est faux, c'est qu'il a accepté la 21^e condition proposée par elle: "*Doivent être exclus du parti les membres qui repoussent par principe les conditions et les thèses de l'Internationale communiste*".

Cette formulation montre bien que le caractère obligatoire (termes que l'on trouve souvent chez Lénine lui-même) des principes et du programme s'étend à toutes les thèses et jusqu'aux conditions d'admission de 1920. Or ces textes historiques contiennent, outre des énonciations théoriques, principielles et programmatiques, des solutions, indications et directives proprement tactiques. La constitution de la Troisième Internationale entre le désastreux 1914 et les années 1919-20 fut une opération éminemment pratique ("concrète" dit plus volontiers l'opportunisme): il s'agissait de trancher dans la chair de la vieille Internationale déchuë et de ses sections nationales pour en tirer la nouvelle formation révolutionnaire. Une opération historique aussi grandiose ne pouvait être laissée à des initiatives locales, ou pire, abandonnée aux caprices de partisans de l'"autonomie". Elle devait être dirigée selon des normes générales valables pour l'Europe et le monde, et les communistes leur devaient la même obéissance qu'à la doctrine du parti qui, énoncée dès 1847, constitue aujourd'hui encore notre "table de la loi", même si ces normes, liées au tournant historique de 1914-20, étaient transitoires.

C'est pourquoi Moscou, c'est-à-dire le prolétariat révolutionnaire mondial, ne se contenta pas de restaurer la théorie et les principes, mais dirigea aussi cette sélection qui se déroulait dans un grand nombre de pays et contre toutes sortes de traîtres opportunistes, dont elle provoquait les protestations venimeuses. De partout, des voix douteuses s'élevèrent qui, sous le prétexte spécieux d'aspects particuliers, de conditions originales propres à tel ou tel pays, réclamaient, comme toujours, que des exceptions soient faites, mais les questions furent tranchées sans hésitation, selon une méthode unique établie par le centre.

Nous reprendrons le sujet sous un autre aspect un peu plus loin, mais il est trop important pour que nous ne nous y arrêtions pas un instant ici. Les Statuts adoptés au IIème Congrès de l'I.C. confirment les positions de principe établissant en même temps les normes d'action et d'organisation. Les Conditions d'admission concernent à la fois les principes, la tactique ainsi que l'organisation; certaines définissent l'activité à mener dans les syndicats, dans l'armée, dans les colonies, etc., et le travail illégal et clandestin. Les Thèses sur les tâches fondamentales de l'I.C. et sur Le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne complètent la formulation des points généraux de principe par un tableau de l'état de la lutte pour la dictature dans le monde entier, mais particulièrement en Europe, et par des normes précises pour l'action dans les principaux pays. Les Thèses sur les syndicats et les conseils d'usine semblent de nature purement "tactique", dans la mesure où elles concernent des secteurs particuliers de l'action du parti; en réalité elles sont en liaison tout à fait étroite avec les questions de doctrine et de principe. Elles font aux communistes une obligation de travailler partout où il y a des ouvriers organisés sur le terrain économique, et critiquent la vision immédiatiste et réformiste de ces tâches. Une thèse classique ajoutée par Lénine et que les ordinovistes n'ont jamais pu digérer (la thèse 5 du & II) affirme que les conseils d'usine ne peuvent en aucun cas remplacer les syndicats (et à plus forte raison le parti) et que notre tâche est de "*soumettre, en fait, syndicats et conseils au parti communiste*" (thèse 6, & II).

Les Thèses sur la question nationale et coloniale, qui suscitèrent un fécond débat de principe contre des éléments centristes, résolvent une grande question historique: le sujet est sans doute tactique, mais ces thèses montrent aussi que la tactique n'est pas autonome, mais repose sur les principes. Le débat sur la question du parlementarisme amena à cette conclusion que nous nous appuyons tous sur le principe du sabotage et de la destruction du parlement, magnifiquement développé dans les Thèses et dans leur préambule. Quant à savoir s'il fallait le détruire seulement de l'extérieur, ou également de l'intérieur, c'était là une question tactique. Seule l'histoire pouvait dire si la solution juste était l'abstentionnisme ou le "parlementarisme révolutionnaire", même si, dès cette époque, Boukharine ne réussit jamais à nous donner un seul exemple prouvant que le bilan de ce dernier n'était pas tout à fait négatif. Mais dans un cas comme dans l'autre, la solution adoptée reposait fermement sur des points de doctrine indiscutés et indiscutables. Tout comme les thèses sur la question nationale et coloniale, les Thèses sur la question agraire étaient des résolutions concernant directement l'action pratique, mais elles furent prises après un débat portant sur les principes et elles se fondent sur eux.

Il est donc bien clair que cet ensemble de normes qu'il fallait accepter pour pouvoir adhérer à l'I.C. embrasse tout l'éventail des questions autour desquelles tourne toute la vie du parti, son travail théorique, son activité pratique, et qu'il donne au parti de cette époque historique une ligne tactique qui doit être respectée en tous lieux et dans tous les pays. Ces décisions se sont immédiatement reflétées dans le processus de formation des partis communistes et par là même dans la lutte du prolétariat. Le bilan historique qu'on peut tirer aujourd'hui permet de dire si, dans les différents cas, la tactique choisie a été bonne ou mauvaise, mais il ne permet en aucun cas de nier que le parti révolutionnaire doit avoir une tactique unique et constante et qu'elle ne doit être ni secrète, ni considérée comme une chose secondaire.

Il est donc établi que: 1) pour Lénine comme pour nous une tactique qui ne serait pas liée aux principes est tout simplement inconcevable: tactique et principes "forment un tout" (comme le disait "Il Soviet" du 4-1-1920) en ce sens qu'ils sont inséparables; 2) établir les lignes

maîtresses de la tactique est une tâche centrale du mouvement communiste (pour Lénine comme pour nous, il était par définition mondial et il ne pouvait en exister qu'un seul dans le monde entier) et non une tâche périphérique et locale. Si dans ce cadre (que les théoriciens actuels du polycentrisme trouveraient intolérablement étouffant), la tactique de Lénine a été d'une souplesse admirable, dans ce sens qu'il a toujours été attentif aux rapports de forces (véritable nœud de la question tactique), qu'il en a toujours donné une appréciation sûre et lucide, ce ne fut jamais au mépris ou même seulement au détriment des principes, et en antithèse avec eux.

Les divergences entre les bolcheviks et nous ne viennent donc pas de là. Nous pensions que rester l'œil fixé sur la boussole des principes tout en naviguant dans la rude mer des contingences, reconnaître par delà les tournants brusques, les tourbillons, par-delà l'“imprévisible” comme on dit trop souvent, le déroulement historique prévu, et les affronter avec les moyens décidés à l'avance était fort bien, mais que cela ne résolvait la question générale de la tactique ni dans l'immédiat, les partis communistes manquant de maturité ou étant de formation trop récente, ni à plus longue échéance, parce que cela revenait à s'en remettre à l'indiscutable capacité d'un chef ou d'un état-major formé à son école [qui ne seraient pas éternels]. Par malheur, les bolcheviks n'ont pas compris notre insistance sur ce point.

La question que pose la tactique est précisément d'harmoniser les actions locales et temporelles avec la stratégie générale, et tout en se servant de moyens variables, de ne jamais entrer en contradiction avec les objectifs finaux de la lutte. C'est certainement la question la plus ardue que le parti de la révolution communiste ait à résoudre, mais ce n'est pas en la laissant ouverte qu'on la rend plus facile, car cela revient à en abandonner la solution à des chefs de premier ou second plan, comme si on ne sait quel entraînement les avait à tout jamais immunisés contre les pires déviations.

L'usage de termes militaires comme stratégie et tactique ne doit pas induire en erreur: le parti n'est pas une armée dont on peut manœuvrer à volonté les soldats en les dotant de canons identiques à ceux de l'adversaire et en choisissant un terrain lui aussi plus ou moins semblable pour y développer la manœuvre tactique. Dans le domaine de la politique révolutionnaire, les armes employées ne sont pas neutres et on ne peut utiliser sans danger les mêmes que l'adversaire. Leur maniement influe en effet sur les militants qui en usent et le terrain choisi n'est pas non plus indifférent, puisqu'il s'agit de gagner la bataille. Ici, au contraire, l'“armée” doit opérer avec ses armes propres, sous peine de finir par changer de drapeau, même en cas de victoire. Elle doit choisir son terrain non seulement pour battre l'adversaire, peu importe comment (ce ne serait de toute façon qu'une partie de la victoire finale), mais pour le battre d'une certaine façon et surtout pour sortir du combat sans avoir rien abandonné de ses armes théoriques, programmatiques et organisationnelles et en ayant au contraire conquis une influence réelle sur d'autres facteurs de la lutte tels que les fractions hésitantes de la classe ouvrière et même d'autres classes ou demi-classes, les secteurs réputés “neutres”, etc.

Nous ignorions si peu l'incidence de toutes ces variables que nous avons essayé de les systématiser organiquement dans les “Thèses de Rome” de 1922, en nous préoccupant surtout (ce qui prouve que nous n'avons jamais théorisé l'impatience ni l'offensive à tout prix) des situations où l'on prépare péniblement l'attaque, plutôt que de celles, relativement faciles, où on la déclenche. Depuis lors rien n'a jamais pu nous convaincre qu'une systématisation des problèmes tactiques n'était pas possible ou ne l'était qu'au détriment de la rapidité et de la souplesse dans la manœuvre. Tout nous a au contraire renforcé dans la conviction opposée, et dans l'idée qu'un parti qui, du fait de sa théorie, de ses buts, de ses principes spécifiques, est fermé par définition, ne peut ni ne doit être ouvert dans leur application pratique, parce qu'une telle “ouverture” le conduirait nécessairement à l'indifférence à l'égard de ses propres postulats et qu'alors aucune mesure d'organisation (comme par exemple la fameuse bolchevisation de l'I.C.) ne pourrait plus le protéger de la dégénérescence.

Nous allons donner un exemple “concret” du fait que nous n'avons jamais été partisans de ces “sauts dans le vide”, de ces putschs que Lénine avait les meilleures raisons de craindre de la part de certains partis jeunes et inexpérimentés de l'Occident. En réponse à ceux qui, prenant prétexte de la retraite précipitée du K.P.D. après l'aventure de Kapp, louaient le Parti Socialiste italien de “*ne pas céder à des impatiences qui risqueraient de conduire à des actions prématurées condamnées à échouer et par conséquent à consolider la conservation bourgeoise*”, nous écrivions: “*Nous n'avons aucune hâte ni aucune impatience, car nous savons qu'aucune révolution n'a été ni ne sera jamais faite par la volonté d'individus ou de groupes, et que d'autre part quand le processus de désagrégation de l'ancien ordre de choses aura péri sous l'action dissolvante de ses propres forces internes, aucune “prudence” ne pourra plus empêcher la révolution*”. (195)

Nous étions (et sommes) si peu des fanatiques de la “tour d'ivoire” que nous souscrivions à l'affirmation du parti communiste allemand quand il disait que ce qui avait manqué en 1920, c'était la “*condition indispensable*” de la dictature prolétarienne, c'est-à-dire “*un puissant parti communiste soutenu par la conscience révolutionnaire de la population laborieuse*”, sans toutefois approuver l’“*opposition loyale*” à un “*gouvernement ouvrier*” (voir plus loin). D'ailleurs pourquoi donc, un an plus tard, et sans attendre les ordres de Moscou, nous serions-nous battus précisément pour le front unique syndical en Italie? Nous étions si éloignés de mépriser stupidement les moyens d'action légaux que l'adversaire est parfois obligé de nous laisser, que tout en repoussant la participation aux élections et au parlement, nous demandions qu'on use néanmoins de tous les moyens et de toutes les formes de propagande permis et avant tout des réunions électorales pour expliquer les raisons de l'abstentionnisme et démontrer son efficacité politique. De même, nous étions si éloignés de l'amateurisme barricadier des maximalistes ou de certains parlementaires pseudo-communistes convertis sur le chemin de Damas-Moscou, que, appelés à diriger le P.C. d'Italie au cours de ses deux premières années de vie, nous avons été les seuls, en Occident, à organiser un appareil illégal à toute épreuve, comme en a témoigné, entre autres très rares éloges, la droite de Tasca et Graziadei, vestales de la “*souplesse*” de singe, en opposition à notre rigidité d'éléphant (196). Le problème pour nous était (et est encore) de fixer une limite - et un parti international doit savoir la tracer de façon nette - au-delà de laquelle la manœuvre, de moyen utile et indispensable, se change en moyen inutile et nuisible, l'horreur du putschisme devenant, comme dans le K.P.D. de 1920, légalisme pacifiste; le parlementarisme révolutionnaire se transformant, comme dans le P.C.F., en crétinisme parlementaire et la recherche légitime de l'influence sur les masses se dégradant en suivisme. Inversement, faute d'une telle limite, la juste conscience que le parti a de sa propre nature comme force d'attaque permanente contre la société bourgeoise se mue en un aventurisme stupide, en un refus de toute retraite stratégique ou tactique et même de tout temps d'arrêt, comme dans le K.P.D. de 1921 (197).

Bref, le problème est de fixer la limite au-delà de laquelle on expose le mouvement à la ruine. Bien entendu, dans la guerre et dans la guerre civile, on court nécessairement des risques, mais on ne les court pas comme dans les jeux de hasard: l'art de la guerre consiste précisément à savoir par avance jusqu'où il est permis de risquer. A la différence de l'armée, toutefois, le parti révolutionnaire ne doit pas seulement savoir où est la limite, mais dire clairement à tous ses membres où l'organisation l'a fixée.

Il est vrai que le IIe Congrès (et à plus forte raison les congrès ultérieurs, dans la mesure où la tactique de plus en plus fluctuante de l'I.C. le rendait nécessaire) donna à l'Exécutif les pleins pouvoirs pour intervenir en cas de déviation ou même seulement d'application insuffisante des conditions d'admission qui, même si nous les jugions trop lâches, étaient suffisamment rigides pour provoquer l'indignation d'une foule de socialistes. Mais le problème n'était pas résolu pour autant, car le centre dirigeant n'est pas plus à l'abri des déviations que la base, ou plutôt, il l'est uniquement à condition d'être lui-même lié par un ensemble de normes stables et impersonnelles, reconnues par tout le parti, et auxquelles, du haut en bas de la pyramide, tous

ceux qui sont investis d'une fonction, toutes les autorités se conforment. C'est seulement alors qu'il ne peut plus y avoir diversité de mouvements entre sommet et base, parce qu'il n'y a plus de hasard ou d'imprévu ni pour l'un ni pour l'autre. Et c'est seulement alors aussi que disparaît tout danger d'arbitraire, pour reprendre aux éternels ennemis des "chefs" un terme qui leur est cher.

Fixer cette limite tactique, c'est codifier non pas tant ce qu'il faut faire, que ce qu'on ne peut pas faire sans porter un grave préjudice à l'unité et à l'homogénéité doctrinales, programmatiques et organisationnelles du parti, aussi grand que puisse être le chef que l'histoire lui aura donné (mais des Lénine, il y en a un une fois seulement tous les cent ans, dit un jour Zinoviev). Nous admettons sans difficulté qu'un seul homme, s'il le faut, détienne toute l'autorité. Mais cela ne change rien au fait que le centralisme n'est pas une condition suffisante de l'unité et de l'homogénéité du parti, s'il en est une condition nécessaire. Si elles font défaut, aucune "consultation démocratique" ne pourra jamais y remédier. Pour qu'elles existent, il faut que le centre et la base possèdent un critère unique d'orientation que le premier soit tenu d'appliquer et que la seconde n'a aucune raison de repousser, dès le moment où son acceptation fait partie des conditions d'admission.

C'est dans ce sens que nous avons toujours critiqué le "centralisme démocratique" et réclamé un "centralisme organique".

Veut-on une confirmation pratique? En 1920, nos doutes auraient pu à bon droit être passés sous silence devant la "garantie" que constituait l'état-major éprouvé et efficace des bolcheviks. Si nous les avons néanmoins exprimés à plusieurs reprises, au risque de passer pour des oiseaux de mauvais augure, c'est qu'en bons matérialistes et en bons dialecticiens, nous pensions plus à l'avenir qu'au présent, et que l'avenir pouvait aussi bien receler notre défaite que notre victoire, avec tous les risques d'écrasement et, pire encore, de débandade de l'état-major que cela comportait. Or si, comme nous l'avons dit, il est possible dans tous les domaines de surmonter l'inconvénient certain que constitue la défaite et la disparition d'un état-major, c'est à la condition que subsistent d'autres forces, plus grandes, plus décisives. C'est ce qui ne s'est malheureusement pas produit lors de la défaite de l'état-major bolchevik. En partie pour des raisons objectives, mais aussi à force d'appliquer des tactiques de plus en plus détachées des principes, le parti mondial a, en quelques années, perdu toute physionomie révolutionnaire. Dans sa dégringolade, il n'a même pas laissé la moindre amarre à laquelle au moins un petit groupe de militants vieux ou jeunes aurait pu s'accrocher pour remonter la pente: tel fut le prix d'une "élasticité" trop légèrement confondue avec la maudite "liberté tactique".

La discussion du problème tactique qu'avait réclamée la Gauche italienne était donc bien de nature éminemment pratique. Les résultats qu'elle avait redoutés se sont donc bel et bien produits. Les tactiques dont elle ne voulait pas ont été expérimentées l'une après l'autre, et non seulement la limite qu'elle voulait voir fixée, mais toute espèce de limite ont été abolies. La théorie elle-même a été abandonnée, le but final complètement altéré, le programme falsifié, les principes abjurés, ce qui prouve que la "liberté tactique" entraîne nécessairement la liberté tout court, cette liberté de "s'affranchir" de tout ce qui fait le parti révolutionnaire fustigée par Lénine dès les premières pages de *Que Faire?* Cela, nous ne l'avions que trop prévu. (198)

La conclusion, c'est précisément Lénine qui nous la fournira, lui qui parlait dans le No 4 de l'Iskra de "*ce plan systématique d'action, éclairé par des principes fixes et rigoureusement appliqué, qui seul mérite le nom de tactique*" (199). La tactique comme "plan systématique", éclairé par des "principes fixes" et appliqué avec rigueur, qu'est-ce donc sinon le contraire même de la tactique "élastique", de la "liberté de mouvement"? C'est bien ce que nous voulions démontrer.

8 - Une ignoble légende: l'“opportunisme” léniniste

C'est devenu aujourd'hui une mode de décréter avec une morgue professorale et satisfaite qu'en 1920, l'Internationale communiste était devenue la proie de l'opportunisme; de prétendre en trouver la preuve précisément dans ses déviations tactiques, reflet, dit-on, d'une déviation de principe, et donc de déplorer que la Gauche italienne ait attendu 1926 pour rompre avec elle. Parallèlement, il est de bon ton dans certains milieux de revaloriser les tribunistes, conseillistes, kaapédistes et autres “marxistes européens” ou “occidentaux” (légende du “Linkskommunismus” ou communisme de gauche) qui auraient eu le mérite de voir tout de suite ce que nous aurions trop tardé à reconnaître, et d'avoir agi en conséquence en sortant du Komintern dès 1921.

Il faut dire avec la plus grande énergie que nous n'avons rien à “réviser” dans notre attitude de l'époque, pour la simple raison que l'Internationale était effectivement la plus haute conquête dont le mouvement prolétarien communiste fût alors capable, l'unique prémisse d'acquisitions plus complètes à venir, et qu'elle le resta pendant quelques années encore. Cette prémisse était donnée par le fait qu'elle s'était fondée sur une restauration intégrale de la théorie, des principes et du programme communistes, et rien ne devait être négligé pour corriger ses insuffisances tactiques (qu'il aurait été anti-dialectique d'identifier dans l'immédiat avec des déviations de principe, sous le prétexte qu'elles en révélaient peut-être le début et pouvaient les engendrer à la longue), puisque la solide base théorique sur laquelle les bolcheviks se plaçaient rendait la chose possible.

Si les diverses “gauches” hollandaise, allemande ou autres avaient vraiment représenté un “marxisme européen”, elles se seraient donc donné pour tâche d'opposer aux tactiques douteuses et aux méthodes d'organisation discutables de l'I.C. la digue de principes solidement enracinés dans la théorie, et d'apporter à la direction russe l'aide de propositions tactiques rigoureusement déduites des principes. En réalité, ces “gauches” qui ont rompu avec l'I.C. en 1921-22 traînaient derrière elles le fardeau d'idéologies non-marxistes et ce sont des critères de type anarchiste, anarcho-syndicaliste et ouvrieriste qui leur ont fait condamner l'“opportunisme” du Comintern, alors que le marxisme condamne tout aussi justement les critères en question. Certes, dès 1920, la Gauche italienne a dénoncé elle aussi le danger “de droite”, mais c'est une chose d'avertir d'un danger quelqu'un qu'on juge de taille à le surmonter, ou de jouer le rôle d'anticorps dans un organisme sain, et c'en est une toute autre que de crier au sauve-qui-peut et de prétendre que cet organisme est incurablement malade. Une organisation révolutionnaire risque toujours de rechuter dans le vieil opportunisme, mais tant qu'elle reste révolutionnaire, pour conjurer ce péril, on lutte en son sein et non pas au dehors, car de deux choses l'une: ou bien elle possède dans ses propres rangs les conditions du relèvement, ou bien, comme ces conditions n'existent nulle part ailleurs, tout un cycle d'expériences négatives est nécessaire pour que la marche en avant puisse reprendre, non d'ailleurs parce que des individus ou des groupes l'auront voulu, mais en vertu de déterminations objectives. Voilà pourquoi la Gauche italienne s'est opposée à toute impatience devant des décisions qu'elle jugeait pourtant insuffisantes ou regrettables; voilà pourquoi elle a préconisé un travail patient, tenace, infatigable pour amener le parti mondial de la révolution dans la voie juste. Elle était en effet bien persuadée d'une chose: ou bien les communistes de l'Occident super-capitaliste aideraient l'internationale à regarder le danger en face avec une confiance sereine dans sa propre force, ou bien rien ne pourrait empêcher le désastre tant redouté. Or le mouvement communiste d'Occident n'apporta aucune aide aux bolcheviks. Au contraire, il introduisit dans l'aire de la glorieuse révolution d'Octobre sa propre instabilité, sa propre immaturité, sa propre myopie, tout en la jugeant avec une morgue professorale. C'est que ce mouvement ou bien perpétuait la tradition de la IIe Internationale, présentant la même inertie historique qu'elle, ou bien donnait dans un faux extrémisme, tels ces groupes atteints de démocratisme aigu qui finirent tôt ou tard par se réfugier sous l'aile de la

social-démocratie, après avoir joué les matamores du “marxisme européen” et rompu avec l'Internationale “dégénérée” de... 1920-21.

Le danger existait, mais il était tapi dans l'Europe pleinement bourgeoise et capitaliste, dans ses traditions démocratiques profondément enracinées, dans sa conversion précipitée à la mode du jour qui n'entamait en rien sa fidélité foncière à la vieille pratique, bref, dans son retard à emprunter la voie dans laquelle les bolcheviks s'étaient engagés les premiers, tout en sachant qu'ils se retrouveraient au dernier rang, dès que la révolution aurait gagné les pays avancés. S'il existait un opportunisme larvé dans l'I.C., nul n'était donc moins en droit de le reprocher aux bolcheviks que cet Occident incapable de régler ses propres affaires, de retourner à un marxisme digne de ce nom et de se présenter devant les magnifiques bolcheviks russes et leur prolétariat héroïque avec une physionomie nouvelle. Ce qu'il faut comprendre une fois pour toutes, c'est que dans son audace, le parti bolchevik avait tout misé sur le mouvement prolétarien et communiste d'Europe centrale et occidentale, et que ce dernier lui refusa l'aide qui était pour lui une question de vie ou de mort, puisque non seulement il ne réussit pas à faire la révolution, mais qu'il ne s'y prépara même pas; c'est aussi que le temps avait passé aussi vite en Russie qu'il coulait lentement à l'Ouest; et s'il était risqué de courir, comme le fit Moscou, derrière la gauche du Parti indépendant qui n'était qu'un fantôme; si le K.P.D., sur lequel Moscou s'appuyait, saigné à blanc dès sa constitution, puis oscillant entre les deux extrêmes du légalisme et de l'aventurisme échevelé, n'était guère plus orthodoxe ni donc plus solide, que pouvait-on attendre de plus et de mieux d'un K.A.P.D. foncièrement anti-marxiste?

Souvent, et surtout à l'égard de la Gauche communiste italienne, le jugement des bolcheviks, Lénine y compris, a été obscurci par leur légitime méfiance devant la résurgence de courants pré-, extra-, ou anti-marxistes dans toute l'Europe, et par le soupçon que le “gauchisme” dissimulât de vieilles déviations incompatibles avec une saine vision révolutionnaire. S'il y eut malentendu, du moins en ce qui concerne la Gauche italienne, ce n'est pas sur les hommes de la “citadelle assiégée” qu'il faut en faire retomber la faute; c'est sur les hommes de cette Europe qui aurait dû être le cœur de la révolution internationale et qui restait prisonnière d'un mélange de vieux droitisme et de faux gauchisme, sur tous ces personnages butés et impertinents dont la présence dans l'I.C. vicia tous les débats, faussa tous les jugements, figea les bolcheviks dans leur erreur d'appréciation, qu'ils étaient pourtant de taille à corriger, et exaspéra leur sensation d'isolement sans espoir, alors qu'ils luttèrent de toutes leurs forces pour en sortir.

Les historiens qui se veulent objectifs ne comprendront sans doute jamais la complexité de cette situation, due au retard politique effroyable du mouvement ouvrier européen, qui rendit aussi impossible aux bolcheviks de voir clair qu'à nous de leur ouvrir les yeux. Si en Occident, où les conditions matérielles du passage au socialisme existaient, la révolution marquait le pas, ce n'était tout de même pas la faute des bolcheviks, qui ne l'ont tout de même pas trahie avant qu'elle n'éclate! Voilà ce qu'il faut répliquer aux doctes professeurs d'aujourd'hui, et que Rosa Luxembourg disait déjà à la fin d'une trop célèbre brochure sur “la Révolution russe” dans sa défense vibrante des seuls chez qui se soient trouvés “tout l'honneur révolutionnaire et la capacité d'action qui ont manqué à la démocratie socialiste en Occident”, des seuls qui aient osé “conquérir le pouvoir et poser dans la pratique le problème de la réalisation du socialisme”.

La question doit être posée sur un autre plan. Lénine et les bolcheviks avaient alors un vaste dessein qui était de se servir de forces retardataires sur la scène mondiale de la lutte de classe comme ils avaient réussi à le faire en Russie. Ils ne comptaient pas pour cela sur la basse cuisine diplomatique qui triompha pendant les “années de misère” du Comintern. Ils comptaient que les terribles sursauts de l'immédiat après-guerre se termineraient par une offensive des masses ouvrières, croyant l'explosion finale plus proche qu'elle n'était en réalité. Ils espéraient que la conjonction du généreux élan prolétarien et de la rigueur théorique, de la clarté programmatique, de la solidité organisationnelle du centre de l'Internationale communiste aurait raison de tous les obstacles. Les masses restèrent effectivement sur la brèche pendant plusieurs années, mais dans leur perspective, les bolcheviks avaient sous-estimé la capacité de résistance

de la démocratie et son attrait sur ces masses. La Gauche italienne ne cacha pas ses réserves, car elle savait qu'en un siècle, la démocratie s'était non seulement aguerrie, mais qu'elle avait appris à manœuvrer, à corrompre, à s'adapter à la pression ennemie pour attirer à elle et paralyser au moins une couche de la classe opprimée, et en tout cas, le plus clair de son état-major politique. Pourtant, jamais il ne vint à l'esprit de la Gauche l'idée de qualifier cette perspective d' "opportuniste", de faire à si bon marché un procès aux bolcheviks. Leur dessein pouvait réussir: théoriquement, rien de l'interdisait. Seulement, il ne laissait aucune autre possibilité que le succès immédiat: il suffisait qu'une des deux variables sur lesquelles il tablait soit éliminée, c'est-à-dire que l'offensive prolétarienne escomptée n'ait pas lieu, pour qu'il échoue. Mais alors, le communisme ne perdait pas seulement la partie dans l'immédiat: c'est son avenir même qui se trouvait compromis.

La Gauche italienne appréciait plus exactement les rapports de forces; aussi sa voie était-elle longue et dépourvue de promesses enivrantes, d'espoirs à brève échéance; en revanche, elle était plus sûre, parce que c'était la voie classique du parti marxiste (et tout spécialement des bolcheviks), condition subjective de la lutte finale. Cet ennemi implanté dans la classe ouvrière elle-même, nous savions bien que nous ne pouvions pas le vaincre par la ruse ou par de petites attaques de flanc, mais uniquement par une grande offensive frontale, et que faute de le vaincre, nous nous retrouverions écrasés sous son talon de fer. Comme le prouvent les textes cités en appendice, c'est dans cette conviction que nous avons étudié la situation de l'Europe et ses perspectives, ainsi que les meilleurs moyens de les affronter, et c'est là-dessus que les bolcheviks et nous avons été en désaccord. Mais il s'agissait d'une divergence entre camarades engagés dans la même lutte, et tant qu'elle est restée limitée à des questions tactiques et, par surcroît, secondaires, nous n'avons jamais refusé la discipline ni rompu avec l'organisation. Nous y reviendrons longuement, car il faut bien connaître la situation ambiguë dans laquelle se trouvait alors le mouvement ouvrier international pour comprendre aussi bien la grandeur du Second Congrès, qui fut le véritable congrès constitutif de l'Internationale communiste, que ses incertitudes et ses contradictions.

9 - Le jeu infâme des Indépendants en Allemagne

Dès la reprise de ses publications en janvier (200), l'attention de "Il Soviet" se fixe beaucoup plus sur la scène européenne des luttes de classe et du mouvement communiste naissant que sur l'Italie elle-même.

Il porte un jugement tout à fait négatif sur les développements au sein ou en marge de la S.F.I.O. en France, et fait des réserves sur l'invitation adressée par la IIIe Internationale à des groupes tels que les I.W.W. américains et les Shop Stewards anglais pour qu'ils entrent dans ses rangs. La Fraction communiste abstentionniste n'ignorait pas le potentiel révolutionnaire de ces organisations ouvrières, qui s'étaient magnifiquement battues avant et pendant la guerre contre l'opportunisme et le chauvinisme de l'A.F.L. aux États-Unis ou des Trade-Unions en Angleterre; mais c'était pour elle un principe que seuls pouvaient adhérer à l'Internationale des partis politiques constitués sur une base marxiste, et non des organisations économiques uniquement caractérisées par leur composition prolétarienne ou par un élan de classe sincère, mais confus (201).

Certes, nous nous intéressions aux développements de la situation dans les aires latine et anglo-saxonne et dans le reste du monde, comme en témoigne la rubrique internationale publiée dans chaque numéro de "Il Soviet", mais le véritable nœud de la situation se trouvait néanmoins à nos yeux en Allemagne et, plus généralement, en Europe centrale, non tellement à cause de sa contiguïté avec la Russie révolutionnaire que des tumultueux événements politiques et sociaux

qu'elle avait connus à la fin de la guerre et qui faisaient d'elle l'épicentre de la crise mondiale du capitalisme et donc aussi de l'offensive prolétarienne attendue.

Dans cette aire d'Europe centrale, 1919 avait été une année de luttes ardentes qui s'étaient terminées de façon tragique sans que l'ardeur magnifique de la classe ouvrière fléchisse pour autant. Le gourdin social-démocrate s'était féroce abattu sur ces combattants indomptables non seulement à Berlin et Munich, mais à Hambourg et à Brême, dans la Ruhr et en Saxe, à Vienne et à Budapest. Dans toute l'Europe, les noms de Noske et de Scheidemann étaient lancés comme des injures à la tête de la social-démocratie allemande auprès de laquelle l'état-major de Guillaume II et les magnats de la grande industrie avaient cherché et trouvé refuge, parce qu'elle était la seule force capable de freiner d'abord, puis d'écraser les ouvriers en grève et en rébellion.

Si la bourgeoisie allemande réussit à doubler facilement le “cap des tempêtes” pendant les derniers mois de 1918 et les premiers de 1919, ce ne fut pas grâce à sa propre capacité de contre-offensive, mais uniquement à la complicité de ce parti. Telle était la fonction historique de ce détachement de “lieutenants de la bourgeoisie” dans les rangs mêmes du prolétariat qu'est l'opportunisme, fort du soutien d'une aristocratie ouvrière qu'il exprimait politiquement et idéologiquement et dont il était l'organisation.

Le pire est pourtant que l'œuvre meurtrière de la social-démocratie s'est alors abritée (et cela se reproduira plus tard) derrière l'action sournoise et donc plus catastrophique encore de ce “centrisme” tant de fois dénoncé par Lénine pendant la guerre, et représenté par le parti de Kautsky et de Hilferding, de Hasse et de Dittmann, l'U.S.P.D. (Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands), ou comme on disait couramment alors, les Indépendants.

Aussi cyniques que les bourreaux social-démocrates, les professeurs “indépendants” pontifiant sur les rives de la Spree ou du Danube, se distinguaient d'eux uniquement par le fait qu'ils cachaient ce cynisme derrière une phraséologie de classe ou même “révolutionnaire” visant à attirer les prolétaires qui s'étaient détournés avec indignation et horreur des “majoritaires”, dans le seul but de les enfermer dans le filet de leur propre légalisme réformiste.

On sait aujourd'hui que toute l'histoire de l'U.S.P.D. a été déterminée par sa crainte d'un déplacement des masses ouvrières vers la gauche révolutionnaire et par son désir de le prévenir pour l'empêcher ou au moins le retarder. Les lettres de Kautsky à F. Adler révèlent clairement comment le grand pontife manœuvra pour faire pièce à la popularité croissante de ces “garnements de Karl et de Rosa” qui avaient pris parti contre l'“union sacrée” dans sa version allemande. En juin 1915, en effet, au lendemain des premières manifestations pour la paix, un groupe de députés sociaux-démocrates protesta, avec, bien entendu, tous les égards d'usage, contre la politique de “paix sociale” avec l'assentiment de la direction du parti, trop heureuse d'offrir cet exutoire à la mauvaise humeur qui couvait dans ses rangs. Pour écarter le danger d'une radicalisation de la “base”, Kautsky aurait voulu que, dès août 1914, les députés socialistes demandent, en votant les crédits de guerre, que ceux-ci servent uniquement à des opérations de défense contre... le barbare agresseur, afin de garantir les chances d'une “paix juste”. En avril 1916, après la Conférence nationale de la Gauche organisée par les spartakistes (janvier 1916) et après la Conférence internationale de Kienthal (avril 1916) qui avait suivi celle de Zimmerwald (septembre 1915), les députés “rebelle” organisèrent au Reichstag un “collectif de travail” social-démocrate (Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft) réclamant la cessation des hostilités puisque la... sécurité nationale était désormais assurée. En avril 1917, alors que R. Luxembourg était en prison depuis deux ans et K. Liebknecht depuis un an, alors qu'en Russie la première révolution avait déjà éclaté, l'aile “gauche” de la social-démocratie se constitua en parti autonome, l'U.S.P.D. précisément, au congrès de Gotha.

Son programme comportait la “paix entre les peuples, sans annexions directes ou déguisées”, la limitation des armements et l'institution de juridictions d'arbitrage obligatoire. Il se terminait par un slogan vraiment professoral: *“Le pain et le savoir pour tous! La paix et la liberté pour*

tous les peuples!” Le lendemain de l'abdication du Kaiser, alors que toute l'Allemagne était déjà en ébullition, Scheidemann crut voir devant lui le spectre horrible de la révolution bolchevique du balcon des Hohenzollern où il était monté pour haranguer l'immense foule rassemblée (c'est lui-même qui le raconte) et, sous le coup d'une brusque inspiration, il proclama la République, que ses camarades n'avaient nullement voulue. Le même jour, c'est-à-dire deux semaines après avoir offert à Liebknecht de participer à la direction du parti, puis essayé de l'attirer dans une combinaison ministérielle, l'U.S.P.D. forma avec le S.P.D. (majoritaires) qu'il prétendait haïr, un gouvernement paritaire, appelé “Conseil des Commissaires du Peuple” et soi-disant élu par les conseils (Räte) de députés des ouvriers et des soldats qui s'étaient constitués partout selon l'exemple russe.

Bras dessus bras dessous, les deux partis complices assurent le passage indolore du régime de Guillaume à celui d'Ebert qui dura pendant cinq ans. Ils veillent à ce que le retour, puis la démobilisation des soldats se fassent pacifiquement, font tout pour éteindre les ardeurs “inconsidérées” des masses prolétariennes, soutiennent à bout de bras l'appareil bureaucratique et militaire en place, quitte à opérer quelques changements au sommet, et en décembre 1918, ils poussent le congrès de décembre des Conseils d'ouvriers et de soldats (Räte) à décider l'organisation à bref délai d'élections à l'Assemblée nationale et le puissant Exécutif ouvrier de Berlin à se subordonner lui-même au “Conseil des Commissaires du Peuple” et à son cortège de généraux et de fonctionnaires de l'époque impériale. (202)

Mais le 29 décembre, l'U.S.P.D. prend prétexte du massacre de Noël (203) qui n'était pourtant pas pire que ceux dont il avait été antérieurement complice avec le S.P.D. pour retourner à l'opposition: comme par hasard, c'était la veille même de la fondation du parti communiste et des tragiques événements berlinois de janvier 1919.

L'U.S.P.D. retournera-t-il au gouvernement? Évidemment non, car sa fonction consiste à empêcher la radicalisation politique des masses poussées à la lutte par des conditions de vie insupportables (204). La social-démocratie majoritaire étant discréditée, l'U.S.P.D. doit de toute urgence préparer une “alternative” (terme cher aux super-opportunistes d'aujourd'hui) qui ne soit pas le spartakisme. Voilà pourquoi l'U.S.P.D. se met à “jouer” à la révolution à Berlin, en janvier et en mars, et à Munich en avril, lui qui s'était fait le paladin de l'intégration des conseils (“Räte”) dans la constitution de Weimar, et donc de leur castration, lui qui fournit des “économistes” et des “experts” comme Hilferding et Karl Korsch pour dresser ces plans de “socialisation” des mines et de l'industrie lourde avec lesquels on amusera les ouvriers pendant plus d'un an; lui enfin dont les “théoriciens” pontifiants, Kautsky en tête, ont dénigré la dictature bolchevique et condamné la terreur rouge!

Déclenchant des soulèvements pour les trahir aussitôt, que veut donc l'U.S.P.D., si ce n'est compromettre les généreux et trop naïfs Spartakistes? Pour cela, il s'appuie sur les groupes armés des délégués révolutionnaires (Revolutionäre Obleute) comme en 1918, année cruciale, descendant de la chaire professorale et se mêlant aux ouvriers pour mieux en désamorcer les poussées subversives. Son programme de “réformes de structure” est à peine plus radical que celui des majoritaires, mais il l'enveloppe cyniquement dans un tissu de proclamations qui peuvent tromper les ouvriers par leur ressemblance extérieure avec celles de l'Octobre russe.

Il procède avec une habileté incontestable: lorsque la tension sociale est au plus haut point, il lance le mouvement, puis se place immédiatement sur la touche; dans les moments de reflux, au contraire, il mobilise de grands pontes du “marxisme” pour fabriquer des thèses et des programmes susceptibles de concurrencer ceux du K.P.D. ou de l'I.C. A la différence du maximalisme italien qui maintint son emprise sur les masses grâce, essentiellement, à une rhétorique creuse et à des déclarations programmatiques éclectiques qui ne pouvaient que freiner la sélection d'une avant-garde révolutionnaire, le centrisme “indépendant” se livra à de savantes acrobaties doctrinales beaucoup plus efficaces, sans cesser d'être gradualiste, parlementariste et démocratique dans son action pratique. Et tandis que le spartakisme subissait

les pires persécutions, il bénéficia d'une relative impunité, et put ainsi renforcer son contrôle sur les syndicats et par-dessus le marché son prestige parmi les électeurs. C'est ainsi qu'ayant obtenu 2.186.305 voix aux élections pour la Constituante en février 1919, contre 11.112.450 au S.P.D., il en récoltera 4.894.317 en juin 1920, contre 5.614.452 au S.P.D., le nombre de ses adhérents passant en même temps, de 100.000 environ à plus de 300.000.

Au Congrès extraordinaire des 2-6 mars 1919 à Berlin, l'U.S.P.D. avait fait une "déclaration programmatique" dans laquelle il prenait acte du fait que "*en novembre 1918, les ouvriers et soldats révolutionnaires d'Allemagne ont conquis le pouvoir d'État [!!], mais n'ont pas consolidé leurs positions ni vaincu la domination de classe du capitalisme*" et que "*la lutte d'émancipation [du prolétariat] ne pouvant être menée que par le prolétariat lui-même et pas seulement [!!] par les organisations existantes, il fallait aussi [!!] une nouvelle organisation prolétarienne de combat*"; cette organisation était "*le système des Conseils*", qui "*rassemble les masses ouvrières dans les entreprises en vue d'une action révolutionnaire, assure au prolétariat le droit à l'autogouvernement [!!] dans les usines, dans les communes et dans l'État, et réalise la transformation du système économique capitaliste en système socialiste*". Porte-drapeau prétendu du prolétariat révolutionnaire dans sa lutte d'émancipation, "*l'U.S.P.D. se place sur le terrain du système des Conseils, les soutient dans leur lutte pour le pouvoir économique et politique, aspire à la dictature du prolétariat, représentant la grande majorité du peuple, comme à la condition nécessaire pour réaliser le socialisme qui seul conduira à la fin de toute domination de classe, à la suppression de toute dictature, à la véritable démocratie*." Et "*pour atteindre ce but [l'U.S.P.D.] se sert de tous les moyens de combat politiques et économiques, y compris les parlements; il rejette les actes de violence désordonnés et inconsidérés; son but n'est pas l'élimination des personnes, mais la suppression du système capitaliste*". Après quoi, la motion énumère tous les points d'un programme minimum de réformes, dont la toute première (et la seule réaliste) est "*l'insertion du système des conseils dans la constitution allemande et la participation déterminante des conseils à la législation, à l'administration de l'État et des municipalités, et au fonctionnement des entreprises*" qui signait leur condamnation à mort en tant qu'"*organes révolutionnaires*". Quant aux autres points, ce n'était qu'une litanie de propositions en partie démagogiques, en partie radicales (du moins apparemment) et absolument compatibles pour la plupart avec un statu-quo à peine rafraîchi par les Kautsky-Hilferding.

Toutefois, c'est au congrès extraordinaire qui suivit et se tint du 30 novembre au 6 décembre 1919 à Leipzig que le comble de la mystification fut atteint. Le congrès approuva en effet un "programme d'action" développant les points cités ci-dessus qui se terminait par la déclaration suivante:

"La dictature du prolétariat est un moyen révolutionnaire pour l'abolition de toutes les classes et la suppression de toute domination de classe, pour la conquête de la démocratie socialiste [??]. Une fois la société socialiste consolidée, la dictature du prolétariat cesse, et la démocratie socialiste [encore!] atteint son plein développement. L'organisation de la société socialiste se fait sur la base du système des Conseils qui, dans sa signification la plus profonde [voir plus loin], atteint aussi son plus haut degré de perfection. La signification la plus profonde du système des Conseils est qu'il fait des travailleurs, qui sont les détenteurs de l'économie, les créateurs de la richesse sociale, les promoteurs de la culture" (au sens allemand de Kultur: il eût été étonnant que l'USPD oublie de sacrifier à cette divinité bismarkienne), "également les détenteurs responsables de toutes les institutions juridiques [??] et de tous les pouvoirs politiques. Pour atteindre ce but, l'U.S.P.D. se sert systématiquement de tous les moyens de lutte politique, parlementaire et économique, en liaison étroite avec les syndicats révolutionnaires [??] et avec l'organisation prolétarienne des Conseils" (il s'agit comme on voit d'une nouvelle Trinité, mais qui est le Père, qui le Fils et qui le Saint-Esprit?). Le moyen de lutte essentiel et décisif est l'action de masse (sans autre précision). L'U.S.P.D. repousse l'action violente des personnes et des groupes isolés. Son but n'est pas la destruction des moyens de

production “[l’allusion aux personnes, sans doute peu appréciée par la “base” est remplacée par une allusion... aux machines], mais la suppression du système capitaliste”.

En outre, le parti est convaincu que “grâce au regroupement des masses prolétariennes auquel il vise, la victoire complète et durable du prolétariat sera obtenue plus rapidement et sûrement: c’est pourquoi l’U.S.P.D. se fixe aussi comme tâche la création d’une Internationale révolutionnaire efficace des ouvriers de tous les pays”. Si les Indépendants désavouent la IIe Internationale (puisqu’ils repoussent “toute politique se proposant uniquement [!!!] des réformes dans le cadre de l’État de classe capitaliste”) et s’ils sont d’accord avec la IIIe Internationale pour ce qui est de “la réalisation du socialisme au moyen de la dictature du prolétariat sur la base du système des Conseils” (insérés dans la Constitution!), ils estiment que cette Internationale n’est encore qu’un fantôme et qu’elle ne prendra corps que le jour où l’U.S.P.D. en fera partie, après avoir obtenu les garanties d’usage.

La motion finalement approuvée “donne mandat à la direction d’entamer sans tarder des pourparlers avec la IIIe Internationale et avec les partis social-révolutionnaires sur la base du programme du parti, afin que... la IIIe Internationale puisse devenir une Internationale prolétarienne compacte et capable d’action [aktionsfähig] qui soit, dans la lutte pour l’émancipation de la classe ouvrière du joug du capital international, une arme décisive pour la révolution mondiale” (205). Comme on voit, l’U.S.P.D. prétendait non seulement traiter d’égal à égal avec l’Internationale et les “partis social-révolutionnaires”, mais encore les contraindre à accepter son propre programme comme base de négociation. En outre, Messieurs les professeurs de l’austro et du germanomarxisme estimaient manifestement qu’en dehors d’eux, il n’y avait que des larves “incapables d’action”...

Comme d’habitude, ces délibérations ne furent connues qu’avec retard en Italie où, malgré l’hypocrisie de leurs formules tarabiscotées, elles provoquèrent l’enthousiasme sans restrictions de l’“Avanti!”. Cela confirmait en plein la deuxième lettre de la Fraction communiste abstentionniste à l’Internationale affirmant que le maximalisme italien était issu du même tronc que le centrisme allemand (206). A la différence de l’“Avanti!”, “Il Soviet” publia un commentaire féroce (207) des débats et décisions centristes dans un article intitulé “Le nouveau programme des Indépendants”: “Le Congrès de Leipzig du Parti Socialiste Indépendant d’Allemagne a approuvé en décembre dernier un nouveau programme dont nous reproduisons les parties essentielles [...]

De toute évidence, le souci dominant chez ceux qui ont rédigé ce document a été de se rapprocher des formulations du programme communiste, tout en se cantonnant prudemment dans les affirmations générales.

C’est ainsi que le programme va jusqu’à affirmer que le prolétariat doit conquérir le pouvoir politique, c’est-à-dire abolir la domination de l’État capitaliste, pour la remplacer par l’organisation du pouvoir prolétarien sur la base du système soviétique. Mais il n’ose pas dire que ce pouvoir est précisément la dictature du prolétariat. Celle-ci serait non pas la fin, mais seulement le “moyen révolutionnaire” pour éliminer toutes les classes et arriver à la démocratie socialiste.

Cette formule est on ne peut plus ambiguë. En premier lieu, on ne dit pas de façon explicite que le pouvoir prolétarien, le système des Conseils ou la dictature du prolétariat, comme on voudra, sont fondés sur la suppression de tout droit politique pour les membres de la classe bourgeoise.

On préfère sauter par-dessus cette définition qui exprime tout le contenu historique de la révolution prolétarienne, et passer en hâte au but final. c’est-à-dire à l’élimination des classes, avec laquelle tout le monde est d’accord, du social-démocrate à l’anarchiste.

Selon la formidable dialectique marxiste, que les élèves de Kautsky ont troquée contre la plus déplorable indécision théorique, cette finalité ultime n’exclut pas que, dans la phase

historique actuelle, le prolétariat révolutionnaire ait réellement pour but de former un État de classe qui, au mépris de tout préjugé démocratique, mettra les membres de la classe capitaliste dans une situation d'infériorité politique pendant la longue période historique qu'exigera son élimination.

Mais les Indépendants préfèrent fermer les yeux sur de telles horreurs et passer tout de suite par la pensée à la société socialiste telle qu'elle sera après l'abolition des classes, pour dire que la démocratie socialiste y sera réalisée. Ils auraient mieux fait de dire qu'alors, c'est le pouvoir politique et l'État comme organe de domination, d'une classe sur une autre qui auront disparu.

Au contraire, le programme affirme que c'est précisément dans la société socialiste (entendez par là après la fin de la pénible période de la dictature) que le système soviétiste connaîtra son plein épanouissement et que les travailleurs seront les dépositaires de l'autorité politique. A ce moment-là, au contraire, il n'y aura pas besoin d'autorité politique et le système soviétique aura peut-être des formes très différentes de celles que nous lui connaissons.

Ce que les communistes proclament et que les Indépendants s'efforcent hypocritement de taire sans en avoir l'air, c'est que c'est justement pendant la période de transition, c'est-à-dire quand il y a encore des bourgeois, que les conseils de travailleurs doivent avoir toute l'autorité politique, puisque les bourgeois doivent en être entièrement privés.

Nous prions les camarades de considérer que cette partie du programme a été habilement rédigée de façon à se prêter à deux interprétations et à essayer de satisfaire aussi bien ceux qui s'en tiennent aux canons social-démocratiques que ceux qui tendent vers le communisme.

La partie finale, où il est question des moyens tactiques, est encore plus vague. La fameuse idée de l'adoption de tous les moyens rappelle étrangement notre intégralisme italien, dont l'héritier est aujourd'hui le maximalisme électoraliste.

On parle d'actions de masse, mais on exclut l'action violente de groupes ou d'individus, sans dire que l'on préconise la méthode de l'action violente du prolétariat, disciplinée et dirigée par le parti de classe.

Enfin, on vient nous chanter la stupide chanson de l'unité prolétarienne, ce qui permet de mesurer toute la distance qui sépare les socialistes indépendants d'Allemagne des méthodes de la IIIe Internationale, qui ont pour pivot la séparation intransigeante des communistes et de tout autre mouvement n'obéissant pas aux mêmes directives programmatiques rigoureuses."

Le jugement du Comité Exécutif de la IIIe Internationale n'avait pas été moins sévère dans la lettre envoyée le 5 février 1920 au Comité central du K.P.D. et au présidium de l'U.S.P.D. (208) et qui est restée longtemps inconnue, même en Allemagne. Cette lettre reprend le "Projet de réponse du P.C.R. à la lettre de l'U.S.P.D." rédigé par Lénine (209), démasquant les réticences dont les Indépendants entouraient leur adhésion au principe de la dictature prolétarienne incarnée dans le "pouvoir des Soviets" et qui les assimilait aux "reconstructeurs" du type Longuet en France. Il est vain et contre-révolutionnaire, dit ce texte, de cacher que "le système des Soviets, c'est la destruction du mensonge bourgeois qui appelle "liberté de la presse" la liberté de soudoyer la presse, la liberté pour les riches, pour les capitalistes, d'acheter les journaux, la liberté pour les capitalistes [...] de truquer ainsi "l'opinion publique", la même chose valant pour la liberté de réunion, pour "l'armement du peuple, la liberté de conscience [...] et pour toutes les autres libertés bourgeoises". Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que "la dictature du prolétariat, c'est le renversement de la bourgeoisie par une classe, le prolétariat, et précisément par son avant-garde" (et "exiger de cette avant-garde la conquête préalable de la majorité du peuple au moyen d'élections sous le régime de l'esclavage salarié [...] exiger ou supposer possible cette conquête, c'est en réalité abandonner complètement le point de vue de la dictature du prolétariat pour adopter en fait celui de la dictature bourgeoise"). Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que "la dictature du prolétariat implique la nécessité de réprimer par la force la résistance des exploités et la volonté, la

capacité et la décision de le faire” (“répudier [...] la violence, la terreur, c'est répandre les illusions réactionnaires de la petite-bourgeoisie sur la paix sociale”). Il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que “ceci vaut également pour la guerre civile, [car], après la guerre impérialiste, face aux généraux et aux officiers réactionnaires qui usent de la terreur contre le prolétariat, face au fait que de nouvelles guerres impérialistes sont préparées dès à présent par la politique actuelle de tous les États bourgeois - et que non seulement ces guerres sont préparées en toute connaissance de cause, mais qu'elles découlent aussi, avec une logique objective et inéluctable, de toute la politique de ces États - bref, dans une telle situation, déplorer la guerre civile contre les exploiters, la condamner, la redouter, c'est en réalité se faire réactionnaire” (et “l'attitude doucereuse, petite-bourgeoise et sentimentale des Indépendants allemands et des longuettistes français dans la question de la guerre civile a précisément ce caractère réactionnaire”). Enfin, il est vain et contre-révolutionnaire de cacher que “la dictature du prolétariat et le pouvoir soviétique, c'est la claire conscience de la nécessité de briser, de démolir de fond en comble l'appareil de l'État bourgeois (fût-il démocratique et républicain)”. Il faut au contraire expliquer dès maintenant aux ouvriers et aux paysans que “toute révolution (à la différence des réformes) signifie elle-même une crise, et une crise très grave, à la fois politique et économique”; et que l'on doit “affronter courageusement cette crise et trouver dans les mesures révolutionnaires” (on remarquera la puissance de cette affirmation), “la source des forces nécessaires pour la surmonter”, sans craindre de faire “les plus durs sacrifices”. Sans cela, entre autres, “la reconnaissance de la dictature du prolétariat reste purement verbale”.

C'était exactement ce que la Gauche italienne proclamait, mais le ton de sa critique (210) est plus dur. Il est vrai que Lénine écrit:

“La seule attitude juste est de ne pas s'unir aux Indépendants et aux longuettistes dans une même Internationale, et d'attendre que les masses révolutionnaires des ouvriers français et allemands aient corrigé les faiblesses, les erreurs, les préjugés, l'esprit d'inconséquence de partis tels que ceux des Indépendants et des longuettistes”,

mais il ajoute:

“Le Parti communiste russe ne se refuse cependant pas à conférer avec tous les partis désireux de s'entretenir avec lui et de connaître son opinion.”

De son côté, l'Exécutif de l'I.C. exige bien l'expulsion de la droite de l'U.S.P.D. comme condition préalable à des rencontres éventuelles, mais il renchérit encore sur Lénine en remplaçant le terme “conférer” par “entrer en pourparlers avec les partis qui se déclarent prêts à rompre définitivement avec la IIème Internationale” et leur demande d'envoyer pour cela des représentants à Moscou.

Il résulte de ces faits que, même si les bolcheviks ont toujours fait une dure critique du centrisme, l'objectif de Moscou était de favoriser une rupture au sein de l'U.S.P.D. entre la direction et la base, la droite et la gauche. En dépit des meilleures intentions, c'était là inaugurer une méthode aussi improductive que le fameux travail des Danaïdes, même si on en attendait des effets rapides. Chose pire encore, cette méthode risquait de dissimuler entièrement aux yeux des ouvriers, la frontière infranchissable séparant le communisme du centrisme. Or selon la Gauche italienne (et selon toute la pratique des bolcheviks) cette frontière ne devait en aucune façon être estompée, car c'est l'histoire elle-même qui l'avait tracée avec le sang de milliers de prolétaires.

Tout d'abord, Moscou surestimait la force de la “gauche” indépendante que pour notre part nous jugions squelettique et, de toutes façons, équivoque (211). Mais même en dehors de cette fausse appréciation du rapport des forces, Moscou faisait preuve de naïveté en croyant pouvoir se rapprocher des grandes masses par l'intermédiaire d'un tel parti, et de faiblesse en “traitant” avec sa direction sur pied d'égalité. La manœuvre finit d'ailleurs en queue de poisson, les gros

bonnets de l'U.S.P.D. ne répondant même pas à la lettre à cause de leurs absorbantes occupations électorales, et ne la publiant pas davantage sous prétexte que le papier était rationné. Les élections avant tout!

Même à supposer que cette lettre ait été publiée et que cela ait pu favoriser une clarification parmi les Indépendants, l'avantage eût été négligeable face à la grave désorientation que l'initiative n'aurait pas manqué de provoquer dans l'avant-garde communiste qu'une cruelle expérience avait habituée à voir dans le parti de Kautsky et Hilferding l'ennemi déclaré de la révolution et de la dictature prolétarienne, et qui considérait comme tout simplement inimaginable de le sonder sur ses intentions et de lui faire des avances.

En se déclarant "*conscient de la complexité des situations et des particularités spécifiques du développement de la révolution dans les différents pays*", l'Exécutif de l'I.C. ouvrait la porte à des atténuations, concessions et exceptions au programme unique du parti mondial qui, en phase de reflux de la lutte de classe, devaient rendre plus difficile la lutte contre "l'engouement pour les Soviets" que l'I.C. avait pourtant déclarée urgente et indispensable, donnant libre accès dans ce parti aux pires opportunistes.

Enfin, en passant par-dessus la tête du parti communiste local, on admettait pratiquement l'existence d'organisations parallèles au lieu de n'en reconnaître publiquement qu'une seule et d'inviter les militants réellement convertis au communisme révolutionnaire à y adhérer individuellement, selon la démarche normale. Ainsi on discréditait objectivement le K.P.D. au bénéfice d'un "allié" plus que douteux. Cette méthode faisait obstacle à la préparation révolutionnaire des militants parce qu'elle les désorientait politiquement et les désorganisait pratiquement: l'indignation des délégués au IIème Congrès quand ils se trouvèrent en présence des Crispin, Dittmann, Cachin et Frossard n'avait rien de rhétorique ni de moralisant: elle constituait une réaction de classe saine et légitime.

La lettre et l'invitation à envoyer une délégation en Russie (212), exprimaient certainement les inquiétudes de l'Exécutif de l'I.C. sur la possibilité de faire entendre sa voix par l'intermédiaire d'un parti réduit à une quasi-illégalité comme le K.P.D., son truchement naturel; il croyait pouvoir tourner la difficulté en jetant cette "bombe" au sein de l'U.S.P.D., empruntant ainsi "le chemin le plus court", sans se demander si cela n'entraverait pas le processus déjà difficile de formation du parti révolutionnaire mondial du prolétariat au lieu de l'accélérer: c'est précisément la méthode que nous avons toujours combattue, non par scrupule moral, mais pour des raisons de continuité et d'efficacité.

Fait notable, bien qu'ignorant cet échange épistolaire, "Il Soviet" lança dès février 1920, de concert avec l'organe communiste de la Suisse romande "Le Phare" (213), un cri d'alarme à propos de "*l'entrée dans l'Internationale communiste de partis et de fractions socialistes centristes qui ont jusqu'à présent oscillé de façon déplorable entre la Deuxième et la Troisième Internationales*", et pour demander qu'on fasse preuve à leur égard de la plus grande intransigeance et du plus extrême sectarisme (le terme ne nous a jamais effrayés). L'épuration ou plus exactement la scission des sections nationales était pour nous la première condition d'adhésion au Comintern et nous disions que "*mieux que les tractations avec les centristes*", c'étaient "*les principes de Moscou*" qui permettraient d'atteindre ce but. De son côté, "Le Phare" concluait: "*La IIIe Internationale n'a d'ailleurs pas besoin des Indépendants allemands pour attirer à elle la masse ouvrière. L'évolution économique et la situation historique s'en chargeront elles-mêmes*" (nous aurions ajouté: la fermeté dans l'organisation et la rigueur des positions programmatiques de l'Internationale).

Ainsi donc, Moscou a cru pouvoir se frayer une voie plus brève vers la victoire à la faveur des circonstances et au prix d'efforts désespérés pour encadrer des récalcitrants (214): l'histoire prouvera qu'une telle voie n'existe pas. Quand on croit l'avoir trouvée, on s'aperçoit qu'elle conduit dans une direction opposée à celle qu'on prévoyait, mais il est déjà trop tard. Après la victoire de la contre-révolution, nous avons la tâche amère de répéter que la preuve est faite.

10 - Le calvaire de Spartacus

En dehors des Indépendants, il existait certes en Allemagne un parti communiste, mais il n'était pas de force à leur faire contrepoids, et cela ne pouvait échapper aux bolcheviks. Constitué en décembre 1918, il avait été plongé dès l'hiver et le printemps 1919 dans un bain de sang dont il avait beaucoup de peine à se remettre. Par ailleurs, issu du Spartakisme qui ne réussit jamais à rompre avec le passé de la IIe Internationale, il avait suivi un processus de formation tourmenté, en partie déjà avant la guerre, mais surtout pendant les années du conflit impérialiste.

Ce qui est au fond de la pensée de Rosa Luxembour, qui le dirigeait et en était la théoricienne, c'est la vision suivante, qui apparaît dès ses polémiques de 1906 contre les réformistes, dans "Grève de masse, parti et syndicats", mais surtout face à leur adhésion à la guerre, et qui, si on la considère à l'échelle supra-historique, ne manque pas de grandeur: le chemin de la classe ouvrière est un "chemin de Golgotha" fait d'errements, d'aveuglements, de trahisons et de résurrections, mais elle finira par reconquérir dans l'action le trésor perdu de son but maximum, de son programme et de sa "conscience théorique". Elle se retrouvera donc elle-même dans son ensemble, récupérant et régénérant non seulement le parti, mais les nombreux partis engendrés par elle et perdus le long de ce chemin tourmenté. Ainsi la grève générale (ou grève de masse), dans laquelle Rosa Luxembour vit la leçon suprême de la révolution de 1905 en Russie, devait selon elle rajeunir par contrecoup les structures sclérosées des organisations syndicales même en Occident et rendre son élan au parti tombé dans le lourd sommeil d'une orthodoxie purement académique et pourrie en réalité d'opportunisme. Ainsi, la reprise de la lutte de classe au cours de la guerre impérialiste, malgré et contre la paix sociale, devrait faire surgir, tel le phénix de la légende, une nouvelle Internationale vraiment socialiste des cendres de l'ancienne, détruite par l'abjuration scandaleuse des "chefs". La Gauche aurait participé à ce processus non tant pour l'animer que pour l'enregistrer théoriquement, et elle devait non tant le devancer que le suivre, et en tout cas attendre que les masses lui dictent l'initiative.

Comme Lénine le fit remarquer, une telle vision faisait de la révolution un processus purement objectif. D'autre part, elle tombait inconsciemment dans l'idéalisme: elle considérait en effet la prise et l'exercice révolutionnaires du pouvoir (Luxembour ne crut jamais, bien entendu, qu'elles se feraient par les moyens parlementaires) qui sont la condition et le point de départ du processus long et tourmenté qui conduit à la réalisation des buts communistes, comme l'aboutissement d'un processus au cours duquel l'ensemble de la classe ouvrière prendrait peu à peu conscience de la mission historique qui lui est objectivement assignée sans qu'elle le sache. Or la prise et l'exercice révolutionnaires du pouvoir qui détruiront sans pitié tout l'ordre social et politique en vigueur a au contraire deux conditions: la première est que, bien avant le "grand jour" (et ce qui vaut pour cette époque vaut à plus forte raison pour aujourd'hui) une avant-garde, même peu nombreuse, mais consciente, se détache de la majorité de la classe encore encadrée dans des partis et des syndicats compromis avec le régime, c'est-à-dire que le parti révolutionnaire rompe avec les partis opportunistes: la révolution n'est donc pas un processus purement objectif. La seconde condition est que les grandes masses, rompant avec l'arrière-garde obtuse, récalcitrante, réactionnaire de l'aristocratie ouvrière, des couches prolétarisées, mais suspectes, de la petite-bourgeoisie et du sous-prolétariat, soient poussées à se lancer à l'assaut du pouvoir bourgeois; mais ce qui les y poussera ne sera pas la connaissance des buts à atteindre: ce seront des déterminations matérielles plus fortes que leur conscience du moment. Ce processus de décantation au sein du prolétariat n'est pas un processus de "prise de conscience" par la totalité de la classe, ni même par sa majorité. Le véritable problème est donc celui de la rencontre entre, d'une part, le parti d'avant-garde, porteur d'une conscience et d'une connaissance anticipant sur l'action et la prise du pouvoir effectives, et de sa "previous organization" (expression de Marx qui signifie "organisation préalable") et d'autre part les détachements combattants de la classe qui ne pourront atteindre cette conscience et cette

connaissance qu'après et même bien après la lutte et la victoire, et qui par ailleurs seront d'autant moins freinés dans leur action qu'ils auront moins conscience des avantages matériels à sacrifier, et qu'ils sacrifieront en effet.

La révolution est un "cataclysme" qui exige l'intervention "spontanée" des grandes masses, mais elle a pour condition préalable la formation d'un parti, même petit, libre de toutes les scories du passé, car faute de les avoir toutes brûlées, il serait condamné à la défaite. Dans ce sens, comme le disait Lénine, la dictature, la guerre civile et la terreur sont indispensables non seulement pour abattre la classe dominante, mais pour détruire l'inertie de l'ancienne classe dominée, sa dépendance "spirituelle" à l'égard de la première, ses limitations matérielles. Elles sont donc pour le prolétariat la source d'une force toute nouvelle et, si l'on veut, le prélude de sa "prise de conscience" intégrale.

C'est, il est vrai, un lieu commun d'affirmer que les Spartakistes ont trop tardé à se séparer des socialistes majoritaires d'abord et des Indépendants, et de le déplorer. S'ils l'ont fait, ce n'est pourtant pas par hasard, mais à cause de leur manière de concevoir le processus de la lutte d'émancipation du prolétariat. Payant héroïquement de leur personne, Luxembourg et Liebknecht se sont insurgés contre une Union Sacrée ignominieuse, mais dans toutes leurs proclamations de 1914 à 1918, ils n'ont cessé d'affirmer que ce n'étaient pas eux, mais les chefs réformistes qui avaient rompu avec le parti, et que la base de celui-ci devait se ranger avec eux contre les dirigeants. En somme, la base devait se séparer du sommet avant que les Spartakistes se décident à le faire. En d'autres termes, ce n'est pas les Spartakistes qui prirent l'initiative de la scission, ni, une fois mis à la porte en janvier 1917, celle de repousser les propositions des Indépendants. Pourquoi cela? Ce n'est certes pas le courage qui leur a manqué, puisqu'ils eurent bien celui de se faire mettre en prison en 1915-18 et de subir le martyre en janvier 1919. La raison en est que, dans leur conception, cette initiative incombait à l'ensemble de la classe ouvrière et non pas à eux: elle devait être l'aboutissement - et non le commencement - de sa "prise de conscience" (de sa catharsis), et si l'avant-garde devait contribuer à celle-ci, ce n'est pas elle qui y jouait le premier rôle.

La social-démocratie toléra la Ligue Spartacus dans ses rangs. Les vieux renards du réformisme savaient bien qu'en l'expulsant trop tôt, ils accroîtraient dangereusement sa popularité: en acceptant de rester dans le parti, elle fit donc inconsciemment leur jeu. Après son exclusion, l'U.S.P.D. l'accueillit dans ses rangs en lui accordant une autonomie apparente, et elle continua le même "chemin de Golgotha", favorisant du même coup les illusions des masses à l'égard de ce parti qui, en réalité, ne s'était converti à la "phrase" révolutionnaire que pour empêcher Spartacus de triompher. Les Spartakistes restent deux longs mois dans l'U.S.P.D. dont les dirigeants Haase, Dittmann et Barth partageaient avec Ebert, Scheidemann et Landsberg la responsabilité d'un pouvoir qui se montrait d'une rigueur d'acier avec les prolétaires en ébullition, mais de la plus grande mollesse à l'égard des grands bourgeois, des junkers, des généraux et de la haute bureaucratie du régime impérial déchu.

Pour qu'enfin la Ligue Spartacus se décide à se constituer en Parti Communiste d'Allemagne (K.P.D. (s)) il faudra que l'U.S.P.D. refuse de convoquer le congrès extraordinaire qu'elle avait demandé le 15 décembre et que le scandaleux congrès des conseils ouvriers des 16-21 décembre qui s'était réuni pour fixer les élections à l'Assemblée constituante au 19 janvier 1919 et liquider ainsi les dernières apparences de double pouvoir interdise à Luxembourg et Liebknecht d'assister à ses séances: de toute évidence, ils auraient été des hôtes gênants et dangereux. Elle ne le fit d'ailleurs pas sans mille hésitations et remords, mais ce fut pour constater avec désespoir, quelques jours plus tard, qu'elle était terriblement en retard sur le mouvement instinctif des masses berlinoises, aussi chaotique que puissant. Isolés, mais emportés par la marée, les Spartakistes seront aussi impuissants à la diriger que, comme les bolcheviks en juillet 1917, à la freiner, avant d'être entraînés dans l'irréparable désastre de janvier et de mars 1919.

Bien entendu, notre jugement critique sur le Spartakisme doit être porté dans l'esprit qui était celui de Lénine lorsqu'il commentait, en octobre 1916 (215), les thèses Junius-Luxembourg contenues dans la brochure "La crise de la social-démocratie", c'est-à-dire de révolutionnaires à révolutionnaires. Dans la fatale hésitation des Spartakistes à rompre avec le centre, à reconnaître le lien entre "*social-démocratie et opportunisme, entre les Legien et les Kautsky*", à "*donner une forme complète aux mots d'ordre révolutionnaires et à éduquer systématiquement les masses dans cet esprit*", nous devons savoir reconnaître un fait qui n'était pas subjectif, mais objectif: la "faiblesse" d'une gauche "*enfermée de toutes parts dans l'ignoble filet de l'hypocrisie kautskyste*" et soumise à la pression ou même à la seule force d'inertie d'un milieu hostile. C'est cette tragédie collective qui poussa les Spartakistes, qui avaient pourtant défendu héroïquement le socialisme contre la meute chauviniste, à se ranger sur le front unique de la majorité de Zimmerwald et de Kienthal (incluant jusqu'aux Indépendants allemands et aux socialistes italiens, même de droite). Or cette majorité adopta une résolution imprécise appelant les prolétaires à se battre non pas pour "*la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*" selon la formule tranchante de Lénine, mais pour "*une paix sans annexions ni indemnités*" (216). C'est cette tragédie collective qui, à la grande indignation de Lénine, suggéra à Rosa Luxembourg elle-même d'opposer au défensisme des majoritaires un autre défensisme, fondé sur la revendication d'une "*république une et démocratique*", seule patrie "véritable" digne d'être défendue, retardant à l'échelle internationale ce qui avait été le secret de l'Octobre bolchevique: la séparation rigoureuse entre les forces saines du socialisme et le social-chauvinisme putride. On ne "fait" pas la révolution sans les masses, c'est vrai; mais pour se retrouver avec les masses au rendez-vous de la révolution, il faut que, dans les périodes de réaction voire simplement de reflux, on ait su aller contre le courant, c'est-à-dire contre les partis ouvriers bourgeois qui expriment et entretiennent la mentalité momentanée des masses: et cela, Lénine l'a montré dans les faits, après l'avoir proclamé en théorie. Le Spartakisme attendait au contraire des masses qu'elles condamnent elles-mêmes sur le plan théorique et programmatique le pacte secret infâme qui liait le social-chauvinisme à l'opportunisme et qu'elles rompent avec lui sur le plan pratique et organisationnel. Le résultat fut qu'il perdit ses meilleurs militants dans des mouvements déclenchés non pas par eux, mais justement par les Indépendants, à leurs fins exclusives de boutique. Et tandis que ces derniers battaient en retraite juste à temps, Liebknecht, Luxembourg, Jögisches et tant d'autres restaient à découvert sous les balles de Noske, sans même la protection de masses qui se seraient reconnues en eux.

En 1916, Lénine pouvait se demander si ce retard par rapport à la marche impétueuse des faits réels n'était pas un "hasard" et souhaiter que c'en fût un. Après coup, nous devons malheureusement affirmer que ce n'en était pas un. Dans un autre passage extraordinairement lucide également écrit pendant la guerre, Lénine rappelait la mémorable bataille conduite par Rosa Luxembourg en 1905-1906 qui avait amené la social-démocratie allemande à reconnaître plus ou moins explicitement la grève de masse (ou générale) comme une des armes fondamentales de la lutte de classe. Mais ajoutait-il, en temps de guerre (et cela vaudra pour lui tout autant dans l'ardente période d'après-guerre) la grève générale se transforme nécessairement en guerre civile et si la guerre civile implique nécessairement la grève, elle ne peut cependant s'arrêter là, mais doit aboutir à l'insurrection armée.

C'est à juste raison que, parlant des "*nombreux communistes occidentaux qui ne se sont toujours pas libérés de leur manière fataliste et passive d'aborder les principaux problèmes de la révolution*", Trotsky affirmait en 1924:

"Rosa Luxembourg représente encore cette façon de voir d'une manière particulièrement nette et avec beaucoup plus de talent que personne. Son attitude est, du point de vue psychologique, aisément compréhensible. Elle s'est formée, pour ainsi dire, dans la lutte contre l'appareil bureaucratique de la social-démocratie et des syndicats allemands. Sans trêve, elle a démontré que cet appareil étouffait l'initiative du prolétariat. Elle ne voyait d'issue à cette situation, elle n'envisageait de salut que dans une poussée irrésistible des masses qui balayerait

toutes les barrières et défenses édifiées par la bureaucratie social-démocrate. Aussi la grève générale révolutionnaire, débordant par-dessus les rives de la société bourgeoise, est-elle devenue pour Rosa Luxembourg synonyme de révolution prolétarienne. Mais, quelle que soit sa puissance, la grève générale ne résout pas le problème du pouvoir, elle ne fait que le poser. Pour prendre le pouvoir, on doit, en s'appuyant sur la grève générale, organiser l'insurrection" (217).

Or la vision spartakiste est tout autre. Rien ne le montre mieux que le discours de Rosa Luxembourg au congrès de fondation du K.P.D., le 1er janvier 1919, discours qui est pourtant le rappel vigoureux de l'essence révolutionnaire du marxisme, et la revendication vibrante d'un "retour au *"Manifeste du Parti Communiste"*" contre la répugnante pratique parlementariste et gradualiste de la IIe Internationale. Ce discours est, en effet, la démonstration éclatante que, dans la perspective spartakiste, la grève générale n'est pas une des manifestations et un des moyens de la révolution prolétarienne: elle est son unique manifestation et son unique moyen, au point de cacher aux yeux des prolétaires (c'est-à-dire, pour les communistes, d'exclure) l'insurrection armée et la fonction centrale et centralisatrice du parti, de l'unique parti révolutionnaire marxiste, dans l'insurrection.

Ce point est d'une importance vitale. Pour Rosa Luxembourg (218), la remise des pouvoirs de l'équipe de Guillaume II, en passant par Max von Baden, à celle d'Ebert et de Scheidemann (et pourquoi ne pas dire celle d'Ebert-Haase, c'est-à-dire des majoritaires et des Indépendants? Ce silence, encore une fois, n'est pas un hasard) et la proclamation de la République (la grande revendication du "programme démocratique" de 1848?) étaient déjà une révolution et non une relève de la garde accomplie contre la révolution frémissant dans les entrailles de l'Allemagne; elles étaient une révolution, avec tout "*le caractère embryonnaire, insuffisant, incomplet*", avec le "*manque de conscience*" de toute révolution purement politique. La "*lutte pour le socialisme*" ne commence que maintenant, c'est-à-dire lorsque la révolution "*devient une révolution économique*", tendant au bouleversement des rapports économiques, et par là même, et alors seulement, une "*révolution socialiste*". Le socialisme ne s'instaure pas à coups de décrets, fussent-ils promulgués par "*le plus beau gouvernement socialiste*". Ebert est donc, malgré tout, un gouvernement socialiste, et ses mesures sont "*des mesures socialistes*"?

"Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire; là où les chaînes du capital sont forgées, c'est là qu'elles doivent être brisées. Cela seulement est du socialisme, c'est ainsi seulement qu'on peut faire le socialisme. Et quelle est la forme extérieure de la lutte pour le socialisme? La grève. C'est pourquoi nous avons vu que maintenant, dans la deuxième période de la révolution, c'est la phase économique du mouvement qui est passée au premier plan".

Le processus révolutionnaire est donc le suivant: retour aux méthodes de la lutte de classe ouverte et intransigeante; extension des grèves à une échelle toujours plus large, depuis les villes jusqu'aux campagnes; sous l'impulsion de ces grèves, les conseils des ouvriers et des soldats acquièrent "*un tel pouvoir que, lorsque le gouvernement Ebert-Scheidemann ou tout autre gouvernement similaire s'écroulera, ce sera véritablement le dernier acte*". Déduction logique:

"La conquête du pouvoir ne doit pas se faire d'un seul coup, mais de façon progressive, en ouvrant une brèche dans l'Etat bourgeois jusqu'à en occuper toutes les positions et à les défendre pied à pied... Il s'agit de lutter pas à pas, au corps à corps, dans chaque région, dans chaque ville, dans chaque commune, pour arracher morceau par morceau à la bourgeoisie tous les instruments du pouvoir de l'Etat, et les transmettre aux Conseils des ouvriers et des soldats."

La lutte doit, sans doute, être menée avec une intransigeance et une dureté implacables; mais son but n'est pas la destruction du pouvoir d'Etat bourgeois, mais sa destitution, et le moyen qui y conduit c'est de "*miner le terrain, afin de le rendre mur pour le bouleversement qui couronnera notre oeuvre*". La révolution se fait donc "*par en bas*": "*par en bas*" où chaque

patron se dresse face à ses esclaves salariés; “*par en bas*” où tous les organes exécutifs de la domination politique de classe se dressent face aux objets de cette domination, les masses. C'est là, en bas, que nous devons “*arracher pas à pas à ceux qui dominent, leurs instruments de pouvoir et les prendre entre nos mains*”: tâche bien plus difficile que celle des révolutions bourgeoises, “*où il suffisait d'abattre le pouvoir officiel en son centre*”!

Il s'agit là, dans l'ensemble, d'une représentation inversée du processus révolutionnaire: au lieu de la prise du pouvoir politique au niveau central (qui est également, et inséparablement, destruction de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie), comme prémisses de la transformation économique, on a la conquête du pouvoir politique au niveau local, par les moyens de la lutte de classe poussée à son point culminant (la grève générale), comme acte ne faisant qu'un avec le “*bouleversement des rapports économiques*”. Au terme de ce processus, la catastrophe du régime bourgeois se produit comme la chute fracassante d'un arbre, sous lequel on a “*miné le terrain*”. Elle consiste, selon le “Programme” voté au congrès, en ce que les ouvriers “*s'emparent du contrôle de la production et enfin de la direction effective de celle-ci*”. Ce qui revient comme un leitmotiv obsédant dans cette conception des spartakistes, c'est la vision des “*masses prolétariennes qui, de machines sans vie appliquées par le capitaliste au processus de production, apprennent à devenir les gérants [Lenker] pensants, libres, autonomes, de ce processus*”; qui acquièrent “*le sens de leurs responsabilités qui est le propre des membres actifs de la collectivité à laquelle seule revient la possession de toute la richesse sociale*”; et qui, dans et par la lutte, acquièrent les “*vertus socialistes*” de “*l'assiduité sans le knout du patron, du rendement maximum sans les gardes-chiourme du capitaliste, de la discipline sans le joug, de l'ordre sans la soumission*” (en assimilant en outre les “*connaissances et les capacités indispensables pour diriger les entreprises socialistes*”), car sans ces vertus, l'émancipation de la classe ouvrière ne serait pas “*l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*”.

On comprend donc pourquoi le programme de la Ligue Spartakus devenue Parti communiste d'Allemagne ne mentionne ni la guerre civile (avant et après la révolution), ni l'insurrection armée. On comprend pourquoi un chapitre entier sur les trois que comporte le programme est consacré à démontrer que “*la révolution prolétarienne n'a pas besoin d'utiliser la terreur [...] parce qu'elle ne combat pas des individus, mais des institutions, parce qu'elle ne descend pas dans l'arène avec de naïves illusions dont elle devrait venger dans le sang le démenti*”, parce qu'elle n'est pas “*la tentative désespérée d'une minorité pour modeler le monde selon son idéal par la violence, mais l'action des masses gigantesques du peuple, appelées à remplir leur mission historique et à transformer la nécessité historique en réalité*”. On comprend pourquoi la “*dictature du prolétariat*” n'apparaît dans le programme que comme le moyen de “*briser avec une énergie impitoyable et une poigne de fer*” la résistance acharnée et féroce de la bourgeoisie retranchée dans ses innombrables Vendées et aidée par ses consœurs étrangères, c'est-à-dire avec un rôle purement défensif, et pourquoi elle se réduit, de façon générale, à l’“*armement du prolétariat*” et au “*désarmement de la bourgeoisie*”, considérés comme un aspect de la claire vision des buts, de la vigilance et de l'activité toujours en éveil des masses prolétariennes. On comprend pourquoi le parti, en tant que force non seulement agissante, et à plus forte raison éclairante, mais dirigeante, est absent et pourquoi la dictature du prolétariat est identifiée à la “*véritable démocratie*”. On comprend enfin pourquoi, dans sa trop célèbre critique de la révolution d'Octobre, Rosa Luxembourg revendique le partage du pouvoir par tous les partis “*ouvriers*”, ou du moins la liberté pour eux de vivre et de faire de l'agitation. On comprend pourquoi le programme s'achève sur ces célèbres paroles:

“La Ligue Spartakus n'est pas un parti qui voudrait prendre le pouvoir en se servant des masses des travailleurs et en passant par-dessus leur tête. Elle n'est que la partie du prolétariat la plus consciente du but, qui indique à chaque instant aux grandes masses ouvrières leurs tâches historiques, et qui dans chacune des étapes de la révolution représente le but final socialiste et dans chacune des questions nationales, les intérêts de la révolution mondiale [...] La Ligue Spartakus refuse également de prendre le pouvoir pour la seule raison que les

Scheidemann et Ebert ont fait faillite et que les indépendants se sont engagés dans une impasse en collaborant avec eux. Elle ne prendra jamais le pouvoir autrement que portée par la claire et indubitable volonté de la grande majorité de la masse prolétarienne en Allemagne, par l'adhésion consciente de celle-ci aux idées, aux buts et aux méthodes de lutte de la Ligue Spartakus. La victoire de la Ligue Spartakus ne se situe pas au début, mais à la fin de la révolution; elle s'identifie à la victoire des masses gigantesques du prolétariat socialiste”.

Nous sommes revenus au point de départ. La conquête du pouvoir politique central n'est pas ici la prémisses nécessaire, indispensable de la transformation économique (qui est aussi, mais à plus longue échéance, une “*transformation des hommes*”, une révolution des “*consciences*”); elle est le point d'arrivée d'un processus de conquête des leviers de commande politiques mais surtout économiques “*de bas en haut*”, par la force brute de l'action revendicative poussée à son plus haut niveau, la grève générale. Elle ne précède pas la réalisation, nécessairement longue et complexe, du socialisme, mais elle coïncide avec cette réalisation même. Elle exprime l'adhésion complète de la classe ouvrière dans son ensemble aux buts du socialisme; et le parti est le reflet de cette “prise de conscience” globale, et non l'organe de la conquête révolutionnaire préalable du pouvoir politique et de l'exercice dictatorial du pouvoir, en conjonction avec l'élan des masses laborieuses, élan instinctif mais influencé par le travail de propagande, d'agitation et d'encadrement du parti; sinon, la révolution ne serait pas socialiste, puisqu'elle ne serait pas “l'œuvre des prolétaires eux-mêmes”!

Cette introduction peut sembler trop longue. Ce qu'elle montre en réalité, c'est avant tout que la conception “luxembourgeoise” s'écarte radicalement du marxisme restauré par la révolution bolchevique et, déjà, par la lutte théorique du parti de Lénine. Elle est au contraire une convergence (presque un magma) de courants étrangers au marxisme, qui vont du spontanéisme au socialisme d'entreprise, du conseilisme au syndicalisme révolutionnaire, de l'ouvriérisme à l'éducationnisme idéaliste et humaniste. C'est pourquoi il n'y a pratiquement pas de ligne de démarcation, à l'origine, entre le K.P.D. et le courant qui formera plus tard le K.A.P.D., d'une part, entre le K.P.D. et les multiples variantes du syndicalisme ou mieux de l’“unionisme” à la De Leon (y compris dans la version sans parti des I.W.W. ou des “Shop Stewards”) d'autre part.

En deuxième lieu, puisque ce qui nous intéresse n'est pas de rétablir la “vérité historique”, mais de comprendre le “sens” et la direction d'un cycle de la lutte de classe, et d'en tirer les leçons, ces quelques remarques nous permettent de comprendre le point de départ de la parabole ultérieure du mouvement communiste en Allemagne qui, si l'on ne remonte pas aux racines théoriques et politiques, si l'on s'arrête à la surface des choses, au jugement des individus, aux commérages sur les “rivalités pour le pouvoir”, reste incompréhensible.

Nous avons dit qu'il n'y avait pratiquement pas de ligne de démarcation entre le spartakisme et le futur kaapédisme: en effet, le congrès de fondation révéla que si le spartakisme était vulnérable à des influences immédiatistes (terme plus adéquat que celui de “syndicalistes” utilisé à l'époque, y compris par notre courant), d'autres courants qui avaient convergé dans le K.P.D. s'en faisaient les porte-parole sans avoir les “anti-corps” théoriques qui empêchaient Rosa Luxembourg, Léo Jôgisches et d'autres de se laisser emporter: il s'agit, en particulier, des I.K.D. (communistes internationalistes d'Allemagne) de Hambourg et de Brême.

Ces deux groupes, mais surtout le second, avaient une longue tradition de critique radicale non seulement du social-chauvinisme majoritaire, mais même de l'opportunisme kautskien. Dès 1916, mais surtout depuis 1917, ils avaient opposé à la formule spartakiste “*ni scission, ni unité, mais reconquête du parti d'en bas*”, le mot d'ordre de la scission ouverte et immédiate, déplorant vivement l'adhésion, même conditionnelle, du groupe Die Internationale (c'était alors le surnom des Spartakistes) à l'U.S.P.D. Dans cette prise de position, Karl Radek avait joué un rôle essentiel et c'est lui qui les avait amenés plus ou moins officiellement à se ranger dans le camp de la gauche de Zimmerwald. Tout en reconnaissant que les Spartakistes étaient la seule force révolutionnaire ayant survécu au naufrage du mois d'août 1914, et la seule disposant d'un réseau

national au moins embryonnaire, ils éprouvaient une forte méfiance, suscitée par la répugnance des Spartakistes à faire la scission, à l'égard de ces derniers: c'est pourquoi c'est seulement à la conférence des 15-17 décembre 1918 à Berlin que les I.K.D. décidèrent de fusionner avec la Ligue Spartakus, car alors l'obstacle constitué par l'adhésion de celle-ci à l'U.S.P.D. était tombé. Il y eut donc 29 délégués des I.K.D. aux côtés des 83 Spartakistes au congrès de fondation du K.P.D. Ce qu'ils apportaient dans le nouveau parti, c'était d'une part, le prestige d'une intransigeance beaucoup plus ancienne que celle des autres gauches de la social-démocratie, mais aussi le poids d'une idéologie beaucoup plus proche de celle de l'Américain De Leon ou du syndicalisme révolutionnaire des pays latins que du marxisme: culte de la spontanéité "*sans centralisation, et donc sans efficacité*", comme aurait dit Engels (219); opposition masses-chefs, fédéralisme organisationnel (220), exaltation de la "*démocratie ouvrière*" incarnée dans les conseils, accent mis sur la lutte économique aux dépens de la lutte politique, réduction de la fonction du parti à un rôle d'éducation des consciences (et même, dans certains groupes, négation du parti), etc.

Mais malgré les résistances, de Rosa Luxembourg en particulier, devant des formulations de toute évidence étrangères au marxisme, le terrain spartakiste était prêt dans une certaine mesure à en recueillir et à en cultiver le germe dans le climat brûlant de la fin de l'année 1918. C'est ce qu'on peut voir d'après les discussions au sein du K.P.D. sur les trois points suivants: attitude face aux organisations économiques traditionnelles (les syndicats de métier), parlementarisme révolutionnaire, organisation du nouveau parti. En ce qui concerne le premier point, après qu'au nom des I.K.D. Fröhlich eût soutenu la thèse de l'abandon immédiat des syndicats pour des organisations unitaires économique-politiques "*dont la base est constituée par les groupes de nos militants dans les usines*" et que Rosa Luxembourg lui eût opposé la thèse suivante - analogue, mais pour d'autres raisons -: "*Les fonctions des syndicats sont désormais assurées par les Conseils des ouvriers et des soldats et par les conseils d'usine*", la question fut renvoyée à une commission spéciale, le congrès ayant considéré qu'elle réclamait un examen plus approfondi, tout en étant par ailleurs accessible à la démagogie facile du mot d'ordre: "*Hors des syndicats!*". Sur le second point, étant donnée l'aversion commune à l'égard du parlementarisme et la volonté unanime de travailler à sa destruction, la thèse qui l'emporta nettement fut celle de l'abstentionnisme. Celui-ci n'était pas fondé sur les arguments purement marxistes développés à la même époque par notre fraction, mais sur l'éternelle horreur pour les chefs qui foulent aux pieds "*l'auto-détermination des masses*". Sur le troisième point, le Congrès adopta à l'unanimité la motion Eberlein qui faisait reposer la nouvelle structure organisationnelle du parti: 1) "*sur le modèle des conseils d'usine, à partir des groupes communistes constitués en leur sein*"; 2) sur "*la totale autonomie des organisations [locales]*", qui "*ne doivent pas attendre les mots d'ordre d'en haut, mais travailler de leur propre initiative*" ("*la structure du parti ne doit pas être uniformisée*"), la Centrale n'ayant plus qu'un rôle d'"*unification de ce qui se produit en dehors d'elle, et de direction politique et spirituelle*".

Le fond idéologique de cet ensemble de positions (dont nous nous sommes bornés à fournir un schéma, qui serait utilement complété par une étude des théories économiques particulières de Rosa Luxembourg) ne nous est peut-être pas apparu à l'époque aussi clairement qu'il était apparu, dans ses grandes lignes, aux bolcheviks, d'une part parce que nous ne connaissions pas leur vaste littérature, d'autre part parce que les quelques nouvelles qu'on pouvait en avoir en Italie en 1919-1920 étaient obscurcies par les "rectifications de tir" successives. Mais, comme nous allons le voir, nous avons compris quelles graves conséquences pratiques pouvaient en découler, et nous en dénonçâmes les dangers. Il n'est que trop clair qu'un parti constitué tardivement sur des bases aussi peu sûres que le parti communiste allemand ne pouvait que traîner derrière lui un lourd héritage d'incertitudes et même de confusion: sa "base" était combative, mais avait des tendances barricadières; quant à son "sommets", contre lequel se déchaînaient sauvagement toutes les forces de la contre-révolution, dirigées par le gouvernement des socialistes majoritaires (ce que la participation des Indépendants dissimulait à l'extérieur), il restait assujéti à la fascination de l'"unité ouvrière". Mais nous devons nous

arrêter un moment sur ce point, car c'est le seul moyen de comprendre la tragédie du prolétariat allemand dans ce premier après guerre où il mena pourtant des luttes grandioses.

Durant de longs mois, de la fin de 1918 au printemps de 1919, le jeune parti et les masses prolétariennes qui menaient une lutte confuse certes, mais farouche, payèrent de leur sang un tribut plus lourd encore qu'en Finlande et en Hongrie, malgré le cynisme féroce de la réaction après l'échec des tentatives révolutionnaires dans ces pays; et ils le payèrent non pour une révolution achevée, mais pour une révolution que la classe dominante et ses sbires étaient bien décidés à empêcher, et durant ces mois de cauchemar, le jeu macabre qui se reproduira à Budapest et que nous rappelons ici surtout pour les jeunes militants, se répéta continuellement.

Janvier, Berlin. Les mouvements éclatent sous l'égide des Indépendants, pour protester contre la destitution de "leur" préfet de police, Eichhorn. Non seulement le K.P.D. accepte de souscrire à des proclamations communes avec l'U.S.P.D. et les "hommes de confiance" des ouvriers ("révolutionäre Obleute"), mais il entre dans un "Comité révolutionnaire" hybride, oscillant entre un putschisme inconsidéré (directives pour le "combat de rues") et une pratique douteuse de négociations en coulisse avec le gouvernement. De sa propre initiative, Liebknecht accepte même de faire partie du triumvirat de direction avec un indépendant, Ledebour, et un R.O., Scholze, dans l'illusion de pouvoir ainsi renverser le gouvernement et prendre le pouvoir (Rosa Luxemburg déplorera vivement cette initiative, mais seulement parce que la situation n'est pas mûre, non pour des raisons de principe). Le 10 janvier, les représentants spartakistes sortent de ce Comité pompeux et impuissant en dénonçant sa complicité avec l'ennemi. Mais cette date, les mercenaires recrutés par Noske parmi les pires épaves de l'armée prussienne, et auxquels se sont joints des volontaires sociaux-démocrates (221) ont réussi à déloger les manifestants des sièges de journaux (ils avaient occupé seulement des journaux!) en profitant de la défection des Indépendants et de la lassitude des ouvriers désorientés par les mots d'ordre contradictoires. Mais c'est seulement contre les "bandits armés", contre les "fous et les criminels de la Ligue Spartakus" que la féroce flicaille aux ordres du gouvernement se déchaîne sans frein ni scrupule. Fidèles jusqu'au bout à une "spontanéité" des masses, certes héroïque, mais "dépourvue de centralisation" parce que dépourvue de ligne politique, K. Liebknecht et R. Luxemburg tombent victimes d'un double crime perpétré de sang-froid (le plus horrible de ces mois et années cruels) après de terribles tortures.

Février, Ruhr. Après l'éclatement puis la répression par les balles social-démocratiques des tentatives révolutionnaires de Hambourg, Brême, Halle, Düsseldorf, la campagne pour la "socialisation" (!!!) des mines s'ouvre dans la Ruhr. Elle est dirigée de concert par les communistes, les indépendants, et des représentants de la "base" des socialistes majoritaires. Ceux-ci se retirent juste à temps pour laisser le champ libre à la répression féroce de la Reichswehr, que Noske avait reconstituée pour lui confier des fonctions policières exceptionnelles. Peu après, dans la région de Halle, spartakistes, indépendants et majoritaires proclament une nouvelle fois la grève générale pour une "socialisation par en bas" (!!!) et pour la "démocratisation des entreprises": nouvelle désertion des sociaux-démocrates, nouvelles hésitations des indépendants, massacre final des spartakistes.

Mars, Berlin. L'immense vague de grèves reflue de l'Allemagne centrale sur la capitale, où naît un énième comité de grève à trois, dont les majoritaires se retirent rapidement. L'agitation est puissante, mais confuse. Elle est dirigée par les spartakistes et, au début, par les "hommes de confiance" qui finiront par les abandonner. Le comité s'efforce tant qu'il peut d'empêcher que le mouvement ne tombe dans un putschisme aventuriste, mais aux grévistes se mêlent toutes sortes d'épaves, soldats démobilisés, déracinés provenant de la petite ou grande bourgeoisie. Noske s'écrie: "La brutalité et la férocité des Spartakistes qui se battent contre nous me forcent à donner l'ordre suivant: quiconque sera pris les armes à la main et combattant le gouvernement sera fusillé séance tenante", et il lâche ses tueurs sur la capitale. Il y aura de 1.500 à 3.000 morts, parmi lesquels Léo Jögisches.

Avril, Munich. Tandis qu'une "répression simple et sanglante" s'abat encore sur la Ruhr, puis sur la Saxe (avec des séquelles qui se prolongeront jusqu'à la mi-mai), un groupe d'indépendants et de majoritaires en mal de popularité monte la farce atroce consistant à proclamer une République des Conseils en Bavière. Les communistes dénoncent cette ignoble manœuvre démagogique, mais ils cèdent ensuite aux pressions des Indépendants, mêlés à des anarchistes et à des aventuriers de provenance diverse: ils se mettent alors à défendre le "pouvoir des conseils", que leurs alliés se préparent en sous-main à livrer au ministre majoritaire Hoffmann, alors général en chef des forces de répression. Le 1er mai, restés seuls à la tête d'une République des Conseils improvisée par d'autres (222), les Spartakistes seront féroce­ment éliminés.

Avec un superbe mépris de la mort, Eugen Léviné affronte le peloton d'exécution au milieu des hurlements d'une petite bourgeoisie assoiffée de vengeance. Les quelques exécutions d'otages auxquelles le "pouvoir des conseils" a procédé et qui ont frappé les lâches adhérents de la "Société de Thule" (représentants de cette lie raciste qui fera plus tard la fortune du nazisme) fournissent le prétexte d'un énième carnage. Trois mois plus tard, la république soviétique hongroise de Bela Kun tombera, elle aussi victime de "l'unité", simple paravent de la politique de trahison des sociaux-démocrates de gauche, la seule dont ils fussent congénitalement capables.

La hantise de l'"unité prolétarienne" à tout prix coûte cher écrivait "Il Soviet" au sujet des évènements de Munich et de Budapest. Le jeune parti allemand, lui, la paya du sacrifice de ses meilleurs militants, de la désorganisation des survivants et de l'isolement du parti par rapport aux masses qui étaient toujours sur le pied de guerre, mais cruellement décimées et désorientées. Et cette hantise fut d'autant plus forte qu'après le remplacement de Karl et de Rosa par des dirigeants qui n'avaient pas leur trempe révolutionnaire comme Lévi et Zetkin, l'horreur dont la direction du parti avait toujours témoignée à l'égard du "putschisme" (et qui était justifiée en tant que réaction contre la tendance à "jouer avec l'insurrection", comme aurait dit Engels) s'accrut au point de se transformer au cours de l'année 1920 en une renonciation à la perspective même de l'insurrection et en un légalisme timoré et dégradant, qui, par une tragique ironie, ne pouvait que raviver les nostalgies d'unité. Lévi sera exclu en 1921 pour avoir répudié publiquement la scission de Livourne comme "trop à gauche" et dénoncé l'action de mars en Allemagne comme putschiste et téméraire; Zetkin restera, mais ce sera pour se porter garant, en 1926, de la possibilité de construire "le socialisme dans un seul pays", selon les volontés du père des peuples, Joseph Staline.

Cette question n'est ni secondaire, ni anecdotique: on y trouve en germe tout le calvaire du prolétariat allemand et de son avant-garde dans les années suivantes, particulièrement en 1921 et 1923, et dont les répercussions se feront sentir jusqu'à l'accession pacifique du nazisme au pouvoir. Cette attitude typique du parti communiste allemand s'explique par deux traditions héritées de la IIe Internationale, d'une part le spontanéisme et de l'autre ce "fatalisme révolutionnaire" dont parlait Trotsky dans le passage ci-dessus cité. C'est par spontanéisme que ce parti attendait toujours que les masses donnent le signal de l'action, sans jamais s'y préparer lui-même; aussi se retrouvait-il désarmé et désemparé à la première agitation un peu importante des masses, ce qui ne l'empêchait pas de lancer alors les mots d'ordre maximum, comme "tout le pouvoir aux Soviets" pendant le putsch de Kapp (mars 1920) et "dictature du prolétariat" pendant les évènements de mars 1921, quitte à se renfermer à nouveau dans sa coquille parlementaire et minimaliste lors du reflux. Quant au "fatalisme révolutionnaire", toujours selon Trotsky, il amenait le parti à tenir des raisonnements de ce genre: "*la révolution approche [...] elle apportera l'insurrection et nous donnera le pouvoir; quant au parti, son rôle est, dans un tel moment, de faire de l'agitation et d'en attendre les effets*". Les deux facteurs s'unissaient en outre pour engendrer la tendance au légalisme, au gradualisme et, en définitive, à cette espèce de "menchévisme" que, se référant précisément aux évènements de 1923, eux-mêmes épilogue de trop d'évènements analogues et sanglants, Trotsky dénonçait (223) comme la tendance à "*voir sur le chemin de la révolution avant tout les difficultés et les obstacles, et à considérer*

toutes les situations avec l'intention a priori, mais pas toujours consciente, d'éviter l'action" et à se servir du marxisme uniquement pour "justifier l'impossibilité de l'action révolutionnaire", en consacrant les quatre cinquièmes de l'activité du parti à conjurer le "danger putschiste", véritable obsession d'une part et de l'autre, paravent pur et simple de la passivité. Trotsky assimile cette mentalité à celle, opposée en apparence, des "agitateurs superficiels qui ne voient jamais aucun obstacle tant qu'ils ne se sont pas heurté la tête contre un mur, qui sautent par-dessus toutes les difficultés, ont l'art de contourner les obstacles réels à l'aide de phrases habiles, montrent dans toutes les questions un maximum d'optimisme qui, malheureusement, se transforme inévitablement en son contraire dès que l'heure décisive a sonné". Peut-être pensait-il à l'horrible amalgame du maximalisme italien qu'ainsi que Lénine, il avait lui-même trop longtemps pris au sérieux, et cru capable de se convertir? Serrati n'était-il pas la personnification même du déterminisme vulgaire, attendant perpétuellement la "chute inévitable" du capitalisme et pratiquant constamment une politique faite tout exprès pour ne pas y préparer le parti, ou plutôt pour détruire sa préparation? Et Bombacci n'incarnait-il pas le "gauchisme" stérile et irresponsable? Certes, le parti communiste allemand était à cent coudées au-dessus du monstrueux maximalisme italien, et il eut en tout cas le mérite de se battre le moment venu, mais il traînait derrière lui le boulet du "fatalisme révolutionnaire", et c'est cette tendance qui fut son "talon d'Achille" (224).

Le "putschisme" fut liquidé officiellement à la Conférence nationale des 14 et 15 juin à Berlin. Polémique avec les syndicalistes révolutionnaires qui se trouvaient au sein du K.P.D., cette même Conférence affirma la nécessité "pour les exigences de la lutte en ce moment [seulement en ce moment?]: 1° que le prolétariat s'organise en parti politique; 2° que dans le stade actuel [encore!] de la lutte révolutionnaire, l'organisation de ce parti soit rigoureusement centraliste". Le K.P.D. était évidemment en train de se ressaisir sous l'impulsion énergique des bolcheviks. Dans un des magnifiques articles écrits peu avant sa mort, Rosa Luxemburg affirmait en toutes lettres: "L'état actuel du prolétariat berlinois, dépourvu d'une direction et d'un centre d'organisation, ne peut plus durer" ("La démission des chefs", dans "Die rôte Fahne", 11 janvier). Mais la reconnaissance de cette nécessité n'était jamais allée au-delà de l'affirmation que "si la victoire du prolétariat, si le socialisme ne doit plus rester un rêve, les ouvriers révolutionnaires doivent se créer des organes dirigeants capables de guider et d'utiliser l'énergie combative des masses"; elle n'était donc jamais allée jusqu'à reconnaître le rôle central du parti (225) et moins encore d'un parti centralisé. Quant aux dangers du putschisme, il ne fait pas de doute que Rosa Luxemburg en avait une conscience aiguë, et pourtant ce n'est pas à elle, mais à Radek que, non comme individu, mais comme porte-parole du parti bolchevik et de l'Internationale, revient le mérite de les avoir dénoncés. Dès le 9 janvier, il mettait en garde le parti communiste allemand contre le manège des forces convergentes de la contre-révolution, l'adjurant de ne pas se laisser entraîner à prendre la responsabilité de mouvements prématurés dans une situation où "ce ne sont pas les communistes, mais les sociaux-patriotes ou les indépendants qui dominent les conseils des ouvriers et des soldats", et l'invitant, puisque l'action était désormais décidée et qu'il ne pouvait éviter de se battre, à lui donner "le caractère d'une action de protestation", et non d'une attaque insurrectionnelle (226). Seul Radek pouvait rappeler que dans la phase pré-révolutionnaire, de février à octobre 1917, les bolcheviks n'avaient pas eu "à soutenir des combats aussi durs que ceux de janvier... ou l'on sacrifie absurdement tant de vies"; en effet les bolcheviks possédaient des organisations de masse, ils ne se heurtaient pas à des organisations ouvrières devenues "la base de la contre-révolution" et ils n'avaient pas en face d'eux une bourgeoisie encore terriblement puissante comme la bourgeoisie allemande. Aucun représentant de la gauche allemande n'aurait pu faire la prévision lucide de Radek: "La guerre civile en Allemagne [nous aurions dit, avec Lénine: dans tout l'Occident] sera beaucoup plus féroce et destructrice que chez nous en Russie".

C'est cette conscience du danger mortel du putschisme, ainsi qu'une vision théorique supérieure, qui inspira les thèses du Congrès de Heidelberg d'octobre 1919 dont "Il Soviet"

souligna, aussitôt après en avoir pris connaissance, la parfaite orthodoxie marxiste (227), mais qui sont extrêmement éloignées du courant authentiquement luxembourgien.

Dès le début, les “Thèses sur les principes et la tactique communistes” mettent au premier plan la prise du pouvoir et la dictature prolétarienne comme condition de “*la substitution de l'organisation socialiste de la production aux rapports capitalistes d'exploitation*”. Elles affirment qu'à tous les stades qui précèdent la conquête révolutionnaire du pouvoir par le prolétariat, “*la révolution est une lutte politique des masses prolétariennes pour le pouvoir politique*”. Elles confient “*la direction de la lutte révolutionnaire de masse*” au parti. Elles définissent comme “*contre-révolutionnaire le fait de renoncer à s'organiser en parti ou de confiner le parti à une tâche de pure propagande*”; elles réclament “*la centralisation la plus rigoureuse*”, condition pour que le parti puisse accomplir ses tâches historiques en période révolutionnaire (précision restrictive qui est peut-être un écho de nostalgies fédéralistes?), et la revendiquent également pour les organisations économiques (228).

Reconnaissant l'importance capitale des Conseils ouvriers dans le processus révolutionnaire, les thèses affirment que ce ne sont pas des statuts, des règlements électoraux, etc., qui peuvent leur donner vie, mais l'élan des prolétaires en lutte pour la conquête du pouvoir. Elles affirment que les communistes doivent travailler dans les organisations économiques pour les élever au niveau d'instruments de la lutte politique; elles qualifient d'utopie petite-bourgeoise “*l'idée qu'on puisse les produire au moyen d'une formule d'organisation spéciale des mouvements de masse, et donc que la révolution soit une question de forme d'organisation*”.

Les “Thèses sur le parlementarisme” ne laissent aucun doute sur la nécessité d'abattre le parlement en tant qu'organe de domination de la bourgeoisie; elles nient que le parlementarisme soit un moyen pour la conquête et l'exercice du pouvoir de classe du prolétariat, et le suggèrent comme un pur expédient tactique pour élargir l'influence du parti sur les masses au moyen des élections et de la tribune parlementaire.

L'inspiration des thèses sur la question syndicale est également correcte et en accord avec la nôtre. Elles repoussent la théorie syndicaliste, qui propose des organisations unitaires, c'est-à-dire à la fois politiques et économiques, et nie la fonction du parti. Elles réaffirment la nécessité d'élever la lutte économique au niveau d'une lutte politique pour la conquête du pouvoir. Enfin, elles condamnent aussi bien la désertion par les communistes des syndicats dirigés par des opportunistes, qui équivaldrait à abandonner les larges masses au joug impitoyable des forces contre-révolutionnaires, que la prétention des “dissidents” qui constitueront plus tard le K.A.P.D. à former des organisations économiques restreintes sur la base de l'affiliation au parti politique ou, plus généralement, d'une profession de foi idéologique déterminée. Comme on voit, toutes ces thèses annoncent les positions prises plus tard par le IIe Congrès de l'Internationale et s'écartent fondamentalement de la plate-forme du congrès constitutif du K.P.D. On peut regretter seulement l'imprécision de certaines formules comme “*la lutte des masses prolétariennes pour le pouvoir est menée par tous les moyens politiques et économiques*” (formule déjà condamnée par “Il Soviet” dans Le programme des Indépendants). On peut aussi regretter qu'elles justifient le “parlementarisme révolutionnaire” en distinguant les “petits” moyens (précisément la lutte parlementaire pour la propagande contre le parlement) et les “grands” moyens (le boycott du parlement et des élections), car cette distinction rappelle la vieille et absurde dichotomie entre programme maximum et programme minimum. La formule même de parlementarisme révolutionnaire était d'ailleurs non seulement insuffisante, mais dangereuse, comme le rappelle l'article du “Soviet” cité plus haut, car nous devons toujours montrer clairement au prolétariat l'antithèse radicale entre la dictature communiste et la démocratie, qui est “*à la fois le masque et le rempart de la dictature du capital*”.

Mais le meilleur des programmes ne peut suffire pour redresser un parti hétérogène de naissance, et tirillé depuis le début entre des exigences contradictoires à l'intérieur et surtout à l'extérieur. La condamnation du “syndicalisme” sous sa forme la plus idéaliste (dont nous

parlerons à propos du K.A.P.D.) au congrès de Heidelberg avait été correcte et énergique. Mais les sections de Hambourg et de Brème, qui étaient théoriquement confuses et peu orthodoxes, mal définies, mais par ailleurs animées d'un instinct révolutionnaire généreux et sincère, furent invitées à accepter sans discussion les thèses officielles ou à s'en aller. Dans un parti qui avait encore besoin de se former théoriquement, pareil ultimatum incitait à soupçonner la direction d'avoir voulu se débarrasser de contradicteurs gênants pour donner libre cours à une pratique essentiellement légalitaire (soupçon que notre fraction ne manqua pas d'exprimer) (229) et constituait de toute façon un signe d'intolérance... caporalesque, que les bolcheviks furent les premiers à déplorer. De même, la condamnation de l'hypocrisie des Indépendants semblait irrévocable, mais les mois qui suivirent démontrèrent qu'on n'avait pas vraiment assimilé le cri final de Rosa Luxembourg: "Le règlement de comptes avec les scheidemanniens présuppose la liquidation de l'U.S.P.D. qui sert de bouclier protecteur aux Ebert et Scheidemann", et que l'isolement dans lequel une persécution féroce enfermait chaque jour davantage les Spartakistes ravivait - du moins au "sommet" - le vieux regret d'avoir rompu avec l'U.S.P.D. Le centralisme est un des piliers de la doctrine communiste; mais le fait que la Centrale allait l'adopter après une longue tradition à demi-fédéraliste et sans une préparation sérieuse au sein du parti pouvait bien faire penser qu'elle voulait surtout avoir les coudées franches pour manœuvrer en direction des "cousins" indépendants. C'est une chose compréhensible que, persécuté, décimé, réduit à un minimum de contacts avec les masses encadrées dans les deux partis sociaux-démocrates et dans leurs gigantesques syndicats, le K.P.D. ait souffert de son isolement. Mais c'est par contre une chose monstrueuse qu'il en ait tiré des conclusions comme celles qui s'exprimeront, quelque temps plus tard, dans le rapport de Lévi à Moscou: *"De tout ceci, nous tirons la même leçon que le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste a tirée pour les prolétaires de tous les pays [!]: dans des périodes révolutionnaires où les masses se radicalisent, contrairement aux périodes où le processus de transformation dans un sens révolutionnaire est plus lent et plus pénible, il est avantageux [!] pour les groupes d'opposition radicaux et communistes de rester dans les grands partis, pourvu qu'ils aient la possibilité de se montrer à visage découvert et de mener leur agitation et leur propagande sans obstacles. Aujourd'hui, le problème le plus important pour le développement du prolétariat en Allemagne dans un sens révolutionnaire est de savoir comment arracher à la direction de l'U.S.P.D. les masses révolutionnaires militant dans ses rangs qui sont profondément communistes et ont déjà livré des centaines de combats. Ce problème ne se poserait pas si le Spartakusbund [et ici Lévi regrette que cela ne se soit pas produit malgré l'avis de Jögisches] avait utilisé la possibilité qu'il avait de continuer à développer son activité au sein de l'U.S.P.D."* (230).

Il était juste de condamner l'abandon des syndicats traditionnels, c'est-à-dire des grandes masses organisées, et leur remplacement par des "unions" sur la base étroite d'une affiliation même générale aux idées communistes. Mais, contrairement à ce que feront les thèses du IIème Congrès de Moscou, les thèses de Heidelberg ne faisaient même pas allusion au fait que, pour reprendre nos paroles de l'époque (231), "dans certains cas, la corruption des chefs réformistes peut atteindre un niveau tel qu'il devient nécessaire d'abandonner à lui-même un organe qui est déjà pourri", comme par exemple l'énorme confédération syndicale allemande dirigée par les réformistes. Et cela était une lacune grave.

La... bolchévisation du K.P.D. était donc peu solide, et le fameux putsch de Kapp-Lüttwitz des 13-17 mars 1920 ne le prouva que trop. On sait que ce coup de main, oeuvre des partisans du Kaiser et du pouvoir des junkers et donc mal vu de la grande bourgeoisie elle-même, échoua misérablement grâce à la grève immédiate des ouvriers, d'une part, et à la ferme décision des syndicats de sauver la jeune République de Weimar, d'autre part, dans une situation qui ressemblait, surtout dans la Ruhr, à la veille d'une guerre civile. Or la Centrale du parti communiste (il est vrai que Lévi était en prison) fit preuve d'abord d'une regrettable passivité, et ensuite d'une incroyable précipitation dans l'action. Elle commença par déclarer que la querelle entre république et monarchie n'intéressait pas directement les ouvriers (mais la question était bien plus vaste: derrière Kapp-Lüttwitz se tenaient les corps francs décidés à en finir avec

l'“insubordination” chronique du prolétariat allemand!); elle commença aussi par mettre en garde contre les dangers d'une grève générale que la classe ouvrière aurait raison de déclencher et déclencherait sûrement “dans les circonstances et avec les moyens qu'elle jugerait les plus opportuns” (comme s'il était toujours possible à la classe opprimée de choisir le bon moment pour agir, et comme si on ne devait recourir à la grève générale que pour les objectifs politiques finaux!); ensuite, sous la pression de la formidable levée en armes de la classe ouvrière, elle opéra un tournant à 180° en mobilisant les ouvriers sur le mot d'ordre “*tout le pouvoir aux Conseils!*”, comme si le problème était d'abattre l'Etat bourgeois, de but en blanc et sans aucune préparation, et non de se défendre par les armes. Le candidat à la dictature, Kapp, s'enfuit sur le conseil des industriels eux-mêmes: “*L'unanimité est si grande au sein de la classe ouvrière, lui avait dit Ernst von Borsig (232) qu'il est impossible de distinguer les meneurs des millions d'ouvriers qui ont quitté le travail.*” Le mandarin syndical n°1, Legien, sensible à l'état d'esprit des ouvriers, décida alors de prolonger la grève jusqu'à ce que le gouvernement de ses compères sociaux-démocrates ait donné de sérieuses garanties de réforme: avant tout, éliminer Noske, et prendre des mesures énergiques pour prévenir les attaques contre la république et contre les associations politiques et économiques du prolétariat. Pour renforcer et concrétiser ces revendications, Legien se fit le promoteur auprès de l'U.S.P.D. de la constitution d'un “gouvernement ouvrier” où devaient être représentés les trois partis issus du vieux tronc de la social-démocratie d'avant-guerre, ainsi que les syndicats.

C'est à partir de ce moment que le magnifique prolétariat allemand, qui s'est lancé à corps perdu dans la lutte dans tous les centres industriels, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, assiste désorienté à un pénible carrousel d'ordres et de contre-ordres, de manœuvres et de contre manœuvres, d'avances et de reculs. L'U.S.P.D., pour ne pas perdre la face à gauche et pour ne pas se brûler à droite, repousse la proposition qu'on lui fait de participer au gouvernement. Les délégués du K.P.D., en particulier W. Pieck (premiers pas... glorieux d'une future gloire stalinienne) se déclarent “*disponibles*”, mais ils sont aussitôt démentis par la Direction qui affirme n'avoir “*jamais soutenu la proposition de former un gouvernement de coalition avec les syndicats et les Indépendants*”. Le soir du 22 mars, ces derniers, tout en répétant qu'ils ne veulent pas assumer de charges ministérielles, proclament que les contre-propositions “*pacificatrices*” du nouveau cabinet social-démocrate, le cabinet Müller, sont acceptables, et ils votent pour la cessation de la grève ce qui d'ailleurs se produira (plus subtile, la prétendue “gauche” suggère qu'elle soit “interrompue”!). Mettant fin au jeu de bascule entre la léthargie et la politique de conciliation, le K.P.D. invite les ouvriers à dénoncer la trahison social-démocrate et à poursuivre la grève. Le jour suivant, cependant, il annonce que, puisque “*les bases objectives pour la dictature du prolétariat*” font défaut, et qu'il est nécessaire d'abord de travailler à la conquête des masses laborieuses au communisme, il considère comme “*de la plus grande importance [...] une situation où on puisse utiliser la liberté politique sans limites ni interdictions, et où la démocratie bourgeoise n'ait pas la possibilité [!!!] d'agir comme la dictature du capital*”. S'inspirant de ces considérations... stratégiques, le K.P.D. déclare qu'il considère “*la formation d'un gouvernement social-démocrate dont seraient exclus les partis capitalistes-bourgeois, comme une condition pour l'action autonome des masses et pour qu'elles se préparent à exercer la dictature prolétarienne. Il pratiquera [donc] à l'égard de ce gouvernement une opposition loyale, tant que celui-ci fournira les garanties nécessaires pour l'entrée en fonction des masses, tant qu'il combattra [attends toujours] la contre-révolution bourgeoise par tous les moyens à sa disposition, et ne s'opposera pas au renforcement social et organisationnel de la classe laborieuse*”. Enfin le K.P.D. ajoute que “*par opposition loyale il entend la renonciation à préparer une action violente, tout en gardant bien entendu sa liberté d'agitation politique pour ses propres buts et pour ses propres mots d'ordre.*” (233)

Cette déclaration, qui remplit d'horreur Paul Lévi lui-même dès qu'il l'apprend dans sa prison, provoque une tempête d'indignation dans le parti. Ayant les mains libres, le gouvernement social-démocrate offre à la Reichswehr de von Seeckt l'occasion de prendre sa revanche en éteignant par la force les foyers insurrectionnels dans la Ruhr et ailleurs, et en

versant à nouveau le sang des prolétaires malgré les scandaleux accords de... pacification de Bielefeld (234) et les efforts des dirigeants communistes locaux et centraux pour empêcher les manifestants d'aller trop loin (mais, dans de telles conditions, la répression se déchaîne aussi, et peut-être surtout, si on se tient tranquille!). Attaqués par les majoritaires, trahis par les indépendants, désorientés par les spartakistes, les ouvriers finissent par céder les armes au bout de quelques jours. C'est maintenant aux tribunaux de guerre de jouer!

Ces tristes événements suscitent dans le parti une kyrielle de récriminations, d'accusations, de défections. Peu de militants comprennent qu'en réalité le mal vient de plus loin. Dans une violente philippique, Radek écrit - et il n'a pas tort - que *“l'antiputschisme [des dirigeants du parti] les a conduits à une sorte de quiétisme: de l'impossibilité, démontrée expérimentalement en 1919, de conquérir le pouvoir en Allemagne, ils ont déduit, en mars 1920, l'impossibilité de l'action en général, conclusion qui était déjà fausse l'année dernière”*. (235) Peu après, au IV^e Congrès du K.P.D., il les accuse d'avoir agi en *“raisonneurs plutôt qu'en combattants”*, en substituant au *“crétinisme parlementaire”* social-démocrate une sorte de *“crétinisme gouvernemental”*, une variante communiste du *“possibilisme”*. Quelques jours plus tard, bénéficiant d'une gloire imméritée pour n'avoir pas participé à la déplorable manœuvre, les *“extrémistes”* naguère expulsés au congrès de Heidelberg se constituent en Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.). C'était la fin d'un cycle. Un autre plus heureux allait-il commencer?

Comme d'ailleurs toute la presse socialiste en Italie, *“il Soviet”* n'avait pu suivre les tragiques événements de mars qu'avec retard et de seconde main. Mais il avait aussitôt dénoncé la trahison des majoritaires et des Indépendants réunis, et tout en étant d'accord avec les thèses votées par le K.P.D. à Heidelberg cinq mois auparavant, il n'avait pas manqué de déplorer les incertitudes, les oscillations, les tendances légalistes de la centrale du Parti. Le 28 mars il s'était demandé: *“Spartacus parviendra-t-il à se relever, à travers la réaction ouvertement militariste, contre la réaction des renégats du socialisme? Le prolétariat allemand vengera-t-il ses morts héroïques de janvier 1919?”*. Mais il avait aussitôt ajouté que *“une fois encore les socialistes indépendants, avec leur attitude équivoque d'oscillation, ont trahi la cause de la révolution”*, et il en avait tiré une confirmation de notre vieille thèse qui affirmait que *“malgré leur programme hypocrite, que beaucoup prennent pour un programme communiste, les centristes sont toujours les fauteurs du régime bourgeois et méritent plus de méfiance encore que les majoritaires”* (236): il n'y avait donc aucune raison de regretter, comme le faisaient à tout bout de champ les maximalistes de l'*“Avanti!”* et de *“Comunismo”*, *“la scission entre ces girouettes notoires et nos héroïques camarades communistes.”* Le 23 avril, il avait reproduit un article de la revue viennoise *“Der Kommunismus”*, qui stigmatisait l'absurde *“combinaison de négociations, de grève et d'armement”* dont l'U.S.P.D. s'était fait le porte-parole dans la dernière phase de l'affaire Kapp-Lüttwitz. et qui avait arrêté définitivement le destin de ce grandiose mouvement ouvrier. Le 16 mai, tout en justifiant la prudence avec laquelle les spartakistes avaient agi dans une situation grosse de poussées chaotiques et de velléités incontrôlées, *“Il Soviet”* avait fait sienne la critique de Bela Kun à la Centrale. En effet *“bien que préparer la révolution ne signifie pas avoir toujours les armes à la main, cela implique cependant qu'on se tienne constamment sur le terrain de la lutte, ce qui a à son tour pour conséquence la construction de l'organisation et la disposition à prendre les armes à tout moment. “Aucune préparation d'actions violentes” signifie qu'on renonce à la préparation révolutionnaire”*. Enfin, écrivant de Berlin, étape sur la route de Moscou, notre délégué au II^em Congrès de l'I.C., tout en réitérant les critiques de fond faites par notre fraction au jeune K.A.P.D., ne taira pas pour autant son jugement sévère sur la passivité du parti communiste et sur ses dangereuses tendances parlementaristes. (N^o du 11 juillet.)

Si nous nous sommes arrêtés si longuement sur cet épisode, c'est qu'il aura des répercussions à long terme. Toute l'histoire du K.P.D. dans les mois et même dans les années suivantes, portera les stigmates de la fragilité et de l'incohérence héritées de sa naissance tardive, avec de

brusques passages de la passivité à l'ultra-activisme, de la praxis parlementaire et légaliste à la découverte d'une "théorie de l'offensive" basée sur une appréciation abstraitement économiste de la crise du capitalisme allemand et du capitalisme mondial en général, du lancement de propositions d'action commune à l'U.S.P.D. au refus de l'action commune même dans les luttes revendicatives et au sein des syndicats. Les pires innovations tactiques du K.P.D. (lettres ouvertes, fronts uniques, appui à des gouvernements soi-disant ouvriers) finiront par contaminer l'Internationale elle-même, accentuant la crise de celle-ci et l'alimentant au fur et à mesure. Quant au principe du centralisme et de la discipline, qui avait été hâtivement plaqué sur la vieille souche spontanéiste et fédéraliste et ne se rattachait pas à de solides positions programmatiques, tantôt il servira de couverture à des manœuvres équivoques (y compris à une sorte de "national-bolchevisme", qui, d'abord condamné dans le K.A.P.D., sera ensuite adopté par ses propres censeurs), tantôt il sera violé par les innombrables coteries de nature contingente et personnelle plutôt que théorique et politique, dont le K.P.D. donnera le triste spectacle jusqu'au moment où il se précipitera dans les bras accueillants du stalinisme. (237)

Devant ce véritable désastre, qui devait peser sur tout le mouvement communiste mondial, il faut constater avec amertume que nous n'avons que trop raison et que nous n'étions que trop réalistes quand nous répétions obstinément qu'une sélection véritablement "chirurgicale" des jeunes sections de l'Internationale, et surtout de celles de l'Europe centrale, aire cruciale pour la révolution, était nécessaire. A la fin de l'année 1920, au nom d'une illusoire "conquête des larges masses", le K.P.D. accueillera dans son fragile bateau la "gauche" (devenue d'ailleurs la majorité!) de l'U.S.P.D. quitte, un an après, à devoir en rejeter une grande partie par-dessus bord comme un lest encombrant. Mais la voie que suit un parti n'a rien à voir avec celle d'un navire. Les fusions faites et défaites, les zigzags tactiques, les tournants programmatiques peuvent apparemment redresser la proue du vaisseau à la dérive, mais ils ne peuvent pas empêcher que l'équipage en soit désorienté et déçu, que la discipline nécessaire se relâche, que ceux qui le suivent s'éloignent, et que la proue elle-même finisse par aller dans une mauvaise direction. La rigueur est une condition d'efficacité à condition de ne pas être une rigueur formelle et "administrative", mais une continuité dans l'action et une cohérence dans la poursuite d'un but propre. C'est une leçon que nous tirions dès cette époque, et que nous devons aujourd'hui nous mettre dans la tête et dans le cœur pour qu'elle ne soit pas perdue une fois de plus!

11 - La confirmation historique de la fonction de la social-démocratie

L'analyse critique que nous avons développée ici en entrant dans le détail plus qu'on ne pouvait le faire à l'époque, n'est pourtant pas une analyse posthume: l'épisode de Kapp-Lüttwitz suscita des polémiques et des réexamens théoriques et tactiques non seulement dans la direction de l'Internationale ou dans notre Fraction, mais aussi dans des partis et courants en Autriche, Hollande, Hongrie, et bien sûr en Allemagne. Lénine en parla également dans la "Maladie infantile", et il est intéressant de le citer pour montrer à quel point les reconstructions des historiens peuvent être jésuitiques, lâches et mensongères. Lénine dit (Appendice II) qu'il est parfaitement juste sur le plan théorique de constater qu'à un certain moment il manque les bases objectives pour l'instauration de la dictature du prolétariat, et tout aussi juste, sur le plan tactique, d'annoncer publiquement qu'on renonce, dans ce stade bien précis de la lutte, à abattre par la violence le gouvernement en place et à détruire l'appareil d'État. Mais il ajoute aussitôt:

"Si l'on ne doit pas s'arrêter aux inexactitudes de détail dans la formulation, il est cependant impossible de passer sous silence le fait qu'on ne saurait appeler "socialiste" (dans une déclaration officielle du parti communiste) un gouvernement de social-traîtres; qu'on ne saurait parler de l'exclusion des "partis capitalistes bourgeois", puisque les partis de Scheidemann et de MM. Kautsky-Crispien sont des partis démocrates petits-bourgeois; qu'on ne saurait enfin écrire des choses telles que le paragraphe 4 de la déclaration [du 23 mars où il est dit: "Un

état de choses où la liberté politique puisse être utilisée sans limites et où la démocratie bourgeoise ne puisse pas agir en qualité de dictature du capital aurait du point de vue du développement de la dictature du prolétariat une importance considérable pour la conquête ultérieure des masses prolétariennes au communisme”. Un tel état de choses est impossible. Les chefs petits-bourgeois, les Henderson allemands (les Scheidemann) et les Snowden allemands (les Crispian), ne sortent pas et ne peuvent pas sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, laquelle à son tour ne peut être qu'une dictature du capital. Du point de vue des résultats pratiques que le C.C. du K.P.D. se propose, à juste titre, d'atteindre, il ne fallait pas du tout écrire ces assertions fausses en leur principe et politiquement nuisibles (238). Il suffisait de dire, pour être poli à la façon parlementaire (notez l'ironie!): tant que la majorité des ouvriers des villes suit les indépendants, nous, communistes, ne pouvons pas empêcher ces ouvriers de se débarrasser de leurs dernières illusions démocratiques petites-bourgeoises (c'est-à-dire aussi capitalistes, bourgeoises) en faisant l'expérience de “leur” gouvernement. Il n'en faut pas plus pour justifier un compromis (239) qui est réellement nécessaire et qui doit consister à renoncer pour un temps aux tentatives de renverser par la force un gouvernement auquel la majorité des ouvriers des villes fait confiance”; ce qui signifie laisser que “leur gouvernement “pur”, accomplisse de la façon la plus “pure” ce travail de “purification” des écuries d'Augias du socialisme, de la social-démocratie et autres formes de social-trahison”, c'est-à-dire “révèle dans la pratique à quel point ces gredins de Scheidemann et ces philistins de Kautsky-Crispian [...] mystifient les ouvriers”.

Et c'est dans ce même passage, disons-le entre parenthèses, que Lénine définit les chefs indépendants - d'une façon tout à fait semblable à la nôtre dans les mêmes circonstances - comme “des démocrates petits-bourgeois pleurards, mille fois plus dangereux pour le prolétariat s'ils se déclarent partisans du pouvoir des Soviets et de la dictature du prolétariat, car dans la pratique, ils ne manqueront pas de commettre, à chaque instant difficile et dangereux, une trahison”.

Et pourtant il se trouve toujours des historiens, y compris des érudits comme le solennel Carr et le troskyste Broué, pour présenter Lénine soit comme celui qui a avalisé la déclaration d'“opposition loyale” des camarades allemands, soit comme celui qui a frayé la voie à la malheureuse formule d'un “gouvernement ouvrier” qu'il aurait fallu appuyer plus ou moins de l'extérieur, alors que précisément dans la “Maladie infantile” il en montre sans ambages toute l'inconsistance!

Voici ce que nous écrivions, quant à nous, dans nos “Thèses de Rome” (1922), si critiquées pour leur “talmudisme” et leur sectarisme, et nous défions les philistins d'y trouver la moindre différence avec les paroles de Lénine, si ce n'est celle d'offrir moins de prise aux spéculations:

“Si l'avènement d'un gouvernement de la gauche bourgeoise ou même d'un gouvernement social-démocrate peut être considéré comme un pas vers la lutte finale pour la dictature du prolétariat, ce n'est pas dans le sens qu'il fournit des bases économiques ou politiques utiles, et moins encore qu'il accorde au prolétariat une plus grande liberté d'organisation, de préparation et d'action révolutionnaires [...]. C'est dans un tout autre sens que l'avènement de ces gouvernements peut être utile: à savoir dans la mesure où leur œuvre constituera pour le prolétariat une expérience réelle lui permettant de conclure que seule sa propre dictature peut provoquer la défaite du capitalisme. Il est évident que le parti communiste ne sera en mesure d'utiliser efficacement cette expérience qu'autant qu'il aura dénoncé par avance la faillite de ces gouvernements et conservé une solide organisation indépendante autour de laquelle le prolétariat pourra se regrouper lorsqu'il se verra contraint d'abandonner les groupes et les partis dont il avait initialement soutenu en partie l'expérience gouvernementale”. (240)

D'autre part, reconnaître et illustrer les insuffisances, les erreurs, les effrayants zigzags du parti allemand, et en voir la racine au-delà des événements contingents de tel mois ou de telle année, ne veut pas dire qu'on en attribue la cause uniquement à des facteurs internes ou, comme

on dit, subjectifs; ceux-ci sont, en effet, inséparables d'un ensemble de facteurs matériels, ils en sont le produit autant qu'une des causes. Cela ne veut pas dire non plus qu'on diminue l'héroïque fermeté de militants qui, même s'ils se sont trompés de ligne de tir, se sont battus sans compter, et dans des années extrêmement dures. Cela ne veut pas dire non plus s'abandonner à de vaines hypothèses, en se demandant ce qu'aurait été le parti s'il avait pu disposer jusqu'au bout de la direction de Luxembourg, Liebknecht, ou Jögisches. Le nœud de la question est ailleurs, et il est vital pour la compréhension générale des problèmes de la tactique communiste. Quand on a fait la part des déterminations objectives, il reste à bien comprendre - comme le dira Trotsky - que *“la réalité ne pardonne aucune erreur théorique”*. Une fois commises et traduites en action, ces erreurs deviennent des faits objectifs, durs comme des rocs, qui conditionnent ceux qui y sont tombés et qui s'en apercevront peut-être un jour ou l'autre, mais de toute façon trop tard. Pire encore, elles ont le pouvoir de polariser autour d'elles des hommes et des groupes qui par tradition sont déjà enclins à ne pas les reconnaître pour des erreurs. Les individus, en soi, ne comptent pas; mais ce n'est pas un hasard, justement parce qu'il s'agit d'un phénomène social objectif, si les tactiques, comme les situations, se choisissent leurs instruments, leurs machines-hommes; ce n'est pas un hasard si un Lévi a déploré la scission de Livourne et s'il a honteusement dénoncé comme aventuristes, au cours même de la lutte, les combattants de mars 1921; ce n'est pas un hasard si les rares militants qui en 1920 s'étaient opposés aux manœuvres du type “opposition loyale”, ceux-là même qui formeront plus tard la douteuse gauche de R. Fischer et de Maslow, ont dans les années suivantes accepté le mot d'ordre de l'appui extérieur ou même intérieur aux gouvernements “ouvriers” de Saxe et de Thuringe, en en déplorant seulement la... technique d'application. Personne, dans le K.P.D., ne comprit jamais - si tenace était le vieux fétichisme de l'“unité” - la leçon que la Gauche italienne avait déjà tirée de la dure réalité des années 1918 et 1919 et qu'elle condensa en 1921 dans l'article “La fonction de la social-démocratie”, désignant par ce terme aussi bien le centre que la droite.

Nous en reproduisons ci-dessous les passages les plus importants, car ils sont une leçon valable pour tous les pays où “le régime typiquement démocratique existe depuis longtemps, et même est entré dans une phase de décadence après avoir épuisé sa vie historique”, et où par conséquent “pour nous, il ne peut y avoir d'autre passage révolutionnaire du pouvoir que des mains de la bourgeoisie dominante à celles du prolétariat, de même qu'on ne peut concevoir d'autre forme de pouvoir prolétarien que la dictature des conseils”. Cette leçon, c'est que:

“La social-démocratie a une fonction spécifique dans ce sens qu'il y aura probablement, dans les pays occidentaux, une période où les partis sociaux-démocrates iront au gouvernement, seuls ou en collaboration avec des partis bourgeois. Mais là où le prolétariat n'aura pas la force de l'éviter, un tel intermède ne représentera pas une condition positive, une condition nécessaire de l'avènement des formes et des institutions révolutionnaires, une préparation utile à celles-ci: ce sera au contraire une tentative désespérée de la bourgeoisie pour diminuer et dévier la force de choc du prolétariat et, au cas où il resterait à la classe ouvrière assez d'énergie pour oser se révolter contre le légitime, l'humanitaire, le bon gouvernement social-démocrate, pour l'écraser impitoyablement sous les coups de la réaction blanche [...]. Quant aux propositions tactiques tortueuses de prétendus communistes passés de l'autre côté de la barricade, et qui consistent à favoriser l'accession des sociaux-démocrates au pouvoir, non seulement elles montrent une totale incompréhension des problèmes tactiques tels que la méthode marxiste les pose, mais elles dissimulent à leur tour un piège encore plus dangereux. Il faudra détacher le prolétariat des hommes et du parti destinés à remplir la fonction contre-révolutionnaire de la social-démocratie en séparant par avance les responsabilités de la façon la plus tranchée. Naturellement, cela découragera ces hommes et ces groupes et retardera le moment où ils accepteront l'invitation de la bourgeoisie à assumer le pouvoir; et il sera bon qu'ils ne s'y décident qu'à la dernière extrémité, lorsque même cette manœuvre sera impuissante à enrayer le processus de décomposition de l'appareil d'État bourgeois. [Telle était et telle est, pour nous, la condition - et la limite - de l'utilité possible d'une expérience social-démocrate que nous subissons. Mais nous sommes plus que certains

qu'il en était de même pour Lénine.] *Nous savons que la bataille finale sera presque certainement livrée à un gouvernement d'ex-socialistes; mais notre tâche n'est nullement de leur faciliter l'accession au pouvoir: elle est ou contraire de préparer le prolétariat à l'accueillir d'emblée comme une "déclaration de guerre" et non comme une promesse de trêve dans la lutte des classes et un début de solution pacifique des problèmes de la révolution. Or on ne peut préparer les masses à cela qu'à condition d'avoir par avance dénoncé devant elles le mouvement social-démocrate, ses méthodes, ses desseins, si bien que ce serait une erreur colossale de sembler consentir à une expérience de gouvernement social-démocrate. Pour toutes ces raisons, nous disons que la tactique révolutionnaire doit être fondée sur une expérience non seulement nationale, mais internationale, et que le martyre des prolétaires de Hongrie, de Finlande et d'autres pays devrait suffire à épargner aux prolétaires d'Occident, grâce à l'œuvre infatigable des partis de l'Internationale communiste, la nécessité d'apprendre à leur tour au prix de leur sang quelle est la véritable fonction de la social-démocratie dans l'histoire. La social-démocratie tentera fatalement de suivre sa voie jusqu'au bout, mais les communistes doivent se proposer de la lui barrer le plus tôt possible, et avant qu'elle ne soit parvenue à planter le poignard de la trahison dans les reins du prolétariat'* (241)

Malheureusement, non seulement le parti allemand n'assimila pas cette leçon, mais les débats animés de son 4e Congrès montrèrent, d'une part, que le quiétisme parlementaire et légaliste sous couvert d'anti-putschisme était loin d'être dépassé et que, d'autre part, le problème dominant au sein du parti tendait de plus en plus à devenir, malgré les protestations de certains délégués en contact avec la dure expérience de la lutte à Hambourg et dans la Ruhr, celui de la récupération d'une "gauche" indépendante qu'on couvrait de louanges alors qu'au 3e Congrès (Karlsruhe, 25-26 février) on l'avait condamnée pour sa capitulation face à la droite qui avait ouvertement trahi (242). La fusion du K.P.D. avec la gauche du parti indépendant, qui se réalisa au cours de l'automne qui suivit le Congrès de Halle, et que notre fraction de Gauche communiste déplora comme un dangereux précédent de relâchement des conditions d'adhésion à l'Internationale Communiste (243) était dans l'air dès le mois d'avril: l'obsession de l'unité a la vie dure!

12 - Le K.A.P.D., ses théoriciens Pannekoek et Gorter, et nous

Un des aspects caractéristiques du mouvement ouvrier allemand a été sa fragmentation en plusieurs noyaux urbains puissants et concentrés, mais relativement isolés les uns des autres. Cette situation, bien différente de celle de la France par exemple, résultait de l'absence d'une capitale politique unique: sans doute Berlin était-il un pôle de forte concentration ouvrière, mais beaucoup moins que Paris au XIXe siècle et Petrograd au début du XXe. En revanche, elle attestait que la grande industrie capitaliste avait pénétré l'Allemagne par tous ses pores. Enracinée dans toute l'histoire antérieure de l'Allemagne, donc, cette caractéristique se manifesta en 1919 par la formation de foyers révolutionnaires vivaces et par la naissance de Communes embryonnaires vite écrasées, un peu partout dans le pays. Mais avant et pendant la guerre, elle s'était déjà reflétée dans la constitution d'une myriade de groupes relativement autonomes au sein du S.P.D., dont la pire conséquence fut que les forces qui auraient pu exprimer l'élan et la combativité des masses prolétariennes poussées à la lutte sociale par le conflit impérialiste et la crise qui suivit eurent tendance à théoriser cet état de fait négatif.

Dans un sens, donc, la prolifération d'immédiatismes soi-disant de gauche en 1919-1920 fut le reflet d'un localisme objectif impuissant à briser ses propres limites pour parvenir à une vision globale des problèmes de la révolution prolétarienne, et les spartakistes en ressentirent eux-mêmes les effets, quoiqu'à un degré bien moindre, ce qui rendit leur position beaucoup plus forte. Le prétendu radicalisme de gauche qui suscita le K.A.P.D. en avril 1920 avait pour centres Hambourg, Brême, Berlin et Dresde; dans le cadre d'une vision générale de type syndicaliste, il

présentait une multitude de nuances qui étaient autant de sources de conflits et de scissions futurs ou imminents.

La caractéristique commune qui sautait alors aux yeux (et sur ce point, Lénine n'en savait guère plus que notre Fraction) était la tendance de tous ces groupes à chercher dans des formes d'organisation économique immédiate supposées exprimer directement, sans intermédiaires déformants, la volonté de l'ensemble de la classe ouvrière la clé de la victoire contre l'opportunisme, le moyen infaillible d'amener les ouvriers sur le front de la révolution et donc le secret du triomphe final du prolétariat sur le capitalisme. Ces formes avaient beau être, pour les uns, les conseils d'usine (Betriebsräte), pour les autres, des syndicats d'industrie au lieu des traditionnels syndicats de métier, et pour d'autres encore, des "Unions" (Unionen) supposées "dépasser" l'opposition entre lutte économique et lutte politique à la façon de l'"One Big Union" des I.W.W., elles avaient toutes en commun une structure fédéraliste, afin d'éviter l'odieuse dictature des chefs, c'est-à-dire le danger d'un étouffement de la "volonté des masses" par une clique légiférant "d'en haut" (Führerschaft).

La question de la révolution était donc réduite à une "question de formes d'organisation" - et de plus, de formes économiques - considérées comme révolutionnaires par elles-mêmes, précisément parce qu'il s'agissait d'organisations immédiates, calquant fidèlement la volonté de lutte et la "conscience" de classe du prolétariat. Celui-ci n'était donc pas "séparé" pour ainsi dire de lui-même à cause de la médiation du parti, dont certains groupes niaient la fonction, alors que d'autres la réduisaient à "éclairer" théoriquement les masses et à faire un travail de propagande intellectuelle, et que d'autres, enfin, la repoussaient avec horreur. C'est de là que dérivait les manifestations les plus frappantes du "gauchisme" allemand: le mot d'ordre de sortir des syndicats traditionnels, considérés comme des organismes bureaucratiques, et donc contre-révolutionnaires par nature, et du parlement, considéré comme le temple non tant du mensonge démocratique, que de la suprématie des "dirigeants" sur les "dirigés", de ceux qui guident (les "Führer" parlementaires d'une part, les "Bonzen" syndicaux de l'autre) sur ceux qui sont guidés, c'est-à-dire justement comme la négation de la "démocratie", fût-elle "ouvrière"; la surestimation de la lutte économique aux dépens de la lutte politique, la lutte économique étant considérée comme un processus graduel (bien que violent dans chacune de ses étapes) de conquête du mécanisme productif à sa "source", c'est-à-dire à l'usine; l'oubli de cette thèse marxiste fondamentale, et que nous avons toujours réaffirmée, qu'*avant d'être un processus de transformation sociale, la révolution prolétarienne est, dans sa phase aiguë, une lutte pour le pouvoir entre la bourgeoisie et le prolétariat, lutte qui culmine dans la constitution d'une nouvelle forme d'État dont les conditions sont l'existence des conseils prolétariens comme organes politiques, et la suprématie du parti communiste dans ces conseils*", et que ce passage historique décisif présuppose pour sa réalisation une "action centralisée et collective dirigée par le parti sur le terrain politique", par "le parti marxiste, fort et centralisé", comme le dit Lénine (244). Reflet d'une fragmentation objective du mouvement ouvrier, l'immédiatisme aggravait donc cette fragmentation en la théorisant comme un facteur de force alors qu'elle était un facteur de faiblesse.

Ce serait une erreur de croire que ce courant n'exprimait qu'une révolte exaspérée face à la trahison social-démocrate pendant la guerre et, donc, l'après-guerre: bien plus que d'une déviation, il s'agissait d'un courant radicalement étranger au marxisme, résurgence d'une vieille maladie du mouvement ouvrier dont il est inutile de relever les affinités avec l'anti-partisme et l'anti-politisme syndicalistes-révolutionnaires, et les origines foncièrement idéalistes et qui avait certains précédents en Allemagne (moins nets, toutefois, que dans le mouvement ouvrier des pays latins) puisqu'elle remontait à une époque bien antérieure à la guerre. Pour sortir de l'impasse d'une organisation qui ne "devait" pas être une... organisation et d'une lutte de classe qui ne "devait" pas être... politique, ces courants devaient nécessairement aboutir à des solutions contradictoires: ou bien s'appuyer sur tel ou tel parti, malgré leur antipartisme, quoique toujours de l'extérieur; ou bien nier la fonction originelle de l'organisation économique de masse, qui est

de regrouper à la limite tous les salariés; et c'est bien à ce dernier résultat qu'ils aboutirent, en prétendant, malgré leur anti-autoritarisme, qu'aux Unions et aux conseils d'usine ne pouvaient adhérer que les prolétaires acceptant “*la dictature du prolétariat et le système des Soviets*” (rien de moins!), car c'était bien là transformer les organisations de masse en associations ouvrières d'élite (245). Aussi faible et enclin au légalisme qu'ait pu être le K.P.D., les thèses théoriques défendues par sa centrale et combattues par les dissidents se plaçaient au contraire “sur la juste base marxiste”, et nous le reconnûmes tout autant que l'Internationale (246).

C'étaient ces mêmes groupes qui, au congrès de fondation du K.A.P.D. avaient lancé le mot d'ordre de “sortir des syndicats”. Dans la question des élections ils avaient remporté la victoire, toujours au nom du refus de la dictature des chefs, et ils avaient insisté pour que la structure organisationnelle du parti laisse la plus large autonomie aux sections locales. Tout au long de l'année 1919, le groupe de Hambourg avait été le porte-parole le plus actif de cet immédiatisme aux contours encore imprécis. C'est lui qui avait lancé l'appel des dix-huit délégués exclus au congrès de Heidelberg:

“Toutes les organisations du K.P.D. qui pensent que la dictature prolétarienne doit être la dictature de la classe et non la dictature de la direction d'un parti, et qui estiment que les actions révolutionnaires de masse ne doivent pas être ordonnées d'en haut par une ligue secrète de chefs [“geheime Führerbund”], mais être proposées et préparées par la volonté des masses elles-mêmes, au moyen du regroupement des prolétaires révolutionnaires dans des organisations révolutionnaires de masse sur la base démocratique la plus large, sont invitées à se mettre en rapport [...] avec la section de Hambourg”.

C'est encore ce même groupe qui inspira le statut de l’“Union générale des ouvriers d'Allemagne” (Allgemeine Arbeiter - Union Deutschlands, en abrégé A.A.U.D.) dont nous reparlerons et qui se constitua le 14 février 1920 à Hanovre. Ce statut déclarait:

“L'A.A.U.D. organise les salariés pour la lutte finale contre le capitalisme et pour l'instauration par la force de la République des Conseils. C'est dans ce but qu'elle appelle les salariés à s'unir sur le terrain de l'organisation unitaire révolutionnaire, à former une grande Union”. L'A.A.U.D. repoussait par principe “les organisations qui: 1) participent à l'application de la loi sur les conseils d'usine [loi qui reconnaissait juridiquement les conseils d'usine et les insérait dans la nouvelle structure de l'État républicain]; 2) refusent la dictature du prolétariat; 3) ne reconnaissent pas comme base l'organisation par entreprises”. (247)

Tandis que, dès la fin de l'année 1919, le groupe de Hambourg développait la théorie qu'on appellera plus tard le “national-bolchevisme” et qui, en même temps que d'autres raisons, lui fit perdre la prédominance dont il jouissait lors de la fondation de l'A.A.U.D. et pendant les mois suivants, l'organisation de Dresde et de la Saxe orientale portait à ses ultimes conséquences son anti-autoritarisme et son anti-partisme de principe. Au congrès de fondation du K.A.P.D. en avril 1920, Otto Rühle, qui n'en sera exclu qu'en novembre de la même année, affirmait que “le parti en tant que structure organisationnelle se rattache, dans la justification de son existence historique, au postulat du parlementarisme bourgeois que, dans l'ère de la révolution, nous repoussons par principe. Si la démocratie est la forme classique de la domination bourgeoise, le parti est la forme classique d'affirmation et de représentation des intérêts bourgeois”. La politique de tout parti conduit donc nécessairement “à l'opportunisme et aux méthodes tactiques correspondantes (négociations, compromis, réformes), que nous repoussons par principe” (248). En 1921, il déclarait: “État de classe bourgeois-capitaliste, parlement et parti sont une seule et même chose; ils naissent et se développent ensemble. Ils se conditionnent l'un l'autre; ils ne fonctionnent qu'en relation les uns avec les autres”. Il ne s'agissait plus seulement de “détruire les syndicats” qui, tout comme le parti, auraient été le produit du régime bourgeois, et contre-révolutionnaires “par nature”, parce que fondés sur le centralisme. Il s'agissait bel et bien de “détruire les partis politiques, ces obstacles fondamentaux à l'unification de la classe prolétarienne et au développement ultérieur de la révolution sociale, qui ne peut être la tâche ni

des partis, ni des syndicats”, pour les remplacer par *“le regroupement du prolétariat révolutionnaire dans les entreprises, qui sont les cellules originelles de la production, et le fondement de la société future”* (249). C'est à cette fin que devait travailler l'A.A.U. (E), (Allgemeine Arbeiter-Union [Einheitsorganisation]), le syndicat scissionniste fondé par le groupe de Dresde après sa sortie du K.A.P.D.

Les positions que nous venons de rappeler sont celles qui vont le plus loin dans le sens du syndicalisme-révolutionnaire et même de l'anarchisme, et donc les plus aberrantes. Mais la position intermédiaire des groupes de Brême et de Berlin-Brandebourg et de leurs théoriciens Anton Pannekoek et Herman Gorter, idoles de certains groupuscules “gauchistes” d'aujourd'hui, ne vaut pas mieux, même si elle est plus subtile et se targue d'une obédience “marxiste” toute formelle. Nous devons donc nous y arrêter, car c'est précisément d'elle que notre Fraction et l'Internationale eurent surtout à se délimiter (250), ce qui n'empêche évidemment pas les historiens à la mode d'assimiler notre position à celle des “gauchistes” allemands ou, dans le meilleur des cas, de leur prêter la même origine.

Contrairement au groupe de Hambourg et surtout à celui de Saxe, “les communistes de gauche” (Linkskommunisten) de Brême et de Berlin, loin de se résigner à leur exclusion du parti, avaient au contraire proposé des amendements aux thèses de celui-ci qui, s'ils avaient été acceptés, leur auraient permis de rester dans l'organisation.

En maintenant intégralement le programme voté à Heidelberg, le 3^o Congrès du K.P.D. confirma au contraire l'exclusion des opposants, que la conduite ultérieure du parti pendant “l'épopée” de Kapp dissuada par ailleurs de tout rapprochement avec lui.

Ces opposants n'en avaient pourtant pas déduit de façon catégorique que tout parti incarne, en tant que parti, le principe du Mal, ni que ce principe avait élu domicile à Moscou, comme le décréteront bientôt

O. Rühle et D. Pfemfert à Dresde. C'est la section de Berlin, aussitôt après les événements de mars, qui convoqua dans la capitale, pour les 4 et 5 avril, les représentants de tous les courants d' “opposition communiste”. C'est alors que naquit ce qui devait être, finalement, un nouveau parti, le Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands (K.A.P.D). Ses bastions les plus forts, numériquement, étaient à Berlin et en Rhénanie-Westphalie, l'A.A.U.D., qu'il inspirait, lui servant d'appendice syndical (251), et il possédait les premiers noyaux d'une “organisation de combat” (à la vérité éphémère) qui constituait son réseau militaire dans les usines. Il est probable - impression confirmée également par un article du “Soviet” - que dans le premier semestre de son existence et peut-être encore au début de 1921, le K.A.P.D. a drainé un nombre considérable de prolétaires parmi les plus combattifs et sans aucun doute les plus sensibles à l'humeur des grandes masses. Ceux-ci étaient peut-être moins attirés par les caractères spécifiques du programme du K.A.P.D., que dégoûtés de la tendance au légalisme et des éternelles hésitations du parti officiel. De même, il est tout aussi probable que l'A.A.U.D. dépendant du K.A.P.D. rassemblait les salariés révoltés contre les directives archi-conformistes de la grande centrale réformiste. Ces deux facteurs expliquent aussi bien les efforts de l'Internationale Communiste, jusqu'au III^e congrès (qui se tiendra l'année suivante), pour tendre la main au K.A.P.D., que l'opposition décidée et inconditionnelle du K.P.D. à toute perspective, même lointaine, de réunification.

Au-delà des divergences tactiques sur la question parlementaire et sur la question syndicale, il était clair et pour les bolcheviks et pour nous - surtout lorsque les positions des anciens dissidents furent théorisées par Pannekoek et Gorter - que ce qui nous séparait de tous les courants d'opposition qui avaient convergé dans le K.A.P.D., était des questions fondamentales de principe. Ces divergences de principe n'avaient pas empêché les “socialistes [devenus plus tard communistes] internationalistes” de Hambourg et de Brême de se ranger aux côtés de la Gauche de Zimmerwald et de Kienthal pendant la guerre et de mener contre le kautskysme une lutte parallèle à celle de Lénine; mais les réalités de la dictature prolétarienne en Russie ne

pouvaient manquer de les rejeter de l'autre côté de la barricade. Ne connaissant guère que leurs conceptions tactiques, notre Fraction abstentionniste remarqua que les dissidents du K.P.D. péchaient par “*hétérodoxie syndicaliste*” (252), en ce sens que d'une part, ils dévalorisaient le rôle du parti et affirmaient la suprématie de la lutte économique sur la lutte politique et que, d'autre part, ils partageaient “*la conception anarchiste petite-bourgeoise selon laquelle la nouvelle économie résulterait de l'apparition d'entreprises administrées par les ouvriers qui y travaillent*”. (253)

Pourtant, en réalité, la divergence portait sur tout le bagage théorique du K.A.P.D. qui était foncièrement idéaliste et que seule l'adoption de quelques règles d'interprétation du mode de production capitaliste et de la structure de la société bourgeoise pouvait faire passer pour marxiste. En fait, ce bagage était composé d'ingrédients empruntés, à des degrés divers à l'anarchisme, au syndicalisme-révolutionnaire, au socialisme d'entreprise, au conseillisme et à l'ordinovisme, tous membres de la même grande famille idéologique. Et c'est leur idéalisme commun qui, malgré leurs désaccords initiaux, devait à la longue amener tous ces courants à se ranger sur un même front, celui de la négation du marxisme ou, comme ils préférèrent dire par la suite, du “bolchevisme”, car ils étaient convaincus qu'il s'agissait de deux doctrines différentes et même incompatibles. Sur le front opposé, nous nous retrouvions avec les bolcheviks (254), tout en estimant que si des prolétaires instinctivement communistes militaient dans les rangs du K.A.P.D., ce n'était pas tellement à cause de ses mérites, que par la faute du K.P.D., et en n'ayant pas la même opinion que Moscou sur les moyens de les ramener à notre cause.

Pour le marxisme, le processus révolutionnaire est essentiellement un heurt physique entre deux classes. Ce sont des déterminations matérielles qui poussent la classe opprimée à l'assaut du pouvoir de la classe ennemie, et elle agit sans connaître le but final vers laquelle elle tend, et avant de le connaître. C'est sur cette voie qu'elle rencontre le parti qui, par son programme, représente la “conscience” de l'objectif final et des étapes par lesquelles il faudra obligatoirement passer pour l'atteindre et qui offre en outre une organisation à la minorité communiste regroupée sur la base de ce programme. Au contraire, le processus révolutionnaire apparaît à Pannekoek, autant sinon plus qu'à Gorter, comme une prise de conscience collective de la voie et du but révolutionnaires par les exploités qui, à leurs yeux, est la condition préalable de toute action. Chez les Spartakistes de janvier 1919, on n'avait encore qu'une déviation par rapport à la doctrine correcte: ici, le marxisme est purement et simplement renversé. Dès 1909, Gorter avait écrit (255) que la société nouvelle ne pouvait être que le produit d'un homme nouveau, auto-conscient et auto-agissant: “Il faut révolutionner l'esprit!” En 1920, Pannekoek ira jusqu'à affirmer qu’*“il est nécessaire que le prolétariat, les masses immenses, discernent clairement la voie et le but”* pour que la révolution s'accomplisse. Si l'opportunisme s'est emparé de la classe ouvrière, le phénomène n'a pas à leurs yeux des racines matérielles que les marxistes doivent rechercher; il est simplement dû au fait que ce processus d'émancipation spirituelle ou intellectuelle n'est pas arrivé à son terme. C'est justement, disent-ils “*parce que les masses sont encore entièrement soumises à un mode de pensée bourgeois qu'après l'effondrement de la domination bourgeoise [N.D.R.: sic!], elles l'ont rétablie de leurs propres mains*” (256). Ce qu'exagérant jusqu'à l'absurde la formule de “*révolution politique*” employée par R. Luxembourg et critiquée par nous ci-dessus, Pannekoek appelle ici “*effondrement de la domination bourgeoise*”, ce sont les mouvements d'octobre-novembre 1918 qui ont conduit à l'investiture d'Ebert et de l'U.S.P.D.! Non seulement les masses doivent conquérir la conscience avant la révolution (les deux choses coïncidant tout au moins, à l'apogée du processus), mais elles doivent la conquérir par leurs seules forces, le sujet-classe accomplissant dans son ensemble un “bond qualitatif”. La révolution est donc le résultat d'une “*Selbstbewusstsein*” et d'une “*Selbstbetätigung*”, c'est-à-dire d'une auto-conscience, auto-activation, auto-motivation, auto-affirmation dans la vie pratique, etc.! Autrement, on retomberait dans l'opposition masses-chef, grand sujet de scandale pour les tribunistes hollandais et les kaapédistes allemands. Pour eux, la “véritable” raison de la capitulation du prolétariat lors du déclenchement de la guerre

aurait été d'abandonner aux "chefs" l'initiative historique qui lui appartenait en propre en tant que sujet conscient et agissant: ils ne voyaient pas que cela revenait à élever ceux-ci au rang d'artisans de l'histoire, alors qu'ils n'en sont jamais que les instruments.

Si Pannekoek reconnaît encore au parti le droit à l'existence, c'est uniquement pour *"propager à l'avance des connaissances claires, pour qu'au sein des masses apparaissent des éléments capables de savoir ce qu'il convient de faire dans les grands moments de la politique mondiale, et de juger de la situation par eux-mêmes"*. La tâche du parti se réduit à conseiller, éduquer, éclairer les masses ou plutôt à les aider à prendre conscience d'elles-mêmes, à redécouvrir cette science qu'est le marxisme. Elle n'est au grand jamais de les guider comme organe de lutte, d'unifier les révoltes instinctives, d'orienter le mouvement réel dans une direction que, du moins comme collectivité, il connaît par avance, et surtout pas d'exercer le pouvoir en leur nom. Pour les "marxistes" de son espèce, il était en effet impossible de saisir que la classe ne pourrait comprendre sa propre action qu'après avoir agi et se libérer de l'asservissement intellectuel (de toutes ses chaînes, la plus dure à briser) qu'après avoir détruit tout l'appareil de l'exploitation économique et de l'oppression sociale.

On comprend alors pourquoi, pour les kaapédistes, les conseils (Räte) et à un niveau plus élevé les Soviets sont l'expression authentique d'un cours révolutionnaire et en outre les moyens de réaliser le socialisme: ils sont en effet à leurs yeux des formes d'organisation révolutionnaires en soi parce qu'ils réalisent de façon complète et transparente la soudure entre les masses et leur "auto-conscience" - "auto-activité", en d'autres termes parce qu'ils permettent aux travailleurs de décider par eux-mêmes de tout ce qui les concerne. En admettant que le parti les flanque en tant qu' "expert" et "conseiller", les kaapédistes font la concession la plus extrême dont ils soient capables. Pour la même raison, Pannekoek considère la dictature du prolétariat telle que la conçoivent les bolcheviks comme la dictature arbitraire d'une *"étroite minorité révolutionnaire"* ou plutôt de *"son centre"*, *"une dictature exercée à l'intérieur même du parti, dont il expulse qui bon lui semble et exclut toute opposition par des moyens mesquins"*, bref, comme une nouvelle forme de blanquisme, comme une résurrection de la dictature des chefs (Führerschaft) foulant aux pieds les sujets sans défense. Il lui oppose l'idée d'un parti ou plutôt d'une secte composée de gens éclairés *"à cent lieues d'avoir le but de tout parti politique [...], prendre directement en main la machine de l'État"*. Ici Pannekoek rejoint par anticipation Otto Rühle, dont il deviendra effectivement un camarade d'idées quelques années plus tard.

L'antagonisme entre les classes est ainsi remplacé par l'antithèse masses-chefs. Si Pannekoek et Gorter repoussent le parlement, ce n'est pas parce qu'il est l'organe spécifique de la domination de classe de la bourgeoisie: c'est sous le prétexte qu'il est *"la forme typique de la lutte par l'intermédiaire des chefs, dans laquelle les masses n'ont qu'un rôle subalterne"*. Par son intermédiaire, *"le communisme, au lieu de comprendre toute la classe, devient un nouveau parti, avec ses propres dirigeants, qui s'ajoute aux partis existants et perpétue du même coup la division politique du prolétariat"*; et c'est pourquoi sa destruction est *"une étape essentielle sur la voie qui conduit à l'autonomie et à l'autolibération"*. De même, en ce qui concerne les syndicats, *"c'est leur forme d'organisation elle-même qui interdit d'en faire des instruments de la révolution prolétarienne"*, qui *"réduit les masses à l'impuissance"*, qui *"les empêche d'en faire des instruments de leur volonté"*. Dans les organisations d'usine, au contraire, comme l'explique Gorter, *"les ouvriers ont les chefs en main et, par eux, l'orientation elle-même [...]; ici, chacun des ouvriers reçoit un pouvoir; autant que cela est possible sous le capitalisme, il est l'artisan et le maître de sa propre destinée, et comme il en va ainsi pour chacun, la masse livre et dirige son propre combat"*.

On remarquera que ni Pannekoek ni Gorter ne nient que l'idée "bolchevique" (autrement dit l'idée marxiste, notre idée) du parti ait une justification. Mais pour eux, elle correspond à la situation historique de la Russie, engagée dans une révolution double, mi-prolétarienne, mi-bourgeoise, soit que la masse inerte de la paysannerie ait eu besoin d'être dirigée (d'où la nécessité d'un "nouveau blanquisme"), soit que le croisement de deux poussées révolutionnaires

différentes ait rendu nécessaire l'art de la manœuvre, privilège des “chefs”. Cette idée du parti n'aurait pas été applicable par contre en Occident, où “*le prolétariat est seul et doit faire la révolution seul contre toutes les autres classes*”, où “*il doit posséder les armes les meilleures pour la révolution*”, et où, “*devant faire la révolution tout seul et sans aucune aide, il doit s'élever spirituellement et intellectuellement à une grande hauteur*”, en se débarrassant des chefs, des partis politiques au sens courant du terme, des syndicats de métier et, pour la même raison, des institutions parlementaires. Répandus dans les rangs du prolétariat, les communistes “*s'efforcent avant tout d'élever les masses, comme unité et comme somme d'individus, à un degré de maturité beaucoup plus élevé; d'éduquer les prolétaires, un à un, pour en faire des lutteurs révolutionnaires, en leur montrant clairement (non seulement par la théorie mais surtout par la pratique), que tout dépend de leurs propres forces, qu'ils ne doivent rien attendre de l'aide extérieure des autres classes, et très peu des chefs*”. On remarquera que, tout en courtisant les masses, Pannekoek les réduit à n'être qu'un troupeau d'inconscients qu'on doit éduquer a... ne plus avoir besoin d'aucun éducateur! D'où la célèbre opposition, dont Lénine se moque dans La maladie infantile:

“*Deux partis communistes se trouvent maintenant en présence: l'un est le parti des chefs, qui entend organiser la lutte révolutionnaire et la diriger par en haut [...]; l'autre est le parti des masses, qui attend l'essor de la lutte révolutionnaire d'en bas [...]. Là, c'est la dictature des chefs; ici, c'est la dictature des masses! Tel est notre mot d'ordre*”. (257)

C'est de cette idéologie, dont l'homogénéité n'est pas diminuée par des nuances personnelles insignifiantes, que s'inspirent l'“appel” et le “programme” approuvés au congrès constitutif du K.A.P.D. L'appel prend acte de la “*faillite politique et morale*” du K.P.D. qui est devenu la proie d'une “*clique de chefs agissant par tous les moyens de la corruption*” et décidés à “*saboter la révolution dans l'intérêt de leurs buts égoïstes*”. Il déclare que le nouveau parti n'est pas un parti “*au sens traditionnel*” (258). “*Il n'est pas un parti de chefs; son principal [nota bene!] travail consistera à appuyer de toutes ses forces le prolétariat allemand dans sa lutte pour se libérer de toute dépendance par rapport aux chefs*”, - moyen le plus efficace pour cette “*unification du prolétariat dans l'esprit du conseillisme*” qui est le “*véritable but de la révolution*”. Quant au programme, il refait l'historique des luttes de classe dans le monde depuis la fin de la guerre et, dénonçant la crise mortelle dans laquelle le capitalisme se débat, il voit la cause du retard des facteurs subjectifs de la crise révolutionnaire sur les facteurs objectifs dans le fait que “*la psychologie du prolétariat allemand est encore sous l'influence de facteurs idéologiques bourgeois ou petits-bourgeois*”. C'est pourquoi “*le problème de la révolution allemande est le problème du développement de l'auto-conscience du prolétariat allemand*”. Déclarant la guerre aux méthodes de lutte opportunistes, au parlement et aux syndicats (“*seule la destruction des syndicats donnera le champ libre à la marche en avant de la révolution*”), le programme met au centre de l'action révolutionnaire “*l'organisation d'entreprise*” (Betriebsorganisation) où “*la masse est l'appareil moteur de la production*”, où “*la lutte intellectuelle, le révolutionnement des consciences s'accomplit, dans un affrontement incessant d'homme à homme, de masse à masse*”, et qui a pour tâche essentielle, entre autres, “*la préparation à la construction de la société communiste*”, dont elle est “*le commencement*”. A cette organisation, “*épine dorsale des conseils d'usine*”, peuvent appartenir “*tous les ouvriers qui se déclarent pour la dictature du prolétariat*”; le K.A.P.D. y fera sa propagande en “*décidant avec elle les mots d'ordre*” et en s'organisant de façon à ce que “*le parti lui aussi prenne de plus en plus un caractère prolétarien [...]* et obéisse aux critères de la dictature par en bas”. On permettra ainsi - “*et l'organisation d'usine en est la garantie*” - qu'avec la victoire, c'est-à-dire avec la conquête du pouvoir par le prolétariat, commence “*la dictature de la classe, et non la dictature de quelques chefs de parti et de leur clique*”. Il est inutile d'ajouter que “*la forme d'organisation politique de la communauté communiste sera le système des conseils*”; les kaapédistes tombent ici dans la même erreur que les Indépendants, dont la bonne ou mauvaise foi importe peu en l'occurrence: ils supposent que la “*société communiste*” aura une forme d'organisation politique particulière,

calquée de surcroît sur un “type d'organisation” né de la lutte des classes en plein régime bourgeois.

De cette rapide analyse de l'idéologie kaapédiste, il résulte qu'en matière de théorie, de principes et de tactique, elle est, comme nous le disions dès cette époque, aux antipodes des positions que la Fraction communiste abstentionniste d'Italie a constamment défendues et condensées dans ses thèses de juin 1920, dans sa polémique avec l'“Ordine nuovo” de Gramsci sur la constitution des Soviets en Italie et dans d'autres articles de la même période. Entre les positions du kaapédisme et les nôtres, il n'y a aucun point de contact, pas même sur la question de l'abstentionnisme (259). Pour Gorter et Pannekoek, celui-ci a la valeur d'un principe, comme la “négation de l'autorité” dont il procède en a une pour les anarchistes. Pour nous, au contraire, l'abstentionnisme est une solution tactique qui doit être mise en relation avec une phase donnée du capitalisme et de la lutte prolétarienne, et non pas être considérée comme valable dans l'absolu, c'est-à-dire en tous temps et en tous lieux. Aujourd'hui, après un amer bilan historique, nous sommes en droit de considérer que cette question de tactique n'est plus secondaire, mais primordiale dans l'aire du capitalisme avancé. Pourtant, il ne nous viendrait pas à l'idée d'en dire autant pour les pays qui en sont encore à faire leur “révolution bourgeoise”. Du fait de l'évolution totalitaire du monde entier, le parlement y a certes une importance plus secondaire encore que du temps des bolcheviks, mais il y reste néanmoins un des terrains où les différentes classes s'affrontent.

Encore faut-il ajouter que, parfaitement logiques avec eux-mêmes, les théoriciens du K.A.P.D. mettaient en outre la “question parlementaire” et la “question syndicale” dans le même sac. Ils plaçaient ainsi sur le même plan une institution par nature étatique et une association ne rassemblant que des salariés. Or si la première exprime la domination de la classe exploiteuse, sous couleur de représenter plusieurs classes comme le veut l'idéologie démocratique, la seconde, quoique susceptible de se laisser absorber par l'appareil de l'État bourgeois (comme c'est de plus en plus le cas), reflète nécessairement les poussées économiques qui s'exercent sur ses membres, les ouvriers syndiqués, et qui sont la racine de la lutte politique. Conquise ou reconquise par le parti, une telle association constitue pour lui un domaine nécessaire d'action, de propagande et surtout d'agitation dans la classe ouvrière qui (même par un espion tsariste, aurait dit Lénine) est de toutes façons organisée.

Ici, l'erreur des kaapédistes et des tribunistes est double. En premier lieu, ils prétendent construire des organisations économiques automatiquement révolutionnaires en raison de leur forme, alors que chaque forme d'organisation “agit de façon révolutionnaire sous le régime bourgeois dans la mesure où elle est imprégnée d'esprit communiste et agit selon les directives communistes, sur l'impulsion et sous le contrôle des communistes” (260). En second lieu, ils oublient une chose: qu'il s'agisse des syndicats existants, mais ramenés à leur fonction de classe, ou bien de nouvelles organisations devenues nécessaires du fait de l'abandon d’*“un organe pourri”* par les prolétaires (261), les syndicats seront de toute façon “des organes utiles et efficaces en régime communiste, et pas seulement du fait de leur forme constitutionnelle” (260); ils ne devront donc pas être détruits comme les parlements bourgeois, mais mis au service de la dictature du prolétariat.

Le fait que l'Internationale ait sévèrement critiqué le K.A.P.D. ne justifie en aucune façon qu'on nous assimile à lui. Tout au contraire, dès le début, nos critiques ont été en tout point parallèles à celles que l'on trouve dans la “Lettre ouverte aux camarades du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne” datée du 2 juin 1920 par l'Exécutif de l'I.C. Par cette lettre, l'Exécutif tentait de les convaincre de leurs erreurs dans la question centrale du Parti et de son rôle dans la révolution prolétarienne et dans la question vitale de l'appartenance aux syndicats réactionnaires regroupant l'immense majorité des travailleurs. Il tentait de leur montrer combien la façon dont ils justifiaient leur abstentionnisme était théoriquement fautive, et les invitait en outre à répudier le “national-bolchevisme” de Laufenberg-Wolffheim et l'anarchisme de Rühle. Envisageant la réunification du K.A.P.D. et du K.P.D. s'ils acceptaient les décisions du II^e Congrès (262), il

n'était pas moins sévère dans sa condamnation des hésitations et des déviations de ce dernier que nous ne l'avions été nous-mêmes: les doctes historiens en concluront-ils que Moscou avait un penchant pour... Brême ou Amsterdam (263)?

Quant au parallélisme que certains historiens établissent entre les tribunistes-conseillistes et nous sur la base de notre distinction commune entre révolution double et révolution purement prolétarienne, il ne tient pas debout non plus. En premier lieu, cette distinction se trouve également chez Lénine. Ici, nous n'en donnerons pour preuve (264) que cette phrase de son "Rapport sur la guerre et la paix" de 1918 qui revient de façon significative dans "La maladie infantile": il est "*infiniment plus difficile de commencer la révolution en Europe et infiniment plus facile de la commencer en Russie*", même si en Russie, il est "*plus difficile de la continuer et de la mener à son terme*".

En second lieu, les conclusions que nous tirions de cette distinction étaient exactement opposées à celles des kaapédistes. Comme nous l'avons longuement développé plus haut, nous jugions qu'en Europe, il nous fallait être encore plus intransigeants que les bolcheviks: proclamer hautement que la direction de la lutte pour le pouvoir, l'exercice de la dictature du prolétariat incombaient exclusivement au parti et non pas à un "*informe parlement du travail*", c'est-à-dire à des Soviets échappant à la direction des communistes ou simplement "conseillés" par eux (265); pousser à ses ultimes conséquences le refus bolchevique de toute alliance politique des communistes avec d'autres partis ou groupes, abandonner même dans une période non révolutionnaire une tactique comme celle du "*parlementarisme révolutionnaire*", en raison même du poids écrasant des traditions démocratiques en Occident et des racines matérielles profondes que les "*partis ouvriers bourgeois*" (formule de Lénine), voire "*l'impérialisme de la classe ouvrière*" (formule de Trotsky) y trouvaient dans l'existence d'une large frange d'aristocratie ouvrière et dans tout un système d'"*assistance sociale*" pourtant précaire. Les Gorter-Pannekoek en déduisaient tout au contraire qu'en Occident, il fallait liquider le parti au profit d'une vague "*démocratie ouvrière*"!

Lénine avait mille fois raison de reprocher aux tribunistes-conseillistes de s'autoriser de la "pureté" de la révolution prolétarienne en Occident pour refuser de tenir un "compte précis et rigoureusement objectif de toutes les forces de classe" et pour "ignorer" de façon infantile aussi bien l'appui que des couches même restreintes de demi-classes non prolétariennes peuvent donner à la révolution que la nécessité de neutraliser d'autres couches, surtout à la campagne, mettant toutes ces forces dans le même sac que les sbires de la contre-révolution, ce que nous n'avons jamais fait pour notre part (266).

Parallèlement, à partir de 1921, Gorter et le "courant d'Essen", c'est-à-dire une bonne partie du K.A.P.D., allèrent jusqu'à nier la lutte revendicative et à exclure le recours à la grève pour tout autre but que l'assaut au pouvoir, comme si la révolution ou rien! pouvait signifier autre chose que jamais de révolution! A la même époque, la Gauche à la tête du Parti Communiste d'Italie né du congrès de Livourne menait une action syndicale impétueuse et brillante aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

En conclusion, nous ne pouvons que résumer ce que nous avons développé dans les chapitres précédents. Il n'existe pas de "marxisme occidental" opposé à un "marxisme oriental" qui serait représenté par Lénine. Il existe d'une part le marxisme qui était (et est) la doctrine des bolcheviks et la nôtre; et puis, d'autre part, il y a un paramarxisme ou mieux extra-marxisme qui était commun au K.A.P.D. et à l'Ordine Nuovo et dont aujourd'hui encore tous les spontanéistes et ouvriéristes anti-parti s'inspirent.

En 1920, c'étaient les divergences tactiques qui étaient les plus voyantes et peut-être cela a-t-il contribué à obscurcir aussi bien à nos yeux qu'à ceux des bolcheviks l'opposition de principe autrement plus profonde qui nous séparait ensemble de ces courants. Aujourd'hui, cette opposition éclate au contraire aux yeux de tout marxiste qui a le courage d'avaler leur indigeste production doctrinale.

Si dans son livre, Lénine a violemment réagi contre l' "extrémisme de gauche" qui était plus une gangrène qu'une "maladie infantile"; si tout en s'excusant de trop peu nous connaître, il nous a soupçonnés d'affinités avec les "Linkskommunisten"; s'il nous a malheureusement mis dans le même sac qu'eux, nous qui depuis des années nous étions farouchement battus contre leur famille idéologique et qui n'avons pas cessé depuis, ce n'est pas parce qu'il était "droitier", comme il reconnaîtra un an plus tard avoir pu le sembler: c'est parce qu'en tant que marxiste de race, il ne pouvait qu'éprouver une répugnance théorique instinctive devant une infection idéaliste réelle, comme en Allemagne, ou même supposée, comme en Italie, du moins en ce qui nous concernait.

Un des plus grands dommages causés par l'immédiatisme kaapédiste au mouvement communiste aura précisément été d'obscurcir les termes d'une polémique qui aurait dû se dérouler exclusivement entre marxistes, et sur le seul terrain acceptable par des marxistes. Sans cet obscurcissement, l'Internationale communiste ne se serait peut-être pas contentée de condamner l'abstentionnisme ou plutôt le nihilisme tactique de ce courant et l'idéologie dont il provenait: la polémique aurait pu l'amener à formuler non seulement un corps de doctrine impératif, comme nous aurions voulu que le IIème Congrès le fasse, mais aussi un ensemble de normes tactiques plus rigoureuses que les normes suggérées par les bolcheviks, quoique nullement "irréalistes", et à les imposer aux sections nationales comme obligatoires.

13 - Premières tentatives de contacts internationaux

La Fraction Communiste Abstentionniste s'était constituée officiellement à la suite du Congrès de Bologne (5-8 octobre 1919) au sein du P.S.I. qui avait adhéré à l'Internationale Communiste au mois d'avril. Ainsi que cela avait été annoncé dans le communiqué de clôture du congrès, elle tenta d'établir au cours des mois qui suivirent une série de liaisons internationales, en particulier avec Moscou.

Malgré la constitution de l'Internationale au Premier Congrès des 2-19 mars 1919, les informations qui parvenaient à Moscou sur la situation en Europe occidentale, et en particulier sur l'évolution des partis socialistes, étaient rares, incomplètes et souvent erronées. Les contacts directs manquaient ou étaient si fragiles qu'en Italie, le parti ne connut les premières thèses et circulaires fondamentales de la IIIème Internationale qu'au début de 1920: il ne pouvait avoir que des notions confuses et approximatives sur le difficile processus de formation des partis communistes européens. Les choses n'allaient d'ailleurs pas mieux dans le sens inverse, malgré la présence en Europe occidentale d'émissaires plus ou moins qualifiés du Komintern, représentant le fameux "œil de Moscou", Degot d'abord, puis Niccolini-Liubarski et enfin Chiarini-Haller.

Il n'est donc pas étonnant que Lénine ait salué le résultat du congrès de Bologne comme un important succès du communisme international, et considéré Turati, le pur réformiste, comme un représentant du centre et non de la droite, et donc Serrati, Lazzari, etc., comme des représentants de la gauche. Ce jugement erroné pesa sur le processus de formation de l'organisation mondiale du prolétariat révolutionnaire, et ce n'est qu'après son Second Congrès (juillet-août 1920) que le véritable visage du maximalisme italien commença à apparaître clairement aux artisans de la révolution d'Octobre. Pour la Fraction communiste abstentionniste, il était d'autant plus urgent de prendre directement contact avec Moscou et de faire connaître aux dirigeants de l'Internationale la nature, les positions et les perspectives de développement du communisme en Italie, en supprimant du même coup l'obligation paradoxale de partager la vie du P.S.I. qui s'imposait aux véritables communistes, étant donnée l'adhésion de celui-ci à l'Internationale.

Malheureusement, les deux lettres envoyées par la Fraction le 10 Novembre 1919 et le 11 janvier 1920 au Comité central (en réalité l'Exécutif) de l'Internationale communiste ne sont jamais parvenues à Moscou: peu importe à qui elles furent confiées, mais elles finirent toutes deux dans les archives de la police italienne, ce qui confirme la fragilité du réseau organisationnel construit en Europe par les émissaires du Komintern. Or non seulement cette perte empêcha les bolcheviks de connaître les véritables positions de la gauche en Italie, mais elle retarda de presque un an la révision graduelle de leur jugement sur le maximalisme serrati, fraction majoritaire du P.S.I., et, de façon plus générale, leur reconnaissance du fait qu'en Europe les critères de sélection des partis-membres de l'I.C. devaient être beaucoup plus rigoureux.

La première fut écrite avant que les premiers textes de l'I.C. soient parvenus en Italie (début 1920), tandis que la seconde se réfère au contraire à la lettre de Lénine et la circulaire de Zinoviev publiées ci-dessous dans l'appendice. Elles montrent toutes deux clairement que tout ce que nous avons dit ci-dessus des positions de la Gauche d'Italie n'a rien d'une reconstruction a posteriori, mais est parfaitement conforme aux positions prises dès le début:

“I

Fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien

Comité central Naples, Borgo S. Antonio Abate, 221

Au Comité de Moscou de la IIIe Internationale

Notre fraction s'est constituée après le congrès de Bologne du Parti socialiste italien (6-10 octobre 1919), mais elle avait commencé auparavant sa propagande au moyen du journal Le Soviet de Naples, et convoqué une réunion le 6 juillet 1919 à Rome au cours de laquelle fut approuvé le programme présenté ensuite au Congrès. Nous vous envoyons une collection du journal et plusieurs copies du programme et de la motion qui furent soumis ensemble au vote du congrès.

Il est bon de noter tout d'abord que pendant toute la durée de la guerre, il y eut au sein du Parti un fort mouvement extrémiste qui s'opposait à la politique trop faible du groupe parlementaire, de la Confédération Générale du Travail - parfaitement réformistes - et de la Direction du Parti elle-même, bien qu'elle ait été révolutionnaire intransigeante au sens des décisions des congrès d'avant-guerre. La Direction a toujours été divisée en deux courants à l'égard du problème de la guerre; le courant de droite était dirigé par Lazzari, auteur de la formule “ni adhérer ni saboter”; le courant de gauche par Serrati, directeur de l’“Avanti!”. Dans toutes les réunions tenues durant la guerre, les deux courants furent pourtant solidaires, et tout en faisant des réserves sur l'attitude du groupe parlementaire, ils ne s'opposaient pas à lui de façon décidée. Des éléments de gauche étrangers à la direction du Parti luttaient contre cette équivoque en se donnant pour but d'éliminer les réformistes du groupe et d'adopter une action plus révolutionnaire.

Le congrès de Rome de 1918, tenu peu après l'armistice, fut incapable même seulement de rompre avec la politique conciliatrice des députés, et la Direction, bien qu'elle s'adjoignît des éléments extrémistes comme Gennari et Bombacci, ne changea pas substantiellement sa position, atténuée par la faiblesse dont elle faisait preuve envers certaines manifestations de la droite hostile à l'orientation de la majorité du Parti.

Après la guerre, en apparence, tout le Parti prit une orientation “maximaliste” en adhérant à la IIIe Internationale. L'attitude du Parti ne fut pourtant pas satisfaisante du point de vue communiste; nous vous prions de voir dans “Le Soviet” les polémiques avec le groupe parlementaire, avec la Confédération (à propos de la “Constituante professionnelle”) et avec la Direction elle-même, plus spécialement à propos de la préparation de la grève des 20 et 21 juillet.

Avec d'autres camarades de toute l'Italie, nous nous sommes immédiatement orientés vers l'abstentionnisme électoral, que nous avons défendu au congrès de Bologne. Nous désirons qu'il soit clair qu'au congrès nous nous sommes séparés de tout le reste du Parti non seulement sur la question électorale, mais encore sur celle de la scission du Parti.

La fraction "maximaliste électoraliste", majoritaire au congrès, avait accepté elle aussi la thèse de l'impossibilité du maintien des réformistes au sein du Parti, mais elle y renonça à cause de considérations purement électorales malgré les discours anti-communistes de Turati et Treves.

Cela constitue un fort argument en faveur de l'abstentionnisme: la constitution d'un parti purement communiste ne sera pas possible si l'on ne renonce pas à l'action électorale et parlementaire.

Dans les pays occidentaux, la démocratie parlementaire prend des formes d'un caractère tel, qu'elle constitue l'arme la plus formidable pour dévier le mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Depuis 1910-1911, la gauche de notre parti est engagée dans la polémique et la lutte contre la démocratie bourgeoise, et cette expérience conduit à conclure que dans l'actuelle période révolutionnaire à l'échelle mondiale, tout contact avec le système démocratique doit être coupé.

La situation actuelle en Italie est la suivante: sûr de remporter ainsi un grand succès électoral, le Parti mène campagne contre la guerre et les partis qui ont été favorables à l'intervention, mais comme le gouvernement actuel est formé par les partis bourgeois opposés à la guerre en 1915, cela détermine une certaine confluence entre l'action électorale du Parti et la politique du gouvernement bourgeois.

Comme tous les ex-députés réformistes sont à nouveau candidats, le gouvernement Nitti, qui entretient avec eux de bons rapports comme le prouvent les dernières vicissitudes parlementaires, fera en sorte qu'ils soient réélus. Par la suite, l'action du Parti, déjà épuisé par les grands efforts de l'actuelle campagne électorale, se perdra en polémiques contre l'attitude conciliatrice des députés. Nous aurons ensuite la préparation des élections municipales en juillet 1920; pendant de longs mois, le parti ne fera ni propagande ni préparation sérieusement révolutionnaires.

Il faut souhaiter que des événements imprévus ne viennent pas surprendre le parti et le balayer (267).

Nous accordons de l'importance à la question de l'action électorale et nous pensons qu'il n'est pas conforme aux principes communistes de laisser chaque parti adhérant à la IIIe Internationale prendre sa décision à ce sujet. Le Parti communiste international devrait examiner et résoudre ce problème.

Aujourd'hui, nous nous donnons pour but de travailler à la constitution d'un parti vraiment communiste, et c'est en ce sens que notre fraction travaille au sein du P.S.I. Nous souhaitons que les premiers événements parlementaires poussent vers nous beaucoup de camarades, de manière que nous puissions réaliser la scission d'avec les social-démocrates.

Au congrès, 67 sections avec 3.417 voix ont voté pour nous, tandis que les maximalistes électoralistes l'emportaient avec 48.000 voix et que la droite recueillait 14.000 voix.

Nous sommes également en désaccord avec les maximalistes sur d'autres questions de principe; pour abrégé, nous joignons une copie du programme approuvé au congrès et qui est aujourd'hui le programme du Parti (malgré le changement de programme, pas un seul adhérent n'a quitté le parti), avec quelques-unes de nos observations.

Il faut noter que nous n'entretenons pas de rapports de collaboration avec des mouvements étrangers au parti comme les anarchistes et les syndicalistes, parce que ceux-ci suivent des

principes non communistes et sont opposés à la dictature prolétarienne; ils nous accusent même d'être plus autoritaires et centralisateurs que les autres maximalistes du parti. Voyez à ce sujet les polémiques dans "Le Soviet".

En Italie, un travail complexe de clarification du programme et de la tactique communistes est nécessaire, et c'est à lui que nous consacrerons toutes nos forces. Si l'on ne réussit pas à organiser un parti qui s'occupe uniquement et systématiquement de la propagande et de la préparation communiste au sein du prolétariat, la révolution pourra être vaincue.

Dans le domaine tactique et spécialement en ce qui concerne la constitution des Soviets, il nous semble que même nos amis commettent des erreurs, avec le danger de tout limiter à une modification réformiste des syndicats de métier. On travaille en fait à constituer des comités d'usine, comme à Turin, et l'on réunit ensuite tous les commissaires d'une industrie donnée (métallurgie) qui prennent la direction du syndicat professionnel en nommant son comité exécutif.

On reste ainsi en dehors des fonctions politiques des Conseils ouvriers auxquelles il faudrait préparer le prolétariat, bien que, selon nous, le problème le plus important soit d'organiser un puissant parti de classe (parti communiste) qui prépare la conquête insurrectionnelle du pouvoir.

Nous désirons vivement connaître votre opinion:

a) Sur l'électoratisme parlementaire et municipal et l'opportunité d'une décision de l'Internationale communiste sur ce sujet;

b) Sur la scission du parti italien;

c) Sur le problème tactique de la constitution des Soviets en régime bourgeois et sur les limites de cette action.

Nous vous saluons, ainsi que le grand prolétariat russe, pionnier du communisme mondial.

Naples, le 10 novembre 1919.

II

Fraction communiste abstentionniste du parti socialiste italien

Comité central Naples, Borgo S. Antonio Abate 221

Au comité central de la IIIe Internationale communiste. Naples, le 11 janvier 1920.

Très chers camarades,

Le 11 novembre nous vous avons déjà envoyé une communication. Nous utilisons la langue italienne, sachant que votre bureau est dirigé par la camarade Balabanova, qui la connaît très bien.

Notre mouvement a été constitué par ceux qui ont voté pour la tendance abstentionniste au congrès de Bologne. Nous vous adressons de nouveau notre programme et la motion qui l'accompagne. Nous espérons que les collections de notre journal, "Le Soviet", vous sont parvenues, et nous envoyons cette fois-ci des copies des deux premiers numéros de la nouvelle série dont la publication a commencé au début de l'année.

Le but de la présente lettre est de vous soumettre quelques observations à la lettre du camarade Lénine aux communistes allemands, que l'"Avanti!" du 31 décembre a reproduite de la "Rote Fahne" (268) du 20, de façon à bien vous préciser quelle est notre attitude politique.

Nous appelons tout d'abord votre attention sur le fait que dans le Parti socialiste italien il y a encore de ces socialistes opportunistes, du type de Kautsky et d'Adler, dont parle la première partie de la lettre de Lénine. Le parti italien n'est pas un parti communiste et pas même un parti

révolutionnaire; la majorité "maximaliste électoraliste" elle-même est plutôt sur le terrain des indépendants allemands. Au congrès, nous nous sommes opposés à elle non seulement pour la tactique électorale, mais aussi pour ce qui concerne l'exclusion du parti des réformistes dirigés par Turati.

Le désaccord entre nous et ces maximalistes qui ont voté à Bologne la motion Serrati n'est pas identique à celui qui sépare les partisans de l'abstentionnisme et les partisans de la participation électorale à l'intérieur du parti communiste allemand, mais bien plutôt à celui qui sépare les communistes des indépendants.

Du point de vue programmatique, notre point de vue n'a rien à voir avec l'anarchisme et le syndicalisme. Nous sommes partisans du parti politique marxiste fort et centralisé dont parle Lénine, et nous sommes même les plus tenaces défenseurs de cette conception dans le camp des maximalistes. Nous ne préconisons pas le boycottage des syndicats économiques, mais leur conquête par les communistes, et nos directives sont celles que nous lisons dans une relation du camarade Zinoviev au congrès du Parti communiste russe publiée dans l' "Avanti!" du 1er janvier.

Quant aux Conseils ouvriers, ils n'existent en Italie que dans quelques localités, et ils sont seulement des Conseils d'usine, composés de commissaires d'atelier et s'occupant de questions intérieures à l'entreprise. Notre intention est au contraire de prendre l'initiative de la constitution de Soviets municipaux et ruraux, élus directement par les masses réunies par entreprises ou villages, car nous pensons qu'au cours de la préparation révolutionnaire, la lutte doit avoir un caractère essentiellement politique. Nous sommes pour la participation aux élections lorsqu'il s'agit d'une représentation de la classe ouvrière, quelle qu'elle soit, et donc lorsque seuls les travailleurs y prennent part. Nous sommes au contraire ouvertement opposés à la participation des communistes aux élections législatives, municipales ou provinciales, car nous retenons qu'il est impossible de mener une œuvre révolutionnaire dans les organismes correspondants, et nous croyons que l'action et la préparation électorales font obstacle à la formation au sein des masses laborieuses de la conscience communiste et à la préparation à la dictature prolétarienne opposée à la démocratie bourgeoise.

Participer à de tels organismes tout en évitant les déviations social-démocratiques et collaborationnistes constitue une solution qui n'existe pas en réalité dans la situation historique actuelle, comme les faits le démontrent même pour l'expérience parlementaire italienne actuelle. Nous sommes parvenus à de telles conclusions à partir de l'expérience de la lutte menée par l'aile gauche de notre parti, de 1910-1911 à aujourd'hui, contre tous les mensonges du parlementarisme, dans un pays qui est dirigé depuis longtemps par un régime démocratique bourgeois: la campagne contre le ministérialisme, contre les blocs électoraux avec des partis démocratiques, dans les élections législatives ou municipales, contre le maçonnerie et l'anticléricalisme bourgeois, etc. De cette expérience, nous tirons la conclusion que le plus grand danger pour la révolution socialiste est constitué par la collaboration avec la démocratie bourgeoise sur le terrain du réformisme social; cette expérience s'est généralisée ensuite au cours de la guerre et des événements révolutionnaires de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, etc.

L'intransigeance parlementaire était réalisable, avec des heurts et des difficultés continuelles toutefois, dans une période non-révolutionnaire, lorsqu'on estimait impossible la conquête du pouvoir par la classe ouvrière; et les difficultés de l'action parlementaire sont d'autant plus grandes que le régime et la composition du parlement lui-même ont davantage un caractère traditionnellement démocratique. C'est avec ces critères que nous comparerions la participation d'aujourd'hui avec celle des bolcheviks aux élections de la Douma après 1905.

La tactique suivie par les camarades russes à l'égard de la Constituante: participation aux élections, puis dissolution par la force de l'assemblée, même si elle n'a pas constitué une condition défavorable au succès dans ce cas, serait dangereuse dans des pays où la

représentation parlementaire, au lieu d'être de formation récente, est une vieille et solide institution, bien ancrée dans les consciences et les habitudes du prolétariat lui-même.

Le travail nécessaire pour prédisposer les masses à l'abolition du système de représentation démocratique nous semble devoir être beaucoup plus vaste et substantiel qu'en Russie et peut-être en Allemagne, et la nécessité de donner le maximum d'intensité à cette propagande visant à abaisser l'institution parlementaire et à éliminer sa néfaste influence contre-révolutionnaire, nous a conduit à la tactique abstentionniste. Nous opposons à l'activité électorale la conquête violente du pouvoir politique par le prolétariat pour la formation de l'État des Conseils, et notre abstentionnisme ne découle donc nullement d'une négation de la nécessité d'un gouvernement révolutionnaire centralisé. Nous sommes même opposés à la collaboration avec les anarchistes et les syndicalistes dans le mouvement révolutionnaire, parce qu'ils n'accepteront pas ces critères de propagande et d'action.

Les élections générales du 16 novembre, au cours desquelles le P.S.I. s'est pourtant présenté sur la plate-forme du maximalisme, ont prouvé une fois de plus que l'action électorale exclut et fait oublier toute autre activité, et surtout toute activité illégale. En Italie, le problème n'est pas d'unir l'action légale et l'action illégale, comme Lénine le conseille aux communistes allemands, mais de commencer à diminuer l'activité légale pour aborder l'activité illégale, qui fait complètement défaut.

Le nouveau groupe parlementaire s'est consacré à une œuvre social-démocratique et minimaliste, faisant des interpellations, préparant des projets de loi, etc.

Nous concluons cet exposé en vous déclarant que, selon toute probabilité, si nous sommes restés jusqu'ici au sein du P.S.I. et avons observé la discipline à l'égard de sa tactique, d'ici peu et peut-être avant les élections municipales qui auront lieu en juillet, notre fraction se séparera d'un parti qui veut conserver de nombreux anticommunistes, pour constituer le Parti communiste italien dont le premier acte sera de vous adresser son adhésion à l'Internationale communiste.

Saluts révolutionnaires."

S'il en était besoin, ces deux lettres suffiraient déjà à convaincre le lecteur du fait que ce que nous avons longuement développé dans les paragraphes ci-dessus sur notre double lutte contre le centrisme (269) d'une part et la déviation anarcho-syndicaliste de l'autre n'est nullement une construction a posteriori, mais une réalité historique attestée par tous les documents d'époque.

En ce qui concerne les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes révolutionnaires, notre polémique contre eux avait d'ailleurs des précédents remontant bien avant la guerre (270). Les Industrial Workers of the World (I.W.W. ou, familièrement, woblies) avaient eu le mérite d'avoir organisé dès le début du siècle, contre l'American Federation of Labor (A.F.L.), un réseau de syndicats d'industrie ouverts à tous les ouvriers sans distinction de race, de nationalité ou de qualification, et tout spécialement aux manœuvres et aux émigrés surexploités, et d'avoir dirigé de puissantes grèves, avant et pendant la guerre, malgré les interdictions des bonzes confédéraux. Dans la période d'après-guerre, ces militants combattifs furent l'objet de persécutions féroces; cela n'a rien d'étonnant puisqu'ils étaient les seuls à lancer le vieux cri de guerre prolétarien au pays de Cocagne de la prospérité capitaliste: *"La classe ouvrière et la classe des entrepreneurs n'ont rien en commun [...]. Entre ces deux classes, la lutte ne peut cesser avant que les travailleurs du monde entier ne se soient organisés en classe, aient pris possession de la terre et des installations productives, et aient aboli le système salarial!"*. Leur combativité ne pouvait toutefois faire oublier qu'ils ne dépassaient, ni ne voulaient dépasser, la limite de l'association syndicale, conçue en outre comme une forme intrinsèquement révolutionnaire parce qu'organisée sur la base de l'industrie; et que s'ils brandissaient le drapeau de l'action directe et de la grève générale, ils repoussaient par principe la lutte politique (dont ils ne parvenaient pas à comprendre qu'elle pouvait être autre chose qu'une lutte parlementaire) et

donc son organe, le parti de classe, qui exprimait pour eux la domination des “chefs” sur les “masses”, la grève générale leur apparaissant du reste comme un moyen miraculeux apte à provoquer à lui seul, uniquement en paralysant la production, l'écroulement du “système”, sans insurrection armée et à plus forte raison sans dictature et sans terreur. D'autre part, ils s'imaginaient, comme les ordinovistes italiens, qu' “en s'organisant par l'industrie, on crée la structure de la nouvelle société au sein de l'ancienne”, remplaçant ainsi le gradualisme réformiste par une sorte de “gradualisme révolutionnaire” excluant la prise du pouvoir politique: les syndicats “industriels” se seraient ensuite unis en un seul grand syndicat, One Big Union, qui aurait assumé la direction plus ou moins planifiée de l'économie socialiste. On trouvait donc chez eux un élément de syndicalisme à la Sorel; même dans l'aile “politique” du mouvement, regroupée autour de Daniel de Leon et qui, en 1908, s'était séparée de la vieille organisation, le parti était réduit à remplir des fonctions purement éducatives, à éclairer les consciences.

Les Shop stewards, forts surtout en Écosse et dans la métallurgie et les chantiers navals anglais, avaient au contraire constitué un réseau de “délégués d'atelier” élus directement par le personnel, dans lequel s'exprimait la volonté de lutte et le dégoût pour la pratique ultra-collaborationniste des Trade Unions de larges couches d'ouvriers non-qualifiés; bien que sensibles, pendant les agitations, aux exigences de la centralisation des forces et des directives, ils restèrent toujours jalousement fidèles à un type d'association basé sur l'entreprise, localiste, autonomiste et fédératif; le lieu de travail était pour eux, tout à la fois la source de l'instinct de classe et le terrain d'élection de la “démocratie ouvrière” authentique, la base de la nouvelle société et la clé de voûte du mode de production socialiste. Acteurs de grandes batailles, les I.W.W. comme les shop stewards divergeaient donc de la vision marxiste propre à la IIIe Internationale, tant sur le plan programmatique et tactique, que sur le plan des finalités et de la théorie: ils étaient antiparlementaires et abstentionnistes, mais par “horreur des chefs”; ils étaient contre les syndicats traditionnels, mais parce qu'ils croyaient avoir découvert une forme syndicale (l'union industrielle ou le conseil d'usine) intrinsèquement révolutionnaire; ils concevaient la société future en termes proudhoniens ou bakouniniens, comme un réseau de “communes” autonomes ou de “syndicats” se suffisant à eux-mêmes. Les lueurs de l'incendie d'Octobre les attiraient vers la IIIe Internationale (Rosmer, entre autres, reconnâtra que presque tous avaient pris “L'État et la révolution” de Lénine pour une... révision du marxisme dans un sens anarchiste ou anarcho-syndicaliste, et les soviets pour une nouvelle édition des communautés autogérées de la mythologie libertaire), et Moscou inclinait à leur ouvrir la porte, à cause du robuste instinct de classé dont ils étaient animés et malgré leur horreur de la politique et du parti (271). En les regroupant dans la catégorie du syndicalisme, l'article déjà cité du “Soviet”, tout en reconnaissant la vigoureuse réaction au collaborationnisme (et même, en temps de guerre, au chauvinisme) de l'A.F.L. et des Trade Unions qu'ils incarnaient, précisait:

“Les syndicalistes [...] soutiennent que la lutte révolutionnaire est conduite par les syndicats économiques et non par le Parti politique; ils voient dans la révolution le passage de la direction de la société aux syndicats, et non à l'État prolétarien et au gouvernement révolutionnaire; dans la propriété communiste, non pas une propriété sociale, mais une propriété syndicale. La critique de cette école montre qu'elle constitue une dégénérescence du marxisme sous l'influence des théories économiques bourgeoises. Tout en reconnaissant que ses défenseurs sont sentimentalement révolutionnaires, il faut montrer que son programme est irréalisable et que les moyens correspondants, destinés à être écartés par les événements, sont non-révolutionnaires. Le programme de Moscou parle de “faire bloc” avec les syndicalistes qui acceptent la dictature. En mettant de côté la question de l'exactitude de l'expression bloc, nous observons que l'idée de dictature politique s'oppose au syndicalisme pur [...]. Il y a beaucoup à faire pour conduire les masses organisées sur le terrain économique à la conception politique de la révolution qui vit au sein du parti prolétarien; si l'on n'y parvient pas, l'attitude des syndicats provoquera de douloureuses surprises, comme en Russie et en Hongrie.”

Les mois et les années qui suivirent démontrèrent aux bolcheviks que rien ne pouvait accomplir le miracle de faire adhérer, par exemple, les I.W.W. américains, les shop stewards britanniques ou, sur le plan politique, les syndicalistes français (les rares - et douteuses - exceptions individuelles confirmant la règle), aux positions classiques et invariantes du marxisme: ce qui valait déjà pour le K.A.P.D. allemand, sur lequel nous ne reviendrons pas ici, valait à plus forte raison pour eux. Quant aux syndicats, il sera même impossible d'obtenir leur adhésion en bloc à l'Internationale syndicale rouge fondée en 1921 pour s'opposer à l'Internationale d'Amsterdam.

Au congrès de mars 1919 où l'I.C. fut constituée, seuls quelques groupes et partis d'Europe occidentale avaient pu se faire représenter. Il n'y avait pas de délégués italiens ni français, et la délégation la plus importante, celle d'Allemagne, avait fait par la bouche d'Albert (pseudonyme d'Eberlein) de graves réserves sur l'opportunité de fonder officiellement l'Internationale. L'argument - typique du spartakisme - était que les masses n'auraient pas compris la nécessité d'une nouvelle organisation internationale et auraient même vu en elle un nouvel obstacle sur la voie de l' "unité" tellement attendue - comme si la tâche du parti de classe, en tant que "conscience" du prolétariat, n'était pas précisément d'anticiper sur les développements que les masses ne ressentiraient comme inévitables que plus tard et de les orienter dès le début dans ce sens. Quoi qu'il en soit la résistance obstinée du délégué allemand, lié par un mandat impératif, faillit aboutir à l'ajournement de la constitution du Komintern, le K.P.D. étant, en mars 1919, le seul grand parti communiste existant en Europe, en outre auréolé par le sacrifice de ses meilleurs militants, alors qu'en Angleterre et en Amérique, le mouvement ouvrier était hétérogène, fragmenté en nombreux courants; les partis ou les groupes déjà formés en Suisse, en Autriche (272), en Scandinavie, en Hollande étaient minuscules et d'une solidité douteuse; les noyaux communistes en étaient au stade embryonnaire en France, tandis que, comme on sait, la Fraction Communiste Abstentionniste n'était même pas encore officiellement constituée en Italie.

La France se trouvait précisément être un des rares pays dont nous ayons pu connaître directement la situation, grâce à une conversation avec Louise Saumoneau, représentant ce Comité pour l'adhésion à la IIIème Internationale (auparavant Comité pour la reprise des relations internationales, qui fit adhérer des groupes ouvriers minoritaires aux conférences de Zimmerwald et Kienthal) auquel on devait la première initiative pour la formation d'un nouveau parti en rupture avec la S.F.I.O. enfoncée jusqu'au cou dans la boue de l' "union sacrée". La composition du Comité était toutefois très hétérogène, les syndicalistes comme Monatte, Monmousseau, Péricat, Rosmer dominant un groupe peu nombreux de socialistes de gauche (Loriot, Cartier); et si l'on ne pouvait dénier aux premiers un fort sentiment révolutionnaire, il était tout à fait clair qu'un parti communiste solidement lié aux principes marxistes ne pouvait guère naître sur cette base (il naîtra malheureusement en 1920 sur des bases encore plus douteuses). Nous reproduisons ici le commentaire du "Soviet" du 20 octobre 1919 sur la rencontre avec la camarade française, pour démentir une fois de plus les "reconstitutions" posthumes qui assimilent la Gauche en Italie aux différentes "oppositions" de type anarcho-syndicaliste

"En conversant avec la camarade Louise Saumoneau

A l'occasion du congrès national, nous avons également approché la valeureuse camarade Louise Saumoneau, qui représente l'extrême gauche du mouvement socialiste français et le groupe de camarades qui a résisté à l'infatuation patriotique en France.

Louise Saumoneau n'est pas favorable pour le moment à une scission du parti socialiste français, bien qu'il regroupe des éléments conciliateurs et anti-révolutionnaires par excellence. Ceux qui soutiennent l'adhésion à la IIIe Internationale sont peu nombreux dans le parti, et ils ne pourraient constituer un parti à eux seuls. Louise Saumoneau participe, avec des éléments anarchistes et syndicalistes de la gauche de la Confédération Générale du Travail, au Comité

pour la IIIe Internationale, qui mène son activité malgré les mille restrictions policières du gouvernement démocratique de la République. La situation des communistes français est assez scabreuse, pris comme ils le sont entre le réformisme dominant dans le Parti socialiste et les courants anarcho-syndicalistes qui ne pourraient être représentés - Louise Saumoneau est de notre avis sur ce point - dans un Parti communiste adhérant à l'Internationale de Moscou.

L'impression que nous rapportons de la vive et limpide exposition faite par la camarade est que, bien qu'en France aussi les masses, tourmentées par la situation économique, tendent à acquérir un état d'esprit révolutionnaire, il est fort peu probable que puisse se former rapidement en France un fort parti fondé sur le programme de la IIIe Internationale."

Le diagnostic sera malheureusement confirmé les années suivantes, lorsque le parti français, constitué d'une droite et d'un centre mal contre balancés par une gauche non intégralement communiste, naviguera comme un bateau sollicité par des courants contraires, et que l'Internationale devra intervenir de façon répétée pour le remettre dans la bonne voie, quitte à constater un peu plus tard qu'elle avait été une nouvelle fois perdue.

Comme Louise Saumoneau, l'Anglaise Sylvia Pankhurst (elles désertèrent toutes deux le mouvement communiste dès 1920) avait assisté au congrès de Bologne, puis participé à la réunion internationale d'Imola, le 10 octobre 1919. Reproduisant un article de cette représentante de la Socialist Worker's Federation - un des nombreux groupes extrémistes d'Angleterre - le "Soviet" du 20 octobre observait combien tardait à apparaître dans la classe ouvrière anglaise l'idée, que nous partageons avec tous les marxistes, "*d'une activité politique qui ne soit pas parlementaire, mais qui mène l'action révolutionnaire de classe, qui est une action essentiellement politique*". La suite ne confirmera que trop ce retard historique, et montrera accessoirement que, bien qu'elle ait été abstentionniste, Sylvia Pankhurst était plus proche de l'"Ordine nuovo" que de nous.

A la réunion internationale d'Imola, placée sous l'égide maximaliste, et de caractère tout platonique, avaient participé des délégués suisses et autrichiens et, en la personne du Français Paul Faure, la fine fleur du social-démocratisme d'alors. Elle avait exprimé sa totale adhésion aux principes de la IIIe Internationale, encore inconnus de tous ou presque, et elle avait chargé le P.S.I. de convoquer une conférence internationale destinée à préparer "*un comité de coordination de la préparation à la dictature [!!!] qui, dans l'immédiat, organise pratiquement le sabotage et le boycottage des moyens militaires envoyés par l'Entente aux ennemis de la République des Soviets en Russie*". Elle avait également décidé de lancer un manifeste aux travailleurs de tous les pays pour confirmer la rupture avec tous ceux qui avaient trahi l'internationalisme pendant la guerre et inviter les camarades des divers pays à travailler pour le détachement de leurs partis respectifs de la IIème Internationale et leur adhésion à la IIIe. Inutile de dire que ni la conférence ni le manifeste ne virent jamais le jour...

Comme on voit, le bilan est maigre, et il explique pourquoi, dès 1919-1920, notre courant s'est trouvé constituer, bien malgré lui, le seul courant de gauche communiste en Europe.

14 - En manière de conclusion

Si la polémique contre la tactique des non-marxistes qui s'étaient décerné à eux-mêmes le titre de "communistes de gauche" avait été subordonnée à une polémique essentiellement théorique, on aurait évité des équivoques qui, par la suite, devaient se révéler pernicieuses, et ce fut précisément un des buts de la bataille de notre Fraction au IIème Congrès (273) que d'obtenir ce résultat capital, en ce qui concerne non seulement les "communistes de gauche", mais tout groupe ou parti désirant adhérer à l'Internationale.

De toute façon, la réponse de Lénine dans “La Maladie infantile” s'inscrit dans le plan des bolcheviks qui, pris dans l'étau d'une situation mondiale dramatique, s'efforçaient de forger l'Internationale avec les forces “disponibles”, même décevantes et manquant de maturité, comptant sur leur direction de fer et sur de puissantes luttes de classe qui pouvaient encore avoir une issue positive pour en remodeler les matériaux constitutifs. En 1918, Lénine avait écrit:

“L'histoire [...] a pris un chemin si particulier qu'elle a donné naissance, vers 1918, à deux moitiés dépareillées de socialisme, proches l'une de l'autre, exactement comme deux futurs poussins sous la coquille commune de l'impérialisme mondial. L'Allemagne et la Russie incarnent en 1918, de toute évidence, la réalisation matérielle des conditions économiques, productives, économique-sociales du socialisme d'une part, et de ses conditions politiques d'autre part. Une révolution prolétarienne victorieuse en Allemagne briserait d'emblée, avec une extrême facilité, toute la coquille de l'impérialisme (faite, malheureusement, de l'acier le meilleur, et que ne peuvent briser de ce fait les efforts de n'importe quel... poussin) et elle assurerait à coup sûr la victoire du socialisme mondial, sans difficultés ou avec des difficultés négligeables, à condition évidemment de considérer “les difficultés” à l'échelle mondiale et non à celle des philistins petits-bourgeois”. (274)

Jusqu'au printemps de 1920, les deux “moitiés du socialisme” étaient malheureusement restées dépareillées. C'est seulement dans la conjoncture qui s'ouvre alors que la dictature bolchevique semble avoir des chances de recevoir d'Europe centrale et en particulier d'Allemagne non plus seulement “les leçons du capitalisme” pour “combattre au besoin par des moyens barbares la barbarie russe” (Lénine), mais l'oxygène d'une puissante poussée révolutionnaire. Comme nous avons essayé de le montrer ci-dessus, il est pourtant clair que les conditions subjectives indispensables à une issue victorieuse de la crise ne sont pas à la hauteur des potentialités objectives de la situation mondiale: les “conditions politiques”, dont l'organe-parti est la plus importante, sont loin d'être aussi mûres que les “conditions matérielles”. Cela se traduit dans le fait que l'encadrement théorique, programmatique et donc organisationnel des avant-gardes ouvrières est trop défectueux pour assurer à la poussée instinctive des masses la ferme direction dont elle aurait besoin. La situation étant pressante dans le monde comme en Russie, on peut dire qu'en tant que mouvement organisé (ou “parti formel”), nous étions nés trop tard. Mais comme d'autre part, ce qui importait n'était pas une assimilation purement intellectuelle de la théorie, mais sa traduction dans la pratique, dans le combat militant, selon l'exemple incomparable donné par l'Octobre rouge et la guerre civile qui suivit en Russie, on peut dire qu'à cet égard nous étions nés trop tôt. Il aurait fallu du temps pour que les deux branches de ces ciseaux se referment, mais le temps manquait. C'est cette réalité objective qui conditionnait les bolcheviks lorsqu'ils s'efforçaient de “prendre par la main” un mouvement qui n'était pas mûr, mais dont ils savaient bien que leur propre sort dépendait. Elle nous conditionnait tout autant, dans la situation pratique différente où nous nous trouvions, car voyant disparaître les possibilités révolutionnaires à brève échéance, nous nous préoccupions d'en sauver les conditions subjectives pour l'avenir, sans pouvoir néanmoins fermer les yeux sur le terrible dilemme dans lequel ce déphasage enfermait la révolution, surtout là où elle avait remporté la victoire. A la base de la tentative des bolcheviks, il y avait des déterminations objectives, si bien que tout en sentant les dangers qu'elle comportait et que nous montrions ouvertement, nous ne pouvions pas ne pas lui prêter notre concours; tout ce que nous pouvions faire, c'était de nous efforcer dans la mesure de nos moyens d'en réduire au minimum les terribles risques. (275)

Telle est la première réponse à faire aux historiens qui, cédant à l'éternelle tentation des si et des mais, demandent avec regret pourquoi nous ne nous sommes pas faits les promoteurs d'une opposition internationale de gauche à ce moment-là ou six ans plus tard. La seconde réponse est tellement simple qu'elle en paraît banale: même à supposer que nous l'ayons voulue, toutes les conditions d'une tentative de ce genre faisaient défaut, et en premier lieu, la plus essentielle de toutes: la parfaite homogénéité théorique. Une fois écartés pour des raisons de principe le

K.A.P.D., les tribunistes hollandais, les ouvriéristes anglais, les deléonistes américains, qui se situaient tous hors du marxisme, il ne restait rien, pas le moindre courant proche de nos thèses. Ce ne sont pas des partis comme ceux de Belgique ou de Suisse ou le groupe surtout hongrois réuni autour de la revue viennoise "Kommunismus" qui pouvaient combler ce vide, car leur consistance théorique était douteuse. Tout ce qu'ils avaient de commun avec nous était un vague abstentionnisme, que nous ne considérions pas en soi comme une caractéristique de la gauche communiste, à plus forte raison s'il était purement occasionnel, lié à telle année ou tel semestre, à tels chefs ou sous-chefs! Or l'abstentionnisme des deux premiers ne passa pas le cap de l'année 1920; quant au troisième, il n'était favorable au boycottage des élections et du parlement qu'en période révolutionnaire, ce que même un... Lévi admettait! D'ailleurs, en théorie, ce groupe avait l'éclectisme de Lukács et en politique, celui de Bela Kun (276). Nous qui demandions que l'Internationale établisse un barrage contre toutes les infiltrations étrangères, nous étions bien décidés à en imposer un semblable dans notre propre camp, et c'est pourquoi au IIe Congrès nous demandâmes que seuls votent nos thèses abstentionnistes les groupes d'accord avec leur imposition marxiste générale. Rares furent ceux qui les votèrent, et encore prouvèrent-ils à brève échéance qu'ils étaient en désaccord avec nous précisément sur des questions de fond. Ayant critiqué la méthode des fusions entre partis ou débris de partis employée par le Komintern, il est de même bien clair que nous ne pouvions pas suivre à notre tour cet exemple en constituant une opposition intérieure de gauche privée de toute homogénéité. C'est pour cette raison de principe qu'en 1926, nous avons repoussé une semblable proposition de Korsch (277), et nous aurions répondu de la même façon en 1920 à quiconque nous aurait offert de constituer le "bloc" traditionnel, ce que personne ne fit d'ailleurs.

Le mouvement communiste d'alors avait atteint son zénith avec le bolchevisme, qui avait rigoureusement défini les grandes questions de théorie, de but final, de principes et de programme. Certes, il restait à compléter cette œuvre grandiose par une systématisation correspondante des problèmes de tactique et d'organisation des partis en voie de formation, mais on ne pouvait le faire qu'en travaillant sur cette base, en lui apportant la contribution d'un bilan des luttes de classe et des batailles révolutionnaires séculaires de l'Europe pleinement capitaliste. Pour cela, il fallait garder intact ce patrimoine commun, au lieu de l'altérer et de le déformer comme les immédiatistes et les spontanéistes à la Pannekoek-Gorter. Il fallait, en les transposant dans l'aire du capitalisme développé, dégager en pleine lumière ses implications tactiques et organisationnelles, dans la nette conscience du fait que le moindre écart dans ce domaine risque de conduire tôt ou tard à une déviation des principes. Le même cours historique qui "vers 1918" avait donné naissance "à deux moitiés dépareillées de socialisme" avait voulu que, dans la moitié occidentale, les partis qui se proclamaient communistes adoptent la doctrine et le programme des bolcheviks sans s'être complètement débarrassés des traditions parlementaire et légaliste, comme le parti communiste allemand de 1920, ou bien adhérent au Komintern sans même avoir assimilé cette doctrine et ce programme et en restant enfoncés jusqu'au cou dans cette tradition, comme le Parti Socialiste d'Italie et, ajouterons-nous, le Parti "Communiste" issu de la scission de Tours en France (278). Il avait voulu, d'autre part, que des regroupements imperméables à la théorie marxiste restaurée par les camarades russes expriment souvent mieux que les partis "communistes" eux-mêmes l'élan de classe du prolétariat, son anti-parlementarisme et son anti-conformisme instinctifs. Certes paradoxale, telle était pourtant la dure réalité. Dans ces conditions, le bolchevisme risquait fort d'être accepté dans "l'accessoire" et rejeté dans "l'essentiel". Le danger était que "La Maladie infantile" de Lénine soit applaudie à cause de sa polémique contre l'abstentionnisme, qui visait en réalité les résurgences anarchistes ou syndicalistes, et que ce qui en faisait la substance révolutionnaire, à savoir la condamnation du parlementarisme, du démocratism, du fédéralisme et la revendication de la dictature et de la centralisation soit oublié; et, inversement, que les principes qu'elle défendait, à savoir le parti comme organe de la classe, la direction de la révolution et de la dictature par le parti, le pouvoir prolétarien comme arme de la transformation économique à l'échelle mondiale, soient rejetés par haine de l'anti-abstentionnisme qui y était défendu par Lénine. Il n'y avait encore rien de

volontariste dans l'effort de l'Exécutif de Moscou pour discipliner les partis ou les groupes qui s'approchaient de l'Internationale et pour en accélérer la maturation en dirigeant centralement l'action à l'échelle mondiale: cet effort répondait à leurs tâches de militants et aux exigences objectives de cette phase de l'histoire et était totalement exempt du "praticisme" et de l'"empirisme" qui triompheront plus tard. C'est si vrai que dans les thèses rédigées par Lénine et ses camarades pour le IIe Congrès, il n'y a pas une seule question tactique qui ne soit posée en étroite liaison avec les questions de principe, si bien qu'aujourd'hui encore les communistes révolutionnaires doivent se reporter à elles, car elles sont une conquête théorique définitive. Pour notre part, nous les aurions voulu plus complètes et surtout plus rigides dans leurs applications tactiques, c'est-à-dire différentes en degré, mais non en nature (279).

Seul l'avenir pouvait dire si nous avons raison de craindre que les insuffisances tactiques se transforment en une débandade théorique et finalement en un abandon total de la doctrine, du but final, des principes et du programme. Nous devons nous battre pour que cela n'arrive pas, en ne faisant jamais de nécessité vertu et en tâchant de sauvegarder au moins une base solide d'où le mouvement pût repartir dans l'avenir, pour le cas où le cours pris par l'histoire dans la phase d'alors aurait été irréversible et où nous n'aurions pas réussi à nous imposer. Les "esprits pratiques" peuvent sourire de notre "entêtement" à ne pas capituler: nous leur répondrons que c'est à un "entêtement" semblable qu'avait tenu la force des bolcheviks et que c'est eux qui nous en avaient donné l'exemple. Nous n'aspirions pas à des trophées de victoire pour nous: nous sentions le devoir de lutter pour que le mouvement communiste mondial sorte vainqueur d'un dur combat et c'est uniquement pour que cette perspective se réalise que nous avons multiplié les cris d'alarme.

Quand furent connues en Italie la lettre de Lénine aux "communistes italiens, français et allemands" et la circulaire Zinoviev sur "Le parlement et la lutte pour les Soviets" (280), nous y avons répondu avec des arguments relevant de la même doctrine et du même programme que ceux des bolcheviks, repoussant tout rapprochement entre nous et les immédiatistes soi-disant "de gauche", héritiers du démocratism dans sa version anarcho-syndicaliste. C'est donc au nom des principes que le mouvement prolétarien occidental avait précisément tant de mal à assimiler parce qu'il était malade d'individualisme, de démocratism et de légalisme que nous avons mis l'Internationale en garde contre un laxisme excessif dans le domaine de la tactique et de l'organisation; et si nous l'avons avertie du danger qu'il y avait à surestimer certains partis et groupes bâtards sous le prétexte que leur conduite pendant la guerre avait été "honorable", c'est parce que nous savions bien que, même s'ils se pliaient à la discipline de l'Internationale, ils n'abandonneraient jamais leurs vieilles habitudes, surtout si celle-ci laissait les problèmes tactiques à l'appréciation des sections nationales au lieu de les trancher centralement. De même, nous avons osé dire que la nécessité de conserver le pouvoir en Russie risquait de prévaloir matériellement sur les intérêts impérieux du mouvement communiste mondial (281), et nous avons mis les bolcheviks en garde contre ce danger et contre celui de séparer le programme de ses applications tactiques comme la circulaire de Zinoviev tendait déjà à le faire.

S'ils daignent relire les articles reproduits ci-dessous, nous défions les "historiens" au service de l'opportunisme d'y trouver quoi que ce soit qui leur permette d'imputer notre abstentionnisme à une horreur anarchiste pour la "politique", les "chefs" et le "pouvoir" ou de prétendre que, chez nous comme chez certaines "gauches" allemandes, il allait de pair avec un abandon de la lutte économique ou des syndicats, en dehors des cas prévus par les thèses du IIe Congrès elles-mêmes. Nous les défions de démontrer qu'en défendant une tactique de non-participation au parlement, nous rejetions en même temps les principes que Moscou affirma énergiquement en juillet-août 1920 devant les délégués de 37 pays et que les soi-disant partis communistes d'aujourd'hui ont reniés plus de trente-sept fois. Bien pires que les maximalistes qui ont accepté l'accessoire, c'est-à-dire le parlementarisme révolutionnaire, et ignoré l'essentiel, c'est-à-dire la condamnation de principe du parlementarisme et du démocratism, ils ont enterré les deux à la fois en pratiquant le parlementarisme tout court et le culte de la démocratie. Et tandis que nous

mous battions contre l'admission dans l'Internationale de partis ou de fractions hétérogènes et d'origine douteuse, ils naviguent depuis trente ans dans les eaux du polycentrisme, des voies nationales et du “chacun pour soi”.

Quand nous avons appris que l'Internationale des Jeunes communistes s'était constituée les 22-26 novembre 1919 au cours d'une réunion secrète tenue à Berlin sur la base du programme de la IIIe Internationale, nous nous sommes réjouis de ce qui nous apparaissait à juste titre comme une nouvelle grande conquête dans cette année de terribles défaites chaque fois surmontées. Cette fondation témoignait du fait que la jeunesse communiste aurait ce que la jeunesse socialiste n'avait jamais eu: une organisation internationale militante qui au lieu de se voir tristement confinée dans des tâches mesquines d'“éducation”, embrasserait l'ensemble des activités politiques dans le cadre de la doctrine et du programme marxistes. C'était là un immense bond en avant, la liquidation de tout un passé, mais nous aurions souhaité que ce ne fût pas le dernier, et qu'avec toutes les vieilleries social-démocrates, on mît également au pilon la formule “selon nous équivoque et anti-communiste” disant qu'il ne fallait “renoncer à aucun moyen”. Servant à justifier le “moyen” parlementaire dont l'emploi était en outre laissé à l'appréciation des organisations nationales qui devaient trancher cas par cas, elle pouvait être invoquée pour avaliser n'importe quelle manœuvre en contradiction ou même en opposition directe avec le programme de la nouvelle Internationale, comme cela se produisit effectivement plus tard.

Notre réaction ne fut pas moins caractéristique lors de la dissolution du Sub-Bureau d'Amsterdam en mai 1920. Créé en novembre 1919 sur la demande expresse de Lénine par le Hollandais Rutgers, ce Bureau devait être un centre de propagande communiste pour l'Europe occidentale et l'Amérique et il avait commencé à publier un bulletin en trois langues. Il devait prendre des contacts avec des groupes et des partis de cette aire géographique et organiser une conférence internationale pour laquelle il avait rédigé un ensemble de thèses, en particulier sur les questions parlementaire et syndicale. Cette conférence qui s'était tenue à Amsterdam les 3-8 février avec la participation de délégués américains, anglais, hollandais, belges, et d'Allemands arrivés avec un retard considérable s'était déroulée de façon confuse et très critiquée et avait finalement approuvé des résolutions dont les plus importantes concernaient les syndicats et la question de l'“unité”. Elles étaient assez différentes de celles que le Sub-Bureau avaient précédemment rédigées, et lorsqu'elles furent publiées par l'“Ordine nuovo” (1re année, N° 43), le “Soviet” jugea que leur première partie était contradictoire, peut-être en raison d'une rédaction hâtive, mais leur seconde partie acceptable dans l'ensemble. En effet, la première partie affirmait à la fois que les associations économiques et syndicales “*peuvent devenir des moyens de la lutte révolutionnaire et de construction de la société communiste*” et avec un manque de logique évident que “*le développement de l'impérialisme les enfonce définitivement dans le capitalisme*” en les transformant en organisation de l'aristocratie ouvrière, comme si, en Occident, elles n'avaient pas en réalité regroupé une majorité et parfois la quasi-totalité des salariés industriels et agricoles! De la même façon, elle affirmait qu'il fallait continuer à développer une agitation révolutionnaire dans leurs rangs et encourager la transformation des syndicats de métier en syndicats d'industrie présentant le double avantage d'“*être calqués sur les formes capitalistes actuelles*” et “*animés d'un esprit de lutte pour le pouvoir politique et économique*”; mais d'autre part, elle ajoutait qu'il fallait constituer à côté de ces syndicats des organisations d'entreprise telles que commissions d'atelier, comités ouvriers, conseils économiques des ouvriers et groupes communistes d'usine, jugeant que non seulement celles-ci constituaient “*des moyens pour pousser les syndicats à une action plus révolutionnaire*”, mais qu'“*au moment de la crise, elles pouvaient donner naissance aux Soviets*”. Très proches de la conception des I.W.W. américains et de l'“Ordine nuovo”, ces deux dernières positions étaient en revanche à l'opposé de la nôtre. La seconde partie de ces thèses était par contre juste, puisqu'elle reconnaissait que “*l'organisation par industries ne suffit pas à renverser le capitalisme*” et niait qu'elle permît aux travailleurs de “*développer la nouvelle société au sein de l'ancienne*” en leur apprenant à “*assumer la direction technique de l'industrie*” de façon à la

“*contrôler graduellement*”. Mais cela revenait à envoyer au diable toute l'idéologie conseilliste et ordinoviste affleurant dans la première partie (282), ce qui autorise à supposer des divergences de fond, en particulier parmi les dirigeants hollandais du Bureau d'Amsterdam. (283)

Reprochant au Bureau d'Amsterdam d'avoir organisé la conférence de février sans son accord, d'avoir voté des résolutions s'écartant de celles qui étaient en préparation pour le IIe Congrès, mais qui étaient déjà partiellement connues par des documents, des lettres et des thèses dues aux représentants les plus importants du Komintern et enfin d'avoir salué la naissance du K.A.P.D. en avril, l'Exécutif de l'I.C. décida le 15 mai 1920 de dissoudre le Bureau d'Amsterdam et de transmettre ses fonctions au Bureau pour l'Europe occidentale existant à Berlin. Par malheur, les thèses de ce dernier reflétaient cette fois le “possibilisme” du K.P.D., tirant d'un jugement pessimiste sur les perspectives révolutionnaires immédiates en Occident des conclusions tactiques on ne peut plus quietistes et légalistes et déduisant du fait que les partis communistes européens étaient tout à fait minoritaires dans les masses laborieuses qu'il était prudent de se rapprocher de l'U.S.P.D.!

Devant la décision de l'Exécutif, le “Soviet” (284) réaffirma explicitement que “*le critère fondamental de la centralisation de l'action révolutionnaire autorise l'organe de l'Internationale à interpréter, dans l'intervalle des Congrès mondiaux réguliers, les directives qui doivent être suivies dans l'action*”. Il confirma son accord total avec les bolcheviks qui condamnaient le boycott des syndicats existants et la prétention de les remplacer par de nouvelles organisations économiques “constitutionnellement” révolutionnaires en quelque sorte et présentées de surcroît comme des substituts du parti politique. Il désapprouva totalement la demande des “Hollandais” qui auraient voulu qu'on admette les conseils d'usine dans la IIIe Internationale, ayant lui-même toujours affirmé que seuls des partis politiques (communistes, bien entendu) pouvaient y adhérer, et ne manqua pas l'occasion de se démarquer une fois de plus de l'abstentionnisme anarchisant. Par contre, il ne dissimula pas son inquiétude devant le fait que le Bureau d'Amsterdam avait été désavoué non tant à cause des résolutions votées en février qu'en raison de “*son attitude à juste raison batailleuse et intransigeante envers les opportunistes, les Indépendants, les reconSTRUCTEURS*” auxquels allaient à l'époque toutes les nostalgies du Parti communiste allemand. Il souligna que malgré le caractère contradictoire de certaines formulations, la conférence de février avait du moins eu le mérite de proclamer que “*les social-patriotes et les opportunistes, surtout lorsqu'ils se déclarent de gauche, sont les ennemis les plus dangereux de la révolution prolétarienne*”; que collaborer avec eux signifie “*contrarier gravement le développement du mouvement communiste*”, et que les tolérer sous le prétexte de l'unité signifie violer cette véritable unité révolutionnaire qui consiste “*moins dans l'acceptation formelle de principes généraux que dans l'accord sur l'action fondamentale*” (285). Dans ce sens et du fait qu'elle avait demandé une scission rapide d'avec les opportunistes, Amsterdam avait finalement été plus fidèle que Berlin à la tradition bolchevique authentique. Il se pouvait bien que le Sub-Bureau dissous n'ait pas été entre des mains tout à fait sûres mais, étant données les circonstances, le nouveau Bureau de Berlin n'offrait pas de meilleures garanties. Chassé par la porte, le danger de droite ne risquait-il pas de rentrer dans l'Internationale par la fenêtre en provenance d'Allemagne, malgré la lutte glorieuse du prolétariat de ce pays?

C'est donc dans un esprit d'adhésion enthousiaste à l'œuvre de restauration intégrale du marxisme accomplie par les bolcheviks, mais aussi avec la volonté inébranlable de la défendre, au besoin en polémiquant avec eux, contre les attaques sournoises des “proches”, des “cousins”, des convertis de fraîche date ou plutôt des partisans de la “mode du jour” que la Gauche marxiste d'Italie se prépara à dire son mot à la tribune tout autre que parlementaire du IIe Congrès de l'Internationale.